

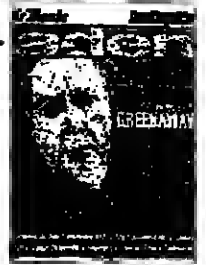
هكذا من رايه

Caroline Dickinson  
un violeur en série

# Le Monde

EN ÎLE-DE-FRANCE

■ Demandez  
« aden »,  
le guide culturel



QUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16439 - 7,50 F

JEUDI 4 DÉCEMBRE 1997

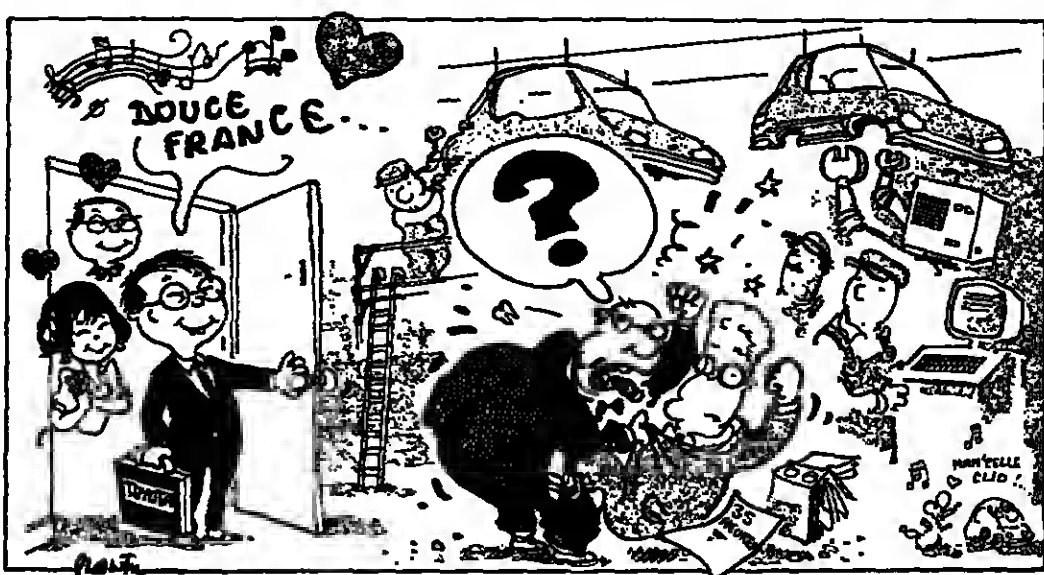
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Toyota choisit la France pour créer au moins 2 000 emplois dans l'automobile

Valenciennes est favori pour l'implantation d'une usine du constructeur japonais en 2001

LE GROUPE JAPONAIS Toyota a choisi la France pour installer sa deuxième usine automobile européenne. Deux sites sont en concurrence, Longwy en Lorraine et Valenciennes dans le Nord. Valenciennes est favori. L'annonce officielle sera faite à Paris le 9 décembre par Liouel Jospin et le président de Toyota, Hiroshi Okuda. Six mille emplois pourraient être ainsi créés, dont deux mille directs et quatre mille indirects.

Déjà présent en Grande-Bretagne depuis 1992, le troisième constructeur automobile mondial réfléchissait depuis plusieurs années à une autre implantation en Europe. La compétition fut rude : 75 sites avaient été présélectionnés dont 27 en France. Au final, seules l'Irlande, la Pologne et la France restaient en lice. Cette dernière l'a finalement emporté sans faire de surenchère en matière de subventions : elles représentent 300 millions de francs pour un investissement de 5 milliards.



La France a tiré parti de sa position géographique au cœur de l'Europe, mais surtout de l'importance d'un marché automobile (le deuxième derrière l'Allemagne) dans lequel Toyota n'a jamais percé. Ni les coûts salariaux français, ni la perspective du passage aux 35 heures n'ont découragé le constructeur japonais.

Lire page 16

## L'immigration au Parlement

■ Le projet  
de M. Chevènement  
assouplit les lois  
Pasqua et Debré

■ La droite  
dénonce  
le « laxisme »  
des socialistes

■ Les communistes  
et les Verts reprochent  
à Lionel Jospin  
de ne pas respecter  
ses engagements

Lire pages 6 et 7

## Que le foot commence !

A L'OCCASION du tirage au sort, jeudi 4 décembre à Marseille, de la Coupe du monde de football 1998, Le Monde consacre douze pages à l'événement qui réunira 22 pays en France à partir du 10 juin 1998. Dans ce supplément, les dix stades où auront lieu les matchs, la présentation des pays qualifiés, les espoirs de l'équipe de France, le portrait des favoris brésiliens et de leur star Ronaldo.

## Le rouble attaqué

Moscou relève ses taux d'intérêt sur ses bons du Trésor et sollicite l'aide des banques étrangères pour faire face à des difficultés de paiement.

## 57 milliards de dollars pour la Corée

Séoul et le FMI seraient parvenus à un accord sur le montant de l'aide destinée à sortir le pays de la crise financière.

## La feuille d'impôts de François Pinault

L'homme d'affaires, un des plus riches de France, n'a pas acquitté d'impôt sur la fortune en 1997.

## Divisions chez les « psy »

Les psychothérapeutes souhaitent voir leur activité encadrée et reconnue. Les psychiatres et les psychologues s'y opposent.

## Balzac comme guide

Notre chroniqueur « Voyages » a mis ses pas dans ceux de l'archéologue Philippe Bruneau, qui, dans un livre, fait de la Comédie humaine un parcours de découvertes.

## L'audiovisuel public agité

Les salariés de France 3 poursuivaient leur grève, mercredi 3 décembre, tandis que la SFP s'apprête à voter un nouveau plan social qui réduirait de moitié ses effectifs.

## Contre le terrorisme, une taxe de séjour pour aider des villages égyptiens

NÉ DU FANATISME, exacerbé par la violence policière, le terrorisme se nourrit de la misère. Le moyen le plus sûr de le combattre n'est-il pas de favoriser le développement économique ? C'est en partant de cette idée simple que Moustapha El Guindi, président de l'Association des hôteliers de Louxor et Assouan, vient de lancer un projet inattendu : encourager les touristes à consacrer une petite somme (par exemple 2 dollars par personne et par nuitée) pour financer des projets de développement en Egypte. Ayant déjà obtenu l'accord de principe des groupes hôteliers et touristiques de son pays, cet homme de trente-sept ans, au physique de jeune premier, vient d'arriver à Paris pour entrer en contact avec les voyageurs européens.

« Il s'agit d'une initiative égyptienne, affirme-t-il. Nous devons résoudre nous-mêmes le problème, mais nous avons besoin de votre soutien. Si le monde doit quelque chose à l'Egypte, depuis des siècles, c'est aujourd'hui qu'il faut le manifester. Des millions d'Égyptiens sont atteints économiquement par ce qui vient de se passer. Il y a urgence. C'est le moment d'agir. » « It's time. Now », insiste en anglais ce parfait francophone, comme s'il craignait de n'avoir pas été compris.

Moustapha El Guindi n'a pas attendu le massacre du 17 novembre (68 morts dans la vallée des Reines) pour s'intéresser au développement. Depuis cinq ans, il consacre certains de ses revenus au village de Hagaza, dans le delta, dont est originaire sa famille : institution d'un fonds d'urgence, rénovation d'un hôpital, création d'équipes de football, etc. L'attentat de Louxor a fait craindre aux habitants l'arrêt de cette manne, alors que la détermination de Moustapha n'en a été que renforcée. L'autre vendredi, assure-t-il, quand il est allé sur place pour la fête annuelle, en compagnie de l'ambassadeur des États-Unis en Egypte qui n'en croyait pas ses yeux, une foule en délire a littéralement soulevé leur voiture.

Sa sensibilité sociale, il la tient de son père, décédé, un professeur d'histoire qui dirigeait le lycée de Méadi, dans la banlieue résidentielle du Caire. « Un homme éduqué, un musulman normal, précise le fils. Il nous a appris une chose : aimer les gens. Mon frère et moi, nous sommes ingénieurs. Moi, j'ai fait un MBA, puis j'ai offert des felouques pour de jeunes touristes qui n'avaient pas les moyens de s'offrir des croisières sur le Nil. Par la suite, j'ai fait construire un beau bateau pour des voyages sur

le lac Nasser... » Visiblement, ses affaires sont florissantes. Du moins l'étaient-elles jusqu'au coup de poignard porté par les tueurs de Louxor. Musulman pratiquant ? « Je ne fais pas la prière, mais, quand je la fais, je suis content. J'ai accompagné ma mère à La Mecque... »

Son projet n'enchanterait pas forcément certains voyageurs européens qui en sont plutôt à réclamer... des dédommagements aux autorités égyptiennes. Celles-ci ne veulent pas donner l'impression de tendre la main aux Occidentaux et préfèrent considérer la crise actuelle comme un mauvais moment à passer. Moustapha El Guindi souligne pour sa part que le tourisme égyptien n'est pas un cas particulier. « Aujourd'hui, c'est l'Egypte qui est touchée par le terrorisme. Demain, ce sera la Turquie ou la France. S'ils réussissent chez nous, ils réussiront partout. Peut-on accepter de vivre enfermé, chacun chez soi ? Son rêve est donc de voir s'étendre à tous les pays ce qu'il espère réaliser dans la vallée du Nil : faire du tourisme, non plus seulement une rentrée de devises, mais un moyen direct d'aider les pauvres à relever la tête.

Robert Solé

Lire page 21

## Une grammaire rupestre

LES GROTTES ornées sont le support d'une véritable « écriture universelle très simple » que l'homme a inventée à l'aube de son existence, affirme le préhistorien italien Emmanuel Anati. Les gravures rupestres présentent une combinaison de signes et d'images qui se répètent sur tous les continents et qui a la même signification partout, explique ce chercheur, responsable d'un programme de synthèse des arts préhistoriques à l'échelle mondiale financé par l'Unesco. Sa thèse, séduisante, consiste à proposer « une structure grammaticale » pour ce mode d'expression graphique qui serait né en un lieu unique, probablement en Afrique, entre 100 000 et 50 000 ans avant notre ère. Elle est contestée par ses collègues français Jean Clottes et Denis Vallois.

## Fines lames



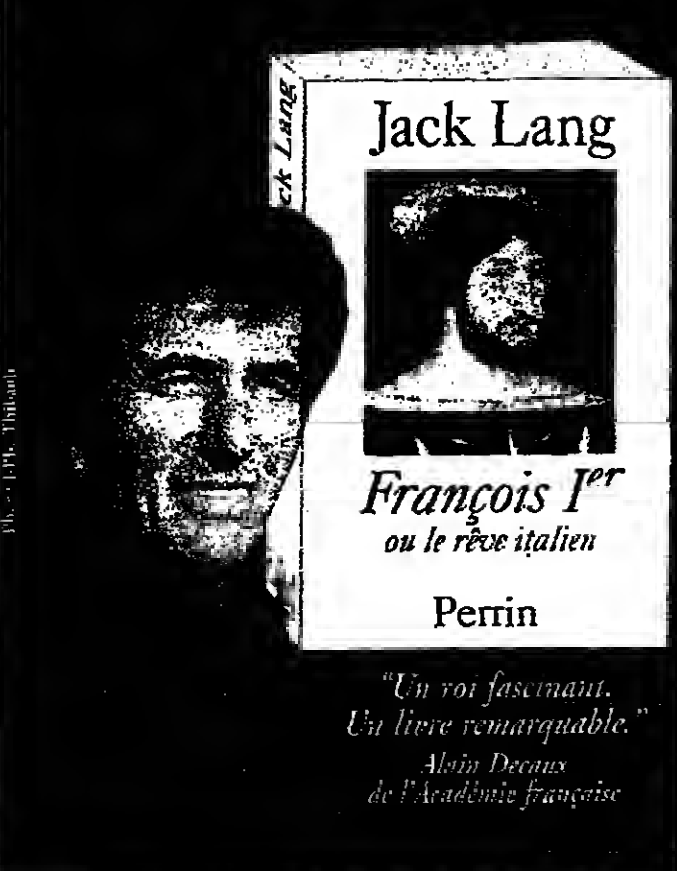
PHILIPPE DE BROCA

SEPTIÈME ADAPTATION du roman de Paul Féval, Le Bossu, de Philippe de Broca, sort mercredi 3 décembre sur les écrans. Réalisé avec soin, le film est dominé par d'excellents acteurs (Daniel Auteuil, Marie Gillain, Fabrice Luchini). Réunis par Le Monde, Philippe de Broca, Jean-Paul Rappeneau et Bertrand Tavernier parlent de l'avenir du film de cape et d'épée. A noter également l'original Sunday, de Jonathan Nossiter, un faux reportage sur les SDF américains.

Lire pages 25 à 27

International	2	Finances/marchés	19
France	6	Aujourd'hui	21
Société	9	Météorologie-jeu	24
Régions	11	Culture	25
Cartes	12	Guide	27
Horizons	13	Abonnements	28
Entreprises	16	Kiosque	28
Communication	18	Radio-télévision	29

## Quand naissait la France moderne.



## L'énergie nucléaire sans mythes

par Georges Charpak

La confiance candide dans les bienfaits de la science succède, chez certains, son rejet irraisonné ou une méfiance profonde. Cela conduit à l'éclatement d'une pensée critique qui peut, si elle reste rationnelle, aboutir à brider les débordements d'industries économiquement et politiquement puissantes qui tendent parfois à faire accepter des nuisances évitables simplement en raison de la recherche égoïste de leur développement optimal.

Mais cela a aussi conduit à l'éclatement de groupes sectaires, dont l'arme est une propagande sans vergogne exploitant la peur et l'ignorance. Ils finissent par n'avoir comme but que la recherche des conditions permettant de hisser leurs dirigeants à un niveau d'influence politique satisfaisant, en assurant le flot nécessaire d'adhérents et de financement.

L'entrée fracassante du nucléaire dans l'histoire à Hiroshima et Nagasaki l'a marqué, pour certains esprits, d'un sceau infamant

Indélébile. Pour d'autres, au contraire, il a été la raison d'être de la paix qui a régné en Europe, pendant un demi-siècle.

Nous héritons aujourd'hui, avec la fin de l'URSS, d'un stock énorme de têtes nucléaires, près de 50 000, qui pourrait bien être le danger le plus redoutable qui nous guette si nous nous montrons incapables d'entreprendre son contrôle, et son éradication d'une façon plus rapide et plus efficace que celle qui est en cours.

Nous héritons aussi d'une industrie électronucléaire qui produit dans le monde 18 % de l'électricité consommée. La France occupe une position singulière, car 80 % de sa production est d'origine nucléaire. Est-ce la bonne solution pour les siècles prochains ?

Lire la suite et le point de vue d'Edmond Alphandéry page 14

Georges Charpak est physicien. Il a reçu le prix Nobel en 1992.

M 0147 - 1204 - 7,50 F





NAL a publié mercredi un nouveau rapport décrivant les atrocités commises dans l'ex-Zaïre contre les réfugiés hutus rwandais lors de la conquête du pays par les troupes de M. Kabila.

## Rémy Ourdan



## Le chef de l'Etat pakistanais Farouk Leghari a été contraint de démissionner

L'armée a arbitré le conflit en faveur du chef du gouvernement

Le président de la République pakistanaise, Farouk Leghari, a démissionné de ses fonctions, mardi 2 décembre, mettant ainsi fin à une inter-

minable partie de bras de fer engagé avec le premier ministre, Nawaz Sharif, sur des questions politico-juridiques. Une fois de plus, c'est l'ar-

mée, en la personne du chef de l'état-major le-  
hangir Karamat, qui a tranché en choisissant de soutenir le chef du gouvernement.

Une jeune et fragile démocratie



CARACTÉRISTIQUES	Farouk Leghari
• NATURE DU RÉGIME	Rép. islamique
• SUPERFICIE	803 943 km²
• POPULATION	140 millions
• CAPITALES	ISLAMABAD
• MONNAIE	roupie (100 = 7 roupies)
• LANGUES	ourdou, anglais

PRINCIPALES PRODUCTIONS	INDUSTRIE	SERVICES
• COTON (1995)	1,70 million de t.	49
• GAZ NATUREL	18,2 milliards de m³	
• ÉCONOMIE - 1995		
• PIB/HAB.	440 \$	
• DETTE EXTÉRIÈRE	29,5 milliards de \$	

retré au chef de l'Etat le droit de dissolution de l'Assemblée nationale. M. Leghari avait donc toutes les raisons d'être tenté de se ranger aux côtés des adversaires d'un premier ministre grisé par une majorité parlementaire sans précédent dans l'histoire du pays.

M. Sharif s'était notamment mis à dos, depuis quelques mois, l'opposition et incorruptible président de la Cour suprême, Sajjad Ali Shah, sur le dossier de la nomination de nouveaux juges de cette Cour. Les relations n'avaient ensuite cessé de s'envenimer entre les deux hommes, jusqu'à ce que le premier ministre critique publiquement M. Shah pour s'être opposé à un autre amendement empêchant tout député de voter contre son propre parti sous peine de disqua-

lification. Amendement qui avait pour objet, dans l'esprit de M. Sharif, de prémunir les parlementaires contre toute défection vers un autre parti, une coutume assez répandue sous ces latitudes.

### ÉLECTEURS ÉCŒURÉS

Les critiques du chef du gouvernement visant le président de la Cour suprême avaient été fort mal reçues par ce dernier, qui avait décidé de poursuivre M. Sharif pour outrage à magistrat. Si le premier ministre avait été condamné, il aurait perdu son éligibilité et se trouverait accusé à la démission.

Le dernier épisode de cette longue bataille politico-juridique s'était produit, mardi matin, quand le président de la Cour suprême avait décidé de suspendre l'amendement.

## La Corée du Sud et le FMI seraient parvenus à un accord

L'ensemble de l'aide accordée à Séoul pourrait atteindre 57 milliards de dollars

APRÈS SEPT JOURS de négociations difficiles, le Fonds monétaire international (FMI) et la Corée du Sud seraient parvenus à un accord sur le programme d'aide dont va bénéficier ce pays, ont indiqué mercredi 3 décembre des sources du ministère sud-coréen des finances, citées par l'agence Yonhap. Toujours selon Yonhap, le soutien financier devrait atteindre 57 milliards de dollars (339 milliards de francs). D'après le quotidien japonais Mainichi Shimbun du mercredi 3 décembre, 20 milliards seraient apportés directement par le FMI, 10 milliards par le Japon et 10 milliards par la Banque mondiale. Le reste serait avancé par la Banque asiatique de développement, par les États-Unis et par d'autres pays.

En contrepartie, Séoul aurait accepté de ramener son rythme de croissance à 3 % en 1998 - le plus faible depuis 1980 - contre 6 % cette année. La Corée se serait aussi engagée à maintenir son inflation sous les 5 % et à ramener en 1998 son déficit des paiements à moins de 5 milliards de dollars, contre 23,7 milliards en 1996 et 14 milliards en 1997. Enfin, Séoul aurait fait une concession majeure en acceptant d'ouvrir aux investisseurs étrangers son marché obligataire, son marché obligataire à court terme et le capital de ses entreprises - jusqu'à 50 % des entreprises, jusqu'à 55 % en 1998 - jusqu'à présent la limite était de 26 %.

Le directeur général du FMI, Michel Camdessus, est arrivé à Séoul mercredi, afin de signer l'accord avec le président sud-coréen Kim Young-sam. Le FMI aurait enfin demandé aux trois principaux candidats à l'élection présidentielle sud-coréenne du 18 décembre de s'engager à respecter les conditions assorties à son sauvetage.

### LE YEN TOUJOURS FAIBLE

En réaction à l'annonce de ces premiers détails du plan d'aide, la Bourse de Séoul, qui perdait auparavant plus de 4 % après dix séances consécutives de recul, est repartie à la hausse. L'indice KOSPI gagnait 2,3 % en fin de journée. Pourtant, l'important groupe industriel Halla, le douzième conglomérat du pays, spécialisé dans la construction navale et les travaux publics, a annoncé mercredi sa faillite. La monnaie coréenne, le won, se reprenait aussi mercredi gagnant 5 % contre le dollar à moins de 1.200 pour un billet vert.

Les autres devises asiatiques étaient moins bien orientées, à l'image du yen, toujours très faible

- autour de 129 pour 1 dollar. Le ministre japonais des finances, Hiroshi Mitsuzuka, a réitéré mercredi ses menaces de procéder à des interventions sur le marché des changes. Mardi, M. Mitsuzuka avait évoqué la possibilité d'une opération conjointe menée par les banques centrales du Japon et des États-Unis, alors que le dollar franchissait les 129 yens pour la première fois depuis mai 1992.

La Bourse de Tokyo a fini mercredi sur une baisse de 1,92 % après la publication de chiffres décevants sur la croissance dans l'archipel. Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,8 % au troisième trimestre (juillet-septembre). Cette performance se situe dans la fourchette basse des attentes des économistes. Le vice-ministre de l'Agence économique de planification japonaise, l'EPA, Shimppei Nakaya, a estimé que ce chiffre rendait plus difficile encore à atteindre l'objectif officiel d'une croissance de 1,9 % pour l'année fiscale s'achevant fin mars. Au trimestre précédent (avril-juin), l'économie nipponne avait enregistré une baisse de 2,8 % de son PIB, la plus importante depuis vingt-trois ans.

### RESTRUCTURATION EN THAILANDE

La situation restait aussi délicate en Thaïlande. La monnaie locale, le baht, a encore cédé 3 % mercredi. La devise thaïlandaise a perdu plus de 40 % de sa valeur depuis sa dévaluation en juillet qui a déclenché la crise monétaire dans la région. Le gouvernement doit décider prochainement du sort de 58 des 91 sociétés financières thaïlandaises dont les opérations ont été suspendues depuis juin. Elles sont à court de liquidités et la majeure partie de leurs créances, seraient irrécouvrables. Le gouvernement a indiqué que « plus de la moitié » des 58 firmes ne survivront pas à la restructuration financière imposée par le FMI, en échange d'un plan de soutien de 17,2 milliards de dollars.

Les propos les plus optimistes sur les pays asiatiques sont finalement venus des États-Unis et d'Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine. Mardi soir, devant le Club économique de New York, M. Greenspan a souligné que les pays asiatiques ont encore un fort potentiel de croissance, à condition qu'ils ouvrent leurs marchés à la concurrence.

Eric Leseur  
avec l'agence Bloomberg

### Un ancien-proche de Benazir Bhutto

Le président démissionnaire, Farouk Leghari, qui était en poste depuis quatre ans, était un proche de l'ancien premier ministre Benazir Bhutto. M. Bhutto l'avait nommé ministre des affaires étrangères le 19 octobre 1993 et, un mois plus tard, à la présidence de la République en remplacement de Ghulam Ishaq Khan, le chef de l'Etat qui avait limogé M. Bhutto en 1990. Mais, en novembre 1996, c'est M. Leghari qui avait brutalement « démissionné » cette dernière pour « corruption présumée ».

Originaire de l'aristocratie terrienne pakistanaise, fils d'une des plus riches familles du Pakistan, Farouk Leghari, âgé de cinquante-sept ans, est un musulman très pratiquant. Né dans le Punjab, il a été élu, comme tous les jeunes gens de son milieu, en Grande-Bretagne, à Oxford. - (AFR)

### Une crise constitutionnelle qui dure depuis un an

Le président pakistanais Farouk Ahmed Leghari a démissionné mardi à l'issue d'une crise constitutionnelle dont voici les principales étapes :  
• 5 novembre 1996 : le président Leghari dissout l'Assemblée nationale et destitue le gouvernement de M. Benazir Bhutto, qui appartient pourtant au même parti que lui.  
• 3 février 1997 : la Ligue musulmane pakistanaise de Nawaz Sharif gagne les élections en écrasant le Parti du peuple pakistanais de M. Bhutto.  
• 31 mars : la nouvelle majorité parlementaire adopte le 13<sup>e</sup> amendement, qui retire au président le droit de dissoudre l'Assemblée nationale et donc de destituer le gouvernement.  
• 20 octobre : le premier ministre, Nawaz Sharif, refuse la nomination de cinq juges à la Cour suprême et annonce la réduction du nombre des juges

de cette haute instance judiciaire de dix-sept à douze.  
• 31 octobre : M. Sharif annonce qu'il accepte de nommer les cinq juges et de maintenir leur nombre total à dix-sept.  
• 3 novembre : le président de la Cour suprême, le juge Sajjad Ali Shah, annonce cependant des poursuites contre M. Sharif pour « outrages à la Cour ». Une condamnation entraînerait une disqualification du chef du gouvernement.  
• 18 novembre : la majorité parlementaire adopte un amendement à la Constitution permettant de faire appel en cas de condamnation pour « outrages ».  
• 20 novembre : la Cour suprême suspend cet amendement constitutionnel et demande au président de ne pas le signer. Le président refuse de signer l'acte, l'empêchant ainsi d'avoir force de loi. Le soir même, la majorité parlementaire

menace de destituer le président.  
• 21 novembre : une médiation de l'armée calme les turbulences mais maintient un statu quo explosif.  
• 27 novembre : le président Leghari refuse de signer un décret gouvernemental nommant un président de la Cour suprême intérimaire.  
• 28 novembre : des partisans de M. Sharif attaquent la Cour suprême.  
• 30 novembre : le président de la Cour suprême, Sajjad Ali Shah, annule une réunion des juges de cette instance visant à le destituer.  
• 1<sup>er</sup> décembre : les juges de la Cour suprême ne parviennent pas à trouver un terrain d'entente pour dénouer la crise.  
• 2 décembre : un tribunal de la Cour suprême suspend le 13<sup>e</sup> amendement constitutionnel. Le président Leghari démissionne quelques heures plus tard. - (AFR)

## Pékin redoute une arrivée au pouvoir des indépendantistes à Taïwan

PÉKIN  
de notre correspondant

La défaite marquante que vient de subir aux élections locales du 29 novembre à Taïwan le Kuo-min-tang (Parti nationaliste, au pouvoir depuis qu'il s'est replié dans l'île en 1949), face au camp politique assimilé à la revendication indépendantiste, pose un sérieux problème au continent, que traduit le flot des réactions immédiates de Pékin.

Poussé dans ses retranchements, le ministère des affaires étrangères de Pékin s'est senti contraint de réitérer, mardi 2 décembre, la position usuelle selon laquelle la Chine ne saurait envisager de renoncer à l'usage de la force en cas de déclaration d'indépendance de l'île. Mais les autorités continentales semblent s'abstenir pour le moment d'envenimer les choses afin de ne pas se laisser entraîner dans une surenchère polémique à laquelle il leur serait malaisé de se soustraire. Les États-Unis, pour leur part, ont cherché à tempérer l'émotion en faisant valoir qu'il s'agissait d'élections locales portant plus sur des personnalités et méthodes de gestion que sur des grands principes politiques.

Il n'en demeure pas moins que, du point de vue de Pékin, le Kuo-min-tang, seule autorité à laquelle le Parti communiste continental aurait souhaité avoir affaire dans l'île, risque de perdre le pouvoir à plus ou moins brève échéance. Ce la suffit à mettre des certitudes anciennes en fâcheuse position.

Son président, Lee Teng-hui, chef de l'Etat élu, voit sa cote de popularité chuter, du fait de l'usure du pouvoir autant que d'un « ras-le-bol » à l'égard de son administration. Cette lassitude à son encontre s'exprime d'autant plus facilement que M. Lee n'est plus en fonctions que pour deux ans. Il était, certes, la bête noire de Pékin qui le soupçonnait de complaisance envers les indépendantistes.

Mais les circonstances de son départ prochain - à l'horizon 2000 - n'ont pas de raison d'enthousiasmer le continent. Le candidat logique à sa succession, l'ex-premier ministre Lien Chan, vice-président de l'Etat, n'est guère populaire. L'actuel chef du gouvernement, Vincent Siew, bien placé dans les sondages mais qui n'est pas particulièrement identifié à une ligne politique favorable à la « réunifi-

cation » chère à Pékin. La Chine a pu noter que les personnalités issues du mouvement indépendantiste, comme Hsu Hsin-lang, président du Parti démocratique progressiste (DPP), qui a remporté douze des vingt-trois sièges en jeu, ont beaucoup d'eau dans leur vin depuis que la perspective de prendre un jour le pouvoir s'esquisse. Cela ne suffit quand même pas à rassurer un gouvernement continental pour qui l'idée même que l'île puisse chercher à accéder à des organisations internationales, telle l'Organisation mondiale du commerce, sans faire acte d'allégeance auprès de lui, est anathème.

### ACCROISSEMENT DES ÉCHANGES

Seul point réconfortant pour les héritiers de Mao et de Deng Xiaoping : les milieux appartenant au camp explicitement indépendantiste taïwanais sont principalement financés, dans leurs campagnes électorales en particulier, par des milieux d'affaires qui tirent leurs plus gros bénéfices de leurs investissements sur le continent (on avance aujourd'hui le montant de 30 milliards de dollars, soit l'équivalent de près d'un

tiers des réserves en devises de l'île). Cette même classe d'affaires ne cache pas son mécontentement envers le président Lee qu'elle accuse, paradoxalement à l'unisson de Pékin, de se poser en obstacle à un accroissement des échanges de part et d'autre du détroit.

Sans perdre de vue son objectif de réunification, la direction continentale paraît avoir provisoirement renoncé à renouveler les gestuelles militaires de 1996, qui avaient contraint les États-Unis à s'interposer en garants de la paix armée interchinoise.

Il faudrait probablement, en l'état actuel des forces, une grave crispation intérieure sur le continent pour que l'on assiste à une réédition de cet exercice au bilan coûteux pour Pékin : il avait finalement mis en avant le problème de Taïwan, bien plus que jamais auparavant les menaces continentales envers l'île semi-indépendante. Ce qui ne signifie nullement qu'il faille exclure de nouvelles périodes de tension entre les deux rives d'un détroit aussi passionnément défendu et contesté.

Francis Deron

## BOUTIQUE BOUCHERON

Bijoux - Montres - Parfums - Lunettes

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON

BOUTIQUE BOUCHERON



# La Russie relève ses taux d'intérêt pour désamorcer les attaques contre le rouble

Le numéro deux du gouvernement, Anatoli Tchoubais, annonce que « la semaine à venir sera cruciale ». Les autorités espèrent que le FMI et des banques occidentales pourront « contribuer à la solution » de la crise

La banque centrale russe a relevé, mardi 2 décembre, ses taux d'intérêt sur les Bons du Trésor à 36 %, deux semaines après avoir relevé son taux de refinancement. Un important reflux de capitaux

étrangers, provoqué par la crise qui frappe les marchés émergents, est attendu en Russie ces jours-ci. Des secousses sont prévisibles sur le marché de la dette intérieure du pays, dont près d'un tiers

serait détenu par des investisseurs étrangers. La monnaie russe est en outre menacée par les mauvaises rentrées fiscales. Le premier vice-premier ministre, Anatoli Tchoubais, a redouté, dans un entretien

accordé à la presse, un « effet domino », pouvant notamment porter sur les investissements et la croissance en Russie. Il annonce toutefois « un nouveau plan très rigoureux de contrôle des dépenses » et

estime qu'une délégation du FMI, arrivée lundi à Moscou, « devrait (...) pouvoir être convaincue ». D'importants banquiers ont en outre été convoqués, mardi soir, à la banque centrale.

## MOSCOU

de notre correspondante  
Le numéro deux du gouvernement, Anatoli Tchoubais, fragilisé par de violentes attaques lancées contre lui en Russie, a annoncé, mardi 2 décembre, que « la semaine à venir sera cruciale » pour le pays. Sa monnaie est en effet menacée à la fois en raison des remous sur les marchés mondiaux et de catastrophiques rentrées fiscales russes. Tout en reconnaissant que cette crise « coûtera très cher » à la Russie, M. Tchoubais s'est déclaré confiant, devant des représentants de médias étrangers dont *Le Monde*, qu'une « solution sera trouvée ».

La Banque centrale a porté, mardi, ses taux d'intérêt sur les Bons du Trésor à 36 %, deux semaines après avoir déjà relevé son taux de refinancement à un niveau (28 %) qui s'est révélé insuffisant. De nouvelles secousses sont attendues cette semaine sur le marché de la dette intérieure russe, dont près d'un tiers aurait

été détenu par des investisseurs étrangers, pour une somme proche des réserves de la banque centrale (21 milliards de dollars en novembre, environ 126 milliards de francs). Le reflux de ces capitaux étrangers, provoqué par la crise qui a éclaté, fin octobre, sur les autres marchés émergents, était retardé en Russie car les investisseurs étrangers sont tenus, jusqu'à la fin de l'année, à un préavis d'un mois pour leurs sorties de dollars. Les retraits maximums sont donc attendus ces jours-ci. Un chiffre de 9 milliards de dollars de retraits possibles d'ici la fin de l'année a été cité par la Banque centrale.

Celle-ci a d'abord cherché à limiter la hausse des taux, en rachetant massivement des Bons du Trésor, pour éviter une révolte des banques commerciales, une nouvelle aggravation du déficit budgétaire et une dérive de la dette publique. Mais dimanche, « la décision fut prise de défendre le rouble, quitte à laisser grimper les taux qui se stabiliseront à un niveau que nous défendrons », a déclaré M. Tchoubais. Ce dernier a ainsi gagné à son avis la Banque centrale, le premier ministre et Boris Eltsine en personne, qui a approuvé, a précisé M. Tchoubais, les deux hausses des taux.

## SPÉCULATIONS

Décisions difficiles, car le pouvoir a toujours martelé que c'est la baisse des taux (tombés à moins de 20 % cet automne) qui allait permettre des investissements dans le secteur réel de l'économie, coïncidant d'une reprise de la croissance. Mais en Russie, qui a survécu à des taux qui dépassaient encore les 200 % il y a un an et demi, « leur rapport à la croissance et aux investissements est moins mécanique qu'ailleurs : la crise des impôts, la corruption ou la possibilité de trouver des partenaires fiables sont plus graves à cet égard », souligne un analyste occidental. Le principal serait d'empêcher une reprise de l'inflation en défendant le rouble (qui va changer de dénomination le 1<sup>er</sup> janvier) contre les milieux qui ont commencé à spéculer contre lui. Sachant qu'il est vain de spéculer les réserves en travaillant contre un marché qui attend des taux situés entre 35 % et 45 %.



P. ANNE

Mais, pour en convaincre Boris Eltsine, il fallait lui donner des raisons de croire que M. Tchoubais, en charge des finances, peut, malgré cette crise, trouver en un mois les 1,5 à 2 milliards de dollars nécessaires pour remplir les promesses présidentielles faites en été, quand « tout allait bien » : rattraper avant la fin de l'année les retards de salaires dans le secteur public. M. Tchoubais a rappelé que lors de leur visite en octobre, les experts du Fonds monétaire international (FMI) ont

convenu que « tous les paramètres étaient meilleurs que jamais : inflation au plus bas (11,8 %), PIB en hausse (0,3 %) de même que les salaires (2 %) et les investissements étrangers (6 milliards de dollars au premier semestre) ». Seule ombre au tableau, mais de taille : les impôts qui ne rentrent toujours pas. M. Tchoubais n'a pas réussi à faire payer d'autres grands débiteurs que Gazprom, la plus grosse société du pays. Le FMI a donc annoncé qu'il suspendait le versement de sa tranche d'aide de

700 millions de dollars prévue en novembre.

Ce revers, coïncidant avec la crise des marchés asiatiques, eo a entraîné d'autres : la Banque mondiale, qui promettait 1,1 milliard de dollars à la fin de l'année, doit suivre le veto du FMI ; Gazprom et d'autres grandes sociétés ont renoncé à placer leurs emprunts sur le marché international ; les ventes aux enchères des parts de l'Etat dans des sociétés pétrolières ont été reportées à l'an prochain ; et les pertes sur les Bons du Trésor s'accroissent. A tout cela, s'ajoutent les problèmes personnels de M. Tchoubais, dont de puissants médias continuent à réclamer le renvoi. Mais il en faut plus pour décourager le « père des réformes » russes.

S'il déplore cet « effet domino », M. Tchoubais encaîne aussitôt sur les « nouveaux signes positifs opportuns ». D'abord, dit-il, « un nouveau plan très rigoureux de contrôle des dépenses et de restructuration du travail sur les revenus devrait être signé par Boris Eltsine en début de semaine prochaine ». Puis, une nouvelle mission du FMI, qui se trouve à Moscou jusqu'au 12 décembre, « devrait, à la lumière des premiers acquis de ce plan, pouvoir être convaincue » de lever rapidement son veto. Même si la presse russe affirme que le FMI a refusé l'octroi d'un fonds de stabilisation du rouble de 5 mil-

liards de dollars demandé en catastrophe. Enfin, la Banque mondiale pourrait dans ce cas reprendre ses propres versements. « On trouvera une solution pour payer les médecins et les professeurs », a conclu M. Tchoubais.

De gros banquiers étaient convoqués, mardi soir, à la Banque centrale pour « contribuer à la solution », mais la séance serait achevée... sur un scandale, selon le quotidien *Kommersant*. De grosses banques étrangères réclameraient un taux d'intérêt trop élevé. Pourtant, le relatif optimisme de M. Tchoubais trouve un écho chez certains experts étrangers, mais pour d'autres raisons. « La Russie a de la chance, dit l'un d'eux. Sa crise de l'été 1995 est survenue à temps pour la pousser à nettoyer un peu son secteur bancaire. Celle d'aujourd'hui intervient avant un trop grand afflux de capitaux spéculatifs ».

Reste à savoir si la Russie parviendra à taxer enfin un peu de ses richesses : la crise actuelle peut y aider, à condition que le marché mondial n'apporte plus d'autres secousses. Elle peut en effet redonner un peu de poids à la conditionnalité du FMI, souvent laxiste avec Moscou. De toute évidence, M. Tchoubais s'envisage plus, comme cet été, de se passer de ses services.

Sophie Shihab

## Le président et les têtes nucléaires...

Le président Boris Eltsine a une nouvelle fois surpris jusqu'à ses propres collaborateurs, en déclarant, mardi 2 décembre, à Stockholm : « Je vous dis ici, pour la première fois, que nous allons, de façon unilatérale, réduire encore d'un tiers nos quantités de têtes nucléaires ! ». Aussitôt après, son porte-parole s'est efforcé de corriger le tir en expliquant à la presse comment « interpréter » les déclarations « inattendues » du président, qui avait souvent l'air absent pour sa première visite en Suède...

Selon Sergueï Iastrjembki, M. Eltsine, qui était « probablement assez fatigué », a voulu ainsi « saigner la possibilité de parvenir à une réduction plus radicale » de l'arsenal nucléaire global que ce que ne prévoient jusqu'à présent experts américains et russes dans le cadre de négociations sur un accord START III. Le président s'est également trompé en incluant le Japon et l'Allemagne dans le club des puissances disposant de l'arme nucléaire... (Corresp.)

## Nouvelle flambée de « guerre des clans » autour de Boris Eltsine

### MOSCOU

de notre correspondante  
Depuis son opération du cœur, il y a un an, Boris Eltsine d'avait pas donné l'occasion aux médias russes

### ANALYSE

La campagne anti-Tchoubais dure depuis des mois et même s'intensifie

de le traiter, comme par le passé, d'« ivrogne ». Il n'est pas certain que l'incident survenu mardi 2 décembre à Stockholm ramène le sujet à l'ordre du jour. En revanche, dans sa façon de diriger un immense, pays malade de corruption,

le président semble n'avoir jamais perdu ses vieilles habitudes : poser en « boyo tsar » et diviser pour régner. Une recette dont les limites apparaissent en temps de crise, comme celle que, traversant, aujourd'hui la Russie. Alors que toutes ses énergies devraient être concentrées pour y faire face, on assiste à Moscou à une nouvelle flambée de la « guerre des clans » autour de Boris Eltsine, qui la suscite lui-même par son comportement.

« Les clans au sein du pouvoir, c'est normal. Mais si l'un d'eux se détache trop des autres, il faut lui porter un coup. » C'est ainsi qu'une femme promue à la mi-novembre chef-adjoint de l'administration présidentielle résume la politique du Kremlin. Viktor Mikina a précisé les

qualités qui lui ont valu cet honneur : « Je suis toujours avec Boris Nikolaïevitch [Eltsine], dans ses moments critiques. Nous avons des rapports purement humains, il a parfois besoin d'une aide psychologique, voire médicale », a-t-elle avoué à la presse, en précisant qu'elle est tout aussi proche de l'influente famille du président. Lequel a justement passé ces derniers mois à « porter des coups » successifs aux clans qui jouent des coudes autour de lui, mêlant souvent intérêts privés et responsabilités publiques.

Le premier clan à s'être « trop mis en avant », à la faveur de la maladie de Boris Eltsine, est celui d'Anatoli Tchoubais, devenu un moment le seul pivot de l'exécutif, au grand soulagement de l'Occident. Le président, guéri, en a pris ombrage et introduit des « contre-poids » à ses côtés, notamment l'insatiable « businessman », Boris Berezovski, autre ami de la famille présidentielle — bien que qualifié, toujours impunément, de « chef de la mafia » russe par un journal américain. La rivalité Tchoubais-Berezovski a éclaté en plein jour en été, lors de la privatisation de Sviazinvest, les télécommunications russes.

### PRESSIONS ILLÉGALES

Boris Berezovski, Vladimir Goussinski (chef du groupe médiatico-financier Most et allié du premier) et Vladimir Potanine (chef du groupe Unexim, réputé allié de M. Tchoubais) « sont venus me voir pour réclamer en vain un accord à l'amiable, afin de ne pas payer cette société plus de sa valeur qu'ils estimaient à 1,2 milliards de dollars », raconte aujourd'hui M. Tchoubais. La vente aux enchères a été réalisée au profit d'Unexim, allié au financier américain Soros, pour 1,850 milliard de dollars. Les perdants ont crié au délit d'initié, en déchaînant contre le « clan Tchoubais » la campagne médiatique dont ils avaient alors menacé, affirme ce dernier. Elle fut d'une vigueur sans précédent et se poursuit encore, malgré le refus récent de Boris Eltsine de « lâcher Tchoubais ».

Un refus cependant assorti de nombreux « coups » portés contre le premier vice-premier ministre, chargé de maintenir à flot les finances russes. Outre ceux qui viennent directement du président (le renvoi de quatre de ses adjoints qui occupaient des postes-clés), et ceux qu'il s'est lui-même portés (avec l'affaire des « honnêtes » pour une brochure non publiée), M. Tchoubais a affirmé mardi qu'il su-

bit aussi d'autres « coups » : « Mes téléphones, ceux de mes parents sont écoutés, mon fils est suivi, les amis de ma femme reçoivent des offres d'argent pour des informations susceptibles de me compromettre ; tout est mis en œuvre, sauf encore les coups de feu ». Précisant que « le FSB (ex-KGB) n'y est pour rien », M. Tchoubais laisse entendre que ces pressions illégales sont faites par les services de sécurité privés de ses ennemis. Un des plus célèbres d'entre eux est celui du groupe Most, fort de 600 hommes et dirigé par un ancien général du KGB.

De nouveaux « compromis » (documents compromettants) sur M. Tchoubais ont paru dans les médias. Notamment un long compte-rendu d'écoutes d'un de ses adjoints renvoyés, Alfred Kokh, montrant ses rapports de « vieux copains », non dénués de cynisme, avec les dirigeants d'Unexim (dont l'Américain d'origine russe Boris Jordan) et les hauts fonctionnaires toujours en charge des privatisations. Lesquels semblent toujours aux ordres de leur ex-patron Kokh. Mais Anatoli Tchoubais ne pratique tout favoritisme et dénonce « l'idéologie » des « chefs de clans bancaires qui veulent dicter leurs conditions à l'Etat, refusant l'instauration d'une seule règle pour tous ».

Boris Berezovski, qui ne semble guère avoir pâti de son récent renvoi du Conseil de sécurité russe où il avait accès à toutes les informations classées du pays, répond que « les beaux propos de M. Tchoubais ne correspondent pas à sa pratique ». Ce qui semble toucher encore les oreilles de Boris Eltsine. Comment expliquer sinon que la campagne médiatique anti-Tchoubais dure depuis des mois et même s'intensifie ? Et que Anatoli Tchoubais, le « numéro trois » du pays, qui y assurait mardi l'intégrité du pouvoir en l'absence du président Eltsine et du premier ministre Viktor Tchernomyrdine (en visite en Biélorussie), soit suivi et écouté par des « chefs de clans bancaires » ? M. Tchoubais en tout cas déclare se sentir « comme un boxeur amené sur le ring avec les mains liées, auquel on impose de gagner en trouvant de l'argent pour payer les salaires ». Il relève le pari, sachant que ses services sont reconnus utiles en haut lieu pour faire traverser à la Russie sa crise actuelle. Mais il semble prêt à servir de fusible une fois le danger passé, pour ne pas en recueillir l'éventuelle gloire, qui pourrait nuire à celle du président.

S. Sh.

## Le Parti social-démocrate allemand se rassemble derrière M. Lafontaine

### HANOVRE

de notre envoyé spécial  
« Nous sommes de retour » : à dix mois des élections générales en Allemagne, le Parti social-démocrate (SPD) estime qu'il est de nouveau en mesure de gouverner après quinze années passées dans l'opposition. Oskar Lafontaine, ministre-président de Sarre et candidat malheureux à la chancellerie contre Helmut Kohl en 1990, a remis de l'ordre dans le parti, dont il est redevenu le patron incontesté.

Applaudi à plus de quatre-vingts reprises pendant son discours par les délégués du SPD réunis en congrès à Hanovre, M. Lafontaine a été triomphalement réélu président du premier parti d'opposition, mardi 2 décembre, recueillant 93,2 % des suffrages. Il s'est permis d'offrir un superbe bouquet de roses à Rudolf Scharping, son prédécesseur, qu'il avait lui-même renversé lors du congrès de 1995 à Mannheim. La question essentielle — qui sera candidat SPD à

la chancellerie en septembre 1998 ? — n'était pas à l'ordre du jour à Hanovre. Deux candidats sont officiellement en liste : M. Lafontaine, dont l'assise n'est pas très large dans l'opinion publique, et Gerhard Schröder, ministre-président de Basse-Saxe, chouchou des sondages, mais dont le poids au sein du parti est assez faible. Le choix définitif sera pris après les élections régionales de Basse-Saxe du 1<sup>er</sup> mars 1998. M. Schröder a annoncé qu'il ne se présenterait pas s'il perdait plus de deux points par rapport à son dernier score (44,3 % en 1994).

De facto, ce sont donc les électeurs de Basse-Saxe qui décideront du candidat du SPD pour les élections nationales. Le pari est loin d'être gagné d'avance pour M. Schröder. Selon les observateurs, le temps qui passe jouerait plutôt en faveur de M. Lafontaine.

### INSPIRATION KEYNESIENNE

Ce dernier a prononcé un discours de futur candidat très ancré à gauche, apparemment peu compatible avec les thèses plus libérales de M. Schröder, qui doit s'exprimer, jeudi, devant les délégués. M. Lafontaine défend des thèses d'inspiration keynésienne, comparables à celles de Lionel Jospin. « La politique de l'offre a échoué, elle doit être remplacée », a estimé M. Lafontaine, jugeant qu'il fallait relancer l'économie par une hausse des salaires quand la productivité le permettait. Il a rappelé que l'économie allemande ne peut pas uniquement s'appuyer sur les exportations et que 80 % de l'ac-

tivité du pays dépend de la demande intérieure.

Favorable à la monnaie unique, M. Lafontaine tente de contrer M. Kohl sur le dossier européen. Proposant une lutte active contre le chômage au niveau de l'Union, il reproche aux gouvernements conservateurs de Bonn et de Ma-

## La protestation étudiante s'étend outre-Rhin

Les étudiants allemands poursuivent leur mouvement de protestation. Environ 15 000 d'entre eux sont descendus dans la rue, mardi 2 décembre, à Munich, où était décidée une grève illimitée. La grève s'est ainsi étendue à tous les établissements supérieurs bavarois, tandis que soixante-sept universités et établissements supérieurs étaient touchés par la grève dans toute l'Allemagne, notamment à Berlin, Francfort, et Fribourg. D'autres manifestations sont prévues dans les jours à venir.

Le monde étudiant est mobilisé pour obtenir plus de moyens financiers en faveur de l'enseignement supérieur. Le 27 novembre, 40 000 étudiants venus de toute l'Allemagne avaient défilé à Bonn pour exiger des crédits et refuser l'introduction de frais de scolarité. La situation matérielle des universités s'est dégradée avec l'accroissement considérable des effectifs étudiants au cours des dernières décennies (*Le Monde* du 28 novembre).

drif de s'être opposés à leurs partenaires lors du sommet pour l'emploi de Luxembourg. Dénonçant le « dumping » social et fiscal, Oskar Lafontaine plaide pour une harmonisation des politiques européennes en ce domaine et demande l'instauration de normes communes en matière d'environnement.

Le ministre-président de la Sarre s'en est vivement pris aux marchés financiers et a fait appel à la coopération entre les Etats pour contrer la spéculation internatio-

En dépit de ces orientations générales, le SPD reste flou sur ses propositions concrètes, hormis celle qui consistera à taxer les entreprises qui n'offrent pas suffisamment de places d'apprentissage aux jeunes — une proposition qui n'a d'ailleurs pas l'assentiment de M. Schröder. Un responsable du SPD le souligne : « Au lendemain de l'élection de Tony Blair, on ne pouvait pas dire quel programme avait gagné, mais il avait gagné. »

Arnaud Leparmentier

**DETAILLANT GROSSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
Pantalon, chemise, veste, robe, jupe, blazer, etc.  
Prix réduits pour les particuliers  
**MATELAS & SOMMIERS**  
Tous modèles, tous matériaux  
SOMMIERS : LATEX - TRÉCA - EPEDA - SIMONS  
MATELAS : BULTEX - PIRELLI - ETC.  
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC  
Cuir ou tissu  
Steiner, Götting, Biele, Sülze, etc.  
Vente par téléphone possible  
Livraison gratuite sur toute la France  
**MOBECO**  
227, rue de Belleville PARIS 19<sup>ME</sup> Tél: 01 42 08 71 00 - 71 7



attaques contre le rou...

## Les ministres de la défense de l'OTAN approuvent la réforme des commandements alliés

La France s'abstient et reste hors de la structure intégrée

Anyat réglé deux différends entre ses membres, le litige gréco-turc sur leur espace aérien, d'une part, le conflit hispano-britannique sur Gibraltar

d'autre part, les seize ministres de la défense de l'OTAN, réunis mardi 2 décembre à Bruxelles, ont approuvé une refonte des commandements ré-

gionaux de l'organisation, préalable à l'arrivée de trois nouveaux pays au sein de l'Alliance : la Pologne, la Hongrie et la République tchèque.

**BRUXELLES**  
de notre correspondant  
L'affaire était claire depuis le sommet de Madrid de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), en juillet dernier : la réforme des structures militaires de l'Alliance, en chantier depuis 1994, se ferait sans le retour de la France dans le commandement militaire intégré. « Le réajustement des responsabilités entre Européens et Américains ou sein de l'organisation du commandement intégré ne rejoint pas ce que la France souhaite », a réaffirmé, mardi 2 décembre, Alain Richard, le ministre français de la Défense devant ses seize collègues réunis au siège de l'Organisation à Bruxelles. Paris entend pas cependant faire obstacle au processus d'adaptation interne de l'OTAN, préalable à son élargissement à trois nouveaux pays (Pologne, Hongrie et République tchèque), officiellement admis en avril 1999.

Le contentieux franco-américain sur l'attribution à un officier européen du commandement Sud des forces de l'Alliance, situé à Naples, n'était cependant pas le seul à faire entrave à la réforme. La réduction du nombre des commandements sous-régionaux a donné lieu à d'âpres négociations qualifiées de « discussions de marchands de tapis » par un diplomate, chacun tenant à garder sur son sol les structures d'état-major présentes antérieurement. Deux obstacles de taille à la réforme ont été levés lors de la réunion de Bruxelles. D'abord, la Grèce et la Turquie sont convenues de s'entendre sur le partage du commandement (à Larnaca et à Izmir) de l'espace aérien au-dessus de la région. Ensuite, le Royaume-Uni a retiré ses réserves

liées au différend qui l'opposait à l'Espagne au sujet de Gibraltar, où Madrid fait peser depuis les années 60 des restrictions maritimes et aériennes à l'utilisation de l'aéroport. Cet accord a permis à Madrid de rejoindre pleinement la structure militaire intégrée et d'approuver sans réserve la réforme.

« PAS INTÉGRÉS, MAIS INSÉRÉS »  
Les autorités françaises entendent néanmoins « progresser dans l'association de la France aux activités militaires de l'Alliance », a encore précisé M. Richard, une attitude que les militaires français de son entourage traduisaient par une formule lapidaire et imagée : « Nous ne sommes pas intégrés, mais insérés. » La participation d'officiers français aux états-majors des Groupements de forces armées multinationaux (GFIM) et l'engagement

important de la France dans la seule action d'envergure actuellement engagée sous l'égide de l'OTAN, en Bosnie, témoignent de cette insertion, selon ces mêmes officiers. Le ministre de la Défense a affirmé que la France participerait à la définition du nouveau concept stratégique de l'Alliance et à la planification opérationnelle.

Les ministres de la Défense ont également examiné l'avenir de la Force de stabilisation en Bosnie (SFOR), dont le mandat vient à échéance à la fin juin 1998. William Cohen, secrétaire américain à la Défense, a fait savoir à ses collègues que le président Clinton « n'avait pas encore tranché » sur la question du maintien en Bosnie des troupes américaines au-delà de la date fixée, et il a fait état des fortes réticences du Congrès américain face à la perspective d'une prolongation

de la mission des GI en Bosnie. La possibilité, évoquée par Washington, du remplacement sur le terrain d'unités militaires par des forces de police plus adaptées aux problèmes actuels en Bosnie se heurte à l'opposition de la plupart des membres européens de l'Alliance.

« Cela impliquerait, en fait, de remplacer à terme toute force militaire en Bosnie par une force de police européenne, sous le prétexte que des pays comme la France, l'Espagne ou l'Italie disposent d'unités de police militarisées », dit un diplomate européen. Le conseil permanent de l'OTAN devra élaborer, au premier trimestre, un plan d'action pour « l'après-SFOR », qui donne, selon Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, « plus de souplesse » aux forces.

Luc Rosenzweig

### COMMENTAIRE

#### SOLITAIRE MAIS SOLIDAIRE

« On ne réintègrera pas l'OTAN comme un gamin en culotte courte retourne à l'école », commente, un brin provocateur, le chef d'état-major français des armées, le général Jean-Philippe Doulin. La France cultive sa différence et continuera son jeu solitaire, mais solidaire, face à une organisation militaire alliée qui s'agrandira dans le même temps en recrutant de nouveaux membres en Europe. Préférant l'insertion de leurs forces à leur intégration, les Français pratique-

ront une coopération à la carte avec l'OTAN. Ils seront présents dans les structures militaires mises sur pied en permanence ou au gré des circonstances, tels les groupements de forces interarmées multinationaux (GFIM), dont le modèle a été défini à Berlin en juin 1996. Mais « le Pentagone européen qui pourrait devenir l'Union de l'Europe occidentale, n'est pas encore pour demain », constate un autre chef militaire français, qui espère beaucoup de l'exercice conjoint UEO-OTAN de gestion des crises prévu pour 2000.

Il y a de la déception et de l'amertume dans ces propos. C'est aussi le constat qu'aucun des pays européens n'accepte de concevoir une sécurité commune hors du

cadre de l'OTAN et qu'une entité européenne de défense devra se construire, d'abord, dans et avec l'OTAN, en attendant un réajustement des responsabilités au sein des commandements intégrés.

Cette position de la France, qui consiste à participer sans en être tout à fait, est inconfortable. Elle n'est guère compatible avec une programmation militaire qui, en organisant la rétraction du dispositif militaire français avec la professionnalisation des armées et la création d'une capacité d'intervention interarmées, implique, de fait, que la France n'imagine plus de pouvoir agir seule, massivement et longtemps.

Jacques Isnard

## L'Espagne achètera des sous-marins français

SALAMANQUE  
de notre envoyé spécial

Il n'est pas fréquent d'entendre *La Marseillaise* jouée à l'orgue dans une cathédrale. C'est au son de l'hymne national, pourtant, que Jacques Chirac et Lionel Jospin ont visité celle de Salamanque, mardi 2 décembre, en compagnie du président du gouvernement espagnol, José María Aznar, pour clore une promenade, à l'occasion du onzième sommet franco-espagnol. Cette nouvelle rencontre avec la population s'est déroulée après un petit déjeuner entre les deux premiers ministres. Le président de la République avait eu un long entretien, la veille, avec M. Aznar (*Le Monde* du 2 décembre).

Au terme de ces deux journées de sommet, les trois hommes ont tenu une conférence de presse commune. Si la lutte contre le terrorisme n'a pas fait l'objet d'une publicité excessive, elle a été omniprésente lors des conversations : la coopération entre les deux pays a été couverte d'éloges. Décidée au séminaire gouvernemental d'Ibiza en juillet, une première rencontre entre les hiérarchies policières a eu lieu en Espagne en septembre et la prochaine devrait se tenir au mois de février en France.

De même, la commission mixte franco-espagnole organisant le marché des fruits et légumes entre les deux pays, dont le principe avait aussi été arrêté à Ibiza, se réunira le 18 décembre. Cette commission, qui regroupe les administrations et les professionnels, est conçue sur le modèle de la commission du secteur de

la pêche. Au chapitre « routiers », M. Jospin a assuré à M. Aznar que les demandes d'indemnisation présentées après le blocage des routes en 1996 seront réglées « d'ici ou mois de février ».

Le président du gouvernement espagnol a, d'autre part, annoncé que son pays achètera dans un « bref délai » des sous-marins conçus en coopération avec la France. Il s'agit d'un programme de quatre sous-marins de la classe du *Scorpène* (1 600 tonnes et plongée) dont le premier doit entrer en service en 2004. Ces bâtiments sont développés par l'arsenal de Cherbourg et les chantiers navals militaires Bazan, à Carthagène. Ce sont de tels bateaux que la France et l'Espagne proposent aussi, de concert, à l'exportation, notamment au Chili (pour un achat de deux exemplaires) et à la Malaisie. Le chef de l'Etat français a manifesté sa « reconnaissance » pour cette décision.

Conformément à la position française, M. Chirac a réaffirmé que l'Union européenne doit « avoir le courage de réformer ses institutions avant que l'élargissement ne prenne réellement effet ». Sur le conseil de l'euro, M. Jospin a déclaré : « Nous sommes ouverts à des contacts, à des informations » envers les pays non membres de l'euro, « mais nous avons un peu d'hésitation à admettre que quelqu'un ne soit pas dedans et qu'en même temps il veuille fixer de façon un peu rigide les modes de fonctionnement de ce conseil ».

Olivier Biffaud

## Pas de procureur pour examiner les fonds électoraux de Bill Clinton

WASHINGTON  
de notre correspondant

En renouçant à demander la nomination d'un procureur indépendant chargé d'enquêter sur le rôle joué par Bill Clinton et Al Gore dans la collecte de contributions électorales, Janet Reno a sans doute pris, mardi 2 décembre, la décision la plus difficile de sa carrière. L'attorney general (ministre de la justice) avait le choix entre deux solutions, également délicates : ou pas nommer de procureur indépendant au risque d'être accusée par les républicains de protéger le chef de l'exécutif et son vice-président ; ou désigner un, et risquer de devenir le mouton noir de l'administration Clinton et du Parti démocrate.

M<sup>re</sup> Reno a finalement choisi la première option, estimant que les « allégations » émises étaient insuffisantes pour nommer un procureur indépendant. « Cette décision est la mienne, a-t-elle déclaré, elle est fondée sur les faits et la loi, elle ne doit rien aux pressions, à la

politique, ou à tout autre facteur ». Sa décision porte sur un aspect ponctuel de l'interminable feuilleton du financement électoral du Parti démocrate : Bill Clinton et Al Gore ont-ils violé la loi qui sollicite des dons par des appels téléphoniques passés depuis la Maison Blanche ? En ouvrant l'enquête préliminaire qui vient de se conclure, M<sup>re</sup> Reno avait pris soin de limiter ses investigations aux seuls appels téléphoniques passés à partir d'une propriété fédérale, laissant de côté les fameux « cafés présidentiels », au cours desquels Bill Clinton traitait les généreux donateurs du Parti démocrate, comme les invitations à passer la nuit dans la chambre de feu le président Lincoln à la Maison Blanche.

Dès lors, la question posée pouvait se résumer à celle-ci : sachant que la loi n'interdit pas les appels depuis les appartements privés de la Maison Blanche, Bill Clinton et Al Gore avaient-ils utilisé le « mauvais téléphone » dans leur démarchage ? En choisissant de bor-

ner ses curiosités à une infraction somme toute bénigne, M<sup>re</sup> Reno s'était attiré les foudres du directeur du FBI, Louis Freeh, qui n'avait jamais caché que, selon lui, il était indispensable d'élargir l'enquête à l'ensemble du dossier sur les financements électoraux illicites des démocrates.

A l'annonce de l'abandon de la procédure judiciaire, M. Freeh a courageusement rappelé son désaccord. Le chef de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott, a quant à lui estimé que la décision de M<sup>re</sup> Reno était à la fois « tragique » et « réglée d'avance », dès lors qu'elle s'appliquait à des faits isolés de leur contexte. Ulcéré par cet épilogue provisoire (même sans procureur indépendant, l'enquête continue), le chef de la commission d'enquête de la Chambre des représentants, le républicain Dan Burton, a annoncé son intention d'entendre prochainement Janet Reno et Louis Freeh.

Laurent Zecchini

## Intensification de la colonisation israélienne des territoires palestiniens

JÉRUSALEM. La colonisation israélienne des territoires palestiniens occupés reprend tous azimuts. « Pour la première fois depuis six ans », note le mouvement israélien La Paix maintenant, l'Etat juif a mis un terrain constructible en vente à Gaza. Situé à 2 kilomètres au nord de Jabalya, le plus vaste camp de réfugiés palestiniens du territoire avec 60 000 résidents, ce terrain sera réservé à la construction de 26 maisons supplémentaires dans la colonie juive fortifiée de Nizanit.

Le mouvement pacifiste israélien, qui révèle également la mise en travaux dans deux colonies juives de Cisjordanie occupée, dénombre désormais 150 000 colons sur ce territoire (l'équivalent de 10 % de la population palestinienne), plus 5 000 à Gaza et 170 000 dans la partie arabe occupée de Jérusalem. La Paix maintenant a réclamé, mardi 2 décembre, l'arrêt de la colonisation et recommandé au gouvernement de M. Nétanyahou de retirer ses soldats de 50 % à 55 % de la Cisjordanie, avant les négociations sur le statut définitif de l'ensemble des territoires occupés. (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **RUSSIE** : au moins 61 mineurs ont été tués, dans la nuit du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 décembre, par un coup de griso près de la ville de Novokouznetsk (Sibérie), dans le grand bassin minier du Kouzbass. Il s'agit de la pire catastrophe minière survenue en Europe depuis un coup de griso qui avait fait 263 morts en Turquie en 1992. Pour expliquer les causes du sinistre, un responsable syndical a évoqué les entorses aux règles de sécurité. (AFP)

■ **ROUMANIE** : le premier ministre, Victor Ciorbea, a annoncé mardi 2 décembre, un remaniement ministériel pour redonner un coup de fouet à la réforme économique. Six ministères dont ceux des finances, de l'industrie et du commerce, ont changé de titulaire tandis qu'est créé un ministère des privatisations. (Corresp.)

■ **ESPAGNE** : des incidents ont éclaté, mardi 2 décembre, à Bilbao à la fin d'une manifestation en faveur des dirigeants de la coalition séparatiste basque Herri Batasuna (HB, bras politique de l'ETA), condamnés lundi à sept ans de prison pour « collaboration avec une organisation armée ». La police autonome basque (Ertzaintza) a tiré des balles en caoutchouc quand un groupe de personnes a tenté de bloquer l'une des principales artères de la ville. A Saint-Sébastien, trois policiers ont été légèrement blessés mardi soir par l'explosion d'une bombe artisanale. (AFP)

■ **ISRAËL-PALESTINE** : le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, rencontrera vendredi 5 décembre à Paris, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou et le lendemain à Genève le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. Les Etats-Unis tentent de relancer à tout prix le processus de paix. (Reuters)

■ **ALGÉRIE** : près de 250 islamistes présumés auraient été tués ces dernières semaines au cours d'affrontements dans la mitidja entre membres du Groupe islamique armé (GIA) et de l'Armée islamique du salut (AIS), selon le quotidien *Le Matin* de mardi 2 décembre. Par ailleurs, l'armée algérienne aurait tué 70 islamistes et en assiégeait une centaine d'autres lundi, au huitième jour d'une offensive menée au sud d'Alger, rapporte mardi la presse. (Reuters)

■ **SAHARA OCCIDENTAL** : les Nations unies reprendront mercredi 3 décembre à Laayoune (Maroc) et au camp de réfugiés de Smara, dans la région de Tindouf (Algérie), l'identification des électeurs susceptibles de participer au référendum sur l'avenir du Sahara occidental. Prévu pour le 7 décembre 1998, il doit permettre à la population du territoire de décider si elle souhaite son incorporation au Maroc ou l'indépendance réclamée par le Front Polisario. (Reuters)

■ **BANGLADESH** : un accord de paix mettant fin à vingt-deux ans de conflit, qui a fait environ 25 000 morts, a été signé mardi 2 décembre entre le gouvernement du Bangladesh et les chefs tribaux des Chakmas. (AFP)

Appelez n'importe où,  
n'importe qui,  
pour dire n'importe quoi.

10 mn  
GRATUITES  
avec votre  
compte  
premier

\*10 MN D'APPEL INTERNATIONAL OFFERTES POUR TOUTE OUVERTURE DE COMPTE EFFECTUÉE DU 1/12/97 AU 31/12/97.

10 mn calculées sur l'appel international le plus long effectué pendant le mois de décembre. First Telecom, spécialiste de l'appel international, vous propose des tarifs extrêmement intéressants sur plus de 220 destinations. Vous pouvez dès aujourd'hui ouvrir un compte tout en gardant votre n° de téléphone actuel et cela sans frais d'installation, d'abonnement ou de consommation minimum. Le prix communiqué est unique quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit.

Angleterre Canada USA Allemagne Australie Japon  
1,00 Fnc 1,50 Fnc 1,50 Fnc 1,50 Fnc 3,00 Fnc 3,50 Fnc

FIRST TELECOM

LE SPÉCIALISTE DE L'APPEL INTERNATIONAL



هكذا من الراحل

6

## FRANCE

LE MONDE / JEUDI 4 DÉCEMBRE 1997

**IMMIGRATION** Le débat sur le projet de loi de Jean-Pierre Chevènement, relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France, commence jeudi 4 décembre à l'Assemblée nationale. Il est prévu pour durer jusqu'au 12 décembre, le gouvernement s'attendant à des discussions serrées avec une partie de sa majorité, et la droite ayant dépo-

sé 1300 amendements – ce qui reste loin des records en la matière. ● CETTE TROISIÈME modification, en cinq ans, des textes régissant l'immigration est la conséquence

des mouvements provoqués par la situation des sans-papiers et par la loi Debré. ● LA RECHERCHE d'un « consensus » sur ce sujet se traduit, dans le projet de M. Chevènement,

par des dispositions que contestent les associations d'aide aux immigrés, ainsi que les députés communistes et ceux des Verts, décidés à se faire entendre (lire page 7).

# La majorité n'est pas acquise au projet de Jean-Pierre Chevènement

La démarche « consensuelle » voulue par Lionel Jospin et par le ministre de l'intérieur, au sujet de l'immigration, ne convainc pas la droite et irrite une partie de la gauche, qui reproche au gouvernement de ne pas proposer l'abrogation pure et simple des lois Pasqua et Debré

**ÉQUILIBRE ET CONSENSUS :** tels sont les deux mots-clés du discours gouvernemental sur l'immigration, censé gêner la droite et tenir en respect la gauche plurielle. Jeudi 4 décembre à l'Assemblée nationale, lors de l'examen du projet de loi sur l'immigration, le ministre de l'intérieur pourra certes se targuer de présenter un texte « équilibré », au vu de la symétrie des attaques dont son projet de loi fait l'objet. En revanche, le consensus semble désormais hors d'atteinte.

L'examen du projet de loi sur la nationalité a été observé à la loupe place Beauvau. Accusée à plusieurs reprises de faire le jeu du Front national, la droite a répondu par une bataille de procédure au maintien d'une démarche volontaire entre seize et dix-huit ans, censé la satisfaire. Quant au compromis passé avec la gauche, sur une possibilité d'acquisition de la nationalité dès l'âge de treize ans, il n'a pas été payé de retour : lors du vote, lundi 1<sup>er</sup> décembre, le gouvernement a eu la désagréable

surprise de constater l'abstention de la grande majorité des députés communistes et écologistes.

Sur l'immigration, le ton devrait monter d'un cran. Le gouvernement a d'ailleurs aménagé l'ordre du jour en prévoyant de « jauges parlementaires » : six jours sont réservés à l'examen du projet de loi, le vote devant intervenir mardi 16 décembre. A Matignon, on n'exclut pas un recours à l'article 49-3 de la Constitution, qui permet de faire adopter un texte sans vote.

### UN RÉFÉRENDUM

L'opposition, qui s'appuie à défendre trois motions de procédure, est à l'origine d'environ 1300 des 1720 amendements déposés sur ce texte. Au RPR comme à l'UDF, où l'on réfute avec virulence toute idée de consensus, on s'apprête à ressortir l'antienne sur le « laxisme » socialiste. Orateur principal de l'UDF, le secrétaire général de Force démocrate, Claude Goussu, a souhaité, mardi sur RFI, que le gouvernement « retire » un projet dont il dénonce les

« innombrables dangers ». Le gouvernement autorise des entrées massives sur le territoire, qu'il sera impossible de contrôler », renchérit son bamlague du RPR, Henri Cuq (Yvelines). Pascal Clément (DL, Loire), qui défendra une question préalable, dénonce la « vision angélique, naïve et irresponsable » du gouvernement au travers d'une loi qui, « si elle était

strictement appliquée », pourrait conduire le pays au bord de la « guerre civile ». Le seul débat interne qui apparaisse au sein de l'opposition porte sur l'opportunité de soumettre un tel projet à référendum.

« A-t-on le droit d'aller durablement contre la volonté du peuple ? », s'interroge M. Clément, tandis que M. Goussu fait part

### Batailles et records d'amendements

Avec 1 720 amendements au projet de loi sur l'immigration – dont environ 1 300 de l'opposition –, ne reste loin des records enregistrés en la matière au Palais-Bourbon. La gauche reste en tête avec 548 amendements au projet de loi d'habilitation autorisant le gouvernement d'Alain Juppé à légiférer par ordonnances pour réformer la protection sociale, adopté le 10 décembre 1995. La droite occupe la deuxième place avec 4703 amendements au projet de loi sur le statut de Renault, adopté le 29 avril 1990.

4205 amendements avaient été déposés sur le texte relatif au renouvellement des conseillers généraux, adopté le 20 mai 1994. Au début des années 80, les gouvernements socialistes avaient connu semblables batailles de procédure : l'opposition RPR et UDF avait déposé 2491 amendements au projet de loi sur la presse, adopté le 12 septembre 1984, et 2150 amendements au projet de loi d'Alain Savary sur l'enseignement supérieur, au printemps 1983.

de ses « réserves » sur une « solution ultime » qui ferait « le jeu du FN ». La gauche pourrait précisément se servir de l'épouvantail du FN afin de rassembler des troupes quelque peu éparpillées. Certes, l'affaire semble entendue au sein du groupe socialiste : mardi 18 novembre, les élus PS ont clos leur débat interne en décidant, par un vote, de s'en tenir aux modifications marginales présentées par le rapporteur de la commission des lois, Gérard Gouzes (Lot-et-Garonne).

### ÉTATS D'ÂME

« L'enjeu est de pérenniser une véritable politique de l'immigration », note l'orateur principal du PS, Christophe Carlesche (Paris), qui veut « assumer le choix politique de la non-abrogation des lois Pasqua-Debré », tandis que M. Goussu cherche à parvenir à un consensus « avec l'opposition », à défaut de l'avoir obtenu « avec l'opposition ». La minorité d'élus PS qui avait protesté semble désormais rentrée dans le rang : « Je suis

un soldat du socialisme », lance avec un sourire ironique Bernard Roman (Nord), qui avait plaidé en vain pour l'abrogation des dispositions antérieures.

Les états d'âme des socialistes risquent en revanche de resurgir au Sénat, lors du débat, le 17 décembre, sur le projet de loi sur la nationalité d'Elisabeth Guigou. Au cours de la réunion hebdomadaire du groupe socialiste du Sénat, mardi 2 décembre, des divergences sur l'âge de demande de la nationalité pour les immigrés en situation régulière sont de nouveau apparues. Le groupe de travail constitué sur ce sujet a proposé de restituer la faculté de déclarer français des enfants à leur naissance et jusqu'à treize ans pour des immigrés en situation régulière et séjournant en France depuis plus de cinq ans.

Cette idée a été défendue par l'ancien garde des sceaux Robert Badinter (Hauts-de-Seine). Si d'autres sénateurs sont intervenus dans le même sens, l'ancien premier ministre Pierre Mauroy (Nord) et le président du groupe, Claude Estier, ont défendu la thèse de « l'opportunité politique ». Ils ont aussi insisté sur la nécessité pour les sénateurs socialistes de ne pas être en contradiction avec le gouvernement et les députés socialistes qui ont fait adopter l'âge de treize ans pour effectuer une demande de nationalité française par les parents.

Sur le projet de loi sur l'immigration, les députés MDC ne monteront pas au créneau contre un texte défendu par M. Chevènement, président de leur formation politique. Révisés par leur manifestation d'indépendance lors du vote sur la nationalité, écologistes et communistes devraient donc être, dans l'hémicycle, les seuls porte-parole de cette minorité du PS peu ou prou réduite au silence. « Nous ne pouvons voter ce texte en l'état », a indiqué, mardi, le président du groupe communiste, Alain Bocquet. « En l'état, je voterai contre », précise le fondateur Patrick Braouezec. Au nom des écologistes, Noël Mamère (Gironde) exclut un vote favorable, mais s'attend toutefois à « des pressions du gouvernement beaucoup plus fortes que sur le projet Guigou ». En écho, un conseiller du gouvernement indiquait, mardi, que de nombreux contacts seraient pris, en vue du débat, avec les Verts et le PC.

## Le projet Chevènement, entre assouplissement et recherche d'efficacité

LA LÉGISLATION française en matière d'immigration ne cesse d'évoluer : vingt-cinq modifications depuis 1945. Depuis huit ans, ces changements ont été particulièrement marqués. Loi Jose de 1989, loi Pasqua de 1993, loi Debré de 1997 : chaque nouveau texte a été apprécié par rapport aux précédents. Le projet Chevènement ne fait pas exception à la règle : l'ancienne majorité reproche au gouvernement de détruire le rempart édifié contre l'immigration : les associations et les Verts estiment, au contraire, que ce texte avallise l'essentiel du dispositif Pasqua, contrairement aux engagements de la campagne législative.

● Visas et certificat d'hébergement. En ce domaine, la législation française a été jusqu'ici d'une grande continuité. L'accès au territoire national étant un droit régali de l'Etat, les consulats refusent les visas sans la moindre justification. Pour la première fois, le projet Chevènement impose la motivation des refus pour certaines catégories d'étrangers, notamment les conjoints, enfants et parents de Français, les « bénéficiaires du regroupement familial » et les « travailleurs autorisés » à exercer une activité en France. En matière de certificat d'hébergement – supplément nécessaire au visa pour toute visite familiale –, Charles Pasqua avait fait inscrire dans la loi une pratique déjà existante. Le projet assouplit le dispositif, en prévoyant la saisie du préfet lorsque le maire refuse de délivrer le certificat. Un amendement socialiste, soutenu par le gouvernement, devrait aboutir à la suppression

du certificat d'hébergement. Il serait remplacé par une simple « attestation d'accueil » excluant tout pouvoir d'appréciation du maire.

● Titres de séjour. La loi de 1993 a réduit les catégories d'étrangers recevant « de plein droit » des papiers. En ont été exclus tous ceux qui présentent une « menace à l'ordre public ». Une entrée et un séjour réguliers sont devenus indispensables pour l'obtention de la carte de résident de dix ans. Certaines catégories non expulsables (parents et conjoints de Français, jeunes entrés en France hors regroupement familial entre six et dix ans), se retrouvent de fait irréguliers. Des cas partiellement réglés par la loi Debré de 1997, qui leur a donné une carte d'un an.

Le projet Chevènement supprime la condition d'entrée régulière pour la carte de dix ans, mais maintient les réserves d'ordre public pour toute obtention de carte. Il ajoute quelques catégories de bénéficiaires de la carte temporaire, dont les « scientifiques », les « retraités » rentrés au pays et les nouveaux époux de Français (la loi Debré les laissait sans papiers pendant un an). Enfin, le projet accorde une carte à tout étranger disposant de solides « liens personnels et familiaux » avec la France.

● Regroupement familial. La loi Pasqua de 1993 a interdit le regroupement partiel. Un demandeur doit donc faire venir en France l'ensemble de sa famille. De même, le regroupement polygamique a été proscrit. Ces principes sont repris par le projet Chevènement. Le texte gouvernemental assouplit en revanche les conditions de ressource et de logement exigées du demandeur. Le projet rend surtout possible le regroupement d'un enfant né d'une précédente union à condition que le demandeur se le soit vu confier par une décision de justice et que l'autre parent ait donné son accord.

● Droit d'asile. En introduisant des dispositions concernant l'asile dans le texte de l'ordonnance de 1945 sur l'immigration, la loi Pasqua avait amalgamé deux réalités bien distinctes. Le texte de 1993 tirait les conséquences des accords de Schengen et Dublin en permettant à l'administration de renvoyer un étranger, sans examiner sa demande d'asile, s'il avait transité par un pays signataire de ces traités européens. Le projet Chevènement ne modifie pas ce point mais redonne sa spécificité à l'asile en réintroduisant ces dispositions dans la loi de 1952 créant l'Ofpra, organisme chargé de statuer sur les demandes d'asile. Il officialise la procédure déjà existante d'« asile territorial », accordé par le ministre de l'intérieur à un étranger exposé dans son pays à des « traitements inhumains ou dégradants ou à des risques majeurs pour sa sûreté personnelle ». Il affirme enfin la compétence de l'Ofpra pour reconnaître la qualité de réfugié à toute personne « persécutée en raison de son action en faveur de la liberté », comme le prévoit le préambule de la Constitution de 1946.

● Eloignement forcé. La loi Pasqua avait élargi les possibilités de reconduite à la frontière et d'expulsion, limité les catégories d'étrangers protégées contre un éloignement forcé et affaibli les possibilités de recours. Elle avait systématisé le placement en rétention des étrangers en instance de reconduite, limité la marge d'appréciation des juges et fait passer de sept à dix jours la durée maximale de rétention. Le projet Chevènement entérine ces durcissements et porte à douze jours la durée de rétention. En contrepartie, il allonge le délai ouvrant à l'étranger un recours et supprime les dispositions de la loi Debré qui donnaient aux parquets le pouvoir de s'opposer à une décision judiciaire de remise en liberté d'un étranger.

● Interdiction du territoire. Le projet Chevènement supprime la possibilité donnée en 1993 aux préfets d'assortir un arrêté de reconduite à la frontière d'une interdiction du territoire. Mais cette mesure continuera de pouvoir être prononcée par un tribunal, posant le problème de la « double peine » (condamnation pénale et expulsion). Le texte gouvernemental maintient la possibilité pour les juges, ouverte par Charles Pasqua, d'interdire du territoire certains étrangers protégés (père d'enfant français par exemple) « par une décision spécialement motivée au regard de la gravité de l'infraction ». Le projet demande seulement aux tribunaux de tenir également compte de « la situation personnelle et familiale » de l'étranger.

Ph. B. et N. H.

Jean-Baptiste de Montvalon

## La troisième loi en cinq ans sur l'entrée et le séjour des étrangers

Le gouvernement assure qu'il veut cette fois en finir avec ce débat « pourri » qui « fait le lit de l'extrême droite »

POUR LA TROISIÈME FOIS en cinq ans et pour la vingt-sixième fois depuis 1945, le Parlement s'apprête à modifier la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers. La source de cette nouvelle ferveur législative est à rechercher dans l'émotion suscitée à gauche, par l'évacuation des sans-papiers de Saint-Bernard, en août 1996, puis par le projet Debré sur l'immigration. Ces échos de la rue, annonciateurs du succès électoral des législatives, ont conduit le gouvernement Jospin à faire de ce dossier l'un des premiers symboles de sa volonté de changement.

Le souci de réalisme du PS et sa volonté affichée de rechercher l'« équilibre », pour éviter de futurs retours de balancier, ont néanmoins amené Jean-Pierre Chevènement à rédiger un texte d'inspiration libérale, mais qui laisse subsister certaines dispositions de la loi Pasqua de 1993. Il n'est plus question de bloquer l'immigration, mais d'organiser certains flux indispensables pour l'économie et le rayonnement de la France. L'obsession répressive a disparu, mais la confiance accor-

dée aux nouveaux venus reste limitée et gérée, pour l'essentiel, par une administration toute-puissante.

Pendant la campagne électorale de mai, les socialistes avaient usé de fortes paroles pour annoncer leurs intentions : « Nous supprimerons les lois Pasqua-Debré, promet-tait le programme du PS. Nous rétablirons les droits fondamentaux au mariage, à la vie en famille, et le droit d'asile, ainsi que le code de la nationalité dans sa vision républicaine. » S'il est nommé premier ministre, Lionel Jospin confiait au politologue Patrick Weil la tâche de définir « une politique d'immigration ferme et digne », dans laquelle pourrait s'engager la France « sans renier ses valeurs, sans compromettre son équilibre social ».

Quatre ans auparavant, précisément, Edouard Balladur avait inauguré la précédente législature par la même affiche – la refonte des lois sur l'immigration et la nationalité –, mais avec un scénario et une distribution bien différents. « La France ne veut plus être un pays d'immigration », affirmait alors Charles Pasqua, en affichant le slo-

gan d'alors : « L'immigration zéro ». Ministre de l'intérieur, il fait adopter un vaste texte minutieusement conçu pour multiplier les obstacles à l'acquisition par les nouveaux immigrés du statut stable de résident, au risque de malmenier la Convention européenne des droits de l'homme et de ternir l'image de la France.

La législation doit être votée avant la fin de l'opération de régularisation, censée passer l'éponge sur les incohérences des lois précédentes

La fameuse « loi Pasqua » de 1993 donne les pleins pouvoirs à l'administration aussi bien pour

filtrer les demandeurs d'asile que pour lever les protections dont bénéficient certains étrangers contre les reconduites à la frontière. Aux maires, elle confie le pouvoir de s'opposer à un mariage jugé suspect et d'empêcher le regroupement familial. Combiné à la législation sur la nationalité adoptée en même temps, les « lois Pasqua » sont progressivement devenues pour la gauche, qui les avait pourtant combattues malicieusement au Parlement, le symbole de la déstabilisation des immigrés légalement installés, de l'instauration d'un saupçon généralisé à l'égard de tous les étrangers, et d'une logique de glissement vers les prétentions de l'extrême droite.

Lors de la campagne de l'élection présidentielle de 1995, M. Jospin ne promet encore que de « pé-gner » ces textes – précisément ce qu'il fait aujourd'hui – et n'engage pas le fer avec Jacques Chirac sur ce terrain. Certes, la première grève de la faim d'AfRICAINS en situation irrégulière, organisée juste avant le scrutin, dénonce l'impasse dans laquelle se débattent certains parents étrangers que les lois Pas-

qua ne permettent ni d'expulser ni de régulariser. Toutefois, c'est l'occupation des églises Saint-Am-broise, puis Saint-Bernard, à Paris, qui va populariser les revendications de ceux qui refusent la clandestinité et se baptisent habilement « sans-papiers ».

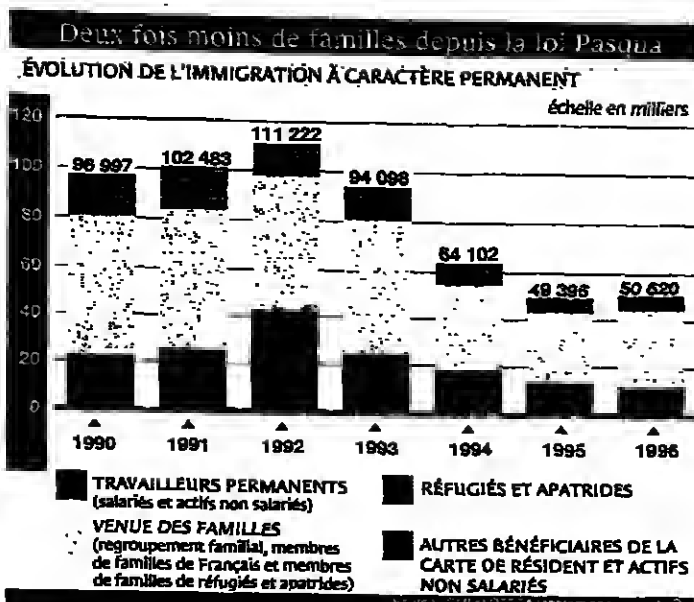
De façon inattendue, ce mouvement va aussi servir d'appui au ministre de l'intérieur de l'époque, Jean-Louis Debré, pour relancer son projet de loi sur l'immigration, remis par Jacques Chirac et par Alain Juppé. Le « projet Debré » entend tirer doublement la leçon des événements : il resserre la procédure de reconduite à la frontière pour effacer l'impression très négative produite dans l'opinion par la remise en liberté par les juges de la plupart des sans-papiers de Saint-Bernard. Au grand dam de M. Pasqua, il prévoit aussi la régularisation de certains étrangers piégés par les lois de 1993.

La réforme des certificats d'hébergement mettra le feu aux poudres... et des foules dans la rue. En snuhalant instaurer, pour toute personne accueillant un étranger à son domicile, l'obligation de signaler son départ, M. Debré verse la goutte d'eau qui menace les libertés publiques de chacun et déclenche une pluie de pétitions « citoyennes ». Amputée de cette disposition, la « loi Debré » est adoptée, mais la rue a réveillé la gauche parlementaire. Le PS de M. Jospin, resté relativement en retrait du mouvement protestataire, qu'il estime trop isolé des couches populaires, muscle son programme sur l'immigration. La refonte des lois Pasqua est pronée, un projet de régularisation des sans-papiers est esquissé. Ce sera l'une des premières décisions du nouveau gouvernement.

Le calendrier s'accroît : la nouvelle législation doit être votée avant la fin de l'opération de régularisation, censée passer l'éponge sur les incohérences des lois précédentes. Avant la campagne pour les élections cantonales et régionales de mars 1998, aussi. M. Chevènement ne répète-t-il pas qu'il faut « sortir du débat pourri sur l'immigration », un débat qui « fait le lit de l'extrême droite » ?

Philippe Bernard





## Journée de candidatures au regroupement familial

IL SOURIT. De ce sourire un peu figé qui cache mal l'angoisse. Il avance lentement, hésite à s'asseoir, semble presque s'excuser d'être là, dans le bureau de Martine Maïre.

### REPORTAGE

On est loin de l'invasion, et le texte ne va pas bouleverser la situation

Rien ne devrait pourtant l'inquiéter, tout s'est passé si tranquillement. La salle d'attente vide, la conseillère de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS) immédiatement disponible, et maintenant son ton si calme, si poli. Pourtant, Hamady Doucoure est inquiet. Ce rendez-vous au service du regroupement familial de Seine-Saint-Denis, où les demandes sont les plus nombreuses, marque le lancement de la procédure par laquelle il espère faire venir sa femme et son fils âgé de deux ans en France. Après une première visite-éclair, il y a quinze jours, les choses sérieuses commencent aujourd'hui.

Cinq minutes déjà qu'il est arrivé, et il n'a toujours pas ouvert la bouche. Emmisoté dans son manteau de laine noir, il écoute et regarde. La conseillère consulte le dossier et doucement, commence à énoncer les pièces nécessaires. Carte de séjour... « Il me manque quelques photocopies », s'excuse d'emblée le jeune Malien. — Ce n'est pas grave, vous irez les faire tout à l'heure, montrez-moi déjà l'original... La femme agraffe les photocopies disponibles, inscrit sur un papier les pièces manquantes et continue poursuit la liste. Attestation de l'employeur ? « Le patron me l'a donnée au boulot, l'huile a touché », murmure-t-il en tendant une feuille tachée. Trois bulletins de salaire, trois avis d'imposition, carte de Sécurité sociale, contrat de location du logement : il ne manque rien. Juste l'adresse de sa femme au Mali, oubliée à la maison, et l'acte de mariage, resté au pays. « Comme toujours, il manque deux ou trois documents », sourit la conseillère, mais il nous les apportera.

Un dossier sans histoire, en vérité. Le même employeur depuis trois ans, un logement de 40 mètres carrés et un salaire net de 5 180 francs par mois... « Ça devrait passer, même avec ses 3 275 francs de loyer », annonce-t-elle. L'estimation a pris quelques secondes. La procédure va durer six mois.

L'Office des migrations internationales (OMI) est le premier à entrer en scène. Il examine les ressources et le logement du demandeur, et, barème à la main, se prononce sur ses capacités à accueillir sa famille : 16 mètres carrés pour deux, 25 pour 3, 34 pour 4, et 9 mètres carrés par personnes supplémentaires, l'appréciation des « conditions normales » de logement est simple.

Les ressources laissent d'ailleurs de place à l'appréciation des fonctionnaires. « Le SMIC sert de point de repère », résume Servanne Picq, chef du service. L'avis de l'OMI est ensuite transmis au maire de la commune, qui à son tour émet un avis. Enfin le consulat du pays d'origine est contacté afin qu'il s'assure de la réalité de la présence de la famille sur place. Une dernière vérification de la préfecture pour s'assurer de l'absence

de menace à l'ordre public, et vient l'heure de la décision.

C'est ici, dans ce service de la DDASS qu'est instruit le dossier avant la signature du préfet. Autant dire que l'avis final rendu ici est déterminant. M<sup>me</sup> Picq feuillette les derniers dossiers traités. Un Tunisien qui souhaitait faire venir sa femme et son fils, logement privé, 27 mètres carrés, 5 400 francs. « Avis favorable ». Un Marocain, qui veut accueillir sa femme et ses quatre enfants, logement privé, 54 mètres carrés, employeur identique depuis 1982. « Favorable ». Un Turc, qui attend sa femme, gagne le SMIC et habite un appartement de 16,5 mètres carrés. « C'est juste, mais c'est bon », sourit M<sup>me</sup> Picq. Ce Malien a eu moins de chance. Marié et père d'un enfant vivant ici, il voulait faire venir le second. Avec 73 mètres carrés, le logement n'était « pas suroccupé », avait souligné le maire, en rendant un avis positif. L'OMI, en revanche, a estimé que les 4 400 francs de revenus mensuels étaient insuffisants. « Avis négatif », confirmé par la DDASS.

### PEU DE CAS

Les refus ont constitué, en 1996, plus de la moitié des décisions. Pour 1 173 dossiers examinés, on compte 622 avis défavorables et 511 avis favorables, censés permettre à 703 personnes d'entrer en France dans le cadre du regroupement familial. « Et encore, précise Nicole Genin, une autre conseillère du service. Certains renoncent au dernier moment, d'autres dépassent le délai de six mois qui suit la décision et perdent tout droit. Enfin il y a ceux auxquels les consulats refusent le visa, malgré l'accord de la préfecture. On est loin de l'invasion, et ce n'est pas le texte actuel qui va bouleverser la situation. »

Le projet prévoit pourtant d'assouplir les conditions de ressources ou de logement. Un demandeur gagnant plus du SMIC ne pourra pas se voir écarté au seul motif de ressources insuffisantes, et s'il gagne moins, son dossier devra être quand même examiné. « C'est ce que nous faisons déjà », explique M<sup>me</sup> Picq.

De même, l'étranger « en mesure de disposer » d'un logement acceptable pourra entamer la procédure sans attendre de disposer du logement. « Cela concernera qui ? interroge la chef de service. Ceux qui vivent en HLM ? Mais c'est ultra-minoritaire. Les HLM n'accueillent jamais un F3 à un homme seul. Tous sont dans le privé. C'est pour ça que Paris rejette presque tous les dossiers et que les gens atterrissent chez nous. »

Pour les conseillères, rien de ce texte ne permet d'imaginer un retour au niveau de 1990, où 1 648 avis favorables avaient été rendus. « Les familles étaient plus nombreuses, se souvient M<sup>me</sup> Gerin. Aujourd'hui, c'est souvent juste un conjoint, avec parfois un enfant. » Vu d'ici, la principale innovation vient de la possibilité de faire venir un enfant né d'une précédente union, pour peu que le parent vivant en France en ait la garde légale et que l'autre parent donne son accord. « Ça représente peu de cas, mais humainement, ils sont insupportables, précise M<sup>me</sup> Picq. Des enfants de quinze ans vivant seuls, parfois abandonnés, et on ne peut rien faire. Mais ça, on n'en parle jamais. »

Nathaniel Herzberg

## Les socialistes tentent de dédramatiser l'abstention des Verts et du PCF sur la nationalité

De nouvelles dissonances sont attendues sur le texte de M. Chevènement

LA VIE DE LA GAUCHE plurielle suit son cours tranquille. Une rencontre entre les dirigeants du PS et des Verts, mercredi 3 décembre, pour... paraitre l'accord en vue des prochaines élections régionales. La « rébellion » des députés communistes, qui ont refusé de voter, le 1<sup>er</sup> décembre, le projet d'Élisabeth Goussier sur la nationalité, — contrairement à ce qu'avaient décidé le président du groupe communiste, Alain Bocquet, et André Gerin, chargé de donner l'explication de vote —, ainsi que celle des députés verts, contredisant les propos tenus par Dominique Voynet (le Monde du 3 décembre), ne changent rien aux apparences et au pli des habitudes.

Côté socialiste, on entendait quelques remarques acerbes, lundi, dans les couloirs de l'Assemblée nationale. Sortant de la langue diplomatique en usage entre « amis », François Hollande reconnaissait ainsi qu'il y a « un problème entre les communistes » : « Voynet et Hue voulaient qu'ils votent pour » le projet Guigou.

Christophe Caresche, orateur principal du PS sur le projet de M. Chevènement, expliquait qu'il « ne comprenait pas la course à l'échafaud du PC avec les Verts. Les communistes représentent quand même le monde du travail, les catégories ouvrières. A mon avis, ajoute le député de Paris, ils se font mal, car ça ne correspond pas à ce que pense leur électorat ». Le président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault, assurait laconiquement qu'« au PC, il n'y a pas pas de discipline de vote. Ils reglent leurs contradictions internes en s'abstenant ».

### LE PS « INTERPELLÉ »

A l'issue du bureau national du PS, mardi 2 décembre, Jean Glavany, chargé de l'emploi au secrétariat national, a reconnu, avec diplomatie, que l'abstention des communistes « interpellait » les socialistes, mais il a aussi tenu à dédramatiser l'incident. « Il y a de vrais débats au sein du groupe communiste. Nous, on observe le débat, attentivement, amicalement », avec sérénité. Dans l'entourage du premier ministre, on jugeait même que le

vote du projet de loi, malgré l'abstention des députés communistes et Verts, ne constituait « pas un revers pour le gouvernement, bien au contraire ».

A Matignon, au PS, mais aussi au ministère de l'Intérieur, on sait que, avec le projet de loi de Jean-Pierre Chevènement sur l'immigration, le plus difficile est à venir. « Il est déjà arrivé que les communistes s'abstiennent, cela arrivera encore », indique l'entourage de Lionel Jospin, en assurant que cela ne révèle « pas une opposition politique entre le Parti communiste et le gouvernement ». Place Beauvau, on joue la « conscience claire » et on prévoit que les Verts voteront contre le texte et que le PCF se partagera entre le vote contre et l'abstention.

La gauche non-socialiste, en revanche, semblait mardi pleine d'une nouvelle assurance. « Certains socialistes viennent me dire : "C'est bien, tu as parlé en mon nom" », confiait Patrick Braouezec, le maire refondateur de Saint-Denis, qui avait emmené le groupe communiste sur ses positions, lundi.

« Ils doivent comprendre qu'un n'est pas là pour lever la main dans l'hémicycle au coup de sifflet du chef. Maintenant, on sait que nous existons. Ça va les faire réfléchir », renchérit le député écologiste Noël Mamère, qui, avec Guy Hascoët, a rallié les Verts contre le député de l'Oise Yves Cochet, alors que ce dernier avait indiqué à Dominique Voynet, dimanche, que « ses » députés voteraient « pour ». « On a une tendance fâcheuse à ne pas voter nos amendements », se plaignait pour sa part le président du groupe communiste, Alain Bocquet.

Courant après ses députés, le numéro deux du PCF, Pierre Blotin, a confié mardi à Jean-Christophe Cambadélis, chargé des relations extérieures au secrétariat national du PS, qu'il ne comprenait pas pourquoi les socialistes avaient ignoré tous les amendements « pluriels ». Et que, pour le texte de M. Chevènement, « il vaudrait mieux que cela ne se passe pas comme cela ».

Ar. Ch. et J.-B. M.



## EN FRANCE, TRENTE MILLE SEROPOSITIFS NE SAVENT PAS QU'ILS LE SONT.



IL RESTE TANT À FAIRE



## La validité des listes d'extrême droite aux prud'homales n'est pas examinée

Dans les 206 sections, sur 1 213, où se présentent des candidats proches du Front national, la Cour de cassation ne dira qu'après le scrutin si celui-ci a été correctement organisé

DANS 206 SECTIONS prud'homales - il y en a en tout 1 213 - les électeurs se prononceront, le mercredi 10 décembre, sans avoir l'assurance que leur vote sera juridiquement valable. C'est le résultat de la décision prise, mardi 2 décembre, par la Cour de cassation qui a refusé d'examiner la régularité des listes présentées par la Cntration française nationale des travailleurs (CFNT), proche du Front national. Les magistrats ont estimé qu'ils n'avaient la possibilité de se prononcer qu'après le scrutin.

Le code du travail est, en effet, imprécis. Il prévoit, en son article 513-38 que la « régularité » des listes de candidats peut être contestée devant le tribunal d'instance. C'est ce qu'on fait les centrales syndicales dans les 206 sections, selon le ministère du travail, où l'extrême droite est présente. Cinquante-sept listes ont été annulées, dont 21 pour des raisons de forme, tenant au programme de ses candidats. La CFNT s'est pourvue en cassation contre plusieurs de ces jugements de première instance, comme la CGT et la CFDT contre ceux qui les avaient déboutés. Conformément aux réquisitions de l'avocat général, la Cour a donc jugé les pourvois irrecevables.

Les magistrats de la Cour ont constaté que le code du travail ne prévoyait pas de possibilités de recours contre les décisions des juges d'instance intervenant avant les élections. Ils en ont déduit que cela n'était pas possible puisque, dans son article 513-110, il en nuve expressément la possibilité lorsqu'il y a contestation des élections qui, elles aussi, relèvent des tribunaux d'instance.

Cette décision est conforme à une jurisprudence solidement établie par toutes les instances judiciaires en matière d'élections politiques : seul le juge de l'élection de premier niveau peut se prononcer sur les actes préparatoires à un scrutin, sans même qu'il puisse y avoir pourvoi en cassation. Les magistrats préfèrent laisser d'abord les électeurs se déterminer.

VIDE JURIDIQUE  
Le vide juridique est patent. C'est, malheureusement, une constante dans le droit électoral. La présence, aux législatives de 1993, de candidats « Génération verte », que contestaient pour détournement de sigles Génération écologie et les Verts, l'avait démontré, puis, qu'en l'espèce, il n'y avait même pas de possibilité de la moindre intervention judiciaire avant le scrutin.

Dans son rapport (publié dans le numéro 25 de la *Revue française de droit constitutionnel*), avant un arrêt de la Cour de cassation du 8 mars 1996, le conseiller Jean-Paul Dory le regrette mais constate que, « lorsque la question soulevée est commune à plusieurs circonscrip-

tion », des juges de référé pourraient prendre des décisions contradictoires. C'est ce qui se passe pour les prud'homales. Là où les listes ont été interdites, la CFNT contestera devant les tribunaux d'instance le résultat des élections. Là où elles n'ont été autorisées, ce sont les centrales syndicales qui iront devant la justice. Puis tout le monde se pourvoira en cassation. La Cour, qui n'intervient en matière électorale que pour les scrutins professionnels, n'a pas de jurisprudence précise car elle est rarement saisie.

Mais elle ne pourra pas se contenter d'affirmer que les candidats contestés ayant obtenu peu de voix, leur possibilité de se présenter, ou non, n'a pas eu de conséquences sur les résultats. Les prud'homales étant des élections de listes à la proportionnelle, il suffit de peu de voix pour modifier le nombre d'élus de chacune des listes en compétition.

Il paraît donc logique que la Cour de cassation soit conduite à annuler le scrutin dans toutes les sections où les tribunaux d'instance n'ont pris, au préalable, des décisions non conformes à celle que le juge suprême arrêtera après. En attendant, le code du travail prévoit expressément que les juges prud'homaux, proclamés élus restent en fonctions.

Thierry Bréhier

## Robert Hue se dit prêt à réévaluer la révolution russe et ses suites

Le dirigeant du PCF veut aller « plus loin dans l'analyse »

L'émission « La Marche du siècle », sur France 3, mercredi 3 décembre, devait être consacrée à un débat sur le communisme, avec la participation de Robert

Hue. Le secrétaire national du PCF estime nécessaire, pour son parti, d'aller plus loin dans l'analyse de la révolution russe de 1917 et de ses suites.

AU VU du plateau et du titre de l'émission, le défi est de taille. Mercredi 3 décembre, Robert Hue a choisi de se rendre à « La Marche du siècle », à l'invitation de Jean-Marie Cavada, pour une émission au thème sans ambiguïté : « 85 millions de morts : la sombre histoire du communisme ».

« Il faut aller beaucoup plus loin encore dans l'analyse historique », mardi, sur RTL, M. Hue a donné un signal clair. Le secrétaire national du PCF souhaite en dire plus. Plus sur le communisme français. Plus sur le stalinisme, cette « châtiment encore brûlant », selon le titre du chapitre qu'il lui avait consacré dans son livre, *Communisme, la mutation* (1995), et dont les congrès communistes n'ont jamais débattu.

Officiellement, M. Hue a été séduit par la formule de l'émission, qui permet de s'éloigner du livre noir du communisme, ouvrage dirigé par Stéphane Courtois, et de « la querelle d'historiens ». A la sortie du livre, le secrétaire national, qui craignait que l'image de son parti n'en soit entachée, avait refusé de partici-

per à l'émission « Brouillon de culture » sur France 2 (*Le Monde* daté 9-10 novembre). La « fièvre » assuée de Linnel Jospin, le 12 novembre, devant les députés, son assurance que le PCF « a tiré les leçons de son histoire », a libéré les responsables communistes de leurs craintes. Au siège du PCF, on estime que la droite avait tenté de s'emparer du livre sur le thème : « Puisque vous comptez des crimes au gouvernement, nous pouvons bien nous aller avec le Front national pour les élections régionales », mais que le premier ministre a contré ce piège.

M. Hue a aussi, sans doute, des raisons officieuses d'accepter le débat proposé par France 3. La mort de Georges Marchais, par exemple. Place du Colonel-Fabien, on raconte souvent, en guise de piquette, la « blague de la mort de Staline ». Un jour de 1953, se sentant vieillissant, ce dernier convoque Khrouchtchev dans sa datcha. « Nikita, lui dit-il, je ne sais pas comment t'aider. Alors, je te laisse deux enveloppes. Si, un jour, tu as besoin de conseils, ouvre-les ». En 1956, les premiers troubles ar-

rivent. Le nouveau premier secrétaire du PC soviétique ouvre la première enveloppe. Il lit : « Mets-moi tout sur le dos ! » Ce qu'il fait. Dans un rapport. Mais les affaires de Khrouchtchev ne s'arrangent pas et, chez les dirigeants soviétiques, la colère gronde. En 1964, il pense à la deuxième lettre. Dedans, ces simples mots : « Prépare deux enveloppes ! ».

Le 16 novembre, jour de la mort de l'ex-secrétaire général, le bureau national du PCF avait salué le défunt d'une étrange formule : « Ce n'est pas le temps, alors que l'heure est au silence du recueillement, d'évaluer l'apport de Georges à notre parti et à la France ». Il ajoutait : « Cette évaluation devra être faite ». Trois jours plus tôt, devant le parti réuni en conseil national - une sorte de minicongrès -, M. Hue, agacé par les prises de positions de M. Marchais évoquant « sa » mutation, avait lancé deux fusées : d'abord, le communisme ne doit plus être un « idéal grandiose », plaqué sur la société ; ensuite, « il ne suffit pas que le passé s'éloigne pour qu'il se tasse, comme le café après le passage de l'eau ».

M. Hue devait, mercredi soir, préciser son point de vue, particulièrement sur la révolution russe. Il y a peu, dans ces colonnes, il défendait la NER c'est-à-dire la « nouvelle politique économique » menée par les bolchéviques de 1921 à 1928, ainsi que le léninisme (*Le Monde* du 12 avril 1996). Aujourd'hui, sa position a changé. « Il y a eu, dans les conséquences de la révolution bolchévique - immédiatement après, d'ailleurs - des conséquences lourdes, y compris sous forme de terreur, qu'on ne peut souscrire », a-t-il expliqué sur RTL. Personne, a-t-il ajouté, pas même Lénine, ne peut « être tenu à l'écart de l'analyse historique ». C'est la première fois que le Parti communiste parle de cette manière.

Ariane Chemin

\* « La Marche du siècle », 20 h 50, sur FR3. Parmi les autres invités : Stéphane Courtois et André Gratchev, auteur de « L'exception russe. Staline est-il mort ? » ; Jean Ferrat Jean-François Revel.

## Polémique sur le bénéfice pris par l'Etat dans la vente de frégates à Taiwan

LE MINISTRE de l'Économie et des finances a décidé de prélever une somme de 1,4 milliard de francs dans les caisses de la direction des constructions navales (DCN) au motif qu'il s'agissait, selon lui, d'une trésorerie « dormante » et qu'il était fréquent que des établissements dont l'Etat est l'actionnaire majoritaire sinon quasi exclusif, soient soumis à des pondérations sur leurs excédents financiers. Cette décision, qui figure dans le projet de loi de finances rectificative examiné mercredi 3 décembre par l'Assemblée nationale, a soulevé un tollé à la commission de la défense.

Le rapporteur, François Lamy (PS), a indiqué qu'il avait rencontré des difficultés pour recueillir « les informations nécessaires à une bonne compréhension du dossier ». Ce prélevement exceptionnel de 1,4 milliard de francs a été opéré sur les excédents financiers tirés par la DCN sur le placement qu'elle a fait des fonds du contrat baptisé « Ball-Bravn ». Il s'agit de l'achat à la France, par Taiwan, de six frégates du modèle *La Fayette*, construites par l'arsenal de Lorient. Le contrat a été négocié entre 1991 et 1993 par le groupe Thomson-CSF et par DCN International, la société chargée de la commercialisation des productions de DCN.

Selon une loi de 1979, l'Etat peut obtenir qu'un groupe public - qu'il contrôle et qui n'est pas libre de pouvoir affecter les résultats positifs d'un contrat à l'exportation - reverse au budget général la moitié des résultats dégagés par une vente à l'étranger. Dans le cas présent, il s'agit du produit d'un placement financier à la suite d'une négociation commerciale. « On pouvait raisonnablement penser, observe le rapporteur, que ces résultats financiers serviraient à couvrir les investissements nécessaires par de nouvelles opérations ou à compenser les déficits, probables, de certaines autres opérations actuelles ou à venir ».

« EXTRÊMEMENT MALADROIT »

Sans le dire explicitement, M. Lamy vise, d'une part, la négociation entre la France et l'Espagne pour se partager le financement de la construction d'un nouveau sous-marin, le *Scorpène*, et, d'autre part, les risques encourus dans d'autres contrats à l'exportation, notamment avec la vente de frégates à l'Arabie saoudite.

Le président de la commission de la défense, Paul Quilès (PS), et Jean-Yves Le Drian, député (PS) du Morbihan et maire de Lorient, n'ont pas implanté un arsenal, ont fait part de leur incompréhension et de leur perplexité, estimant que ce prélevement est « extrêmement maladroit » dans sa forme. A droite, René Galy-Dejean et Pierre Lellouche (RPR, Paris) ont relevé que la situation faite, dans ces conditions, à la DCN

est assez paradoxale : quand les arsenaux, dont on connaît l'état de crise et leur manque de commandes, vendent, ils doivent reverser les produits de leurs activités à l'Etat et, quand il y a même, ils doivent prendre les pertes à leur charge.

M. Galy-Dejean a souligné que pour la première fois, un client étranger - Taiwan, en la circonstance - apprendra par un texte de loi quelle part est reversée à l'Etat français sur un contrat d'armement à l'exportation. « Cela revient, a-t-il conclu, à annoncer au client quel profit on tire de lui. Il est triste que le ministère des finances n'ait pas compris à quel point c'est inopportun ».

Jacques Isnard

## M. Chevènement annonce un projet sur l'intercommunalité

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, Jean-Pierre Chevènement, a déclaré, mercredi 3 décembre au Sénat, qu'un « projet de loi sur l'aménagement du territoire (préparé par Dominique Vynet) ne sera pas examiné par le Parlement avant le mois de juin 1998 ». « Auparavant sera déposé un projet de loi sur l'intercommunalité », a souligné le ministre. M. Chevènement a indiqué aux sénateurs que la notion de « pays » prévue par la loi Pasqua de 1995 sur l'aménagement du territoire doit faire l'objet « de beaucoup de prudence ». Il a estimé que le « pays » devait rester « un espace de projet » et non pas devenir un échelon administratif « structuré ».

Lors d'un déjeuner interministériel, le 4 novembre, il avait été convenu que le projet de M. Vynet serait présenté au Parlement après les élections régionales mais que les autres projets, y compris celui sur l'intercommunalité, s'inscriraient dans son sillage.

DÉPÊCHES

■ RENSEIGNEMENT : la commission de la défense de l'Assemblée nationale prévoit de créer deux groupes de travail. Le premier porte sur l'organisation du renseignement en France. Le second devra faire des propositions sur le rôle du Parlement en matière d'interventions extérieures des forces armées et sur l'éventualité d'une autorisation préalable des élus pour un engagement militaire de la France.

■ MAIS : Henri Emmanuelli et plusieurs responsables socialistes ont protesté devant Linnel Jospin, mardi 2 décembre, lors du bureau national du PS, de la décision du gouvernement d'autoriser la culture d'une catégorie de maïs génétiquement transformé en France. Le groupe socialiste devait interpellé, mercredi à l'Assemblée, le ministre de l'Agriculture sur ce point. Par ailleurs, les responsables des Verts, reçus par Dominique Vynet, mardi, n'ont fait part de leurs inquiétudes.

■ 35 HEURES : Martine Aubry a regretté, mardi 2 décembre, à l'Assemblée nationale, que le futur président du CNPF, Ernest-Antoine Sellière, invite les entreprises à « des positions politiques » sur les 35 heures, au lieu de « les aider à se battre sur les marchés étrangers ». De son côté, le bureau national du PS s'est ému, mardi, des « dérapages » de M. Sellière, à propos de ses déclarations sur sa volonté de « déstabiliser » le gouvernement.

■ PARTI SOCIALISTE : Jean Glavany a estimé, mardi 2 décembre, qu'il fallait « rationaliser le travail du Parlement », indiquant que le bureau national en avait débattu en présence de Lionel Jospin. « Si le gouvernement charge trop la barque, on risque d'arriver à des dysfonctionnements », a-t-il dit.

■ SÉCU : Le Parlement a définitivement adopté, mardi 2 décembre, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 1998. Les groupes RPR et UDF se sont prononcés contre et ont annoncé qu'ils allaient saisir le Conseil constitutionnel.

## Un sondage CSA-« Liaisons sociales » montre la stabilité des forces

LES GRANDS ÉQUILIBRES entre organisations syndicales se sont-ils maintenus, à l'issue du scrutin prud'homal du 10 décembre ? Le sondage publié par *Liaisons sociales*, dans son édition du mercredi 3 décembre, livre quelques axes de réflexion. Réalisé par l'institut CSA, auprès d'un échantillon national représentatif de 802 personnes, pouvant voter aux élections prud'homales, constitué d'après la méthode des quotas, ce sondage révèle une grande stabilité des rapports de force syndicaux.

La première information concerne le taux de participation qui pourrait se révéler plus fort qu'il y a cinq ans : 42 % des salariés

se disent « tout à fait sûr d'aller voter » et 13 %, « assez sûr », alors qu'en 1992, le taux de participation n'avait été que de 40,3 %, en baisse de cinq points, par rapport à 1987. Si elle était confirmée au soir du 10 décembre, cette inversion de tendance serait remarquable, la participation n'ayant cessé de baisser depuis 1979. L'évolution du corps électoral depuis 1992, marquée par le fort déclin de la section Industrie, où la participation est élevée, et par la forte progression des sections commerce et activités diverses, où les salariés vont peu voter, devrait à contrario entraîner, mécaniquement, une nouvelle poussée de l'abstention.

Seul le crédit retrouvé des syndicats auprès de l'opinion publique, confirmé par plusieurs sondages, dont le dernier a été publié le 26 décembre par l'IFOP pour *Libération*, pourrait expliquer une plus grande mobilisation des salariés. Respectivement, Nicole Notat, Marc Blondel et Louis Vianet recueilleraient 36 %, 46 % et 42 % de bonnes opinions auprès des Français.

En termes d'intentions de votes, chaque grande centrale tire son épingle du jeu, selon le sondage de *Liaisons sociales*. La CGT est créditée de 33 % d'intentions de votes, soit un score identique à celui de 1992 (33,4 %). Un tel résultat signifierait que la centrale de Louis Vianet entrerait son déclin. Avec 25 % des suffrages, en hausse de 1,5 point par rapport à 1992, la CFDT confirmerait sa deuxième place. Une telle progression constituerait une victoire pour Nicole Notat : elle y trouverait une absence de désaveu quant à sa position lors des grèves de la fin 1995, alors qu'elle avait approuvé le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale. Selon ce sondage, la CFDT ravirait la première place à la CFE-CGC, dans la section encadrement : 28 % des cadres auraient l'intention de voter pour elle contre 25 % pour la CFE-CGC.

LES DIRIGEANTS MIEUX IDENTIFIÉS  
L'autre surprise serait pour Marc Blondel. Crédité de 22,5 % d'intentions de votes, FO enregistrerait un gain de 2 points. Les fortes personnalités de Marc Blondel et de Nicole Notat - ce sont les dirigeants les mieux identifiés par les salariés - semblent jouer en faveur de leurs syndicats respectifs. Selon ce sondage, FO serait aussi le syndicat qui bénéficie « du plus fort potentiel de voix parmi les salariés les moins sûrs d'aller voter ».

En revanche, les résultats de ce sondage, qui, comme le souligne l'institut CSA, « ne doivent pas être considérés comme prédictifs des résultats, le jour du vote », feront l'effet d'une douche froide pour les petites centrales. La CFDT avec 6 % des intentions de votes, contre 8,5 % en 1992, enregistrerait un net recul. De même, la CFE-CGC ferait du surplus à 7 %, mais perdrait sa première place dans l'encadrement. Enfin les listes autonomes (UNSA, Union syndicale groupe des dix, etc.) ne recueilleraient que 6,5 % des intentions de vote et donc ne pourraient qu'à la marge sur les scores des autres centrales.

Alain Beuve-Méry

### La Fondation de France

lance un appel à projets sur la déstructuration des liens familiaux et sociaux dans les pays en situation de crise (Afrique, Amérique latine, Asie du sud-est)

Le dossier de candidature est à retirer auprès de :

Jean-Claude FAGES  
Solidarités Internationales  
Fondation de France  
40 avenue Hoche - 75008 PARIS  
tél : 01 44 21 31 67 - fax : 01 44 21 31 97  
Email : international@fdf.org

et devra être retourné à la Fondation de France au plus tard le 26 décembre 1997.

L'appel à projets est destiné à recenser et à approfondir les connaissances sur les processus de déstructuration liés à des crises temporaires ou chroniques.

Il est ouvert aux équipes universitaires, aux bureaux d'études, aux équipes d'experts locaux, ainsi qu'aux ONG nationales et internationales.





**SANTÉ** 12 000 psychothérapeutes pratiquent, en France, leur activité hors de tout statut légal. Depuis plusieurs années, ils ont lancé un mouvement pour obtenir cette reconnaissance officielle.

celle qui permettrait, selon eux, de faire le tri entre vrais professionnels et charlatans. ● À LEUR DEMANDE, l'Association française de normalisation (Afnor) mène, depuis un an, une étude

sur la possibilité de créer pour ce métier des formations, un code de déontologie et des moyens d'information du public. ● CETTE QUÊTE de reconnaissance est considérée comme illégitime

par psychiatres et psychologues, qui estiment dangereux que l'activité de psychothérapeute passe par d'autres cadres que ceux qui régissent leur profession. Le conseil de l'ordre national

des médecins dénie à des non-médecins le droit de pratiquer la psychothérapie. ● LA RÉPONSE des pouvoirs publics est compliquée par la diversité des pratiques et des théories en vigueur.

## Les psychothérapeutes souhaitent que leur activité soit réglementée

Des praticiens ont lancé un mouvement en vue d'obtenir un statut légal pour leur métier, exercé par 12 000 personnes en France. Cette demande, compliquée par la diversité des pratiques, ne fait pas l'unanimité, notamment auprès des psychiatres et psychologues

C'EST une activité d'homme répertoriée dans les pages jaunes de l'annuaire téléphonique, assujettie aux taxes et impôts dus par les professions libérales, mais qui n'a aujourd'hui aucune reconnaissance officielle. Près de 12 000 personnes exercent en France une activité de psychothérapie qu'aucun texte ne réglemente. Le grand public n'a pas de moyen, hors le bouche-à-oreille, de choisir en connaissance de cause le bon praticien ou la méthode adaptée à ses besoins. Phobies, stress, névroses, problèmes sexuels... les demandes pourtant ne manquent pas.

Depuis plusieurs années, un mouvement, mené principalement par les membres de la Fédération française de psychothérapie (FFdP), qui fédère trois syndicats, une vingtaine de sociétés savantes et autant d'instituts de formation, vise à obtenir de la part des pouvoirs publics un statut légal pour ce qu'ils estiment être une profession à part entière. A les en croire, une telle démarche aurait le mérite de « faire le ménage » dans une activité où sévissent professionnels reconnus et charlatans, et permettrait enfin aux usagers de retrouver des repères fiables.

A la demande de la FFdP, l'Association française de normalisation (Afnor) mène depuis plus d'un an une étude préalable sur la question.

Frédéric Morvan, ingénieur « qualité des services » à l'Afnor, écoute les différents acteurs du secteur pour tenter de dégager une ligne de consensus. « Nous cherchons à établir des règles de bonne conduite applicables par tous, explique-t-il. Il ne s'agit en aucun cas de normaliser un métier, mais de trouver un dénominateur commun à une activité sur des questions précises telles que celle des formations, d'un code de déontologie ou de l'information du consommateur. »

### QUÊTE DE RECONNAISSANCE

Cette quête de reconnaissance est loin de faire l'unanimité parmi les praticiens. Il faut dire que le terme de psychothérapie regroupe des démarches hétérogènes qui se combattent parfois les unes les autres. Difficile en effet d'y voir clair dans une activité où exercent des médecins, le plus souvent psychiatres, des psychologues, mais aussi une frange de praticiens qui n'ont pas tous suivi une formation théorique universitaire et se fondent sur une expérience personnelle et le rattachement à un courant de pensée original.

Une fois n'est pas coutume, psychiatres et psychologues se retrouvent côte à côte pour dénoncer la campagne de la FFdP qu'ils estiment illégitime, et pour tenter d'obtenir une fois pour toute que l'exer-

cice de la psychothérapie soit réservé à des professionnels diplômés de l'université. « Il s'agit avant tout d'une activité et non d'une profession, affirme ainsi Philippe Grosbois, du Syndicat national des psychologues (SNP). Les textes réglementaires ont légitimé les professions de psychiatres et de psychologues. C'est dans ce cadre-là que doit être exercée la psychothérapie, qui n'est qu'une spécialité de ces deux professions. »

La même volonté est affichée chez les psychiatres. « Les techniques qui se sont développées depuis les années 60 et qui se présentent sous le terme de psychothérapie humaniste ne sont que les avatars modernes de pratiques très anciennes de guérisseurs professionnels, soutient Roland Broca, de l'Association européenne de psychiatrie (AEP). Il s'agit d'une nébuleuse de pratiques, avec ses gourous, ses méthodes, qui aujourd'hui recherchent la respectabilité en tentant d'obtenir un statut à part entière. »

Psychiatres et psychologues se sont eux aussi saisis du dossier et travaillent à la possibilité d'intégrer une formation en psychothérapie dans le cadre de leur cursus. « S'il doit y avoir une réglementation de l'activité, elle doit prendre en compte les formations universitaires existantes et non pas aboutir à reconnaître des instituts de formation

privés que personne n'est en mesure de contrôler, prévient Philippe Grosbois. Ce qui reboute la FFdP, c'est que les pouvoirs publics ne leur dénie le droit d'enseigner leurs méthodes dans des écoles qu'ils ont créées et dont la disparition représenterait pour eux un manque à gagner financier. »

« La formation universitaire n'est pas forcément la voie royale pour devenir un bon psychothérapeute, rétorque Michel Meignan, président de la FFdP, qui se présente comme « amateurlogue ». Plusieurs années d'études théoriques ne suffisent pas. Il faut aussi avoir suivi une psychothérapie personnelle, une formation adéquate à une méthode, et accepter la supervision de pairs reconnus. Ces gens-là (psychiatres et psychologues) refusent toute démarche qui sorte des pratiques classiques. »

### « PATIENTS » OU « CLIENTS »

Tous d'accord sur la nécessité d'une remise à plat, chacun des acteurs veut imposer sa vision des choses. Cette situation s'explique en grande partie par l'histoire du mouvement psychothérapique en France (lire ci-dessous). En outre le secteur semble prometteur : une enquête de l'Association européenne de psychothérapie évaluée à 30 000 le nombre de psychothérapeutes nécessaires pour couvrir les besoins en France.

Le conflit idéologique évalue même le champ de la sémantique : les uns parlent de « patients » et de « soins », les autres privilégient les termes de « clients » et de « développement personnel ». Le « patient-client » lui, n'est pas plus avancé, même si la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) admet d'avoir jamais eu à traiter, jusqu'à présent, de plaintes relatives à l'activité de psychothérapeute.

Le Conseil national de l'ordre des médecins a lui-même du mal à adopter une position claire. Dans un courrier adressé en 1993 à Michel Meignan, son secrétaire général, Jean-Claude Mot, précisait : « La mention "psychothérapeute" n'est pas autorisée sur les plaques et ordonnances. » Quoi de plus normal en effet puisque, comme l'a confir-

mé au Monde le docteur René Lebatard-Sartre, membre du conseil de l'ordre, « la psychothérapie n'est pas une spécialité enseignée à la faculté de médecine ». Pourtant on ne compte plus le nombre de médecins qui pratiquent la psychothérapie. Malgré la réalité de ces pratiques,

devoir s'atteler à « un véritable travail de Romains pour tenter de mettre de l'ordre dans cette tour de Babel », estime René Lebatard-Sartre. A l'occasion d'un récent colloque de la FFdP, François Varelle, sous-directeur des professions de santé à la direction générale de la santé, avait

### Entre 200 et 1 000 francs par séance

Les séances de psychothérapie dans le secteur libéral ne sont pas remboursées par la Sécurité sociale, sauf dans certains cas très précis, et uniquement lorsque le professionnel est un médecin. Quand la psychothérapie a lieu dans le cadre hospitalier, elle est prise en charge comme tout autre acte médical. Les membres de la Fédération française de psychothérapie ne souhaitent pas, si l'activité n'obtient un statut légal, que les séances soient remboursées, car ils estiment que l'aspect financier fait partie intégrante de la thérapie. Le coût d'une séance de thérapie varie de 100 à 1 000 francs, du nombre de participants, de la longueur des séances et des revenus du praticien : la fourchette moyenne se situe entre 200 et 1 000 francs.

le conseil de l'ordre refuse à des non-médecins le droit d'exercer une activité de psychothérapeute, en quant au fait qu'il s'agit de soins. « C'est une question de santé publique, répond M. Lebatard-Sartre, on ne peut pas laisser à n'importe qui la possibilité d'exercer cette activité. » La jurisprudence des tribunaux, confrontés à l'absence de réglementation en la matière, a cependant rarement retenu l'argument d'« exercice illégal de la médecine » contre des psychothérapeutes non médecins.

Les pouvoirs publics vont donc

A. Pe.

### Le statut dans d'autres pays européens

● En Autriche : une loi fédérale votée en 1996 confère un statut légal à la psychothérapie, désormais considérée comme une profession à part entière. Parallèlement, la loi définit et réglemente la profession de psychologue.

● En Allemagne : l'activité est régie par des directives datant de 1967. Ne peuvent pratiquer cette profession que les détenteurs d'un diplôme de médecine ou de psychologie. Toute méthode nouvelle doit obtenir l'agrément de l'université. Les séances de psychothérapie sont remboursées, dans la limite de 300 séances.

● En Grande-Bretagne : un

projet de loi visant à donner à la psychothérapie un statut officiel a été rejeté en 1981 par le Parlement. Depuis, le gouvernement a laissé aux psychothérapeutes le soin de réglementer leur activité. En 1989 est née la United Kingdom Standing Conference for Psychotherapy, qui se donne pour objectifs la protection du public et la mise en place de formations appropriées. Une nouvelle loi pourrait être discutée dans les prochains mois.

● En Italie : une loi du 19 décembre 1989 définit et réglemente la profession de psychologue et de

psychothérapeute. Elle crée un ordre de psychologues. L'exercice de la profession de psychothérapeute est soumis à l'obtention d'un diplôme de médecin et de psychologue, suivie d'une formation de quatre ans minimum dans un institut spécialisé dont la liste est établie par une commission ministérielle. Cette réglementation a conduit à la fermeture de nombreux centres de formation. Forts du monopole de fait créé par la loi, certains médecins ou psychologues déjà en exercice ont, en effet, fait l'impasse sur la formation de quatre ans. La loi pourrait être prochainement modifiée pour corriger ces dérives.

## Deux courants dominants et une multitude de pratiques

ON TROUVE de tout au rayon psychothérapie, et il serait à peine exagéré d'affirmer qu'il y a autant de pratiques qu'il existe de praticiens. Les spécialistes estiment à plus d'une centaine le nombre de méthodes habituellement utilisées. De manière générale, la psychothérapie suppose un échange entre le praticien et son patient, qui sont face à face pendant les séances. C'est pourquoi, bien souvent, on préfère parler de « client » pour mettre en valeur la participation active du patient. Cette définition permet, a contrario, d'exclure la psychanalyse du champ des psy-

chothérapies. Celle-ci s'intéresse d'abord « à la vérité de l'être », pour reprendre les termes de Roland Broca, et n'a « pas de visées directement thérapeutiques ». Cependant, les théories freudiennes et ses avatars (jungliennes ou lacaniennes) ont inspiré bon nombre de pratiques. On parle alors de psychothérapie analytique, courant majoritaire chez les psychiatres.

Le deuxième grand courant, d'origine anglo-saxonne, est constitué des pratiques cognitivo-comportementalistes, notamment influencées par les travaux du Russe Pavlov sur le conditionnement global de l'humain. Il est urgent de la défendre contre les dérives. Il y a des professions qui veulent récupérer la psychothérapie sans avoir une formation spécifique, ce qui est parfois dangereux, même s'ils ont des compétences par ailleurs. Comme il n'existe aucun contrôle, il y a aussi des dérives internes : des gens se proclament psychothérapeutes sans avoir été formés, sélectionnés. Il faut remettre de l'ordre dans tout ça.

Les développements de ces théories appliquées à la thérapie partent du principe que le symptôme correspond à un comportement inadapté. La thérapie se donne donc pour objet la recherche de la cause dans l'histoire du patient pour ensuite lui permettre d'acquiescer un comportement adapté. Les thérapies sexuelles font partie de cet ensemble.

Depuis les années 60 se sont développées, à côté de ces deux grands courants, des pratiques nouvelles, souvent importées des Etats-Unis. Inspirées du mouvement New Age, de théories plus ou

moins fumeuses ou d'expériences plus sérieuses, elles remplacent l'humain au centre du travail de thérapie. On classe ces pratiques sous le terme générique de psychothérapie humaniste ou existentielle. C'est dans ce cadre-là qu'on retrouve des pratiques aussi diverses que le psychodrame émotionnel, le rebirthing, l'analyse primale, la bio-énergie. D'autres méthodes font appel aux travaux sur l'hypnose, comme par exemple la programmation neuro-linguistique. Il faut aussi citer les techniques de relaxation (training autogène, sophrologie...), les thérapies dites de la communication (analyse transactionnelle, Gestalt-thérapie, thérapies systémiques...), ou encore la musicothérapie ou la psychosynthèse.

L'ensemble de ces thérapies couvre un champ très large : des œuvres aux manifestations dépressives ou suicidaires, en passant par les phobies, les états d'anxiété, les comportements obsessionnels et compulsifs ou un simple mal-être psychologique. Elles se pratiquent individuellement ou en groupe, voire en famille. Elles peuvent être brèves (quelques séances) ou longues (plusieurs mois voire plusieurs années). A priori, les pratiques de psychothérapie excluent l'utilisation de neuroleptiques. Dans certains cas pathologiques, les psychothérapeutes admettent que les médicaments sont utiles. Dans ce cas, seul un médecin a le droit de prescrire des médicaments.

Propos recueillis par  
Acacio Pereira

A. Pe.

### TROIS QUESTIONS A...

SERGE GINGER

1 Pourquoi vous êtes-vous engagé, en tant que psychothérapeute-didacticien en gestalt-thérapie et secrétaire général de la FFdP, dans une démarche visant à faire reconnaître officiellement la psychothérapie comme profession à part entière ?

Pour le moment, en France tout au moins, la psychothérapie est souvent confondue dans le grand public avec la psychologie, la psychiatrie ou la psychanalyse, et il n'y a pas de législation la protégeant. Or il s'agit pour moi d'autre chose que la simple compréhension des phénomènes psychiques et d'une approche à la fois physique, médicale, psychologique, mais aussi sociale. Elle donne un sens à la vie de l'homme, il s'agit donc d'une ap-

proche globale de l'humain. Il est urgent de la défendre contre les dérives. Il y a des professions qui veulent récupérer la psychothérapie sans avoir une formation spécifique, ce qui est parfois dangereux, même s'ils ont des compétences par ailleurs. Comme il n'existe aucun contrôle, il y a aussi des dérives internes : des gens se proclament psychothérapeutes sans avoir été formés, sélectionnés. Il faut remettre de l'ordre dans tout ça.

la psychothérapie en se permettant des manipulations de la psyché sans aucune déontologie.

3 L'un des problèmes posés par les pratiques psychothérapiques concerne leur évaluation. Seriez-vous prêts à les soumettre au contrôle d'un organisme indépendant ? Non seulement prêts, mais désireux depuis longtemps. Malheureusement, ce type de contrôle demande des moyens pour faire des enquêtes sérieuses, scientifiques. Cela commence à se faire aux Etats-Unis, où une première étude de grande ampleur vient d'être publiée, démontrant que les effets des psychothérapies dans le traitement de certains troubles tels que la dépression, l'obsession, les troubles sexuels, sont tout à fait mesurables.

Denis Lacorne  
LA CRISE  
DE L'IDENTITÉ  
AMÉRICAINE

DU MELTING-POT  
AU MULTICULTURALISME

FAYARD

396 p.  
150 F

Le premier livre vraiment intéressant qui nous soit donné de lire sur les origines du "politiquement correct" américain.

Alain-Gérard Slama, Le Figaro

Ce livre ouvre la voie à ce que pourrait être une réflexion sur un multiculturalisme à la française.

Nicolas Weill, le Monde

L'Histoire  
chez  
FAYARD



## La justice va enquêter sur des irrégularités à la Caisse de retraite des élus locaux

Son secrétaire général, adjoint au maire de Paris, est sévèrement mis en cause par l'IGAS

Transmis au parquet de Paris, un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) critique la gestion de la Caisse de retraite des élus

locaux (Carel), présidée par l'ancien ministre (UDF-PR) Alice Saunier-Seïté. Son secrétaire général, Gérard Guelton, adjoint au maire de Paris,

est mis en cause pour des « anomalies de gestion ». Plus de soixante millions de francs sont nécessaires au redressement de l'organisme.

PLUSIEURS MILLIERS de conseillers régionaux, généraux et municipaux ont reçu, fin novembre, la même lettre. Signée par un membre de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), ce courrier a provoqué l'effroi de ses destinataires, les adhérents de la Caisse de retraite des élus locaux (Carel). Créée en 1993, cet organisme mutualiste - adossé à la Mutuelle des élus locaux (Mudel) - se trouvait, selon l'auteur de la lettre désignée le 22 octobre comme administrateur provisoire, « dans une situation financière dégradée », au point de susciter l'inquiétude quant aux droits des cotisants. « Le contrôle effectué (...) par l'IGAS, précise-t-il, a souligné un certain nombre d'irrégularités de fonctionnement et d'infractions au code de la Mutualité », dont le détail a été transmis le 23 octobre, au parquet de Paris.

Présidée par l'ancien ministre (UDF-PR) Alice Saunier-Seïté, la Mudel-Carel avait été conçue comme un fond de pension finançant un complément de retraite aux anciens élus. L'idée avait été lancée en 1992, après l'adoption d'un « statut des élus locaux », et revenait aux dirigeants du Mouvement national des élus locaux (MNEL), proche du RPR, dont plusieurs dirigeants siégeaient au conseil d'administration de la mutuelle. Les caisses de la mutuelle étaient alimentées par les cotisations des élus, dont la moitié était prise en charge par les collectivités elles-mêmes. Or, quatre ans après sa fondation, la « somme nécessaire » pour permettre le retour à l'équilibre est estimée par l'IGAS à

« au moins 62 millions de francs ». Dénonçant « le laxisme », « le cumul d'erreurs et de fautes » de la gestion de la Mudel-Carel, les enquêteurs de l'IGAS signalent, dans leurs « observations en retour », datées du mois d'octobre, « une collection impressionnante d'anomalies » dans les comptes de la mutuelle et de la caisse de retraite. « La mutuelle et sa caisse autonome n'ont jamais été gérées conformément aux principes de prudence et de bon sens, qui s'imposent à des organismes de ce type », indique le rapport.

Synthèse des investigations déclinées à la suite de l'alerte donnée par la Fédération nationale de la mutualité française, le document insiste sur l'importance - jugée illégale - des prérogatives consenties au secrétaire général de la mutuelle, Gérard Guelton. M<sup>me</sup> Saunier-Seïté lui avait cédé le pouvoir « d'effectuer sur le compte de la société toutes les opérations qu'elle pourrait faire [elle-même] (...) et notamment signer (...) tous chèques, billets, traites, ordres de virements, quittances... ».

« CARACTÈRE PRIVÉ » Adjoint (UDF) au maire de Paris « chargé de la médiation », M. Guelton signalait aussi les contrats de travail salariés de la Mudel-Carel, les ordres de mission et les notes de frais. Le rapport de l'IGAS le présente comme le principal responsable des manquements constatés, allant jusqu'à relever que « la majeure partie, sinon la totalité des dépenses du secrétaire général prises en charge par l'organisme avaient un caractère privé ».



Signifiant que l'essentiel des frais remboursés à M<sup>me</sup> Saunier-Seïté consistait en des notes de restaurant, les enquêteurs de l'IGAS insistent notamment sur la fréquence des déplacements en avion entre Paris et Perpignan remboursés à M. Guelton, qui dispose d'une résidence secondaire à Collioure (Pyrénées-orientales). Ils pointent également la prise en charge - pour 14 420 francs - d'une réservation pour deux personnes durant 15 jours à Roland-Garros, en 1994.

Interrogé par Le Monde, mardi 2 décembre, M. Guelton s'est déclaré « consterné » par ces conclusions, tout en admettant « certaines erreurs ». « Il n'y a eu aucune volonté de dissimulation »,

a-t-il assuré, contestant les affirmations de l'IGAS, qui émet « des doutes sérieux sur l'existence d'une comptabilité avant 1996 ». Les inspecteurs ayant en outre critiqué « les dépenses injustifiées (de la Mudel-Carel) par rapport à son objet social », relatives notamment à deux de ses émanations, le Club de l'Élu et l'Institut de recherche et de formation de l'Élu local (Irfele) - 8,2 millions de francs au total -, M. Guelton s'est justifié en indiquant qu'ils représentaient « des plus » destinés à « attirer les souscripteurs ». « Je ne suis pas un escroc international, a-t-il poursuivi. Nous n'avons jamais été soutenus. Il est impossible de créer un truc comme celui-là en dehors des grandes structures, qui ont cherché à nous détruire », M. Guelton se dit « prêt à répondre devant la justice ». Il n'ignore pas, en effet, que parallèlement à la transmission au parquet du rapport de l'IGAS, le conseil d'administration de la mutuelle a décidé, le 9 octobre, de déposer une plainte contre X, manifestant une vigilance tardive au regard des conclusions de l'IGAS. Selon l'inspection, les administrateurs de la Mudel-Carel - parmi lesquels figuraient deux élus (RPR) de la région parisienne, Jean-Jacques Guillet et Alain Robert, et les socialistes Jean-Marie Le Gonn et Patrick Bloche - semblaient avoir « accepté de ne pas être informés de la situation de l'organisme qu'épisodiquement et très partiellement ». Déposée le 14 novembre, la plainte devrait entraîner l'ouverture d'une instruction judiciaire.

Hervé Gattegno

## Maurice Papon voit sa ligne de défense réfutée

Selon « Libération », l'accusé « n'a jamais sauvé cent trente juifs » comme il l'affirme, mais radié des non-juifs des listes

ALORS QUE le procès de Maurice Papon doit reprendre à Bordeaux, jeudi 4 décembre, le quotidien Libération affirme dans son édition du 3 décembre que, contrairement à ce qu'a déclaré l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde lors de l'audience du 13 novembre, celui-ci « n'a jamais sauvé cent trente juifs ». Le 13, s'exprimant sur son rôle dans le traitement des questions juives entre 1942 et 1944, Maurice Papon avait évoqué la stratégie qu'il affirme avoir alors engagée pour « sauver les gens ». « Donnez-nous des noms de juifs que vous avez sauvés ! », s'était exclamé M<sup>me</sup> Alain Lévy, conseil de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP). « Je répondrai par des noms étrangers à moi-même », avait repris Maurice Papon, citant le rapport d'experts commis lors de la première instruction annulée pour vice de procédure en 1987 : « [Ce rapport] donne la liste des gens que j'ai pu sauver. Les radiations directes concernent 130 personnes (...). Je donnerai, quitte à travailler jour et nuit, la liste de ceux qui ont été sauvés à chaque convoi ».

UNE SEULE PERSONNE JUIVE

Avec le concours de l'une des parties civiles - M<sup>me</sup> Serge et Arno Klarsfeld, représentant l'association des Fils et Filles de déportés juifs de France, Libération produit le fruit d'une enquête portant sur ces 130 personnes radiées du fichier juif par la préfecture, après examen par le service d'enquête et de contrôle (SEC) du Commissariat général aux questions juives. Au terme de cette enquête, le quotidien affirme qu'« il apparaît que Maurice Papon n'a pris aucune initiative en les radiant de ce registre et que cent vingt ou moins d'entre elles n'étaient pas juives ». « En l'état de nos recherches, poursuit-il, une seule personne peut être considérée comme d'origine juive (...). Et malheureusement pour Papon, il ne peut pas mettre cette intervention à son crédit (...) ».

Depuis seize ans, les parties civiles ont toujours réfuté l'argumentation de la défense en indiquant que Maurice Papon n'avait

fait qu'appliquer les lois d'exclusion anti-juives de Vichy, effectuant le tri entre juifs et aryens. De son côté, Maurice Papon s'est engagé à l'audience à prouver ses dires. M<sup>me</sup> Jean-Marc Varaut, son avocat, a demandé que l'on verse aux débats la correspondance entre la préfecture et les autorités d'occupation allemandes entre 1942 et 1944 actuellement conservée aux archives départementales dans laquelle se trouverait donc, selon la défense, des éléments de preuve.

Si les parties civiles se sont opposées à cette démarche qui aboutirait, selon elles, à l'ouverture d'un supplément d'information, le parquet général ne s'y est pas opposé. La cour devra rendre, sur ce point sa décision, à la reprise de l'audience, jeudi 4. Enfin, pour alimenter son argumentation, la défense agit également les propos de l'historien Michel Bergès, cité comme témoin, qui avait contribué à la découverte des archives ayant alimenté le dossier au début de l'affaire, mais qui apparaît aujourd'hui plus que réservé par rapport au procès (Le Monde du 22 octobre). M. Bergès dit « aboutir à un chiffre de 300 à 400 personnes » radiées du fichier juif « en tenant compte du rôle primordial joué par le grand rabbin Joseph Cohen ».

Le procès de Maurice Papon s'était interrompu alors que le président Jean-Louis Castagnède désignait les responsables de l'accusé dans la gestion du service des questions juives de la préfecture de la Gironde et analysait son implication dans l'application de la législation antisémite. Le procès devrait reprendre en l'état et l'examen des faits proprement dits - l'organisation des rafles et des convois de déportation - alors véritablement débiter. Intervenant dans le débat sur le « sauvetage des juifs » invoqué par Maurice Papon, certaines parties civiles avaient rappelé que, quand bien même ce sauvetage aurait été effectif, il n'évacuait pas pour autant les faits pour lesquels l'accusé a été renvoyé devant la cour d'assises.

Jean-Michel Dumay

## Un rapport plaide pour de nouvelles prises en charge des mineurs délinquants

SIX MOIS après avoir rendu un premier document d'étape (Le Monde du 11 septembre), le cabinet d'ingénierie sociale Ciresse vient de remettre au garde des sceaux, Elisabeth Guigou, son rapport final sur les unités d'encadrement éducatif renforcé (UEER), ces nouvelles structures pour mineurs délinquants multi-récidivistes. A son arrivée place Vendôme, la ministre de la justice avait gelé les ouvertures d'UEER, créées par son prédécesseur Jacques Toubon. Elle attend également les prochains résultats d'une inspection interministérielle sur les structures d'hébergement pour mineurs en difficulté, avant de décider de l'avenir qu'elle réserve à ses nouvelles unités.

Dans son rapport, le cabinet Ciresse, qui s'est penché sur le fonctionnement de six des treize UEER encadrés en fonctionnement, tire un bilan contrasté de ces premières expériences. Tout en pointant les multiples carences dont ont souffert ces structures dès leur mise en place, les rapporteurs soulignent l'intérêt d'une nouvelle approche de la prise en charge de jeunes, devenus rétifs à l'assistance éducative classique. En ce sens, ils estiment que « les UEER et leur population actuelle constituent un analyseur privilégié, non seulement des défis posés par la prise en charge des mineurs délinquants ou en grande difficulté, mais aussi des lacunes de notre système éducatif global ou spécialisé ».

Les UEER, qui ont déjà pris en charge plus de 160 jeunes, sont des petites structures accueillant quatre à cinq adolescents, entourés d'autant d'éducateurs, pour un séjour de « rupture » d'environ trois mois. Chaque équipe éducative choisit son mode de fonctionnement : certaines UEER ont recréé un cadre de vie très familial autour des jeunes, d'autres ont opté pour des séjours dans des conditions de vie difficile, quand certaines ont choisi de privilégier la pratique de sports à hauts risques. Les rapporteurs sont très sceptiques sur cette dernière option, arguant que les activités qui s'apparentent à des « défis à relever » ne font que « réactiver la loi du plus fort qui n'anime déjà que trop ces jeunes ». De même, les rapporteurs s'étonnent de la jeunesse de certains éducateurs intervenant en UEER et de l'absence d'un psychologue ou d'un psychiatre au cours des séjours ainsi que des jeunes accueillis présentent parfois des troubles psychologiques très lourds.

RÉSULTATS « NON NÉGLIGEABLES »

A leur décharge cependant, les rapporteurs notent que ces structures ont pâti, dès leur création, d'un malentendu qui a laissé des traces. Lancées dans l'urgence par l'ancienne majorité, sous la pression d'un discours sécuritaire, elles ont d'abord été accueillies avec réticence par les magistrats et les personnels spécialisés. Si l'hy-

pothèque est en partie levée aujourd'hui, c'est que ces unités ont abouti, en quelques mois, à des résultats « non négligeables », certains jeunes ayant modifié substantiellement leurs comportements. Le rapport note que les jeunes, qui ont rencontré « du bien-être, de la bienveillance », ont découvert que les relations sociales pouvaient s'établir sur d'autres usages que le rapport de force et que « leur existence pouvait occuper une fonction sociale valorisée ». Pour les experts du cabinet Ciresse, les acquis et les échecs des UEER démontrent qu'il est aujourd'hui nécessaire « de développer de nouvelles réponses qui apporteront un soutien éducatif à certaines cellules familiales de plus en plus défilantes ». A ce titre, ils proposent une batterie de mesures destinées à améliorer le fonctionnement des UEER comme la prise en charge classique des jeunes en difficulté. Loin des débats idéologiques sur les réponses à apporter à la délinquance des mineurs, ils font valoir que « la plupart des [mesures éducatives actuelles] sont mal adaptées pour ce type de mineurs et de situations familiales ». Pour eux, « il importe (...) de dépassionner les débats et de pousser plus avant l'expérimentation de nouveaux types de prise en charge à destination de ces jeunes en grande difficulté ».

Cécile Prieur

## Jaime et Vallat, musulmans convertis et soldats perdus de la cause islamiste

AU CINQUIÈME JOUR des débats du procès de trente-sept personnes soupçonnées d'avoir appartenu à un snouten linguistique au groupe islamiste armé (GIA) infiltré en France, le mnt « islamiste » semble avoir autant de définitifs qu'il y a de bouches pour le prononcer. L'examen du parcours spirituel des prévenus par la quatrième chambre correctionnelle de Paris montre que rares sont ceux qui ont été initiés à l'islam par leurs parents. La plupart ont attendu la fin de leur adolescence pour découvrir ou redécouvrir une religion qu'ils appliqueraient à la lettre, sans jamais en avoir compris l'esprit. Au-delà de la religion, la rigidité dans le raisonnement apparaît comme le dénominateur commun d'une grande partie des prévenus.

Ce constat est encore plus vrai pour les convertis. Joseph Jaime, trente ans, est de ceux-là. Fils d'immigrés espagnols venus en France en 1948, il a appris un peu la mécanique avant de tomber dans la marginalité et de vivre de « petits larcins ». Jusqu'au jour où il participe à l'attaque d'une banque en Corrèze. Jaime garde encore un souvenir amer des dix ans de prison qui lui ont été infligés par des jurés irrités qu'un hold-up ait pu être commis dans leur département.

Juste avant d'être incarcéré, il s'est converti à l'islam après avoir rencontré un jeune musulman qui lui a « raconté » la religion. De culture catholique, il a étudié la Bible pendant six mois, et aujourd'hui il déclare : « Petit à petit, je me suis aperçu que l'islam portait de Jésus. J'ai vu que c'était la continuation. Je ne voyais pas pourquoi on pouvait séparer les deux religions. » Alors, il a changé jusqu'à sa physionomie et, aujourd'hui, c'est un homme presque chauve, avec une grande barbe noire, qui s'adresse aux juges pour citer, en arabe, des préceptes de l'islam.

En 1994, Joseph Jaime loge à la maison des célibataires de Chasse-sur-Rhône. Comme d'autres, il s'adresse à Slimane Rahmouni pour aller en Afghanistan, et celui-ci lui paiera une moitié du voyage. En Afghanistan, il suit une sorte de stage de formation aux matériels militaires et rencontre David Vallat.

« UN CARACTÈRE MONOLITHIQUE »

Lui aussi s'est converti en 1991 et se désigne lui-même comme « un caractère monolithique ». Revenu en France, les deux hommes d'ont qu'une obsession : rejoindre le maquis algérien. A Londres, des islamistes leur disent qu'il faut s'adresser au réseau de Bruxelles. Ce réseau vient d'être démantelé par la police belge. Leur chef, Ali Thuebat, dit « Tarek », leur dit qu'il est prêt à se réfugier à Chasse-sur-Rhône. « Je sais qu'il est recherché, admet Vallat, mais il me dit qu'il peut nous envoyer en Algérie, alors j'accepte. » Jaime et Vallat n'ont jamais en Algérie. Tarek les utilise comme convoyeurs d'argent

et de documents, jusqu'au moment où ils s'aperçoivent que celui qu'ils appellent « l'émir » envisage des attentats. « Nous l'avons chassé », affirme Jaime. Touchent à joué avec nous. Pour mal, c'était un mec de la sécurité militaire algérienne ! C'est ma conviction ! Jamais les islamistes n'auraient mis des bombes en France ! »

Déçus, Jaime et Vallat s'embarquent pour une nouvelle cause. Cette fois, c'est la Bosnie qui les attire. « J'étais à la fois musulman et citoyen européen. Il était impossible de ne pas avoir de réaction devant la chute des enclaves musulmanes en Yougoslavie », déclare Vallat. Pour financer leur voyage, ils décident de cinnettre des cambriolages. « Je n'ai pas honte, explique Vallat, la situation yougoslave exigeait cette solution ! » Les deux hommes seront arrêtés avant leur départ, lors de l'opération de police réalisée après la découverte d'une tentative d'attentat contre le TGV Lyon-Paris.

Maurice Peyrot

## La chambre d'accusation valide une enquête sur un réseau de proxénétisme

L'ENQUÊTE du juge d'instruction parisien, Frédéric N'Guyen, sur un réseau de proxénétisme international impliquant de hauts dignitaires arabes a été validée par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Dans un arrêt, daté du 27 novembre, la chambre d'accusation déboute le parquet de Paris et les avocats de certaines parties de leur demande de désaisissement du magistrat et d'annulation des actes judiciaires qui ont donné naissance à cette affaire (Le Monde du 10 juin). La chambre d'accusation a cependant annulé la mise en examen du diplomate et milliardaire libanais William Kazan pour « viol aggravé » sur une jeune Suédoise. De plus, le parquet de Grasse s'étant déclaré incompétent pour traiter les faits concernant l'ex-capitaine Paul Barril, chargé de la sécurité du père de l'émir du Qatar, le juge N'Guyen peut poursuivre ses investigations sur les activités de l'ancien gendarme.

DÉPÊCHES

■ VIOLENCE : le meurtrier présumé de la petite Cynthia, assassinée d'une balle dans la tête, le 27 novembre à Cennn (Gironde), devait être présenté au parquet, mercredi 2 décembre. Christophe Khatchadourian, 25 ans, qui a reconnu le crime, avait réussi à se cacher pendant cinq jours, avant de se rendre. Mardi soir, un millier de personnes portant des ballons blancs et des bougies se sont rassemblées devant le collège Jean-Zay, à Cennn, où était scolarisée la victime.

■ VIOL : sept jeunes gens, âgés de 19 à 27 ans, ont été interpellés par la police après le viol collectif d'une mineure de 13 ans dans un appartement de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Ils ont été défilés au parquet de Bobigny. Trois d'entre eux sont soupçonnés d'avoir directement participé au viol.

■ UNIVERSITÉ : le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, envisage d'engager des négociations avec le président du conseil général des Hauts-de-Seine, Charles Pasqua, sur l'avenir du pôle universitaire privé Léonard-de-Vinci. « Il faut d'abord faire place au dialogue », a déclaré M. Allègre. S'il le faut, on pourrait en venir à des mesures coercitives. Il faut que l'argent public aille aux établissements publics. »

■ SANTÉ : la première campagne nationale de prévention des chutes chez les personnes âgées a été lancée, mardi 2 décembre, par la Comité français d'éducation pour la santé (CFES). Chaque année en France, 9 000 personnes âgées de plus de 65 ans se tuent en faisant une chute.

■ RACISME : l'ancienne actrice Brigitte Bardot a comparu, mardi 2 décembre, devant la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris pour diffamation raciale et provocation à la discrimination raciale, pour des propos tenus, le 17 avril 1997, relatés dans le quotidien d'extrême droite Présent. Le procureur a réclamé une condamnation à une amende.



## RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 4 DÉCEMBRE 1997

# La desserte maritime de la Corse, nouvel enjeu de la concurrence européenne

La Société nationale Corse-Méditerranée, dont le monopole des lignes entre l'île et le continent est déjà écorné, se prépare à l'ouverture totale du marché en 1999. La mission de service public, actuellement fondée sur le principe de la « continuité territoriale », est au cœur des discussions

AJACCIO

de notre correspondant  
Établir le cahier des charges du service public maritime de transport de personnes et de marchandises entre le continent et la Corse, préparer l'appel d'offres européen ouvert à la concurrence - en vue de désigner la (ou les) compagnie(s) qui assurera (assurera) la desserte à partir de 2002 : c'est à cette tâche importante que devra, dès son élection, en mars 1998, se consacrer la nouvelle Assemblée de Corse. Entre-temps, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, le fameux mono-

pole de « pavillon », dont les organisations socioprofessionnelles et les représentants du courant libéral n'ont cessé, depuis deux décennies, de réclamer l'abolition, aura vécu. Un règlement européen du 7 décembre 1992 prévoit en effet l'application du principe de la libre circulation dans le domaine des transports maritimes, et donc la fin du monopole de cabotage sous pavillon national. En conséquence, n'importe quel armement de l'un des pays de l'Union pourra desservir des lignes « intérieures » à l'Europe jusqu'alors réservées aux ar-

mements nationaux. Cette innovation aura pour la Corse valeur de test, en même temps qu'elle permettra de tirer les premiers enseignements, au moment où devrait être conclu l'appel d'offres.

UN TRAFIC TRÈS SAISONNIER

Confrontée depuis plus d'un siècle aux sempiternels débats sur les liaisons maritimes, c'est paradoxalement à une époque où elle n'aura jamais été aussi bien desservie que la Corse décidera elle-même de la dévolution de son ser-

vice public maritime. La nature du trafic - très saisonnier - implique cependant la régularité assurée de la desserte pendant les neuf mois creux de l'année. Seul le service public peut y pourvoir. Et d'ailleurs l'Etat apporte annuellement, dans ce but, une importante dotation dite de « continuité territoriale » (950 millions de francs en 1997, dont 670 consacrés aux bateaux), dont la répartition est de la responsabilité de l'Office des transports de Corse.

Définir les conditions de ce service public dans le cadre de la réglementation européenne est l'une des grandes missions que la nouvelle Assemblée de Corse devra mener à bien avant fin 1999 pour que l'appel d'offres puisse avoir lieu début 2000. Différents rapports sur la continuité territoriale et la situation de la SNCM s'y sont attachés depuis deux ans : rapport du sénateur (RPR) de Vendée Jacques Oudin, en 1995 ; audit établi par les consultants Cofrenea et Andersen à la demande de la SNCM début 1997 ; rapport de Jean-Paul Pagès, consultant, à la demande de Jean-Claude Gaysot, ministre des transports, qui sera rendu public jeudi 4 décembre. Avant d'être éléments qui viendront éclairer les débats de l'Assemblée territoriale.

À la lecture de ces documents, on perçoit bien que la marge de manœuvre des élus corses - dont certains réclament inlassablement la maîtrise des transports comme d'autres nagent vers l'abolition unilatérale par la France du monopole de « pavillon » - sera étroite, au point que l'on peut se demander si, à l'horizon 2002, ne se profile pas un saut dans l'inconnu.

Car la concession de vingt-cinq ans des lignes à la SNCM et à la

Compagnie méridionale de navigation (CMN) expire le 31 décembre 2001. L'Assemblée se trouvera à l'évidence devant la nécessité d'opérer des choix drastiques : faudra-t-il concéder le service public pendant toute l'année, comme depuis plus d'un siècle, ou bien le réduire à la période hors saison, d'octobre à avril ou mai ? Devra-t-on continuer à desservir directement les petits ports départementaux ou bien organiser des tournées en continuation à partir des deux pôles principaux de Bastia et d'Ajaccio ? Quelle sera la durée de

concerne les équipages, puisque le statut social, les règles d'emploi, la sécurité ne sont pas encore uniformisés entre les Quinze ?

La réglementation maritime communautaire paraît encore bien floue, à l'inverse du règlement aérien. Le ministre des transports, qui doit se rendre prochainement dans l'île, ne se situe pas dans l'hypothèse d'une éviction de la SNCM et de la CMN, « bien qu'elle ne puisse être totalement exclue, puisqu'il s'agit d'un appel d'offres », a déclaré récemment le ministre au journal *La Corse*. Elle aura, pour

## Une liberté « encadrée »

Dans son rapport au ministre des transports, Jean-Paul Pagès évoque le choix des concessionnaires à l'expiration des conventions actuelles, le 31 décembre 2001 : « Contrairement à un sentiment très répandu, l'Office des transports de la Corse ne sera pas totalement libre de choisir parmi les mises-disants dans la mesure où il sera contraint - vu la nouvelle réglementation européenne relative aux marchés publics - de respecter les règles fondamentales d'une concurrence loyale sous peine de plaintes et de sanctions. De même, pour l'organisation du service public de la continuité territoriale, et surtout la compensation des services et charges spécifiques de ce service public, l'Office sera tenu, comme tout organisme national, régional ou local concédant, à respecter des règles particulièrement strictes conformément aux orientations, recommandations et prescriptions prévues par la communication « 205 » du 3 juillet 1997 de la Commission européenne en matière d'aide d'Etat aux transports maritimes... »

la concession, puisqu'il semble, à l'heure actuelle, qu'elle ne pourrait pas exister cinq ans ? Pourra-t-on inscrire au cahier des charges l'obligation de transférer à Bastia le siège de la compagnie retenue ? Sera-t-il possible de rechercher une formule intermédiaire entre la concession stricte et des concours extérieurs à l'armateur choisi ? Par-delà, quel rôle aura à jouer Paris et les autorités nationales de la compagnie choisie en ce qui

Jean-Claude Gaysot, « des conséquences négatives pour les salariés des compagnies et dangereuses pour la Corse ». Et le ministre avertit : « Dans le passé, il y a eu concurrence et multiplicité de compagnies, mais aussi de multiples défaillances. Attention à ne pas lâcher la proie pour l'ombre, et attention aux conséquences économiques et sociales. »

Paul Silvani

## Un climat social tendu à la SNCM

MARSEILLE

de notre correspondant régional  
Pour aborder les échéances qui l'attendent, la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) a besoin d'un climat social apaisé, qui n'est pas d'actualité en ce début d'hiver. Les syndicalistes CGT, majoritaires, n'ont pas de mots assez durs envers la direction et le président, Philippe Galy : ils reprochent à celui-ci de ne pas respecter ses promesses de concertation, ce qui rend impossibles les discussions sur l'avenir. Lors d'un récent rendez-vous au ministère, les syndicalistes se sont plaints du nombre important de contrats à durée déterminée (160), qu'ils jugent illégaux. Ils semblent faire de cette question un préalable.

Pour l'avenir, Jean-Paul Israël, secrétaire général des marins CGT, insiste : « Les organisations syndicales ne veulent pas être les cocus de la parodie. » « Nous nous ferons entendre », ajoute-t-il. L'avertissement s'adresse aux élus et au ministre. La CGT se réjouit pourtant que le rapport Pagès consigne la prudence, dans l'attente des élections régionales : la centrale estime qu'elle pourra ainsi faire entendre ses propositions sur l'augmentation du trafic Corse-continent que permettrait, selon elle, une aide plus soutenue

au développement de l'île. La CGT table probablement, sans l'avouer, sur un départ volontaire ou forcé de Philippe Galy, nommé à son poste par Bernard Pons, ancien ministre des transports. Pour le moment, les dirigeants cégétistes affirment qu'aucune négociation n'aboutit, que ce soit sur les NGV (navires à grande vitesse) ou sur le Napoléon-Bonaparte.

« ON TRAVAILLE À PERTE »

Philippe Galy explique, de son côté, qu'il ne « comprend plus l'attitude de ses partenaires sociaux ». Selon lui, « dans les discussions informelles, les dirigeants syndicaux manifestent la conscience que la SNCM a des difficultés réelles : M. Israël a même admis un jour que la pérennité de l'entreprise était en question ». Pourtant, en termes de négociations, « la situation reste bloquée ». Quant aux CDI, il s'étonne qu'une audience, à ce sujet soit demandée au ministre et attend que l'affaire soit tranchée en droit. Le président de la SNCM est pourtant catégorique : pour être moins-disant d'ici deux ans, il faut ouvrir immédiatement les chantiers sur les effectifs, les modes de rémunération et l'organisation du travail, comme il l'a demandé au comité

d'entreprise. Il a en tout cas longuement dit à Jean-Claude Gaysot, lorsque celui-ci l'a reçu le 30 octobre.

À propos du grand plongeon de son entreprise, sur un marché qui ne sera plus protégé, Philippe Galy souligne volontiers les faiblesses de la compagnie : « On travaille à perte : la SNCM perd 120 à 200 millions de francs par an », répète-t-il. Or la reprise du trafic en 1997 n'a pas suffi à le démentir. Il y a ensuite « une insuffisance de prévisions et d'égards » vis-à-vis du client. Et il y a surtout une « incertitude du personnel », habituée à ce que l'Etat couvre les pertes, sur la gravité de la situation.

Pourtant, la société garde de sérieux atouts pour remporter le marché de la continuité territoriale. Le patron, d'accord au moins sur ce point avec les syndicats, les résume ainsi : « Une flotte idéalement adaptée, suffisamment vieillie et renouvelée, dont personne d'autre ne dispose ». Un personnel qualifié « ayant une grosse expérience technique », par exemple en génie maritime ou en informatique. Et enfin, « malgré tout, une bonne réputation tant au niveau de la clientèle que du grand public ».

Michel Samson

## Paris et Bruxelles polémique, les ours des Pyrénées trinquent

TOULOUSE

de notre correspondant  
Il n'y aura vraisemblablement pas de nouveau lâcher d'ours dans les Pyrénées en 1998. La première expérience de réintroduction, menée dans les Pyrénées centrales, dans la Haute-Garonne, s'achève sur un bilan mitigé : l'un des trois animaux importés de Slovaquie a été abattu par un chasseur, mais cette femelle a laissé deux ours qui s'apprêtent à passer leur premier hiver dans la montagne.

Les promoteurs de cette opération, financée en grande partie par des fonds européens du programme LIFE, veulent profiter de 1998 pour dresser un bilan complet, avant de décider d'une éventuelle reprise des lâchers. Un audit est en cours. Il s'agit notamment de savoir si les 75 millions de francs consacrés au retour des plantigrades constituent un investissement écologiquement soutenable, économiquement rentable et socialement acceptable. Le ministère français de l'environnement a néanmoins obtenu cette année une reconduction des crédits européens jusqu'à l'an 2000 pour le suivi de cette opération.

Il n'en va pas de même dans les Pyrénées occidentales, où survivent les derniers ours pyrénéens. Malgré la multiplication des déclarations favorables des élus béarnais, le projet de renforcement de la population par le lâcher de nouveaux individus importés de l'étranger est financièrement compromis. Alain Reynes, du Fonds d'intervention écopastoral (FIEP),

une association béarnaise, veut encore y croire : « La réintroduction est décidée pour 1998. A ma connaissance, il n'y a pas eu de décision contraire. » Mais, à Bruxelles, un fonctionnaire de la direction intéressée affirme que la Commission européenne n'a pas été sollicitée. Or le programme LIFE arrive à expiration. L'obtention de nouveaux crédits est désormais liée au respect de la directive européenne Habitat de 1992 sur la protection des écosystèmes et du plan Natura 2000 qui en découle, source de multiples polémiques en France. « N'est-on pas en train de nous faire payer le refus local de Natura 2000 ? » s'interroge Alain Reynes.

De fait, Jean Lassalle (UDF), vice-président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques et président du conseil d'administration du parc national des Pyrénées occidentales, multiplie les déclarations hostiles à ce dispositif jugé « technocratique ». Lors d'une réunion d'information sur Natura 2000, à Toulouse le 16 octobre, le directeur régional de l'environnement, Emmanuel de Saint-Vincent, avait annoncé que les crédits LIFE étaient déjà coupés, pour sanctionner le retard pris par la France dans l'application de la directive européenne. M. de Saint-Vincent ne parle plus aujourd'hui que de « fortes pressions » de la Commission, mais nie toute annulation de crédits. Mais, avant d'accorder de nouvelles aides, l'Union européenne réclame des garanties.

Stéphane Thépot

## Jean Tiberi présente un programme de reconquête des berges de la Seine

« METTRE FIN À L'ENVAHISSEMENT des berges et des quais par la voiture », tel est le point de départ du programme de reconquête de la Seine présenté par Jean Tiberi, mardi 2 décembre. Le maire (RPR) de Paris a confié à cette occasion la création d'une promenade piétonne de 12 kilomètres d'est en ouest, entre les parcs de Bercy (XII<sup>e</sup> arrondissement) et André Citroën (XV<sup>e</sup>). Il a annoncé la création d'un port de plaisance au pont de la Concorde et d'une « zone sportive » entre les ponts de l'Alma et de Garibaldi. Un nouveau parc de stationnement pour autocars de tourisme, après celui de Bercy, devrait être construit rive gauche, aux abords de la tour Eiffel, qui sera relié à la Seine. À partir de 1998, la Mairie de Paris prévoit de consacrer 15 millions de francs en moyenne, chaque année, à ce programme, qui sera complété par un aménagement des berges et la réalisation de nouvelles voiries autour du fleuve, ainsi que des passerelles. 19 millions devraient être inscrits pour cette opération au budget 1998. Une « fête séquanaise », avec spectacles et expositions, pourrait être organisée chaque premier dimanche de septembre.

■ ÎLE-DE-FRANCE : le permis de construire de l'usine de traitement de déchets de Vitry-sur-Seine a été refusé par le préfet du Val-de-Marne. Dans un communiqué publié mardi 2 décembre, le préfet indique que ce projet de centre d'incinération des ordures ménagères « ne prévoit pas les travaux que rendrait indispensables le trafic supplémentaire généré par l'usine de traitement pour la sécurité des usagers des voies publiques de desserte du site ». Les riverains et les élus du Val-de-Marne étaient majoritairement opposés à cette installation et Dominique Voynet, ministre de l'environnement, avait émis, en septembre, des réserves sur ce projet présenté par le Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de l'agglomération parisienne (*Le Monde* du 30 septembre).



Le Mermoz vous emmène aux paradis de l'Océan Indien.

S'évader en hiver vers les récifs coralliens, les plages désertes et les lagons d'avant, c'est le paradis. Et voguer d'île en île sans jamais relâcher ses bagages, c'est en croisière et c'est vraiment le rêve !

-10%\* pour toute inscription ferme avant le 31/12/97

Croisière Golfe du Bengale et Océan Indien : Malaisie, Thaïlande, Maldives, Sri-Lanka, Seychelles du 8 février au 24 février 98.  
Croisière Kenya : Seychelles, Tanzanie, Comores, Madagascar du 4 mars au 16 mars 98.  
Croisières « Les perles de l'Océan Indien » : Réunion, Ile Maurice, Seychelles du 14 mars au 25 mars 98.  
Du 23 mars au 3 avril 98. Du 1<sup>er</sup> avril au 12 avril 98. Du 19 avril au 24 avril 98.

Vivre le rêve absolu d'une Croisière haut de gamme sur le prestigieux Mermoz.  
Beacon de la « Croisière à la Française », à partir de 15 500 F l'adulte, avion compris, enfants de moins de 18 ans gratuits\* pendant les vacances scolaires.

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES.

CROISIÈRES  
PAQUET

\*Sous réserve d'être une seule et même famille. Les enfants de moins de 18 ans ne peuvent voyager seuls. Les tarifs sont en francs français.

Maurice Papon voit sa ligne de défense réfutée

Selon « Libération », cent trente jours de prison, mais l'acte de...

... (text continues in a column, mostly illegible due to image quality)

... (text continues in a column, mostly illegible due to image quality)

La chambre d'...

... (text continues in a column, mostly illegible due to image quality)



DISPARITIONS

# Jean-Pierre Monnier

Un écrivain et essayiste suisse

LE ROMANCIER suisse francophone Jean-Pierre Monnier est mort samedi 29 novembre à son domicile d'Epautheyres, près d'Yverdon, dans le canton de Vaud. Il devait fêter son soixante-seizième anniversaire le 20 décembre. Il y a quelques jours, l'éditeur vaudois Bernard Campiche publiait ses œuvres complètes.

Né à Saint-Imier, dans le sud du Jura suisse, en 1921, d'ascendance paysanne et horlogère, Jean-Pierre Monnier est l'auteur de romans - *La Clarté de la nuit* (1956), *L'Arbre un jour* (1971) -, d'un récit - *L'Allegement* (1975), adapté au cinéma par Marcel Schüpbach -, mais aussi d'essais : *L'Age ingrat du roman* (1967) et, en 1979, *Écrire en Suisse romande entre le ciel et la nuit*.

Il avait aussi rédigé, en 1992, une autobiographie littéraire, intitulée *Pour mémoire*. Son dernier roman, *Ces vols qui n'ont pas fui*, a été publié en 1988. Plusieurs de ses ouvrages ont été traduits en allemand. Il avait en outre reçu le prix Schiller, la plus haute distinction littéraire suisse, pour *Les Algues du fond*, publié en 1960.

Durant près de quarante ans, jusqu'en 1987, il a enseigné au lycée de Neuchâtel, après avoir fait des études de lettres à Neuchâtel et à Berne. Jean-Pierre Monnier a entamé sa carrière littéraire après sa rencontre à Paris, en 1949, avec Pierre de Lescure, fondateur des Éditions de Minuit.

Avec de jeunes écrivains français et étrangers, il a participé à la

création de la revue *Ramon*. Son premier livre, *L'Amour difficile*, a été publié chez Plon en 1953. Après la mort de Pierre de Lescure, Jean-Pierre Monnier n'est plus jamais parvenu à publier en France.

Homme modeste et discret, il ne peut cependant être considéré, malgré son attachement à son Jura natal, comme un auteur régionaliste. Écrivain de l'émotion, de la sensation, il voulait exprimer dans une langue austère « quelque chose de l'homme [...] en cherchant à le connaître dans sa solitude, ses peurs, dont celle de la mort, et pourtant son désir de l'oublier ».

Sylvie Tanette

NOMINATIONS

CULTURE

Marc Sadaoui a été nommé directeur de cabinet de Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du gouvernement (*Le Monde* du 20 novembre), par arrêté paru au *Journal officiel* daté 1<sup>er</sup>-2 décembre. Il remplace Dominique Lefebvre, qui devient chargé de mission auprès de M<sup>me</sup> Trautmann. Maire (PS) de Cergy (Val-d'Oise), ce dernier a souhaité donner la priorité à son mandat d'élu.

Né le 26 février 1959 à Paris, Marc Sadaoui est titulaire d'une maîtrise de droit public, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'école nationale d'administration. A sa sortie de l'ENA, il est affecté au bureau des concours financiers de l'État aux collectivités locales au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation. Il a été ensuite conseiller technique aux cabinets de Jean-Michel Boucheron, puis de Jean-Michel Baylet, secrétaires d'État chargés des collectivités locales (1983-1989), puis conseiller technique aux cabinets de Pierre Arpaillange, puis d'Henri Nallet, gardes des sceaux (1989-1991), avant de devenir directeur du cabinet de Michel Sapin, ministre délégué à la justice (1991-

DIPLOMATIE

Jean Cadet a été nommé ambassadeur en Autriche, en remplacement de France de Hartingh, par décret publié au *Journal officiel* daté 1<sup>er</sup>-2 décembre.

Né le 15 octobre 1942 à Chaux (Aisne), Jean Cadet est diplômé d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA (1970-1972). Il a été notamment en poste à l'administration centrale du Quai d'Orsay, à Bruxelles auprès des Communautés européennes (1978-1982 et 1986-1992), à Abidjan (1982-1984), à Bonn (1984-1986), avant d'être ambassadeur en Grèce (1992-1994). Depuis janvier 1995, Jean Cadet était secrétaire général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, où il a été remplacé par Jean Vidal (*Le Monde* daté 21-22 septembre). Parallèlement, il a été conseiller pour les affaires européennes au cabinet d'Alain Juppé à Matignon de juin 1995 à juin 1997.

IGN

Dominique Le Vert, président de section au Conseil d'État, a été nommé président du conseil d'administration de l'Institut géographique national (IGN) par décret paru au *Journal officiel* du 29 novembre. Il remplace Bernard Dujardin, qui n'occupait cette fonction que depuis le 15 mai.

Né le 10 décembre 1936 à Rabat (Maroc), Dominique Le Vert est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'école nationale d'administration. A sa sortie de l'ENA, en 1962, il intègre le Conseil d'État. Il a été conseiller technique de René Pieven, ministre de la justice (1970-1973), directeur du cabinet de Maurice Druon, ministre de la culture (1973-1974), avant d'être directeur du cabinet de Simone Veil, ministre de la santé (1974-1979), Préfet de l'Indre (1979-1981), puis de la Vendée (1981-1983), il rejoint ensuite le Conseil d'État, où il quinquena d'août 1986 à septembre 1989 pour être directeur général de l'administration et de la fonction publique au ministère délégué chargé de la fonction publique et du plan, puis de mai 1993 à mai 1995, pour redevenir directeur du cabinet de Simone Veil, ministre d'État, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville. Depuis décembre 1995, il était président de la section des travaux publics au Conseil d'État.

■ NIKITA ELISSEEFF, historien de l'Orient musulman, ancien directeur adjoint de l'Institut français de Damas, est mort le 25 novembre à Lyon. Né le 1<sup>er</sup> août 1915 à Saint-Petersbourg, d'où sa famille émigra en France, Nikita Elisseeff était diplômé d'arabe littéraire et titulaire d'un doctorat d'État. En Syrie, où il séjournait de 1945 à 1966, il fut pensionnaire, puis secrétaire général et enfin directeur adjoint de l'Institut français d'études arabes de Damas, il a fait de la Syrie l'essentiel de sa recherche, poursuivie ensuite à l'université Lyon-II. Son œuvre porte notamment sur Nour-ad-Din « le grand prince musulman de Syrie ou temps des croisades », ainsi que le rappelle l'intitulé de sa thèse d'État. Il est également l'auteur d'une soixantaine d'articles parus dans l'*Encyclopédie de l'Is-*

lam et dans diverses revues spécialisées, ainsi que de *L'Orient musulman médiéval* (Armand Colin, 1977), *Thèmes et motifs des Mille et Une Nuits, essai de classification* (Damas-Beyrouth, 1949) demeure pour les spécialistes un ouvrage pionnier et de référence.

■ FÉLIX LECOY, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, est mort à Paris dimanche 23 novembre. Né à Tunis le 23 décembre 1903, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de grammaire, docteur ès lettres, Félix Lecoy a occupé la chaire de langue et littérature du Moyen Âge au Collège de France et a été directeur d'études à l'École pratique des hautes études. Il est notamment l'auteur de *Mélanges de philologie et de littérature romanes* (Droz, 1988).

■ PIERRE MACAIGNE, ancien journaliste au *Figaro*, est mort, lundi 1<sup>er</sup> décembre à Paris, des suites d'une maladie cardiaque. Né en 1920 à Paris, il avait commencé sa carrière aux quotidiens *Résistance* et *Le Dépeche de Paris*. Entré au *Figaro* en 1946, il tint notamment la chronique parisienne et couvrit plusieurs Tours de France. Grand reporter à partir de 1956, puis chroniqueur judiciaire, il collabora aussi au *Figaro littéraire* de 1946 à 1960. A la retraite depuis 1977, il avait été chroniqueur littéraire au *Republi-cain Lorrain* (1978-1990). Auteur de plusieurs livres sur des sujets aussi divers que le Tour de France, l'Himalaya, les Pygmées ou encore les relations médecine-justice, il avait obtenu, en 1956, le prix Courteline pour *Smoking de rigueur*.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 29 novembre sont publiés :

- Elections : un décret pris pour l'application de la loi relative à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales ; une circulaire du ministre de l'Intérieur aux maires, précisant les conditions dans lesquelles les inscriptions d'office devront être effectuées ; un décret autorisant l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques pour la gestion d'un fichier central de proposition d'inscription d'office sur les listes électorales ; un arrêté relatif au fichier central de proposition d'inscription d'office sur les listes électorales ; un arrêté relatif

- à la tenue du fichier général des électeurs et électrices dans le cas d'inscription d'office sur les listes électorales.
- Accords internationaux : une loi autorisant l'approbation du quatrième protocole (services de télécommunications de base) annexé à l'accord général sur le commerce des services ; une loi autorisant l'approbation de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux ; une loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction d'un pont routier sur le Rhin entre Eschach et Alkenheim ; une loi autorisant l'approbation

de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Croatie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements ; un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Ukraine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Kiev le 3 mai 1994.

Au *Journal officiel* du dimanche 30 novembre sont publiés :

- Rive gauche : un décret portant déclaration d'utilité publique des acquisitions et travaux nécessaires à l'aménagement de la zone d'aménagement concerté Paris Rive gauche située à Paris (13<sup>e</sup> arrondissement),

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

— Pour ses vingt-huit ans, papa et maman te remercient pour ta gaîté et les sourires, et te souhaitent un bon anniversaire.

Joseph.

— 4 décembre 1979.

Julia-Rachel.

Dix-huit ans déjà, et tant de joies, et tant d'émotions... Bonne route !

— Heureux anniversaire,

Sally.

Xavier.

— Benjamin Guilbert, son fils, Janine Quignonon, sa mère, Francis Crémieux, son père, France et Nathalie Crémieux, ses sœurs, Ses neveux et nièces, Nicolas et Cécile Guilbert,

ont la grande douleur d'annoncer la mort de

Anne CRÉMIEUX,

le 29 novembre 1997.

La levée du corps aura lieu le 5 décembre, à 14 h 15, à l'amphithéâtre de l'hôpital Laennec, suivie de l'incinération au crématorium du Père-Lachaise, à 15 h 45.

La famille remercie le personnel de Laennec pour son dévouement et sa gentillesse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

96, rue de Turenne, 75003 Paris.  
130, avenue du Colonel-Fabien, 94400 Vitry-sur-Seine.  
47 bis, rue de la Santé, 75014 Paris.

— Nadine, Sa famille, Et ses proches, ont la tristesse de faire part du décès de

Denis PUISEUX,

parti rejoindre son épouse après un an et demi de souffrances.

— M<sup>me</sup> Françoise Chouteau, son épouse, Éric Chouteau, son fils, M<sup>me</sup> Olivier Chouteau, sa belle-fille, Jean, Xavier, Rodolphe, ses petits-fils, ont la douleur de faire part du décès de

M. René Pierre CHOUTEAU,

croix de guerre, chevalier de l'Ordre national du Mérite, médaille des Evadés, médaille de la Résistance, médaille des Engagés volontaires,

survenu le 1<sup>er</sup> décembre 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 décembre, à 15 heures, en l'église de Nancy-sur-Cluses (Haute-Savoie).

M<sup>me</sup> Françoise Chouteau, La Loze et la Route, 26160 Pont-Laval.

— Abel et Yvette Farnoux, Marie-Louise et Jean Saligoua, Sœur Andrée Farnoux, Simone et Paul Mathieu, Hélène et Maurice Lauze, Marcelle Farnoux, Mireille Farnoux, ses enfants, Sylviane et Michel, Jean-Guy et Catherine, Agnès et Jean-Luc, François et Régine, Gérard et Régine, André et Monique, Bernard et Cécile, Manique et Philippe, Denis, Thierry et Françoise, Christine et Alain, Fabienne, Frédéric et Brigitte, Elisabeth et Jean-Pierre, Monique et Patrice, ses petits-enfants, Irène et Sophie, Stéphanie, Pascal et Thomas, Karen, Marie, Noémie et Camille, Margerie, Audrey et Laurent, Mélanie et Caroline, Aurélie et Marie, Clotilde et Clément, Romain, Margaux et Axel, Sébastien et Mélanie, Pauline et Pablo, Marie et Pamela, Panny et Guillaume, ses arrière-petits-enfants, leurs parents et les familles alliées, Simonne Farnoux, sa belle-sœur, Laure et Marcelle Moutte, Claude, Régis, Bernard et Danièle Farnoux, leurs époux, enfants et petits-enfants, ses neveux, petits-neveux et arrière-petits-neveux, ont l'immeuse tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Eugène FARNOUX,

née Marguerite MOUTTE,

survenu dans sa centième année, le 2 décembre 1997.

Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 4 décembre, à 10 h 30, par le R.P. Jean Moutte S.J. en l'église paroissiale d'Althen-des-Paluds (Vaucluse).

Farnoux, route du Thor, 84320 Entraignes-sur-Sorgues.

— Les membres de l'unité mixte de recherche, physique des atomes, lasers, molécules et surfaces ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue.

Maryvonne LE DOURNEUF, directeur de recherche au CNRS.

Ils prient sa famille et ses proches d'accepter le témoignage de leur sympathie.

UMR PALMS, université Rennes-I, campus de Beaulieu, 35042 Rennes Cedex.

— Perpignan, M<sup>me</sup> Marius Marant, son épouse, M. René Dorr et M<sup>me</sup> née Evelynne Marant, M. Jean Debony et M<sup>me</sup> née Dominique Marant, M. Stéphane Marant, ses enfants, Véronique, François, Jacques, David et Maxime, ses petits-enfants, M<sup>me</sup> Paulette Molins, sa sœur, Les familles Flocken, Molins, Dorr-Zerbib, Strives-Villars, Lelong, Delmas, Parents et allées, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Marius MARANT, conseiller honoraire des affaires étrangères, sous-préfet honoraire, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, commandeur de l'Ordre du Cèdre du Liban, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre belge avec palmes, médaille de la Résistance belge, médaille militaire tchécoslovaque 8 mai 1945,

survenu le jeudi 27 novembre 1997.

La cérémonie d'adieu a eu lieu dans l'intimité familiale, à Perpignan, le 29 novembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue de Demarquay, 75010 Paris.

— M<sup>me</sup> Christine Chambaz-Bertrand, M. et M<sup>me</sup> Laurent Jurgensen, Le capitaine et M<sup>me</sup> Nicolas Chambaz, Mathilde (71), Elise (7), Elvire, Guillevin, M<sup>me</sup> Roger Martinier et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre Bertrand et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Andrée MARTINIERE,

épouse de André BERTRAND,

survenu le 1<sup>er</sup> décembre 1997, dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 décembre, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

Auteur de romans et de récits publiés de 1980 à 1982, André Martinier avait reçu le Prix des Libraires en 1961 pour *Les Autres Jours*.

Anniversaires de décès

— Il y a un an, le 4 décembre 1996,

Hervé BASTIEN

nono quittait.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

Tu nous manques tant, Hervé.

Jacques GAME,

21 décembre 1941-5 décembre 1992.

« En la noche cuando sueño que estas tus ojos estan mirando los mios en la mañana cuando despierto ya toda esta vacío. » Paloma.

Fabienne et Jérôme.

— In memoriam.

Odetta de LASCOUPS,

(†) 10 décembre 1984.

— L'Observatoire de la mondialisation vous invite à une conférence-débat :

« Les dangers de l'accord multilatéral sur l'investissement (AMI) pour les institutions démocratiques », à Paris, le 4 décembre, de 9 heures à 18 heures, Assemblée nationale, salle V-Hugo, 101, rue de l'Université, Paris-7. Une minute d'une pièce d'identité. 01-43-38-38-17.

Conférences

— Médecin d'entreprise, Jean-Jacques BENA, président de Barbara, vous accueille pour l'exposition des nouvelles œuvres de

Délier MEYNARD.

Présenté par Morana FRIN, samedi 6 et dimanche 7 décembre 1997, de 14 heures à 21 heures.

Barbara, 18, rue Roger-Simon-Bardoux, 94110 Arcueil.

Contact : 06-03-07-05-26.

Expositions

— Le Prix de la découverte poétique Simone-de-Carfort, prix annuel doté de 10 000 francs, qui a pour objet la découverte sur manuscrit ou encore publié d'un poète d'expression française inconnu ou méconnu, a été attribué, le 6 novembre, à Jean-Pierre Quirin, né en 1941.

La remise du prix aura lieu à la Fondation de France, le 8 janvier 1998, en présence du jury, dont Jean Despert, Arlette Balyenau-Joffre et Yves Bressand.

Communications diverses

— Le Prix de la découverte poétique Simone-de-Carfort, prix annuel doté de 10 000 francs, qui a pour objet la découverte sur manuscrit ou encore publié d'un poète d'expression française inconnu ou méconnu, a été attribué, le 6 novembre, à Jean-Pierre Quirin, né en 1941.

La remise du prix aura lieu à la Fondation de France, le 8 janvier 1998, en présence du jury, dont Jean Despert, Arlette Balyenau-Joffre et Yves Bressand.

— Le vendredi 5 décembre 1997, l'université Panthéon-Assas-Paris-II décernera le titre de docteur honoris causa à MM. les professeurs :

Gustavo Arango-Ruiz, de l'université de Rome ; Rodolfo Sacco, de l'université de Turin ; Pierre Gagné, de l'université de Beyrouth ;

Kenneth Cortese, de l'université de Rome ; Dieter Nörr, de l'université de Munich ; Arnoldo Wald, de l'université de Rio de Janeiro.

— Jeudi 4 décembre, à 20 h 30 : « Prophétie et futurologie ? » Rencontre avec André Glucksmann animée par Franklin Rausky. Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, Paris-9<sup>e</sup>, métro Cadet (PAP).

Renseignements : 01-49-95-95-92.

— Appel national de la solidarité - Concert exceptionnel. Jeudi 4 décembre 1997, à 21 heures : Première partie : ébauts liturgiques avec les Hazanin de Paris.

Deuxième partie : concert avec le Chœur de l'armée française (quarante-cinq choristes), à la grande synagogue de la Victoire, 44, rue de la Victoire, Paris-9<sup>e</sup>, PAR.

— Soutenances de thèse

— Jeanne Polton soutiendra sa thèse de doctorat intitulée : « L'écriture de la sexualité dans le roman contemporain (Duras, Gracq, Simon, Salazar) ». Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, Paris-9<sup>e</sup>, métro Cadet (PAP).

Renseignements : 01-49-95-95-92.

— Avis de recherche

Pour entrer dans le troisième millénaire, la maternité de l'hôpital des Diaconesses (Paris-12<sup>e</sup>) fait peau neuve et recherche toutes celles et tous ceux qui ont vu le jour dans ses murs depuis 1920.

Si vous êtes un de ses 54 820 « nouveau-nés », faites-nous signe en précisant votre date de naissance et votre adresse actuelle. Photos de bébé souhaitées.

Un certificat de naissance vous sera envoyé pour votre « Livre de famille ».

Après tirage au sort, un « bébé » par année de naissance sera invité avec une personne de son choix (cousin, tante, père, nourrice, etc.) à une soirée de fête avec les responsables accueils de la maternité et de l'association.

Réponse à adresser à Œuvres et Institutions des Diaconesses de Reuilly, 14, rue Porte de Buc, 78000 Versailles.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

**Le Monde**  
À LA TÉLÉVISION  
ET À LA RADIO

**Au tour du Monde**  
LCI  
Le samedi à 12h10 et à 16h10  
Le dimanche à 12h10 et à 23h10

**Le Grand Jury**  
RTL-LCI  
Le dimanche à 18h30

**De l'actualité à l'Histoire**  
La chaîne HISTOIRE  
Les vendredis à 21 h, samedis à 13 h, mardis à 23 h, mercredis à 19 h et jeudis à 17 heures

**Le Grand Débat**  
FRANCE CULTURE  
Les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis de chaque mois à 21 heures

**À la une du Monde**  
RFI  
Les vendredis à 12h30 (heure de Paris)

**SALON DU LIVRE**  
ET DE LA  
JEUNESSE À  
MONTREUIL

Dossier spécial  
demain  
dans  
le Monde des  
Livres

**Le Monde**

**SALON DU LIVRE**  
ET DE LA  
JEUNESSE À  
MONTREUIL

Dossier spécial  
demain  
dans  
le Monde des  
Livres

**Le Monde**

**SALON DU LIVRE**  
ET DE LA  
JEUNESSE À  
MONTREUIL

Dossier spécial  
demain  
dans  
le Monde des  
Livres

**Le Monde**

**SALON DU LIVRE**  
ET DE LA  
JEUNESSE À  
MONTREUIL

Dossier spécial  
demain  
dans  
le Monde des  
Livres

**Le Monde**

**SALON DU LIVRE**  
ET DE LA  
JEUNESSE À  
MONTREUIL

Dossier spécial  
demain  
dans  
le Monde des  
Livres

**Le Monde**



# HORIZONS

ENQUÊTE

**C'**EST l'envers du décor de l'audiovisuel. A la SFP, on voit tout ce qu'on ne voit pas sur le petit écran. Composée d'une ribambelle de métiers techniques, la Société française de production a un siège connu, qui apparaît au générique d'« Intervilles », des émissions de Jacques Martin et, bien sûr, des retransmissions du Tour de France et de Roland-Garros, où ses techniciens font des prouesses. Dans un monde de paillettes, c'est une société sans vedettes, d'hommes et de femmes de l'ombre, qui apparaissent sous les feux de l'actualité lors des changements de PDG, de l'annonce d'un énième plan de restructuration ou d'une rocambolesque tentative de privatisation.

L'histoire de la SFP, née en 1974 sur les cendres de l'ORTF, se résume en quelques chiffres : dix PDG en vingt-trois ans, trois mille employés permanents en 1974, mille aujourd'hui, moins de cinq cents demain, lorsque le plan du nouveau PDG, Roland Fisel, entrera en application. Comment une société reconnue pour son extrême qualification dans une myriade de métiers de la production audiovisuelle a-t-elle pu connaître un tel sort ?

La SFP vit un lent naufrage. Elle représente bien l'envers du décor du paysage audiovisuel français, en plein bouleversement depuis le début des années 80. Dans un monde qui s'ouvrait à une concurrence et à une déréglementation acharnées, la SFP paralysait comme le dernier vestige de l'ORTF, avec ses habitudes, ses pesanteurs sociales et une nostalgie d'un âge d'or de la télévision, symbolisée par les Buttes-Chaumont, où se dressaient les anciens studios de la SFP.

Cette nostalgie règne dans les décors années 50 d'un quartier de Paris, reconstitué en studio à Bry-sur-Marne, avec ses pavés, ses commerces, son bistrot. On la retrouve à Arcueil, à la SFP Costumes, où sont entreposés 120 000 costumes qui ont fait les grandes et les petites heures de la télévision, des *Rois maudits* aux émissions de Martine et Gilbert Carpentier.

Comptant jusqu'à soixante petites mains en 1989, la SFP Costumes n'a conservé que onze salariés, dont un spécialiste des uniformes, qui n'hésite pas à fouiller dans de nombreuses archives pour retrouver les exactes broderies d'un manteau d'ambassadeur ou des galons de colonel. Autre métier quasiment disparu, la SFP emploie l'une des dernières perruquiers de France, qui fait venir d'Italie ses stocks de cheveux et sait aussi tresser les poils de yak blanc pour en faire des coiffures.

Aujourd'hui, la SFP ne fabrique plus de costumes, mais loue son stock pour la télévision, le cinéma, le théâtre, et même des particuliers. Non sans surprise. « Moins ces costumes ne sont pas neufs ! », se sont exclamés une centaine de cadres américains de Sun Microsystems en essayant leur tenue d'époque pour une soirée au château de Versailles. Véritable crime de lèse-majesté, le PDG qui devait présider cette soirée, Louis XIV ne se sentait pas à l'aise dans son habit de Roi-Soleil. Il a préféré le velours bleu et les perruques blanches de Louis XVI. Au grand dam des employés de la SFP : « Moins on ne peut quand même pas aller à une soirée Grand Siècle à Versailles habillé en Louis XVI ! »



## SFP, le lent naufrage

**Créée en 1974 sur les cendres de l'ORTF, la Société française de production n'était plus adaptée au nouveau paysage de l'audiovisuel. Le dernier plan de restructuration ramènera ses effectifs à moins de cinq cents salariés, contre trois mille à l'origine**

positionner », déplore un administrateur. Malgré des aides de l'Etat estimées, fin 1996, par Philippe Douste-Blazy, à 3,4 milliards de francs, la SFP reste sous-capitalisée. Chaque année, elle accumule les déficits, qui ont atteint en 1996 232 millions pour un chiffre d'affaires de 531 millions de francs. Inexorablement, le volume d'affaires baisse, mais les déficits persistent. « Les plans sociaux n'ont servi à rien », déplorent les salariés.

« **O**n n'a jamais touché aux problèmes qui fâchent, explique un ancien dirigeant. Il y a toujours eu une complicité entre les directions, les gouvernements et les syndicats pour acheter une paix sociale à prix fort. » Il résume les trois freins à une vraie modernisation de la SFP. Les directions - rarement spécialistes de l'audiovisuel - n'ont été que provisoires, ayant à peine le temps de mettre en place une stratégie avant d'être débarquées lors d'une alternance politique. Les syndicats se sont aussi arc-boutés sur des acquis sociaux extrêmement avantageux, le personnel étant d'autant plus conservateur que la moitié des effectifs a plus de cinquante ans. Enfin, la gestion du dossier par l'Etat actionnaire a été emblématique des incohérences de l'audiovisuel public.

Au milieu des années 80, la télévision s'emballe : création de Canal Plus, de La Cinq et de TF6, privatisation de TF1, essor des producteurs privés, etc. La tête encore remplie des souvenirs de l'ORTF, la SFP se trouve brutalement placée dans un univers d'ultra-concurrence, alors que l'une des spécificités de la SFP est d'avoir grandi sans se soucier réellement des contingences du marché.

Le personnel n'y est pas préparé. La SFP est rattachée à la convention collective de l'audiovisuel. « C'est la pire des situations : la SFP a un statut de droit public alors qu'elle est sur un marché concurrentiel, souligne Janine Langlois-Glandier, ex-directrice générale du groupe. C'est cette incohérence qu'il aurait fallu lever : soit garder la SFP dans le public, ou même titre que le pôle production de France 3 l'est resté, soit la privatiser et changer son statut pour qu'elle puisse se battre face à ses rivaux privés. »

Ce n'est qu'un des éléments des incohérences et des erreurs de l'Etat actionnaire. La liste est presque interminable. Le feuilleton de la vente des Buttes-Chaumont est l'un des plus étonnants.

Envisagée en plein boom immobilier, la cession de ces bâtiments pouvait s'effectuer pour 400 millions de francs. Un prix jugé alors trop faible par les Domaines qui ont bloqué la vente. Après de nombreuses péripéties et de fort coûteux crédits-relais, les « Buttes » ont finalement été cédées cette année pour 165 millions de francs à Bouygues. Et la SFP a dû, pour cette opération, payer pendant plus de trois ans quelque

mont est l'un des plus étonnants. Envisagée en plein boom immobilier, la cession de ces bâtiments pouvait s'effectuer pour 400 millions de francs. Un prix jugé alors trop faible par les Domaines qui ont bloqué la vente. Après de nombreuses péripéties et de fort coûteux crédits-relais, les « Buttes » ont finalement été cédées cette année pour 165 millions de francs à Bouygues. Et la SFP a dû, pour cette opération, payer pendant plus de trois ans quelque

« La SFP, c'est comme une mouche à qui l'on a retiré les ailes et les pattes, et à qui l'on demande de voler » Jean-Christophe Averty

2 millions par mois d'intérêts bancaires. Sans compter que la SFP a été fortement incitée, pour conclure cette opération avec le Crédit national, à louer et équiper une partie du Village de la communication à Saint-Ouen, qui appartient au patrimoine immobilier de cette banque. Autre débiteur immobilier, le GAN, propriétaire du Théâtre de l'Empire, veut réviser à la hausse le bail de la SFP, mais un accord entre les deux parties semble très difficile.

De plus, les velléités de développement de la SFP n'ont pas toujours été couronnées de succès.

d'animateurs-producteurs qui ne travaillaient pas avec la SFP. Par ailleurs, le syndicalisme est très ancré dans l'entreprise, avec une forte tradition cégétiste. L'histoire de la SFP est marquée par des mouvements de grève très durs, notamment en 1979, sous la présidence d'Antoine de Clermoot-Tonnerre. Ou encore en août 1990 quand le PDG, Jean-Pierre Hoss, a été séquestré une nuit entière par la CGT, qui refusait catégoriquement la mise en place d'un plan social drastique. Tout cela refroidissait les éventuels repreneurs et rendait difficile

une privatisation. Le feuilleton du passage au privé de la SFP a été envisagé dès que Jean-Charles Edème a été nommé président en 1975. Il comptait, cinq ans plus tard, faire passer l'entreprise dans des capitaux privés. Plus tard, avec Jean-Pierre Hoss, une telle hypothèse a été une nouvelle fois envisagée, quand le groupe a été scindé en neuf départements.

C'est seulement en juillet 1996 que paraît au Journal officiel un décret « autorisant le transfert ou privé de la SFP », ouvrant un rocambolesque feuilleton, à mi-chemin des privatisations avortées de RMC et de la tentative de vente de L'Express par la Générale des eaux. Tout y est passé : rumeurs, campagnes de dénigrement, lettres anonymes envoyées aux journalistes, enquête de la police judiciaire, insultes, grèves, etc. Trois candidats étaient officiellement en course : le consortium Global Studios du financier Walter Butler, un proche de François Léotard ; le groupe Convey-LBO de Fabrice Giger associé à une filiale d'Havas, ITI-Télé Images, ainsi qu'un ancien cadre de la SFP, Jacques Cressant.

Les alliances se sont dénouées et reformées pour que finalement Havas, ayant lâché Fabrice Giger pour s'allier à la Générale des eaux, propose, fin novembre 1996, la seule offre de reprise de l'entreprise. Moyennant une recapitalisation de 1,2 milliard de francs, cette offre, qui proposait de conserver 520 postes, a été rejetée par près de deux tiers des personnels. « La privatisation aurait été possible si elle avait été menée tambour battant. Mais aucune des salutions n'était parfaite. A force de se demander si on allait trouver une fille plus belle, plus riche, on n'a rien obtenu », déplore un acteur de l'opération.

Ce dossier sensible a été ballotté entre Matignon, le ministère de la culture et de la communication et celui des finances. « Il n'y avait que des coups à prendre avec un tel dossier. Les esprits les plus chagrins affirment que l'Etat aurait pu donner un chèque de 1 million à tous les salariés pour régler une fois pour toute l'addition », constate un proche du dossier.

Alain Juppé est intervenu auprès de Jean-Marie Messier, président de la Générale des eaux, pour le convaincre de se porter candidat à la reprise de la SFP. Malgré cette insistante pression de Matignon, la privatisation du groupe public a été bel et bien abandonnée. « Aucun dossier de reprise n'était bon, même si cela pouvait être une bonne affaire pour les repreneurs. Qui plus est, on n'a jamais eu l'impression qu'Havas et la CGE avaient la volonté industrielle et politique de reprendre la SFP », explique Antonio Gomez, représentant CGT. « Ils y allaient en trainant des pieds », reconnaît un ancien membre des cabinets ministériels.

Le rôle de la Commission de Bruxelles a été fondamental dans cet épisode de la privatisation finalement avortée de la SFP. Sur une plainte déposée par le groupe privé AB, producteur de séries à l'eau de rose, la Commission a voulu savoir si l'Etat français, en « renflouant » sans cesse la SFP ne faussait pas le jeu de la concurrence. Lassée par le défilé des ministres venus chacun à son tour plaider la cause de la SFP, Bruxelles a ouvert en février 1997 une procédure à l'encontre d'une aide de 2,5 milliards accordée à la SFP.

Le groupe vit depuis avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête : la menace de devoir rembourser 1,19 milliard de francs, considérés comme litigieux par Bruxelles. Une telle hypothèse, qui reste entre les mains de Karel Van Miert, commissaire en charge de la concurrence, conduirait la SFP au dépôt de bilan. Pour cette raison, Bruxelles est aussi apparue comme un alibi aux gouvernements successifs, soit pour tenter de privatiser, soit pour procéder à une réduction draconienne des effectifs.

La SFP connaît un énième plan qui est sans doute son ultime chance d'éviter la faillite. La tâche est rude. C'est à Roland Fisel de faire mentir la définition grinçante de Jean-Christophe Averty : « La SFP c'est comme une mouche à qui l'on a retiré les ailes et les pattes, et à qui l'on demande de voler. »

Alain Salles  
et Nicole Vulser  
Dessin : Patrick Lestienne



# Concilier efficacité et équité

par Edmond Alphandéry

**L**A globalisation ne concerne pas seulement les marchés financiers ni le commerce sans frontières, mais aussi les choix à long terme de la planète, sur lesquels chacun doit désormais prendre position – gouvernements, entreprises, groupes sociaux –, ainsi que cette amorce de société civile globale que constituent, à côté des institutions internationales, les organisations non gouvernementales.

Le changement climatique est un de ces grands enjeux qui appellent une réponse coordonnée : des acquis scientifiques, mais auxquels il faut appliquer le principe de précaution ; un risque majeur à l'horizon séculaire, mais aussi des risques économiques et sociaux à vouloir arrêter des mesures trop rapides et trop contraignantes ; des positions qui restent divergentes entre continents, nations et groupes d'intérêts industriels.

D'un côté, les États-Unis se déclarent enfin prêts à reconnaître la nécessité d'engagements contraignants ; mais ils exigent que s'y associent les pays émergents et souhaitent mettre en place un marché international des permis d'émission de gaz à effet de serre. De l'autre, les pays en développement – au premier rang desquels la Chine et l'Inde –, principaux responsables avec les autres nouveaux pays industriels des accroissements d'émission actuels et futurs, ne veulent pas que les pays déjà nantis fassent peser un lourd handicap sur leur croissance.

L'Europe, qui a déjà fait beaucoup dans le domaine de l'efficacité énergétique, est prête à faire davantage avec des mesures plus contraignantes telles que les écotaxes et des objectifs chiffrés de réduction. Mais elle ne souhaite ni pénaliser les pays émergents et les pays moins avancés ni exonerer de leurs responsabilités les gros pollueurs et gaspilleurs d'énergie – les États-Unis, l'ancien bloc de l'Est –, qui tireraient bénéfice d'un système d'échanges et d'un point de référence fixé au niveau actuel.

Dans ce débat complexe, où la collectivité mondiale doit faire des choix, trouver des compromis, rechercher l'optimum, l'économie peut apporter sa contribution pour sortir du dialogue de sourds. Depuis ses origines, la science économique

a été dominée par le débat efficacité économique – équité distributive. C'est dans ces termes que l'on peut poser le débat actuel et, peut-être, trouver les solutions de convergence.

Ainsi, qui peut contester qu'il vaille mieux investir là où le coût marginal de la réduction des émissions est le plus faible plutôt que là où il est le plus élevé ? Là où il y avait beaucoup à faire plutôt que là où beaucoup a déjà été fait ? C'est-à-dire dans l'ex-RDA plutôt qu'en RFA, en Europe de l'Est plutôt que dans l'Union européenne, en Chine plutôt qu'au Japon.

Mais il faut aussi veiller à la justice et à la solidarité internationales. Prendre comme référence de départ le niveau actuel d'émissions pénétrant l'exemple de la croissance, et où il n'y a plus guère de potentiels de gains en matière de réduction d'émissions, sauf au prix de lourds sacrifices (perte de compétitivité, donc d'emplois). La France, du fait de son programme

gouvernements et entreprises ou bien les faire coopérer ? Peut-on corriger les inégalités du système des permis négociables en les compensant par la prise en compte des stocks et pas seulement des flux ; ou par des dotations initiales pour ceux qui ont déjà accompli une bonne part de l'effort ? Et ce, tout en s'engageant parallèlement dans la voie d'une véritable solidarité internationale à l'égard des nouveaux pays industriels et des pays moins avancés.

Les entreprises et les secteurs industriels peuvent agir de leur côté, mobiliser leurs compétences techniques et leurs moyens financiers, en même temps que les gouvernements. La multiplication des projets de mise en œuvre conjointe (AJI) définis par l'ONU est une manière de mettre en pratique de façon concrète ces partenariats Nord-Sud et public-privé : bio appliqués, ces projets sont porteurs d'apprentissage et facteurs de progrès environnemental, économique et social.

Dans ce débat, où l'économie et l'écologie ont en fait beaucoup à se dire – après qu'on a voulu longtemps les opposer –, l'industrie électrique mondiale est au cœur des enjeux

nucléaire et hydroélectrique, se retrouverait ainsi totalement contrainte et sans marge de manœuvre pour l'avenir dans sa politique énergétique. Les pays en développement doivent bénéficier de discriminations positives, sauf à leur interdire tout rattrapage.

Un accord est possible, à condition que les discours se rencontrent, alors qu'ils sont aujourd'hui marqués par l'idéologie, les anathèmes, et les intérêts égoïstes de chacun. N'est-il pas préférable de dialoguer à propos des instruments économiques plutôt que de se affronter sur les buts à atteindre, surtout si l'on n'est pas en mesure de les atteindre ? Ne peut-on pas combiner ensemble des instruments de marché, des taxes et des réglementations plutôt que de les opposer artificiellement ? Faut-il opposer

Dans ce débat, où l'économie et l'écologie ont en fait beaucoup à se dire – après qu'on a voulu longtemps les opposer –, l'industrie électrique mondiale est au cœur des enjeux. La génération d'électricité consomme près de 40 % des ressources d'énergie primaire de la planète. Les choix énergétiques sont particulièrement flexibles, entre charbon et lignite, pétrole et gaz naturel, nucléaire, hydraulique et autres énergies renouvelables. En une décennie, on peut décarboniser la production d'énergie – la France l'a prouvé par deux fois : entre 1946 et 1960 avec le programme hydraulique ; entre 1974 et 1986 avec le programme nucléaire –, ce qui n'est pas le cas des autres secteurs, où l'inertie est beaucoup plus grande.

Elle est aussi le secteur où la demande est en plus forte crois-

sance. Il faut s'en réjouir, la pénétration de l'électricité – qui reste le vecteur du progrès social dans les pays les plus démunis où deux milliards d'êtres humains en sont encore privés aujourd'hui – est aussi un atout écologique au stade de l'utilisation. A condition qu'elle soit produite de manière économe et utilisée rationnellement, l'électricité n'est-elle pas, par excellence, la forme d'énergie de précision et sans pollution ? Le développement du véhicule électrique est une des réponses majeures aux problèmes de pollution de nos villes du XXI<sup>e</sup> siècle.

Enfin, les compagnies d'électricité sont des services publics et savent planifier leurs investissements dans le long terme ; des entreprises citoyennes pratiquant l'égalité de traitement, qui sont à l'écoute des besoins sociaux et des orientations publiques et synthétisent en leur sein la coopération gouvernements-industries.

Ensemble, les électriciens du monde entier – que rassemble une profonde solidarité mutuelle de techniciens et d'économistes – sont à même de démontrer qu'ils ont conscience des enjeux et qu'ils peuvent agir à travers notamment l'échange des expériences et matière de développement énergétique durable et de maîtrise de l'énergie, des projets de mise en œuvre conjointe, des transferts de technologie, des mécanismes d'échanges. Premier grand secteur industriel à s'organiser ainsi à l'échelle mondiale, le réseau des électriciens du E7 a d'ores et déjà initié et mis en place avec leurs partenaires locaux en Indonésie, au Zimbabwe, en Jordanie, des projets qui vont permettre une réduction du gaz à effet de serre, une véritable maîtrise de l'énergie et l'accès à l'électricité pour tous.

La conférence de Kyoto porte en germe ce que sera l'organisation de la planète pour le XXI<sup>e</sup> siècle. En ce sens, elle est un laboratoire de travaux pratiques de la globalisation.

**Edmond Alphandéry** est président d'EDF, président en exercice du E7 (organisation non gouvernementale qui regroupe depuis la conférence de Rio de 1992 les plus grandes compagnies d'électricité des pays du G7).

# La Turquie, une chance pour l'Europe

par Ismail Cem

**L'**AVENIR de l'Union européenne (UE) sera-t-il restreint par des considérations religieuses et raciales ou animé par le vigoureux souci d'une véritable unité à grande échelle ? L'UE décide actuellement de son processus d'élargissement. Quel rôle va-t-elle offrir à la Turquie, principal lien historique, culturel et économique entre l'Europe occidentale et les horizons orientaux ? Le choix est clair pour l'UE : le 12 décembre à Luxembourg, elle doit clairement dire si elle veut lancer un pont vital en direction de civilisations différentes ou entretenir de vieilles discriminations.

Nous nous considérons à la fois comme Européens et Asiatiques. Nous concevons cette dualité comme un atout. Nous ne voulons pas voir la part européenne de notre identité mise en cause. Veut-on invoquer l'histoire ou la géographie ? Nous avons vécu sept cents ans de notre histoire en Europe et en tant que puissance européenne, et nous continuons à vivre ainsi. Notre histoire s'est façonnée autant à Istanbul, Edirne, Tetova et Sarajevo qu'à Kayseri, Bursa et à Diyarbakir.

Si l'on se réfère à un critère « culturel », le sujet devient plus compliqué. Si l'européanité devait être définie par un critère religieux, si l'UE était un « club chrétien », alors le cadre ne serait pas approprié. Mais si par culture européenne on entend – ainsi que l'UE le revendique officiellement – un ensemble d'éléments tels que la démocratie, les droits de l'homme, la primauté du droit, l'égalité des sexes, la laïcité, alors – même si nous devons accomplir des progrès dans certains domaines – je veux dire haut et fort que nous sommes partie prenante depuis plus de soixante-quinze ans de cette culture européenne.

Alors, où est le vrai problème ? Qu'est-ce qui justifie, en d'autres termes, la négation des engagements pris par l'UE vis-à-vis de la Turquie depuis plus de trois décennies ? Pourquoi hésite-t-on à appeler « candidat » un pays qui a conclu un accord d'association avec l'Union depuis 1963 et acheminé son union douanière avec elle ? Pourquoi une telle discrimination envers un pays membre de l'OTAN qui a tant contribué à la défense de l'Europe, envers une des économies les plus dynamiques de l'Europe ?

Mes interlocuteurs de l'Union européenne énumèrent trois séries de « raisons » ou « conditions » : la Grèce, Chypre et les droits de l'homme.

Sur les relations avec la Grèce – pays membre –, la critique devenue conventionnelle est généralement infondée. Pour régler une question bilatérale, il faut avoir deux parties. On ne peut tenir pour responsable une des parties alors que ce sont les deux parties qui doivent contribuer ensemble à la solution. Bien que je ne puisse prétendre être un « observateur objectif », je peux sincèrement assurer que, au moins depuis que j'assume mes fonctions, la Turquie a fait tout ce qui était possible pour améliorer ces relations. Les parties tierces impliquées dans les négociations pour promouvoir une meilleure compréhension entre Grèce et Turquie peuvent témoigner des efforts que nous avons faits.

La question chypriote : elle nécessite une approche positive de quatre parties, voire cinq, si l'on inclut le Royaume-Uni. Là encore, la Turquie ne peut être tenue comme le seul acteur responsable. La partie chypriote grecque, à la veille des élections, est loin des compromis et des concessions qu'un processus de conciliation pourrait impliquer. Les récentes déclarations du président Denktash sur la possibilité de former

un « gouvernement conjoint » à Chypre en vue d'examiner les problèmes de Chypre et de l'UE autorisent cependant quelques prudents espoirs.

Lors de mes récents contacts avec mes homologues de l'UE, j'ai abordé longuement les questions des droits de l'homme et de la démocratie. J'ai déclaré que j'acceptais la plupart des critiques bienveillantes, mais que je rejetais les allégations démesurées et motivées par des raisons politiques. Je dois ajouter qu'il y a en des progrès considérables ces derniers temps, même si d'autres progrès restent à accomplir.

La Turquie et l'Union européenne ne discutent pas d'une adhésion pour le lendemain. Il s'agit d'un processus à long terme. Ce qui nous donne du temps pour résoudre ces différents problèmes.

Dès lors que nous examinons avec une attention positive les différentes conditions qui nous sont posées, que pourrait signifier l'éventuelle perpétuation de la discrimination dont nous serions l'objet du fait de l'UE ? Serait-ce le fait déterminant et non dit que la Turquie est un pays musulman ?

Que pourrait signifier l'éventuelle perpétuation de la discrimination dont nous serions l'objet du fait de l'UE ? Serait-ce le fait déterminant et non dit que la Turquie est un pays musulman ?

Il me semble que l'UE ne parvient toujours pas à décider si elle est en mesure de faire face aux défis d'un monde nouveau en train d'émerger ; si elle est apte à saisir les vastes opportunités que présentent les nouvelles dimensions économiques, historiques et culturelles ; si elle peut contribuer à l'harmonisation des civilisations plutôt qu'à leur « choc » annoncé ; si elle se contentera d'une vision stratégique restreinte, contrainte de continuer à solliciter l'aide d'un autre continent afin de résoudre des problèmes européens (Bosnie, Chypre) ; si elle doit continuer à exister en tant qu'organisation introvertie ou se transformer en une organisation qui arrive à assumer des responsabilités pour elle-même et pour tous.

Il est temps de comprendre que la Turquie peut contribuer positivement, voire de manière décisive, à relever tous ces défis. J'espère que l'UE prendra la bonne décision et inclura la Turquie dans son actuel processus d'élargissement tout en la faisant profiter de sa stratégie de pré-adhésion. Je l'ai répété à maintes reprises : l'UE n'est pas une obsession pour la Turquie. Une décision discriminatoire de l'UE ne signifierait pas pour nous la perte de nos horizons, qui s'étendent bien au-delà. Bien sûr, j'espère sincèrement qu'un résultat positif sortira du sommet de Luxembourg. Le contraire serait déraisonnable et injuste.

**Ismail Cem** est ministre des affaires étrangères de la République de Turquie.

# L'énergie nucléaire sans mythes

Suite de la première page

Cette industrie est-elle condamnée à disparaître dans les prochaines décennies, lorsque le renouvellement d'une grande partie des centrales nucléaires, dans une vingtaine d'années, nous placera devant des choix décisifs ? Dans l'immédiat, le nucléaire est une option importante. Certains songent à le remplacer par le gaz naturel ou bien, pour les pays qui en sont abondamment pourvus, par le charbon. C'est le cas de la Chine.

Il n'y a pas de sources d'énergie totalement crédibles et innocentes. Prevoons l'hydroélectricité. En Chine va bientôt être inauguré le plus gros barrage du monde sur le fleuve Yangzi Jiang. Il aura fallu déplacer 1,2 million de personnes pour faire place au lac du barrage. Sait-on le prix en misères et morts que cela entraînera ? Il y a quelques années, en Chine aussi, un barrage s'est rompu, entraînant la mort de 350 000 personnes.

Un tel accident, dans le nucléaire, resterait gravé dans toutes les mémoires. Gageons qu'il est inconnu de la plupart des militants qui agissent pour une énergie propre. De toute façon, le caractère limité des ressources hydrauliques rend de peu d'intérêt une discussion approfondie du caractère inévitable d'un certain nombre d'accidents. Le barrage d'Assouan, en Egypte, tellement chanté, est considéré par certains comme une catastrophe écologique majeure pour l'Egypte.

Le charbon est encore la source d'énergie la plus abondante. Aux États-Unis, il est utilisé pour produire 52 % de l'énergie électrique. Je ne discuterai pas des problèmes

d'effet de serre dû au gaz carbonique et des conséquences globales sur le climat de la Terre que les experts admettent généralement aujourd'hui, même s'ils en discutent encore l'ampleur exacte. Je oserai seulement que le principe de précaution voudrait que l'on réfléchisse sérieusement avant d'envisager pour l'avenir une consommation de charbon deux ou trois fois plus grande que celle d'aujourd'hui.

La combustion du charbon libère des corps radioactifs, principalement des gaz à effet de serre, de radionucléides à vie très longue, comme le thorium et l'uranium et leurs descendants. Les données sont fournies par une agence des Nations unies qui a produit sur le sujet un document fouillé en 1993.

Si on considère les 400 GW/a (gigawatts par an) produits annuellement par la combustion du charbon et la valeur moyenne de la radioactivité déversée sur le globe, on peut estimer le nombre total de cancers létaux induits par cette radioactivité. Le calcul tient compte du fait que dans les centrales à charbon modernes de notre monde industrialisé, ces produits radioactifs sont filtrés.

Par contre, en Chine, qui est un énorme consommateur potentiel de charbon, le filtrage n'est efficace qu'à 90 %. De plus, on estime que 50 % des cendres du charbon sont utilisées pour faire du béton destiné à des habitations, ce qui contribue notablement à la dose de radioactivité. En vingt ans, la dose de rayonnement infligée à la population du globe est égale à celle qui est due aux retombées de la catastrophe de Tchernobyl. Ce qui induit un nombre de cancers létaux voisin de 50 000 si on applique sans réserves les coefficients de nuisance admis par les organismes internationaux qui fixent les doses maximum de radiation admissibles pour le public. Elles sont majorées par prudence. Faudrait-il pour cela interdire désormais l'utilisation des

centrales thermiques au charbon ? Ce serait une absurdité. Il est légitime d'avoir peur d'accidents comme celui de Tchernobyl, à condition d'en évaluer les conséquences ainsi que les causes, et les raisons de la confiance des ingénieurs du nucléaire quant à l'impossibilité de leur répétition. Il faut aussi garder à l'esprit les nuisances des sources d'énergie par lesquelles on veut remplacer le nucléaire. Il nous a semblé que la connaissance des sources d'irradiations auxquelles est soumise l'humanité depuis qu'elle existe, permet de mettre à leur juste place certaines alarmes, propagées parfois à grand renfort de tam-tam médiatique à chaque incident lié à l'industrie nucléaire, avec le seul souci de faire du sensationnel.

Il n'y a pas de sources d'énergie totalement crédibles et innocentes

La radioactivité est répandue partout. Nous sommes soumis à un flux permanent de radiations qui proviennent des corps radioactifs naturels et artificiels ou d'un rayonnement qui nous vient des cieux, les rayons cosmiques, dont l'importance croît avec l'altitude. On dit d'un objet radioactif qu'il a une activité de 1 becquerel (Bq) lorsqu'un de ses atomes se désintègre à chaque seconde. Un adulte reçoit 10 000 Bq en raison, surtout, de la présence dans son corps de potassium, qui a une composante dont la vie moyenne est 1,3 milliard d'années et de carbone 14 produit dans l'air par des réactions nucléaires induites par les rayons cosmiques.

Les trois millions de morts par an dus au tabac et les quatre cents mille morts par an dus aux petites particules de charbon émises par

les pots d'échappement rendent ridicule l'émphase mise sur des incidents bénins liés au nucléaire.

En 1995, le professeur Viel présentait une étude portant sur une période de quinze ans chez les sujets de moins de vingt-quatre ans domiciliés dans un rayon de 35 kilomètres autour de la Hague. Il concluait qu'il n'existait pas d'excès de cas de leucémie dans la zone étudiée (25 cas observés contre 22,8 cas attendus), mais qu'il y avait un agrégat suspect (4 cas observés contre 1,4 attendu) dans le canton de Beaumont-Hague, le plus proche du centre de traitement.

L'étude établissait qu'il y avait une augmentation significative de risque parmi les personnes si les mères ou les enfants fréquentaient au moins une fois par mois la plage et consommaient des produits de la mer au moins une fois par semaine. Une toute récente étude menée par le professeur Spira confirme ces observations et estime qu'il est possible qu'elles reflètent simplement la diversité des habitudes et modes de vie, des expositions à des radiations ionisantes naturelles ou médicales – et pas seulement artificielles –, l'exposition à des produits chimiques, à des infections d'origine virale, etc.

Si on veut évaluer sérieusement la valeur d'une option non nucléaire, il faut discuter les vrais problèmes : le coût de l'énergie sur une longue durée, la sécurité de l'approvisionnement, l'effet de serre global sur une longue durée. Pour les décideurs politiques qui acceptent d'avoir des perspectives au-delà de leur date d'élection, c'est une rude épreuve pour laquelle il faut leur soumettre de trouver, au-delà des conseils et des pressions des lobbies de tout bord, les informations leur permettant de trancher en toute connaissance, s'ils en ont le désir et s'ils s'en sentent le courage.

Georges Charpak

## AU COURRIER DU « MONDE »

### PAPON ET PUCHEU

Au prétexte qu'il y avait entre eux à peu près le même écart dans l'échelle civile qu'entre un général et un colonel dans l'échelle militaire, M. Emmanuel Schucht, par la lettre que vous avez publiée dans Le Monde du 15 novembre, réclame implicitement pour M. Papon le sort (peloton d'exécution) qui fut réservé en 1944 à Pucheu. Cette appréciation des responsabilités

me paraît entachée d'une grave méconnaissance des fonctions exercées : Pucheu était ministre du gouvernement de Vichy, M. Papon avait rang de sous-préfet dans les services extérieurs. Rapportée à la gradation militaire, la différence était celle qui sépare un général d'armée d'un capitaine (voire un commandant). On ne saurait donc voir similitude entre les deux cas.

André Neurrissie  
Paris



# La Turquie, une chance pour l'Europe

par Ismail...

**L**es turcs ont une chance pour l'Europe. C'est la seule nation du monde qui ait su transformer une défaite militaire en une victoire politique. En 1918, après la défaite face aux armées alliées, Mustafa Kemal a mené une révolution nationale qui a permis à la Turquie d'échapper au sort de colonie. Cette réussite a été le fruit d'une vision claire de l'avenir du pays, d'une volonté de renouveau et d'une capacité à mobiliser les forces vives de la nation.

Il y a longtemps, d'ailleurs, que les leaders paysans ont troqué les invectives de la jacquerie pour des mises en scène médiatiques bien étudiées, et remis les violences rageuses, depuis les porcs pendants aux grilles des sous-préfectures jusqu'aux jets de purin sur les ministres. Le difficile épisode de la crise de la « vache folle » lui-même n'a donné lieu à aucun débordement. Pourtant, les agriculteurs hurlent au loup devant le projet de Jacques Santer, comme ils avaient crié à la catastrophe et à la soumission à l'« impérialisme américain » en 1992 lorsque la Commission de l'époque avait lancé la première réforme de la politique agricole commune (PAC). C'est évidemment de bonne guerre.

MANNE D'une certaine manière, on comprend que le monde agricole français soit ultrasensible à tout ce qui se concerte à Bruxelles et qui tend à modifier un dispositif très bien rodé, hérité des années 60. La France est en effet la première puissance agricole en Europe et aussi la principale bénéficiaire de la manne

## L'apocalypse imaginaire de l'agriculture française

COMMENCÉE le 19 novembre sur l'esplanade des Invalides avec une armée d'épouvantails fichés, au crépuscule, dans l'herbe de la capitale, la bronca en cinq actes organisée par les deux principaux syndicats agricoles pour s'opposer aux projets de réforme de la politique européenne (connue sous le vocable Agenda 2000) se terminera le 10 décembre à Valence après les étapes de Montauban, Laval, et de Charolles au cœur du Morvan. Deux jours plus tard, les chefs d'Etat et de gouvernement se réuniront en sommet à Luxembourg. Vouloir ou récupérer par la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants) et le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), ces rassemblements se veulent massifs mais courts, voire conviviaux, avec distribution de tee-shirts et partage de pot-au-feu géants.

Il y a longtemps, d'ailleurs, que les leaders paysans ont troqué les invectives de la jacquerie pour des mises en scène médiatiques bien

étudiées, et remis les violences rageuses, depuis les porcs pendants aux grilles des sous-préfectures jusqu'aux jets de purin sur les ministres. Le difficile épisode de la crise de la « vache folle » lui-même n'a donné lieu à aucun débordement. Pourtant, les agriculteurs hurlent au loup devant le projet de Jacques Santer, comme ils avaient crié à la catastrophe et à la soumission à l'« impérialisme américain » en 1992 lorsque la Commission de l'époque avait lancé la première réforme de la politique agricole commune (PAC). C'est évidemment de bonne guerre.

MANNE D'une certaine manière, on comprend que le monde agricole français soit ultrasensible à tout ce qui se concerte à Bruxelles et qui tend à modifier un dispositif très bien rodé, hérité des années 60. La France est en effet la première puissance agricole en Europe et aussi la principale bénéficiaire de la manne

du Feoga (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole). Trois séries de chiffres illustrent cette prépondérance. Sur quelque 34 milliards d'euros du Feoga en 1995 (selon le dernier rapport de la Commission), la France aura reçu 8,37 milliards, l'Allemagne 5,3, et l'Espagne 4,5. Quand on sait que le budget agricole des quinze absorbe la moitié des dépenses communautaires (au lieu de 5 ou 6 % par exemple pour la recherche-développement et la technologie), on mesure l'importance des enjeux, la détermination des lobbies et l'énergie des professionnels à défendre des rentes. Enfin, dans l'ensemble des concours publics à l'agriculture française, soit 174 milliards de francs en 1997, la « ligne communautaire » est évaluée à 69,3 milliards, soit 15 milliards de plus qu'en 1992.

A l'expérience, les appréhensions vigoureusement exprimées il y a cinq ans se sont révélées excessives. Non seulement la catastrophe ne s'est pas produite, mais encore, globalement, le revenu agricole s'est substantiellement amélioré (+2,4 % en moyenne annuelle depuis 1990), et l'on annonce pour 1997 une hausse très confortable. « Dans un contexte mondial porteur, la production a été maîtrisée, les stocks ont diminué, la ligne budgétaire a été respectée; la situation apparaît relativement favorable », note Isabelle Albouy-Delpont dans son ouvrage *L'Agriculture dans son pays*. Sans doute l'action syndicale est-elle pour quelque chose dans cette heureuse évolution. Mais les gouvernements européens, comme les gouvernements qui se sont succédés depuis la fin des années 80, n'ont pas ménagé les efforts financiers, par souci de solidarité autant que de compétitivité: allègement de la fiscalité, développement des carburants d'origine végétale, report de cotisations sociales, subventions nationales et européennes. Sans doute restera-t-il des catégories fragiles voire marginalisées (comme c'est le cas des retraités et de leurs conjoints, de certaines exploitations familiales du Midi spécialisées dans les fruits et les légumes exposés à la concurrence espagnole ou marocaine, et surtout de certains éleveurs bovins du Massif Central).

Mais les éleveurs de porcs ou de poulets d'Ouest, les producteurs de blé, les viticulteurs des Côtes du Rhône ou du Libournais jouent

dans la catégorie des seniors. Préférer le contraire, dans une lamentation indistincte selon les catégories, relève de la démagogie, voire de la désinformation. On sait maintenant que 1997 aura été une année exceptionnelle, par exemple, pour la betterave et le maïs.

Après quelques erreurs tactiques, cet été, Louis Le Penner vient encore de donner aux syndicats majoritaires, qui sont reçus mercredi 3 décembre d'abord par Jacques Chirac puis par Lionel Jospin, des gages d'une politique de nature à flatter la clientèle rurale, plus que spécifiquement agricole, des campagnes. Pas question, à droite ni à gauche, de négliger l'électorat pousse, selon le mot du marquis de Mirabeau, « toute la politique part d'un grain de blé ». Les aides européennes pour les vœux ont été recalculées dans le sens souhaité par Paris, le gouvernement a donné son feu vert à la culture du maïs transgénique (ce qui a rempli d'aise la FNSEA) et, enfin, le 12 décembre, le ministre annoncera un plan en faveur de l'agriculture biologique.

### MANQUE DE SUCCESSEURS

Le poquet Santer est-il à ce point séduisant? Les cératiers, favorables à une baisse des prix pour exporter plus, le trouvent assez à leur goût, les viticulteurs ne sont menacés par aucune révolution, les producteurs de lait peuvent se dire protégés par un accord récent signé avec les entreprises de transformation. Seuls les éleveurs de viande bovine de qualité, qui auraient besoin d'une prime à l'herbe, « fortement revalorisée », et les cultivateurs de colza, ceux, les « vrais riches » parviennent à échapper dans la légalité la plus totale, en plaçant leurs capitaux dans des œuvres d'art, des forêts ou dans leur outil de travail. Cet impôt est ensuite peu efficace sur le plan économique. Payé par à peine 170 000 ménages fiscaux, il rapporte peu aux finances publiques et il ne favorise ni la mobilité ni l'utilisation la plus pertinente des capitaux. Le déplafonnement de cet impôt, décidé en 1996

### L'inspiration par Calligaro



## Les armées en pleine transfusion sanguine

LES ARMÉES débauchent. Le quart de leurs effectifs totaux, d'ici au début du siècle prochain. Avec, en priorité, la disparition de leurs recrues, celles-là mêmes qui, chaque année, rejoignent les rangs et qui n'ont plus leur place avec la montée de la professionnalisation. Mais aussi, le départ volontaire de certains cadres de métier. Dans le même temps, les armées recrutent: 48 000 nouveaux engagés pendant les cinq à six prochaines années. Sans compter quelque 25 000 volontaires pour des contrats de moindre durée et jusqu'à 10 000 civils suppléentaires. Avec un cin d'œil appuyé, à en juger par les campagnes actuelles de promotion, en direction des femmes ou des jeunes que le fin du fin de la technologie, propre au métier des armes, attirent.

C'est une véritable transfusion sanguine qui est en train de s'opérer. C'est aussi une authentique « révolution culturelle », une expression qui fait florès, désormais, dans l'institution militaire. Elle implique, dans les faits, que le « patron » d'un régiment ou le commandant d'une base, par exemple, est d'ores et déjà averti qu'il sera jugé - et noté - par sa hiérarchie selon le dynamisme et l'esprit d'innovation dont il aura fait preuve pour recruter, sur place, les personnels de qualité qui lui sont indispensables ou pour recaser, localement, ceux qui choisissent de quitter l'uniforme et réclament d'être assistés dans leur reconversion.

Il faut entendre les chefs militaires en parler. Ils ont adopté le vocabulaire des directeurs de ressources humaines dans une entorse prise. Ils n'ont pas encore plaidé pour la précarité de l'emploi militaire. Mais le propos y ressemble. Ils évoquent la gestion par compétences, la motivation des individus, la promotion au mérite, l'environnement concurrentiel des car-

rières, la mobilité externe ou encore le recentrage sur les fonctions. Autant de notions qui redéfinissent une ambition, celle que le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Philippe Mercier, exprime à sa façon en affirmant qu'il s'agit d'organiser « un nouveau système d'armes ». Insensiblement, la perspective de la professionnalisation impose ses lois. Après bien d'autres armées à l'étranger, qui les ont précédées dans ce changement radical des mentalités, les trois armées françaises et la gendarmerie en font l'apprentissage. Avec, au bout de cette logique, un univers militaire qui risque - parce qu'il aura tendance à vivre en vase clos et à se singulariser en vertu de sa « spécificité », qui consiste à donner la mort au nom de la communauté nationale - de fonctionner selon son propre équilibre, ses propres références, ses propres qualifications et - pourquoi pas demain? - les principes qu'il se sera fabriqués, voire ses propres lois internes. En ce sens, la conscription, qui insufflait un peu de sang neuf, était comme un rempart dressé face à une certaine forme de « ghettoisation » qui menace toute corporation repliée sur elle-même.

### NON-SENS

De ce point de vue, la violence, les insultes et les brimades infligées par des officiers d'encadrement à des jeunes saint-cyriens placés sous leur responsabilité, sont graves. Parce que les premiers se sont arrogés des droits que rien, dans leur mission d'instructeur et d'éducateur, ne justifiait, comme s'ils s'étaient exonérés du devoir d'avoir à respecter la personne morale et l'intégrité physique de leurs subordonnés. Parce que les victimes semblent avoir trouvé légitime un système de formation qui les maltraite et qui confond la rigueur, nécessaire au combat,

avec la brutalité. Parce que d'autres officiers enfin, qui auraient dû être les premiers à dénoncer ces « dérives », selon une expression commune au ministre de la défense, Alain Richard, et au « patron » des écoles de Saint-Cyr, le général Pierre-Jacques Costedoat, ont préféré fermer les yeux et se rendre complices de pratiques dont ils avaient connaissance.

Ce serait commettre un non-sens absolu et une lourde erreur politique, pour la suite des événements, que de considérer que, dans les armées, la professionnalisation passe par des personnels taillables et corvéables à merci, le corps et l'esprit perpétuellement au garde-à-vous, auxquels on aurait enseigné de renoncer à leur citoyenneté du temps de paix au motif que toute chose ou tout acte de guerre exige une stricte discipline.

Même s'ils s'en défendent, certains cadres en France semblent comme fascinés par l'image que diffuse, à l'extérieur, le corps professionnel des « marines » américains popularisés par le cinéma d'outre-Atlantique. Est portée aux nues cette obéissance devenue réflexe et cultivée comme une seconde nature à partir d'un entraînement (le drill anglo-saxon) à toute épreuve. « Il faut être dur ou mal, confie un officier général, quasi invincible et, dans ces conditions, Rambo n'est plus très éloigné. Mais cela relève-t-il encore de la culture propre aux armées européennes? »

D'autant que les missions des armées évoluent, avec les interventions extérieures qui se multiplient dans un cadre national ou multilatéral. Elles requièrent des exécutants, sur le terrain, qu'ils soient écourts et qu'ils fassent montre d'avantage de leur sens de l'initiative que de leur soumission à une hiérarchie diplomatique-militaire forcément lointaine, voire distante.

Le drill est conçu pour briser les volontés et obtenir une adhésion

sans faille. Les actions des armées modernes supposent, au contraire, qu'elles soient remplies par des personnels motivés, inventifs et autonomes. Le temps n'est plus à cette nostalgie des croisés ou des chevaliers teutoniques, autant d'ordres disciplinés qui se réclamaient de valeurs religieuses et militaires à la fois pour les imposer à d'autres.

Face à un parterre, précisément, de saint-cyriens, le général Bertrand de La Presle, qui a commandé les « casques bleus » en Bosnie, a récemment anticipé sur la réflexion qui attend la collectivité militaire à propos de la formation de ses membres. « Il me paraît capital, a-t-il dit, que nous évitions de nous prendre pour les vestales d'un certain nombre de vertus qui relèveraient de notre état militaire. Il faut que nous ayons l'honnêteté de reconnaître qu'elles sont équitables, partagées, parce que cela doit nous permettre de nous ouvrir au monde des civils ou lieu de considérer que nous appartenons à une race différente. Ceci me paraît d'importance, car la professionnalisation, dans laquelle nous nous engageons, risque de rendre plus difficile encore cette osmose. »

Jacques Isnard

### RECTIFICATIF

#### LE PARTAGE DE LA PALESTINE

La carte illustrant le plan de partage de la Palestine voté en 1947 par l'ONU (*Le Monde* daté 30 novembre-1<sup>er</sup> décembre) comportait deux erreurs. Le royaume hachémite s'appelait à l'époque Transjordanie. C'est en avril 1950 que la Transjordanie, qui avait annexé la Cisjordanie en décembre 1948, prit le nom de Jordanie. En outre, Jaffa devait constituer une enclave arabe et non une zone sous contrôle international.

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : http://www.lemonde.fr

### EDITORIAL

## Un impôt capital

**Q**UE l'industriel François Pinault, l'une des plus grandes fortunes de France, mais aussi l'ami de Jacques Chirac, avoue - interrogé par *Le Canard enchaîné* - ne pas payer l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), et le débat sur la fiscalité du patrimoine s'en trouve, bien naturellement, relancé. Créé par les socialistes au début des années 80 et modifié à plusieurs reprises par la droite comme par la gauche, cet impôt souffre encore et toujours des mêmes défauts que l'ensemble de la fiscalité française. Au-delà de sa complexité, il apparaît en effet comme un impôt injuste socialement et inefficace économiquement.

Il est injuste, d'abord. Comme aime à le dire Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, l'ISF frappe de fait les millionnaires mais épargne les milliardaires. Le cas de François Pinault est, à cet égard, exemplaire. Compte tenu des multiples exonérations obtenues, avec le temps, par les différents lobbies concernés, l'ISF est devenu un impôt sur le patrimoine immobilier acquitté pour l'essentiel par les couches supérieures des classes moyennes. Entourés de conseillers fiscaux avisés et coûteux, les « vrais riches » parviennent à échapper dans la légalité la plus totale, en plaçant leurs capitaux dans des œuvres d'art, des forêts ou dans leur outil de travail.

Cet impôt est ensuite peu efficace sur le plan économique. Payé par à peine 170 000 ménages fiscaux, il rapporte peu aux finances publiques et il ne favorise ni la mobilité ni l'utilisation la plus pertinente des capitaux. Le déplafonnement de cet impôt, décidé en 1996

par Alain Juppé lorsqu'il était à Matignon, avait en outre accéléré le processus de fuite de quelques grandes fortunes à l'étranger, vers des lieux plus cléments. Conscients des faiblesses de cet impôt, élément-clé de l'« inventaire » opéré par Lionel Jospin sur l'héritage abandonné par François Mitterrand, les socialistes avaient promis, lors de la dernière campagne électorale, de procéder à une grande réforme de la fiscalité, et en particulier de revoir celle qui pèse sur le patrimoine. Désormais au pouvoir, les dirigeants socialistes ont préféré, pour l'instant, parer au plus pressé et temporiser. DSK a néanmoins promis de présenter une réforme de l'ISF pour l'an prochain. La tâche n'est pas aisée.

Tout le monde s'accordera, certes, sur la nécessité de maintenir un impôt sur le capital tout au long de la réforme de l'impôt. Mais il n'y a d'abord aucune raison pour que le travail soit seul imposé. L'impôt sur le patrimoine fait ensuite partie de la panoplie fiscale dans la plupart des autres grands pays industrialisés - l'Allemagne comme les Etats-Unis. A priori, pour que cet impôt ne soit pas une taxe sur l'immobilier payée par quelques cadres très supérieurs, il serait sans doute souhaitable de réintégrer dans son assiette tous les éléments du capital et d'en diminuer le taux. Cela n'est cependant pas sans risque: celui d'augmenter le nombre des millionnaires assujettis, d'une part, celui de stimuler la fuite des capitaux dans une Europe sans frontières, d'autre part. Une réforme est pourtant indispensable pour qu'un impôt de rééquilibrage fiscal cesse d'être demandé au travail aux dépens du capital.

*Le Monde* est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration: Jean-Marie Colombani  
Directeur: Jean-Marie Colombani; Dominique Allou, directeur général;  
Jean-Jacques Béranger, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction: Robert Pélissier  
Directeurs adjoints de la rédaction: Jean-Yves Lhoteau, Robert Solé  
Rédacteurs en chef: Jean-Paul Bessis, Pierre Goussier,  
Laurent Gribaudier, Erik Lippitz, Michel Kamen, Bernard Le Gendre  
Directeur adjoint: Dominique Reynès  
Rédacteur en chef technique: Erik Anas  
Secrétaire général de la rédaction: Alain Fourment

Médecin: Thomas Forester

Directeur technique: Erik Pélissier; directeur délégué: Anne Chassagnon  
Conseiller de la rédaction: Alain Rolland; directeur des relations internationales: Daniel Verret

Conseil de surveillance: Alain Minc, président; Gérard Courton, vice-président  
Anciens directeurs: Hubert Bonne-Méry (1944-1949), Jacques Faure (1949-1982),  
André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourd (1991-1994)

*Le Monde* est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société: 100 ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social: 90 000 F. Actionnaires: Société civile « Les rédacteurs du Monde »,  
Association Hubert Bonne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Le Monde Investisseurs, Le Monde Investisseurs  
Le Monde Presse, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

### IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

#### Guerre civile larvée

LES CHEMINOTS se refusent à faire grève? Qu'à cela ne tienne, il est d'autres moyens pour paralyser le trafic ferroviaire. Tandis que les troupes de choc sont commises à l'attaque des gares et à l'occupation des dépôts, d'anonymes saboteurs sectionnent les rails ou coupent les commandes des aiguillages. Jusqu'ici, par miracle, aucun accident grave ne s'était produit. Mais cette nuit ce sont une vingtaine de morts et quarante blessés qui ont payé, près d'Arras, un premier tribut à la guerre civile larvée, dont les prodromes se dessinent chaque jour plus clairement.

Devant le renouvellement de ces violences qui soulèvent partout, y compris chez la plupart des grévistes, le dégoût et la colère, il faut bien admettre que ces actes ne sont pas, comme on voulait l'espérer, l'œuvre d'éléments iso-

lés, voire de provocateurs, mais qu'ils s'inscrivent dans le cadre d'un plan d'ensemble. Tout se passe comme s'il s'agissait d'une offensive concertée, qui tend à dévopper dans tout le pays une agitation de moins en moins contenue, et de plus en plus criminelle, au fur et à mesure que s'affirme l'échec de la grève soutenue.

Partout s'affirme la résistance de l'immense majorité des Français, peu soucieux de voir s'engager le pays dans une aventure sans issue. Ici des voyageurs font reculer leurs trains. Là des ouvriers s'organisent pour défendre la liberté du travail. Ailleurs on nous apprend que des cheminots en grève reprennent leur service pour manifester leur opposition aux méthodes des extrémistes. (4 décembre 1947.)

### *Le Monde* SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

*Le Monde* sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfiches de *Le Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

*Le Monde* sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 4 DÉCEMBRE 1997

**AUTOMOBILE** Présent en Grande-Bretagne depuis 1992, le premier constructeur automobile nippon cherchait une deuxième implantation en Europe. ● LES CANDI-

DATURES étaient initialement au nombre de 75, dont 27 de sites français. Après avoir écarté l'Irlande et la Pologne, le conseil d'administration a choisi la France. Reste à départa-

ger Longwy et Valenciennes. ● LIO-NEL JOSPIN et le président de Toyota, Hiroshi Okuda, annonceront officiellement ce choix mardi 9 décembre, à Paris. 2 000 emplois di-

rects seront créés. ● TOYOTA CITY, principal complexe industriel du groupe au Japon, servira de modèle à l'usine française. ● LES INVESTISSEMENTS étrangers en France sont

portés par le marché unique. L'année 1997 pourrait enregistrer un nouveau record : sur les huit premiers mois de 1997, ils ont augmenté de 5 %, à 73,5 milliards de francs.

# La France accueillera la deuxième usine européenne de Toyota

Déjà installé en Grande-Bretagne, le premier constructeur d'automobiles japonais va investir 5 milliards de francs dans l'Hexagone. En principe, deux sites restent en lice, Longwy et Valenciennes, mais ce dernier fait figure de favori

TOYOTA a choisi la France. Son conseil d'administration, réuni mardi 2 décembre, en a décidé ainsi. La Pologne et l'Irlande ont finalement été évincées. Déjà implanté en Grande-Bretagne à Burnaston (nord-ouest), Toyota construira sa seconde usine européenne dans l'Hexagone. Dès 2001, 3,5 milliards de francs auront été investis sur le nouveau site, et 1 000 personnes y produiront 100 000 voitures par an. En 2005, 1,5 milliard de francs d'investissement supplémentaires auront permis d'accroître les capacités de l'usine à 200 000 unités, et de faire travailler 2 000 salariés. D'autres emplois seront créés chez les équipementiers. « On ne connaît pas encore le chiffre. Mais si l'on regarde les ratios habituels, on peut penser que cela représentera au moins 4 000 postes supplémentaires », estime un proche du dossier.

Sur le site même où Toyota s'implantera, plusieurs équipementiers seront également présents. Ils y construiront des modules entiers qu'ils livreront dans l'usine en un temps extrêmement réduit. Sur le modèle de Toyota City, près de Nagoya au Japon. L'usine lorraine de Sarreguemines, où Mercedes produit depuis peu la Smart, a également adopté cette organisation. Selon ce schéma,

Toyota ne fera quasiment que l'assemblage de la voiture, l'embouteillage lui-même étant confié à la sous-traitance. Plusieurs équipementiers français ont été contactés, les contrats de sous-traitance sont prêts. « L'arrivée de Toyota en France va nous permettre de devenir l'un de ses fournisseurs », assure-t-on chez Saint-Gobain. Au

delà de l'industrie, c'est une petite voiture, concurrente de la Renault Twingo ou de la Ford Ka, qui sera produite en France. Son prototype, baptisé Futime, a été présenté au salon de Francfort en septembre. La version définitive sera dévoilée au Mondial de l'automobile de Paris, en octobre 1998. Conçue pour le marché eu-

ropeen, elle doit permettre à Toyota de faire son entrée sur un segment très prisé sur le Vieux Continent et dont il est absent. Le constructeur nippon veut vendre 600 000 voitures en Europe en l'an 2 000, contre 420 000 en 1996, et y

produire 65 % des véhicules commercialisés. Sa part de marché passerait ainsi de 2,6 % en 1996, à 5 %. A Burnaston, la production sera doublée, à 200 000 unités. La Corolla y sera bientôt produite en plus de la Carina. Mardi 9 décembre, Lionel Jospin, le premier ministre français, et Hiroshi Okuda, le président de Toyota, annonceront quel site en France, de Valenciennes ou de Longwy, a été choisi. Officiellement, la décision n'est toujours pas prise. Les deux sites disposent d'une forte culture automobile, la main d'œuvre y est qualifiée, et ces deux régions économiquement sinistrées offrent des subventions. « Ce n'est pas ce qui a convaincu Toyota », indique-t-on de source gouvernementale, « les subventions seront d'environ 300 millions de francs, ce qui n'est pas énorme ». Valenciennes semble bon favori : situé près de Bruxelles, où se trouve le siège européen de Toyota, le site bénéficie de la proximité du tunnel de la Manche. Or, les moteurs qui équiperont la future petite japonaise seront produits en Grande-Bretagne. Autre signe : lundi 1<sup>er</sup> décembre, une délégation de Toyota a rendu visite à un équipementier de Douai (Nord).

Après le choix de Mercedes de produire sa Smart en Lorraine, la décision de Toyota apparaît comme un nouveau succès pour la France. Un succès d'autant plus surprenant que les groupes japonais ont souvent fait les frais du protectionnisme français. Dans l'archipel nippon, on se souvient de l'obligation imposée, en 1982, aux magnétoscopes importés du Japon de transiter par Poitiers où ils étaient alors bloqués par une administration tatillonne. On se souvient aussi des déclarations tonitruantes d'Edith Cresson en 1991, alors premier ministre, qui comparait les Japonais à des « fourmis ». Sans parler des sorties régulières de Jacques Calvet, ex-président du directoire de PSA Peugeot-Citroën, qui trouvait l'accord nippo-européen sur les importations d'automobiles beaucoup trop laxiste. « Il n'a fallu les convaincre que la France serait ravie de les accueillir. Ça n'a pas été facile », confie un proche du dossier.

UN PAYS PRIORITAIRE Mais la France était, dès le départ, prioritaire pour Toyota, malgré ses coûts salariaux élevés, malgré la grève des routiers, malgré le projet de passage à la semaine de 35 heures. « Ils organiseront leur production en fonction de la loi à venir. Ça ne leur coûtera rien, contrairement aux entreprises qui vont devoir repenser leur organisation », estime un proche du dossier. Sur 75 sites envisagés en Europe, 27 étaient d'ailleurs dans l'Hexagone. Quel est donc le secret de la France ? C'est est un marché automobile très important, le deuxième en Europe avec 2,1 millions de voitures immatriculées en 1996, derrière l'Allemagne (3,5 millions). Et Toyota n'y a jamais percé : sa part de marché y est inférieure à 1 %.

En s'installant dans une région où le chômage est élevé, Toyota pense pouvoir améliorer sa situation : il s'assure le soutien des politiques, la reconnaissance des consommateurs et peut proclamer que Toyota est une voiture française. Une stratégie déjà menée avec succès aux États-Unis, où Toyota s'est notamment implanté dans le Kentucky. Aujourd'hui, la marque y représente plus de 8 % du marché et arrive en quatrième position derrière Chrysler. La France présente aussi l'avantage d'offrir un accès facile au marché allemand et aux pays d'Europe du sud où Toyota veut également accroître ses ventes. Encore faut-il espérer que les Français, qui trouvent souvent les voitures japonaises d'un bon rapport qualité-prix mais d'un aspect ennuyeux, changent d'avis.

Virginie Malingre

## COMMENTAIRE BIENHEUREUSE MONDIALISATION

La France a séduit Toyota. Ce succès - et il sera utilisé ainsi - constitue une cinquième réplique aux chefs d'entreprise français qui menacent, pour cause de 35 heures ou de fiscalité trop lourde, de délocaliser leurs usines.

Mais la victoire est ailleurs : dans la capacité de la France à attirer un investissement industriel étranger d'envergure sans se lancer dans une surenchère aux subventions ou à la pratique du dumping social. La France avait pourtant affaire à forte partie : la Grande-Bretagne (où Toyota possède déjà une usine), l'Irlande, l'Espagne ou la Pologne bénéficiaient d'un coût du travail plus compétitif.

L'Hexagone tire ainsi profit d'un phénomène souvent dénoncé pour le cortège de suppressions d'emplois qu'il déclenche dans les vieux pays industriels : la mondialisation. Celle-ci ne joue pas à sens unique. Si elle entraîne le transfert d'usines vers les pays à main-d'œuvre bon marché, elle est aussi synonyme d'implanta-

tion sur les marchés les plus convoités. C'est bien là l'enjeu pour Toyota. Fort peu présent en Europe, presque inexistant en France, le constructeur nippon a fait le pari qu'en s'implantant dans une région sinistrée par le chômage mais à la main-d'œuvre qualifiée, il attirerait les faveurs des consommateurs français. Et profitera de la situation centrale de la France, au cœur d'un continent unifié par l'euro.

Sacré révélation. Quand, au début des années 80, la Grande-Bretagne attirait les fabricants nippons d'automobiles, de téléviseurs ou de machines-outils, la France la traitait de cheval de Troie des japonais. En 1982, Michel Jobert, ministre du commerce extérieur du gouvernement Mauroy, arrêta les magnétoscopes nippons à Poitiers. Et, en juillet 1991 encore, Edith Cresson, premier ministre, affirmait que « les Français n'enviaient pas la vie de fourmis des Japonais ». On trouve, désormais, plus de vertu aux entreprises du pays du Soleil-Levant, qui ont créé plusieurs milliers d'emplois dans les régions françaises.

Claire Blandin

## Toyota City, ses dix usines, sa centaine de sous-traitants...

NAGOYA de notre envoyé spécial « Welcome to Toyota City ». Au-dessus de la voie rapide qui vient de Nagoya, cette enseigne marque l'entrée dans le fief du constructeur japonais. Depuis 1938, toute cette ville vit, pense, travaille et se repose au rythme de l'automobile. Au point que cette ancienne cité de la soie est allée jusqu'à changer d'identité, en 1959, abandonnant le nom de Noromoto pour celui de la marque nipponne. Depuis cette date, la population a décuplé, passant de 32 000 à 360 000 habitants. Ecoles, commerces et immeubles se sont multipliés autour du siège social, de la dizaine d'usines et des centaines de sous-traitants. Dans cette municipalité, l'une des plus riches du pays, 85 % des salariés exercent un métier dans le secteur automobile, comme dans une gigantesque ville-atelier.

Pour les visiteurs, le parcours débute par l'une des usines, celle d'assemblage, celle de Tsutsumi, qui emploie près de 6 000 salariés. Il s'achève par le musée, fier de ses neuf millions de visiteurs accueillis depuis sa fondation, en 1960.

De Tsutsumi sortent quotidiennement 2 100 véhicules aux marques Vista, Caldina ou Corona. Une musique d'ambiance, façon grands magasins, y est diffusée dans l'indifférence générale. Des jeunes portant casquette ou tee-shirt

trappés du siècle Toyota se concentrent sur les chaînes, où ils doivent poser rapidement câbles et équipement intérieurs. « Les salariés ont des uniformes, mais ils ne sont pas obligés de les porter, explique la guide aux groupes qui se succèdent dans l'usine. La seule contrainte est de ne pas porter d'objets métalliques : ni bague, ni montre, ni ceinture. »

LA MÉTHODE KANBAN Sur la chaîne, la moyenne d'âge est d'une vingtaine d'années, elle s'élève à trente-sept ans dans l'ensemble de l'usine. Comme dans toutes les autres usines du groupe, différents modèles sont assemblés au gré des commandes. Toute l'organisation repose sur le kanban, ou just in time. Selon cette méthode, les composants doivent être fabriqués en temps réel par les équipementiers. A l'usine Tsutsumi, chaque ouvrier est alimenté en pièces, selon les besoins du jour. La chaîne s'interrompt parfois, et une mélodie lancinante permet au contremaître de localiser le lieu de l'incident. Ce mercredi 26 novembre, le retard pris était de vingt-cinq minutes, qu'il fallait impérativement rattrapper.

Dans cette usine, à côté des sept mille robots cohabitent des commandes plus traditionnelles. Là où on imaginerait un système électronique pour arrêter une installation, une simple poignée au bout d'un câble suffit. Un système rus-

sé, mais mieux adapté à la tâche. L'un des principes d'efficacité repose aussi sur les suggestions des salariés. L'an dernier dans le groupe, 99 % des 737 000 propositions faites par le personnel ont été retenues, soit une moyenne individuelle de quatorze propositions. Si l'idée est très intéressante, la prime accordée peut atteindre 200 000 yens (10 000 francs). Les suggestions retenues vont du siège mobile, articulé par un bras télescopique, qui permet à un ouvrier de s'engouffrer assis dans l'habitacle d'un véhicule pour monter le tableau de bord et d'en ressortir aussi vite, aux simples plastiques protégeant la peinture des chocs dus aux déplacements.

Au musée, les visiteurs sont ensuite dirigés vers la Prius ou Toyota Hybrid System (THS), un modèle dit « révolutionnaire » fonctionnant à l'électricité et à l'essence. Le but est de réduire les émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. La Prius fonctionne à l'électricité en ville et passe à l'essence sur la route, ce qui lui permet de recharger ses batteries. Le lancement national de cette berline est prévu pour le 10 décembre. Destinée au grand public, la production initiale sera limitée à mille véhicules par mois. Si le test s'avère concluant auprès des japonais, l'expérience sera étendue hors des frontières, probablement en Europe.

Dominique Gallois

## Les investissements étrangers dans l'Hexagone sont portés par le marché unique

LA FRANCE reste-t-elle une terre d'accueil pour les investisseurs étrangers ? La décision de Toyota de s'y implanter semble le confirmer. Depuis plusieurs années, elle se classe au troisième rang mondial pour les investissements étrangers, derrière les États-Unis et la Grande-Bretagne, et à égalité avec la Chine. Pourtant, les mises en garde et les critiques ne cessent de se multiplier : la France commencerait à perdre de son pouvoir attractif, soulignent plusieurs enquêtes, comme celle de la Chambre américaine de commerce en France, ou celle menée conjointement par le SIPE Conseil et le cabinet d'audit Price Waterhouse.

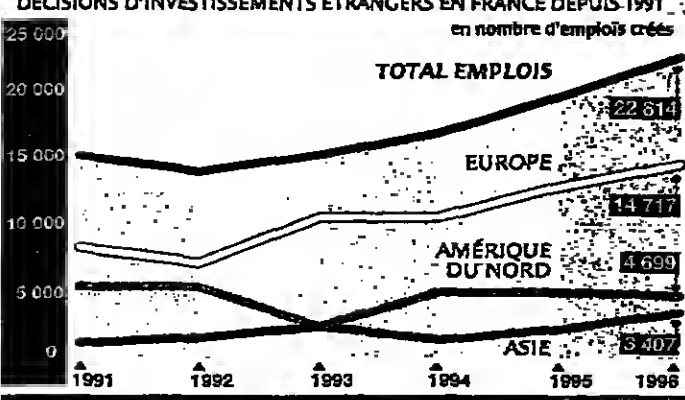
Pour l'instant, les chiffres ne viennent pas confirmer ces peurs. Selon la Banque de France, 73,5 milliards de francs ont été investis sur les huit premiers mois de l'année, soit 5 % de plus que sur la même période de 1996. Le record de 1995, qui avait été de 118 milliards de francs d'investissements étrangers, pourrait être atteint à nouveau cette année.

Dotée d'excellentes infrastructures, d'une main-d'œuvre qualifiée performante, de centres de re-

cherches de haut niveau, du deuxième marché européen de consommation, la France présente de nombreux avantages pour les groupes internationaux. Ces dernières années, un argument l'a emporté sur tous les autres chez les investisseurs étrangers : sa place tant géographique que politique dans le grand marché européen. Fer de lance de la construction européenne, plaque tournante de tous les échanges de la communauté, elle apparaît comme une des meilleures bases pour s'attaquer sans restriction au continent européen. L'engagement constant des gouvernements français successifs en faveur de l'euro a renforcé encore sa position, notamment face à la concurrence de la Grande-Bretagne. Alors que les Britanniques hésitent à s'engager dans l'aventure de la monnaie unique, la France offre des gages de stabilité monétaire, qui sont des éléments décisifs pour les investisseurs étrangers.

Si les groupes américains, très actifs en France ces dernières années, semblent un peu moins présents, les firmes japonaises et britanniques maintiennent un très haut niveau d'investissements. La Bank

of Scotland a décidé d'installer dans le centre de la France des services de traitement d'opérations bancaires, représentant 30 millions de francs d'investissement et 400 emplois créés. Les équipementiers automobiles japonais, Akebono et Ogura, vont investir chacun plus de 100 millions de francs dans le Nord pour créer de nouvelles usines.



déjà très élevé en France, le projet de loi sur les 35 heures pourrait l'interrompre ce mouvement, comme l'a expliqué, la semaine dernière, le coréen Daewoo ? Pour justifier l'abandon de la construction d'une usine de tubes en Lorraine, représentant 4 milliards de francs d'investissement, celui-ci a préféré mettre en avant la réduction du temps de travail plutôt que la crise asiatique. Le projet d'abaiss-

ement du temps de travail, mal expliqué et trop flou, gêne, cependant les étrangers. De nombreux groupes semblent avoir choisi d'attendre les dispositions légales avant de s'engager en France, selon des banquiers d'affaires.

INSTABILITÉ FISCALE Ils se montrent d'autant plus prudents que cette nouvelle réglementation vient s'ajouter à une instabilité fiscale qui compromet la rentabilité d'investissements à long terme. En trois ans, l'assiette, les taux, le calcul des amortissements, le régime de taxation des plus-values ont changé. L'augmentation de l'impôt sur les sociétés, porté provisoirement de 33,3 % à 41,6 %, a été mal comprise par les étrangers, alors que dans le même temps, les autres pays européens se sont engagés dans une politique volontaire de réduction d'impôt, voire de dumping fiscal. Aux Pays-Bas, par exemple, l'impôt effectif sur les sociétés peut, à travers différents aménagements, ne représenter que 8 % à 15 %.

Mais c'est la taxe professionnelle qui suscite le plus d'hostilité auprès des étrangers. Tous la jugent

lourde, incompréhensible, anti-productive. Selon l'enquête de la Chambre américaine de commerce en France, 78 % des groupes en font un des critères déterminants dans leurs décisions d'investissements. Taxant les investissements, l'emploi et la valeur ajoutée, elle conduit les groupes étrangers à faire les mêmes choix que les Français, en privilégiant des usines avec très peu de main-d'œuvre et très productives.

Jusqu'à présent, la France a pu garder ses disparités et ses lourdeurs fiscales sans flécher les implantations étrangères. L'instauration de la monnaie unique, qui va amener une transparence totale des coûts et des charges entre les différents pays européens, pourrait changer la situation. Alors que la circulation des biens sera sans limitation au sein de la communauté, les groupes étrangers accepteraient-ils de payer jusqu'à 4 fois plus pour rester en France ? Leur poids mérite examen : les filiales des groupes internationaux représentent 23 % du PIB de la France et 33 % de ses exportations.

Martine Orange



## Philippe Lagayette laisse la Caisse des dépôts en « état de marche »

Son successeur devrait être nommé lors du conseil des ministres du 10 décembre

Le directeur général de la Caisse des dépôts (CDD) n'a pas demandé le renouvellement de son mandat. Pendant cinq ans, et sous cinq ministres des

finances, il a tenté de résister à l'image de SAMU du système financier. La CDD a pourtant participé au sauvetage du Crédit foncier de France. Son

successeur devra mener à bien la réforme des Caisse d'épargne et la mortification en puissance de la Caisse dans la compagnie d'assurance-vie CNP.

PHILIPPE LAGAYETTE devait quitter la Rue de Lille le 3 décembre en fin de journée, cinq ans jour pour jour après la signature du décret le nommant directeur général de la Caisse des dépôts. La veille au soir, il a sacrifié au rite du pot d'adieu, juste troublé par une manifestation des salariés de la Caisse nationale de prévoyance (CNP), et fait le bilan de son action.

Son départ est un choix personnel. A cinquante-quatre ans, l'ancien directeur de cabinet de Jacques Delors de 1981 à 1984, qui fut ensuite sous-gouverneur de la Banque de France, n'a pas demandé le renouvellement de son mandat. Un « bail » supplémentaire de cinq ans l'aurait amené à cinquante-neuf ans, un âge, a-t-il jugé, où il est plus difficile de débiter une nouvelle carrière. Aujourd'hui, il veut donner « une nouvelle orientation à son activité professionnelle ».

La présidence de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) sera libérée fin janvier par Jacques de Larosière. Le poste le tente. Mais, si la France a l'intention de présenter un candidat, le nom de Philippe Maystadt, ancien ministre belge des finances, revient avec insistance.

Fin janvier également, le patron de Thomson, Marcel Roulet, partira à la retraite et une expérience dans l'industrie amènerait plutôt le polytechnicien qu'est M. Lagayette, qui fit partie du corps du génie maritime avant d'entrer à l'École nationale d'administration et d'en sortir dans l'inspection des finances. C'est d'ailleurs avec ce dernier passeport qu'il a pu accéder, en décembre 1992, à un des postes les plus convoités de la République, celui de directeur général de la

Caisse des dépôts. Que pense-t-il en 1992 en prenant possession de l'institution marquée par les dix ans de gestion flamboyante de Robert Lion ? Il est difficile d'imaginer tempéraments plus différents que ceux de M. Lion et de M. Lagayette. Avant le premier était impétueux, voire iconoclaste, autant le second se montre calme et prudent. Le passage de M. Lion a laissé un souvenir plus que mitigé, jalonné par le raid manqué sur la Société générale en 1988, des ambitions avor-

casser la puissance de la Caisse des dépôts pour qu'elle ne puisse pas à nouveau utiliser ses fonds propres pour des opérations politiques du type Société générale. Un projet de démantèlement de l'institution est pris de voir le jour. M. Lagayette n'aura de cesse de le combattre et finira par convaincre. « Même si des critiques persistent çà et là contre notre statut et le caractère hybride de notre vocation, la Caisse des dépôts n'est plus menacée d'une réforme traumatisante », rappelle-t-il.

concurrentielles. Et affiche une rentabilité sur fonds propres de 7,5 %. En cinq ans, rappelle M. Lagayette, la Caisse a versé en impôts et dividendes 10 milliards de francs à l'Etat.

### « SAMU DU SYSTÈME FINANCIER »

La Caisse refuse pour autant d'être « le SAMU du système financier », clame M. Lagayette. Il n'empêche qu'à son arrivée l'institution est déjà prise dans l'engrenage d'un certain nombre de dossiers « coûteux » comme Air France, le CEPME ou le Comptoir des entrepreneurs. Dernier épisode en date, l'affaire du Crédit foncier de France (CFF). On a beaucoup glosé sur la mise à contribution de la Caisse, envoyée acheter les actions du CFF pour le compte de l'Etat, en attendant un repreneur qui ne vient toujours pas. « Cette opération a été financée par les intérêts générés par les fonds d'épargne », affirme M. Lagayette, qui a habilement su résister à cinq ministres de tutelle successifs (Michel Sapin, Edmond Alphandéry, Alain Madelin, Jean Arthuis et Dominique Strauss-Kahn).

Si l'est admis que la Caisse des dépôts renforcera ses liens avec la Caisse nationale de prévoyance à la faveur d'une augmentation de capital imminente, M. Lagayette part sur un regret : le fait que la réforme des Caisse d'épargne n'ait pas avancé plus vite. Il laisse à son successeur, qui pourrait être nommé lors du conseil des ministres du 10 décembre, une maison en état de marche, mais qui doit clarifier son avenir dans l'Europe financière qu'il se dessine.

Babette Stern

### Missions d'intérêt général et rentabilité

Créée en 1816, la Caisse des dépôts et consignations a pour mission centrale de gérer les consignations judiciaires, les fonds de retraite et de prévoyance et les fonds déposés sur les livrets d'épargne exonérés d'impôt (Livret A, Livret d'épargne populaire, Codev). Ces dépôts d'épargne servent à financer des investissements d'intérêt général. La Caisse est un groupe public, décentralisé, spécialisé dans cinq domaines d'activités financières et de services qui relèvent soit de mandats publics, soit de logiques concurrentielles : activités de marchés de capitaux, de gestion de fonds et de banque de dépôts ; assurance-vie avec la Caisse nationale de prévoyance (CNP) ; aide au développement local, à la politique de la ville et de l'aménagement du territoire ; gestion de fonds d'épargne sur livrets et financement du logement social ; gestion sous mandat de régimes de retraite publics.

La Caisse des dépôts a enregistré, en 1996, un résultat net de 4 milliards de francs. Elle gère, au total, 2 828 milliards de francs d'actifs et emploie 26 170 personnes.

tées dans le tourisme, et un penchant à favoriser certains fournisseurs, comme sa femme, architecte, qui fut choisie pour réhabiliter le Théâtre des Champs-Élysées, propriété de la Caisse.

Pas de confusion des genres chez M. Lagayette. Il arrive dans une maison qui traverse une crise de confiance et doit immédiatement faire face à l'offensive d'Edouard Balladur. Le premier ministre veut

aujourd'hui. C'est une de ses victoires.

Tout comme le lancement du nouveau programme des PME, qui fait de la Caisse, avec un programme de 500 millions de francs par an, un des acteurs majeurs du financement du capital-développement en France. Le bilan est plutôt positif, l'institution a su se structurer pour dissocier ses activités d'intérêt général de ses activités

## Une instruction est ouverte sur les pertes du GAN

LE PARQUET de Paris a ouvert, dès le 23 mai, une information judiciaire contre X pour « présentation de bilans non sincères et diffusion de fausses informations aux marchés », au sujet des pertes enregistrées par l'UIC, filiale immobilière du GAN, évaluées à 28,3 milliards de francs entre 1992 et 1996. Cette procédure a été confiée au juge d'instruction parisien Edith Bolzette. Mardi 2 décembre, devant l'Assemblée nationale, la ministre de la Justice Elisabeth Guigou a confirmé que « la justice serait saisie dans les affaires Crédit lyonnais et GAN, qui lésent et les contribuables et les personnels de ces établissements ».

« La lutte contre la délinquance financière est prioritaire pour le gouvernement », a dit Mme Guigou, qui annonce qu'elle a « demandé au premier président et au procureur général près de la cour d'appel de Paris de [lui] faire des propositions sur les moyens en locaux, en matériel, en personnel, ainsi que sur la méthode de travail. S'agissant de questions qui ont des ramifications internationales, il faut pouvoir organiser autour des magistrats un travail d'équipe impliquant des spécialistes ».

### DÉPÊCHES

■ ERICSSON : le géant suédois des télécommunications pourrait supprimer quelque 10 000 emplois dans sa filiale Ericsson Telekom, spécialisée dans les centraux téléphoniques, selon un quotidien suédois.

■ ALCATEL : le groupe français a signé un contrat avec Telecom Egypt pour la fourniture de 100 000 lignes téléphoniques pour 250 millions de francs, dans le cadre d'un contrat global portant sur 800 000 lignes sur les cinq prochaines années.

■ MOTOROLA : le groupe américain d'électronique va investir 18 milliards de francs dans la construction d'une nouvelle usine de semi-conducteurs employant 2500 personnes dans l'Etat de Virginie, selon le Wall Street Journal.

■ GDF : le gouvernement va proposer « une mesure législative » pour établir « un schéma précisant les zones où Gaz de France aura obligation de desserte, en concertation avec les collectivités locales », a indiqué, le 1<sup>er</sup> décembre, le ministre de l'Industrie. Les communes non situées dans ces zones prioritaires pourront « faire appel à tout autre opérateur ».

■ UFIP : Philippe Trépaud, directeur international du raffinage et de la distribution à Elf, succédera, le 1<sup>er</sup> janvier 1998, à Bernard Calvet comme président de l'Union française des industries pétrolières. M. Calvet rejoindra le CNPF.

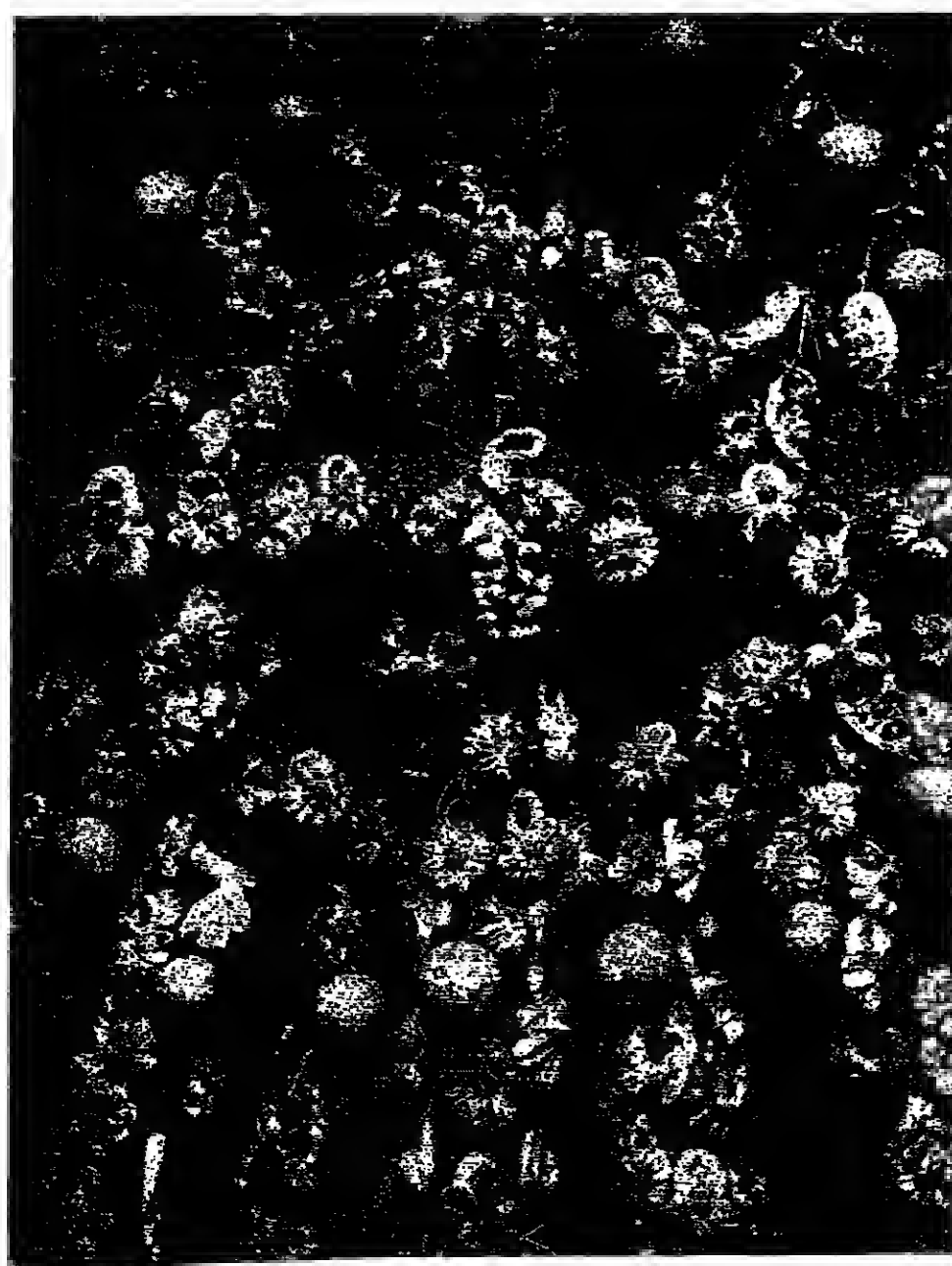
■ VOLKSWAGEN : le constructeur automobile allemand a annoncé, mardi 2 décembre, une réduction de 20 % des salaires dans son usine brésilienne de Sao Paulo, à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, pour six mois.

■ DANONE : le groupe français devient numéro un des produits laitiers frais en Afrique du Sud, en créant avec son partenaire local Clover une société commune dont Danone détient 55 %.

■ NESTLÉ : le groupe alimentaire suisse va investir 100 millions de dollars au Mexique, pour augmenter ses exportations vers les Etats-Unis et l'Amérique centrale, a annoncé, le 2 décembre, son président Peter Brabeck.

■ VERSACE : la maison de couture italienne sera absente, en janvier prochain, des défilés haute couture organisés à Paris.

■ NATWEST : la banque britannique a cédé les opérations sur actions en Grande-Bretagne et en Europe continentale de sa banque d'affaires NatWest Markets à la banque américaine Bankers Trust et ses activités sur produits dérivés sur actions en Asie et aux Etats-Unis à Deutsche Morgan Grenfell (DMG), filiale de Deutsche Bank.



SICILE  
UNE ÎLE BAIGNÉE DE LUMIÈRE.



Imaginez une Sicile encore secrète, soudain en pleine lumière. Imaginez une Sicile inattendue, enfin révélée. L'histoire, l'art, la mer, les trésors de sa culture, toutes ces merveilles si différentes de se livrer à votre découverte. Des idées, des instants, des détails, de tous côtés, sous tous les angles, en toutes saisons ; c'est toujours la Sicile : plus qu'une île, c'est tout un monde.



REGIONE SICILIANA  
CENTRO DI STUDI E COORDINAMENTO E TRASPORTO  
90141 Palermo - Via E. Notarbartolo, 9 - Tel. 091/6966094 - F. 091/6966120 Url <http://www.sicily.infocom.it> - E-mail [SicilyMaster@INFCOM.IT](mailto:SicilyMaster@INFCOM.IT)



## Les projets de rapprochement des chaînes publiques exacerbent le malaise social

France 3 était toujours en grève, mercredi 3 décembre, son personnel demandant la fin des disparités salariales avec France 2. L'absence de plan stratégique et la crainte de voir se diluer l'identité de chaque chaîne alimentent la crise

**PAS DE JOURNAUX** sur France 3 où la grève a été largement suivie. Pas la moindre image jusqu'à 15 h 58 sur France 2, dont la régie finale était paralysée par un noyau dur de grévistes. Le journal de 20 heures dut même laisser la place à une fiction, faute d'éclairagistes. Cette journée du 2 décembre sera à marquer d'une pierre noire à France Télévision, paralysée par deux mouvements sociaux simultanés mais non concertés.

Tandis qu'à France 3 le mouvement de grève, préparé de longue date, et qui se poursuivait mercredi

3 décembre, était destiné à durcir les revendications sur le temps de travail, les politiques salariales, et le plan stratégique de la chaîne, l'action sur France 2 a été le fait d'une centaine de personnes, principalement des techniciens et des personnels administratifs.

**REGROUPEMENT DE SERVICES** Bien que différentes dans leur forme, ces mobilisations expriment les inquiétudes liées au futur emménagement dans le nouveau siège de France Télévision: les 1 600 salariés de France 2 vont devoir partager les bureaux des

800 employés parisiens de France 3 au printemps prochain alors que les deux sociétés fonctionnent différemment, avec chacune sa propre grille des salaires, son système de primes et d'indemnités, sa classification des métiers.

Pour l'heure, les peurs se cristallisent surtout sur les disparités salariales: « Comment accepter que, pour un même métier et une charge de travail similaire, une personne soit cadre supérieur à France 2 et même pas cadre à France 3? », s'interroge une déléguée syndicale CFDT-France 2. Ces différences de statuts et de traite-

ments, qui pourraient créer une situation « explosive », sont examinées de près par la présidence de France Télévision à la demande du ministre de la Culture et de la Communication, Catherine Trautmann. Le directeur des ressources humaines de France 2 conduit une étude interne - dont les conclusions devraient être connues mi-décembre - afin de répertorier et classer les métiers. Loin de rassurer, cette démarche accentue l'angoisse des salariés de la chaîne, qui se « demandent à quelle source [ils vont] être rattachés ».

Mais les craintes portent aussi sur les projets de création de structures communes aux deux sociétés. La direction de France 2 tente d'obtenir l'accord des salariés sur le regroupement des services généraux, notamment dans les domaines du juridique, de l'international et des affaires culturelles. Des consultations, vaines pour l'instant, sont menées depuis novembre en ce sens.

**MANQUE DE TRANSPARENCE** Ce projet a déjà été rejeté à deux reprises par les délégués du personnel de France 2: « Ce n'est pas tant le principe du regroupement qui nous inquiète, car, comme dans n'importe quelle grande entreprise, on pourrait aussi envisager pour le service informatique ou l'achat de droits, que la disparition de notre identité propre de chaîne et le risque de suppression de postes », indique Jean-Jacques Cordival, de la CGC-France 2.

D'autre stigmatisent le manque de transparence des démarches entreprises: « Contrairement au président Bourges qui disait clairement que la loi était restée au milieu du gué en n'allant pas jusqu'au bout de la fusion des deux chaînes, Xavier Gougouy Beauchamps nous donne le

sentiment de ne pas jouer cartes sur tables, d'avoir un projet de regroupement qu'il se refuse à nous dévoiler », estime Evelyne Baudart, de la CFDT-France 2.

Dans l'entourage du président de France Télévision, on rejette violemment ces suspensions: « Le président n'a rien derrière la tête. L'idée est de faire en sorte que France Télévision se développe dans un contexte concurrentiel qui se durcit sans que cela se fasse au détriment d'une chaîne ou de l'autre », explique-t-on au siège. En ce qui concerne les écarts de salaires, « dont la perception s'est accentuée

fourchette est entre 281 500 et 253 500 francs. Mardi 2 décembre, la direction a notamment proposé un plan de rattrapage des salaires sur trois ans pour les journalistes et une augmentation de 600 francs de la prime d'intéressement pour l'ensemble du personnel.

Le double mouvement du 2 décembre corrobore l'analyse faite par le sénateur Jean Chuzel (UC, Allier), rapporteur de la commission finances au Sénat, sur les dysfonctionnements de France Télévision. Dans son rapport, il souligne notamment, au titre des incohérences, l'absence d'entité

### TROIS QUESTIONS À... JEAN CLUZEL

1 En tant que rapporteur du budget de l'audiovisuel au Sénat depuis 1978, pensez-vous, à l'instar de la direction de France 2, que la grève traduirait une simple « mauvaise humeur »?

Il est toujours difficile d'analyser une grève quand elle démarre. Il vaut mieux en connaître les causes qu'en discuter les effets. La valse des présidents et des directeurs généraux est la cause essentielle des difficultés du service public audiovisuel. Chaque nouveau président arrive avec son « plan », et c'est sur ses mots, et non sur les réalités, que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) le choisit. C'est le drame français: nous sommes un pays de mots et non de réalités. Je n'ai pas à avoir de contacts avec les représentants syndicaux, mais je comprends les personnes des chaînes qui entendent tous les trois ans leur nouveau patron leur proposer de nouveaux axes stratégiques.

2 Certains syndicalistes évoquent un « climat social effroyable » à France Télévision. Qu'en pensez-vous?

J'ai été pendant quarante ans chef d'entreprise privée et pendant vingt-cinq ans à la tête d'une société publique: je n'ai jamais vu dans le secteur privé de relations aussi mauvaises que dans le public. En disant cela, je sais que c'est très grave. En revanche, je ne sais pas si le climat à France Télévision est « effroyable », mais je peux dire qu'il n'est pas bon.

3 Les personnes ne craignent-elles pas surtout de faire les frais de la réorganisation de France Télévision, et notamment du siège commun?

Ce n'est pas le rapprochement des deux sociétés sur un même siège qui crée ces problèmes, qui existent depuis des années. Le siège commun est une sorte de deus ex machina, un révélateur. Sommes-nous encore à l'époque des canuts? Je comprends les inquiétudes des personnes qui voient la culture de leur métier remise en cause. Le problème,

c'est la révolution technologique. Notre audiovisuel public n'est pas à la hauteur, car il ne dispose pas des moyens financiers suffisants. Ce n'est pas la faute des directions publiques, de droite ou de gauche, qui n'ont pas apporté assez de modifications à la loi de 1989 et qui ont imposé deux variables: celle de l'ajustement budgétaire, et donc la quête de publicité qu'implique la lutte frontale avec TF1 ou M6, et celle des dépenses liées aux programmes.

L'autre problème, c'est l'international. Dans le secteur de l'image (cinéma et télévision), les États-Unis représentent 80 % et la France 2 %. Si nous avions plus conscience des réalités que des mots, nous nous attaquerions vraiment à l'international. Le marché français est trop étroit: comment dès lors, pouvoir admettre ce paradoxe d'un marché fabuleux et d'une incapacité aussi fabuleuse à nous faire une place au soleil?

Propos recueillis par Yves-Marie Labé

### Les dépités de la Trois

« Avec trois mecs, les gens de France 2 ont bloqué l'antenne alors que notre grève ne se voyait même pas »: mardi, les grévistes parisiens de France 3 avaient l'impression de s'être fait voler leur grève, au point que certains rêvaient d'aller « envahir » la régie finale, installée dans le 15<sup>e</sup> arrondissement.

Du coup, après l'Assemblée générale qui s'est réunie, en fin d'après-midi, au siège de la rédaction nationale de France 3, cours Albert-I<sup>er</sup>, les élus syndicaux ont demandé que l'émission « Tout le sport », prévue à 20 h 30, soit déprogrammée. Ils ont aussi obtenu de la direction - qui estimait le nombre de grévistes entre 50 % et 65 % selon les catégories de personnel et les régions - qu'elle diffuse des déroulants à l'écran pour informer les téléspectateurs de la grève.

avec l'érosion de l'audience de France 2 et la hausse de celle de France 3. Ils ne pourraient être résolus qu'à travers « une discussion avec les porteurs sociaux ».

C'est justement un des points de la négociation menée à France 3 pour tenter de mettre fin à la grève. Selon les calculs de la direction, les rémunérations annuelles des techniciens et personnels administratifs varient de 238 500 francs à France 2 à 214 800 francs à France 3; pour les journalistes (hors encadrement), la

juridique de France Télévision, l'inadéquation de ses structures de gestion et la nécessité d'adapter la convention nationale des personnels de l'audiovisuel « que la réunion de France 2 et France 3 sur un site commun va rendre plus évidente ». Au cabinet de M<sup>me</sup> Trautmann, on attend d'un jour à l'autre le rapport commandé à Jean-Louis Missika sur la redéfinition des missions de service public de l'audiovisuel.

Florence Amalou et Françoise Chiot

## « Nous sommes complètement masos »

AVENUE MONTAIGNE, au matin du mardi 2 décembre, au pied de l'ascenseur de France 2, Michel Charasse est tout sourire. Le sénateur socialiste du Puy-de-Dôme, privé de « Télématin » pour cause de grève, vient de croiser une dirigeante de FO-

### REPORTAGE

Dans les services, le désœuvrement momentané semble encourager les critiques à l'encontre des journaux télévisés de la chaîne

France 2, syndicat leader du conflit. « Vous avez bien choisi votre moment, lui a-t-il glissé. Aujourd'hui, au Sénat, nous discutons de la redondance. »

Dans les couloirs de la rédaction, rares sont les journalistes à afficher leur soutien aux techniciens en grève. Levée dès 3 heures du matin, Françoise Laborde, rédactrice en chef de « Télématin », fait contre mauvaise fortune bon cœur. Mais elle déplore ce conflit « embêtant pour « Télématin », qui gagne de l'audience. Elle ajoute que la grève tombe mal, car la chaîne avait annoncé « un nombre de publicités record pour le 2 décembre ».

Dans les services, le désœuvrement momentané semble encourager les critiques, voire l'autocritique, à l'encontre des journaux télévisés de la chaîne. Pour une rédactrice, « la nouvelle formule appartient déjà

au passé ». Entre une réforme mal comprise et une grève surprise, elle lâche, de dépit: « Nous sommes complètement masos ».

Au fil des heures, les tâches quotidiennes s'imposent à nouveau. Un chef de service cherche des volontaires pour aller, d'un coup d'hélicoptère, à Reims, brouder un reportage sur les conséquences de la première tempête de neige sur la France. Le sujet choisi pour faire l'ouverture du journal de 20 heures, qui n'a finalement pas pu être diffusé.

En fin d'après-midi, le comité éditorial, réunissant la hiérarchie de la rédaction et les présentateurs des journaux télévisés, a été, selon des témoins, le théâtre d'une « grosse sortie de Daniel Billaud ». Faisant face à Albert du Roy, directeur général adjoint de France 2 chargé de la rédaction, le présentateur du « 20 heures » se serait dit « excédé d'être critiqué dans la presse par des membres de la rédaction de la chaîne qui préfèrent rester anonymes ». « Si cela continue, a-t-il ajouté, je ne serai plus solide » de France 2.

Apparemment pris de court par cette vigoureuse intervention et, selon un journaliste, « un peu déçu par les événements », le patron de la rédaction aurait rappelé qu'« il ne sera rien changé à la nouvelle formule ». Une déclaration en contradiction avec la réalité de l'antenne. « Personne n'y comprend plus rien, soupire un rédacteur. On ne sait plus s'il y a encore une nouvelle formule ou s'il n'y en a plus. »

Guy Duthell

**COMMENT** empêcher Sophie Bachmann, cheffeuse à l'Institut national de l'audiovisuel (INA), de lire les sous-basements de l'audiovisuel public à la lumière des événements qui ont conduit, en 1974, à l'écroulement de l'ORTF? Les difficultés actuelles de France 2 et France 3 (pour ne pas parler



BIBLIOGRAPHIE

de la SFP) résonnent encore de tumultes de ces années-là, une période de bouleversements que l'historienne déconstruit dans son ouvrage paru récemment, *L'Éclatement de l'ORTF*. Par exemple, les écarts de rémunération entre les chaînes n'apparaissent-ils pas comme des effets des reculs de la loi du 7 août 1974, qui introduisit notamment une différenciation des systèmes salariaux entre les sociétés?

Bon nombre des questions d'aujourd'hui ramènent à cette loi. Pour marquer de son empreinte

libérale son accession au pouvoir, Valéry Giscard d'Estaing avait fait voter au pas de charge un texte qui, sans aller jusqu'à la privatisation totale de la télévision française, faisait écarter tous les carcans - les garde-fous - de la centralisation. Sans le décès de Georges Pompidou, la crise de l'ORTF aurait sans doute été résolue à la manière du rapport Marceau Long, qui préconisait certes une profonde déconcentration des différentes unités de l'Office, mais avec le maintien d'une structure centrale.

Après avoir plaidé mollement pour une structure légère de coordination, Jacques Chirac, alors premier ministre, s'était rapidement rangé à l'avis du président. Selon Sophie Bachmann, tout - c'est-à-dire la fin de l'ORTF et l'instauration d'un régime de concurrence - s'est réglé en un après-midi à l'Élysée. L'objectif était de supprimer les « gaspillages », les « dysfonctionnements » et les « grèves à répétition » de ce « mammoth » de 16 000 agents. À l'époque, on avait renoncé à ériger une tour de télévision de trente-

huit étages dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, un programme d'investissement immobilier jugé « quelque peu aventureux » par la Commission de vérification des comptes des entreprises publiques. Aujourd'hui, c'est pour réduire des dysfonctionnements que l'on rassemble tout le monde sur un seul site; et c'est pour mieux conduire une stratégie globale que l'on veut faire de France Télévision une entité juridique unique.

Le projet de loi que prépare Catherine Trautmann reprendra-t-il l'idée de la création d'une holding coiffant les différentes sociétés de l'audiovisuel public? Elle était dans le texte de Philippe Douste-Blazy dont la discussion a été interrompue au Parlement au printemps. Sophie Bachmann en fait le cruel rappel: cette proposition figurait aussi dans le rapport Paye, en 1972.

J.-J. B.

\* L'Éclatement de l'ORTF, de Sophie Bachmann, Éditions L'Harmattan, 250 p., 140 F.

## Le lancement d'Astra 1G renforce la position de l'opérateur satellitaire SES en Europe

LA FIN d'une époque. Avec le lancement d'Astra 1G, mercredi 3 décembre, depuis Balkonour (Kazakhstan) par une fusée russe (Znava), la Société européenne de satellites (SES), opérateur d'Astra, se termine avec sa première gé-

nération d'engins. Astra 1G vient compléter la flotte de six satellites déjà cositionnés à 19,2 degrés est. Astra 1G ne transportera « pas de nouveaux clients ni n'ouvrira de nouveaux marchés », explique Romain Bausch, directeur général

de la SES. Canal Plus est le plus gros locataire d'Astra 1G, avec deux répéteurs pour sa filiale espagnole Canal Satellite Digital et deux autres pour Canal Plus Pays-Bas. Outre l'opérateur français, Beta Technik, lié au groupe Kirch, a réservé des capacités satellitaires pour diffuser le bouquet numérique constitué autour de la chaîne Première. Astra 1G diffusera aussi les programmes des chaînes publiques allemandes (ARD et ZDF), autrichiennes, et suisses allemandes.

Arrivé au bout des fréquences disponibles sur sa position orbitale historique, la SES va développer une nouvelle famille de satellites sur 28,2 degrés est. Astra 2A, premier engin de la deuxième génération, est prévu pour le printemps 1998. « Il sera destiné en majorité au marché britannique », assure Romain Bausch. BSKy8, contrôlé par Rupert Murdoch, aurait déjà réservé quatorze répéteurs.

La mise sur orbite d'Astra 2A devrait permettre à la SES de régionaliser ses deux positions orbitales. Selon le directeur général de la SES, « la position 19,2 degrés restera dévolue aux opérateurs actuels centrés sur l'Europe occidentale, auxquels s'ajoutera la Pologne; 28,2 degrés sera une position réservée aux Britanniques, à la Scandinavie et à l'Europe centrale ».

### YAJA DE L'ESPACE

Astra devrait ainsi renforcer, face au consortium européen Eutelsat, sa place d'opérateur satellitaire leader sur le marché européen de la télévision numérique payante. L'opérateur de la compétition commerciale entre Astra et Eutelsat a suscité un partage des territoires. Astra s'est imposé sur les marchés britanniques, allemands, scandinaves et, à un degré moindre, en Espagne. Eutelsat, en revanche, prime en

Italie avec la diffusion de tous les opérateurs locaux: Telepiù, RAI et Mediaset. La France fait exception à ce Yalta du satellite. Les deux opérateurs y sont en compétition ouverte. Astra diffuse Canal Plus et CanalSatellite numérique, Eutelsat AB Sat et TPS.

L'an dernier, la SES a dégagé un chiffre d'affaires de 15 milliards de francs luxembourgeois (environ 2,5 milliards de francs), contre 10,3 milliards de francs luxembourgeois en 1995. Selon Romain Bausch, « le chiffre d'affaires d'Astra en 1997 sera en progression très sensible ».

G. D.

■ Une fusée européenne Ariane-4, lancée mardi 2 décembre de Kourou, a placé sur orbite deux satellites, dont JCSAT-5, un satellite de télécommunications de 2 982 kilos appartenant à la société Japan Satellite System.

### DÉPÊCHES

■ PRESSE: L'Almanach Actuel reparait. Tiré à 200 000 exemplaires et vendu 50 francs, l'Almanach 2001 d'Actuel comprend 350 pages, conçues et rédigées à la fois par des journalistes d'Actuel comme Léon Mercadet, Michel Antoine Burnier, Patrick Rambaud (récemment couronné par le prix Goncourt pour *La Bataille*), et par des rédacteurs de *Nova Magazine*, nouveau titre créé par Jean-François Bizot. Journal de contre-culture qui exista de 1969 à 1975 et qui fut à la fois le guide d'une génération et le miroir d'une époque, Actuel fut republié ensuite sous forme de magazine de 1979 à 1995.

■ TÉLÉVISION: Eurosport, chaîne sportive pan-européenne diffusée par câble et satellite, a lancé une version en roumain. Annoncé, mardi 2 décembre, ce service en roumain est déjà reçu par 800 000 foyers. Eurosport, relayée sur quarante-six pays, est proposée en quinze langues auprès de 76,2 millions de foyers.

### TABEAU GÉNÉRAL DES PROFESSIONNELS DE L'UNION EUROPÉENNE

Organisme international autonome et indépendant, réservé aux professionnels européens, y compris ceux qui ne sont pas inscrits aux Ordres professionnels nationaux, Licenciés ou Diplômés en Europe ou dans des pays extra-européens. Pour connaître et faire valoir ses propres droits de citoyen et de professionnel européen. Expédition de dossiers en vue de faciliter la libre circulation des professionnels ainsi que pour l'homologation de diplômes universitaires européens et extra-européens dans tout le territoire communautaire. L'appartenance au Tableau sera certifiée par une ATTESTATION DE INSCRIPTION et une CARTE D'IDENTIFICATION PROFESSIONNELLE, en plus de garantir toute l'assistance nécessaire pour l'exercice de la profession. REGISTRE GÉNÉRAL DES PROFESSIONNELS DE LA UNION EUROPÉENNE C. Casse de Madrid 1, 2 - 1 28008 Madrid ESPAÑA TEL. 00 34 1 366 58 18 - FAX. 00 34 1 365 82 82



■ LA BOURSE de Tokyo a baissé, mercredi 3 décembre, affectée par la faiblesse des secteurs haute technologie et finance. Le Nikkei a abandonné 1,92 %, à 16 585,51 points.

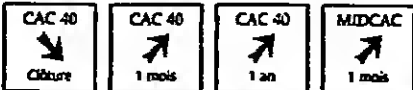
■ L'OR a ouvert en hausse, mercredi 3 décembre, sur le marché de Hong Kong. L'once de métal fin s'échangeait à 293,65-293,95 dollars, contre 292,50-293 dollars la veille en clôture.

■ LE PÉTROLE brut de référence light sweet crude a gagné 10 cents à 18,76 dollars, mardi, à New York, après avoir cédé plus de 1 dollar au cours des deux précédentes séances.

■ L'ENCOUS DES SICAV françaises, toutes catégories confondues, a progressé de 1,16 % en novembre, à 1 560 milliards de francs, selon les statistiques de Fininfo.

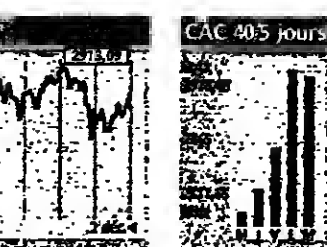
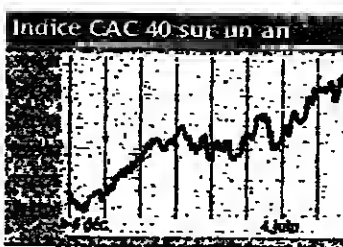
■ SUR LE MATIF, avec un total de 3,89 millions de contrats échangés en novembre, l'activité a régressé de 49,4 % par rapport au mois précédent (7,69 millions), selon Matif SA.

LES PLACES BOURSILIÈRES



Baisse dans le calme à Paris

A L'IMAGE des autres places européennes, la Bourse de Paris faisait l'objet, mercredi 3 décembre, de prises de bénéfices dans un marché très calme. En baisse de 0,25 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une baisse plus tard une perte de 0,40 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises abandonnaient en moyenne 0,34 % à 2 903,15 points. Le montant des échanges sur le marché à règlement mensuel s'élève à 2,7 milliards de francs, dont 1,7 milliard de francs sur les 40 valeurs de l'indice CAC.



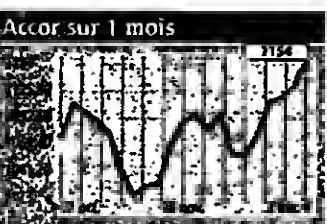
difficile d'affirmer que l'économie américaine était menacée par la déflation même si le prix des marchandises baissait dans le monde. Ces déclarations excluent, selon

les milieux financiers, un resserrement des conditions de crédit aux Etats-Unis, mardi 16 décembre, lors de la réunion du comité monétaire de la Fed.

Accor, valeur du jour

LE TITRE Accor a encore nettement progressé, mardi 2 décembre, à la Bourse de Paris en gagnant 2,30 %, à 1154 francs. L'investisseur américain Asher Edelman ainsi que la société Edelman Companies ont démenti, mardi, dans un communiqué, des rumeurs portant sur leur intention d'acquiescer la société française Accor par voie d'une OPA (Le Monde du 2 décembre). Asher Edelman et Edelman Companies expliquent qu'ils « ne détiennent par ailleurs aucune participation, et n'ont

jamais dénué une participation dans la société Accor », et que cette mise au point était nécessaire en raison de l'étendue des rumeurs.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 09/12	Var. %	Var. %
CS Signaux & Systèmes	187,50	+5,89	+20,17
Dassault Systèmes	178	+5,01	+48,26
Valeurs	379,50	+4,59	+38,10
Dassault Aviation	1265	+3,51	+2,30
NRJ	665	+3,32	+31,45
Cap Gemini	516	+2,99	+105,45
Worms & Cie	448	+2,58	+40,44
Thales	119	+2,50	+17,18
Grasse André S.A.	600	+1,56	+50,7
Lapeyre	355	+0,75	+19,12

BAISSES, 12h30	Cours au 09/12	Var. %	Var. %
SPIM	1000	-4,26	-2,91
Suez	1648	-3,17	-4,47
Moulinex	139,10	-3,06	+23,17
Eurochem	6,48	-2,3	-5,83
Bouygues C&I	257	-2,28	+9,23
Usinor	54,10	-2,26	+24,65
Ugine	357	-2,32	+24,31
Imvicta (L)	36	-2,25	+0,58
Alcatel Alsthom	799	-2,34	+77,30
Indogalmar Enter.	661	-2,33	+30,50

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	09/12	10/12	Var. %
BF Aquitaine	17708,48	17708,48	0
Alcatel Alsthom	25129	17584,41	+14,44
Axa	38784	16847,48	+22,88
Paribas	22917	10026,10	+12,88
Carrefour	2027	847,688	+23,88
Rhône-Poulenc A	30426	8142,57	+37,30
Total	12231	8013,15	+52,30
France Telecom	31218	9502,09	+32,30
Société Générale	7877	6397,42	+23,30
Sauvignac	7610	6297,97	+20,30

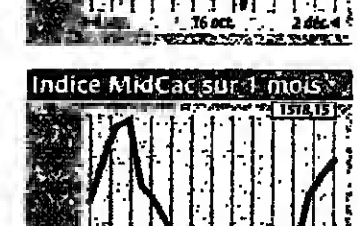
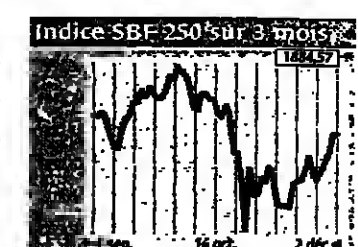
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 09/12	Var. %	Var. %
Sopage/Parc/Nom	225	+26,40	—
Synchrone	253,60	+14,26	-21,71
Novel	117,50	+14,81	—
Duc	280	+4,13	—
Leont Bruchet CB	419	+5,01	—

BAISSES, 12h30	Cours au 09/12	Var. %	Var. %
Selver	119	-2,28	+22,45
Placard	55	-2,57	-29
INS/Fin/Met/Serv	67	-2,59	-21,2
SGA Couter	230,70	-2,48	-0,94
CEDEXIM	68	-2,97	+43,38

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	09/12	09/12	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1987,32	1988,19	-0,04
Ind. gén. SBF 250	1844,57	1844,77	+0,02
Ind. Second Marché	1743,86	1743,29	+0,67
Ind. MidCAC	1515,15	1515,37	+0,32



Repli dans le calme à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé en nette baisse, mercredi 3 décembre, entraînée par la faiblesse des secteurs de la haute technologie et de la finance. La séance a été calme, bon nombre d'investisseurs ayant préféré s'abstenir dans l'attente de la statistique du produit intérieur brut (PIB) nippon. L'indice Nikkei a fini en baisse de 324,78 points, à 16 585,51 points, tout près d'un plus bas du jour de 16 582,62 points.

man, analyste technique chez AG Edwards, a indiqué que le marché semblait déjà bénéficier de la reprise traditionnelle de fin d'année.

Londres a de nouveau terminé en nette hausse, en gagnant 1,13 %, à 4 977,6 points. Francfort a gagné 0,12 % en séance officielle, mais a perdu 0,72 % à l'issue des transactions électroniques.

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

	09/12	10/12	Var. %
Alcoa	66,12	67,06	+1,42
Allied Signal	39	39	0
American Express	82,93	82,68	-0,25
AT & T	56,25	57	+0,75
Boeing Co	54	53,93	-0,13
Caterpillar Inc.	50,93	49,18	-3,44
Chevron Corp.	75,50	75,82	+0,42
Coca-Cola Co	65,87	64,56	-1,94
Dynegy Corp.	96,56	97,68	+1,12
Du Pont Nemours & Co	62,12	61,50	-1,00
Eastman Kodak Co	61	61,43	+0,70
Exxon Corp.	61,25	61,75	+0,82
Gen. Electric Co	72,58	72,58	0
Johnson & Johnson	64,50	64,58	+0,12
Goodyear T & Rubber	65,56	62,75	-4,29
Hewlett-Packard	61,68	62,75	+1,74
IBM	110,87	112,56	+1,52
Intl Paper	49,18	48,18	-2,03
Philips Corp.	62	61,81	-0,31
Gen. Disc. Corp.	72,58	72,58	0
JP Morgan Corp.	120,50	120,75	+0,21
Johnson & Johnson	64,50	64,58	+0,12
McDonald's Corp.	46,68	46,87	+0,41
Merck & Co Inc.	95,25	95,31	+0,06
Minnesota Mining & Mfg	98,31	98,62	+0,31
Philip Morris	44,31	44,25	-0,13
Procter & Gamble Co	75,08	75,73	+0,86
Sears Roebuck & Co	47,81	48,50	+1,44
Travelers	54,87	54	-0,25
Union Carb.	45,68	45,35	-0,72
Intl Technol.	78	71,50	-8,33
Wal-Mart Stores	40,75	40,81	+0,15

LONDRES Sélections de valeurs du FT 100

	09/12	10/12	Var. %
Allianz Holding N	429	427	-0,47
Alstom	14,64	14,37	-1,84
Bayer AG	86,65	86,56	-0,10
Bayer & Weichelt	79	78,28	-0,91
Bayern Vereinsbank	106,20	109,18	+2,90
BMW	1392	1397	+0,36
Commerzbank	61,20	60,90	-0,49
Continental AG	129	127,70	-1,01
Grünert AG	42,70	42,48	-0,52
Deutsche Bank AG	115	114,98	-0,18
Deutsche Telekom	36,60	36,86	+0,74
Drägerwerk AG	70,15	70,62	+0,67
Hertel Zw	109,70	111,30	+1,46
Knorr-Brosch AG	65,20	65,63	+0,66
Kutsch AG	6,60	6,59	-0,15
Linde AG	1690	1722	+1,90
Mann AG	534,20	539	+0,90
Mannesmann AG	645,50	641	-0,62
Metro	85,40	82,96	-2,86
Neue Rhein AG	10,00	10,00	0,00
Postbank AG	538,50	535	-0,56
RWE AG	90,60	90,70	+0,11
Sap Zw	571	560	-1,93
Schering AG	175,20	179	+2,23
Siemens AG	109,35	106,88	-2,24
Siemens AG	41,80	42,94	+2,73
V&A	107,30	107,30	0,00
Volkswagen Zw	816	799	-2,08



مركزاً من راحل

# RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 3 DÉCEMBRE  
Liquidation : 23 décembre  
Taux de report : 3,88  
Cours relevés à 12h30

## VALEURS FRANÇAISES

	Cours	Précéd.	Derniers	Diff.
ALP (T.P.)	960	960		
CLYONNAIS (T.P.)	930	910		-20
BOUYGUE (T.P.)	1805	1800		-5
Rhone-Poulenc (T.P.)	2251	2278		+27
Saint Gobain (T.P.)	1279	1280		+1
Thomson SA (T.P.)	915	915		
CCF	1154	1140		-14
ACF-Ass.Gen.France	334,70	332,70		-2
Air Liquide	943	950		+7
Akzo	756	759		+3
Alcatel	779	780		+1
Alstom	432,60	435,60		+3
Am. Ind.	810	807		-3
Banque Paribas	905	902		-3
Bazot	545	556		+11
Bertrand	395,10	394		-1
BIC	420	428,80		+8,80
BIS	290	290		
B.N.P.	290,80	290		-8
Bouygues	795	795		
Bouygues Off.	2525	2579		+54
Bull	628	625		-3
Canal	1033	1039		+6
Cap Gemini	501	516		+15
Carbone Lorrain	1625	1626		+1
Carrefour	3276	3225		-51
Cash	329,90	330,60		+0,70
Cash & Co	257	255,20		-1,80
Cash & Co	714	730		+16
Cash & Co	161	163		+2
Cash & Co	619	615		-4
Cash & Co	32,75	32,05		-0,70
Cash & Co	772	772		
Cash & Co	1619	1620		+1
Cash & Co	344,50	342		-2,50
Cash & Co	670	666		-4
Cash & Co	632	646		+14
Cash & Co	237,50	239,50		+2
Cash & Co	878	875		-3
Cash & Co	485	462,50		-22,50
Cash & Co	446,40	447		+0,60
Cash & Co	296	295		-1
Cash & Co	878	875		-3
Cash & Co	12,95	12,80		-0,15
Cash & Co	2869	2862		-7

CPR	499	494,80		-4,20
Credit Fonc. France	72,90	72,10		-0,80
Credit Lyonnais	276	280,20		+4,20
Credit Nat. Paris	340,70	340,70		
CS Signaux (CSE)	177	187,30		+10,30
Danone	3999	3600		-399
Dassault	970	978		+8
Dassault Aviation	1223	1266		+43
Dassault Electron	584	593		+9
Dassault Systems	168,50	178		+9,50
De Dietrich	273	275		+2
Develux	697	695		-2
Dev. ALP-P. Cal. L.	45,55	45,50		-0,05
Dixie	644	647		+3
DMC (Dollars M)	100,70	101		+0,30
Dynacore	135	135		
Eau (Gle des)	792	795		+3
Elifage	249,50	245,50		-4
Elifage	664	666		+2
Elifage	235	235		
Elifage	993	940		-53
Elifage	1670	1671		+1
Elifage	1579	1579		
Elifage	469,50	475		+5,50
Elifage	2348	2311		-37
Elifage	7,60	7,55		-0,05
Elifage	1128	1141		+13
Elifage	6,65	6,45		-0,20
Elifage	459,80	455		-4,80
Elifage	106,30	106,30		
Elifage	357	358		+1
Elifage	317	316,50		-0,50
Elifage	4580	4570		-10
Elifage	2695	2695		
Elifage	133,20	132,10		-1,10
Elifage	473	471		-2
Elifage	398,80	392		-6,80
Elifage	2480	2478		-2
Elifage	669	660		-9
Elifage	323	320		-3
Elifage	385	380		-5
Elifage	386	380,20		-5,80
Elifage	122	120,50		-1,50
Elifage	796	796		
Elifage	1842	1847		+5
Elifage	1168	1175		+7
Elifage	405,70	405		-0,70
Elifage	741	736		-5
Elifage	742	739		-3
Elifage	349	346		-3
Elifage	880	861		-19
Elifage	1124,00	1123		-1
Elifage	1235	1232		-3
Elifage	665	666		+1
Elifage	342	342		
Elifage	770	775		+5
Elifage	1491	1491		
Elifage	396	387		-9
Elifage	176,10	176,50		+0,40
Elifage	345,50	355		+9,50
Elifage	1194	1194		
Elifage	790	792		+2

Legris Indust.	208,50	212		+3,50
Legris Indust.	758	758		
Legris Indust.	2550	2550		
Legris Indust.	1080	1075		-5
Legris Indust.	665	664		-1
Legris Indust.	61,20	61,20		
Legris Indust.	14,35	14,35		
Legris Indust.	328,50	324,90		-3,60
Legris Indust.	143,50	139,10		-4,40
Legris Indust.	113	113		
Legris Indust.	238	235		-3
Legris Indust.	67	67		
Legris Indust.	440	438,50		-1,50
Legris Indust.	1160	1162		+2
Legris Indust.	235,80	235		-0,80
Legris Indust.	207,70	214		+6,30
Legris Indust.	690	691		+1
Legris Indust.	3110	3110		
Legris Indust.	668	672		+4
Legris Indust.	205	205		
Legris Indust.	2265	2268		+3
Legris Indust.	491,30	491,30		
Legris Indust.	94,80	94,80		
Legris Indust.	172,60	172,60		
Legris Indust.	1800	1789		-11
Legris Indust.	1609	1605		-4
Legris Indust.	26,50	26,50		
Legris Indust.	5140	5170		+30
Legris Indust.	194,70	194,80		+0,10
Legris Indust.	260	260		
Legris Indust.	628	628		
Legris Indust.	514	514		
Legris Indust.	441	448		+7
Legris Indust.	790	792		+2
Legris Indust.	1609	1605		-4
Legris Indust.	332	337		+5
Legris Indust.	265	269,80		+4,80
Legris Indust.	605	605		
Legris Indust.	330	325,50		-4,50
Legris Indust.	209	207,50		-1,50
Legris Indust.	66,80	66,70		-0,10
Legris Indust.	1050	1050		
Legris Indust.	146	142,50		-2,50
Legris Indust.	332,30	330		-2,30
Legris Indust.	776	780		+4
Legris Indust.	425	422		-3
Legris Indust.	11,20	11,20		
Legris Indust.	111	111		
Legris Indust.	778	778		
Legris Indust.	3230	3230		
Legris Indust.	187	183,50		-3,50
Legris Indust.	238,50	234		-4,50
Legris Indust.	348,60	350		+1,40
Legris Indust.	349	349		
Legris Indust.	657	649		-8
Legris Indust.	400	400		
Legris Indust.	640	604		-36
Legris Indust.	169,50	169		-0,50
Legris Indust.	618	618		
Legris Indust.	203	203		
Legris Indust.	570	567		-3

30	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----



## AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 4 DÉCEMBRE 1997

**SCIENCES** Un chercheur italien, le professeur Emmanuel Anati, propose une nouvelle lecture de l'art rupestre. ● DANS UN OUVRAGE publié aux éditions Larousse, il sou-

tient que les grottes ornées sont le support d'une véritable écriture que l'on pourra déchiffrer et qui se retrouve pratiquement sur l'ensemble des continents. ● L'AUTEUR n'est

pas un inconnu des milieux scientifiques. Préhistorien chevronné, il a exploré un nombre de sites considérable. Il conduit, pour l'Unesco, le projet WARA (World Archives of

Rock Art), une synthèse des arts préhistoriques à l'échelle mondiale. ● SA THÈSE, séduisante, consiste à proposer « une structure grammaticale » pour les peintures et les gra-

vures rupestres. Elle est cependant contestée par des préhistoriens, comme Jean Clottes et Denis Vialou. Pour eux, le chercheur italien pêche par optimisme.

# Un préhistorien italien donne une nouvelle signification de l'art rupestre

Pour Emmanuel Anati, les grottes ornées seraient le support d'une véritable écriture, une association signe-image qui se répète sur tous les continents. Cette thèse séduisante est contestée par quelques-uns de ses collègues

LE 24 NOVEMBRE, dans la salle de projection du Musée de l'Homme, le professeur Emmanuel Anati donnait une conférence appuyée par une série de diapositives sur la signification de l'art rupestre. Il prolongeait ainsi, pour un public attentif, la thèse contenue dans le gros livre illustré qu'il vient de publier en France : *L'Art rupestre dans le monde, l'imaginaire de la préhistoire* (Larousse éd.). Cette thèse risque de faire un certain bruit. « L'art rupestre bouleverse l'histoire mondiale. Celle-ci a 40 000 ans au lieu de 4 000 ans, car l'art rupestre est écriture avant l'écriture », annonce Emmanuel Anati, qui précise : « On arrivera à déchiffrer cette écriture universelle très simple. »

Le professeur Anati n'est pas un inconnu des milieux scientifiques. Titulaire de la chaire de paléontologie de l'université de Lecce (Italie), il est un spécialiste de l'art rupestre. Il se veut l'héritier de deux illustres préhistoriens français : l'abbé Breuil et André Leroi-Gourhan. Son terrain de chasse se situe dans les Alpes, versant italien, où il dirige un Centre d'études préhistoriques : le Val Camonica, moins connu que les sites franco-cantabriques, mais où 300 000 figures ont été dénombrées. Il dirige de nombreuses missions hors de

l'Italie, notamment dans le Sinaï et le désert du Néguev, où il découvre le site de Har Karkom. Directeur du périodique *The World Journal of Prehistoric and Primitive Art*, auteur d'innombrables articles, il a publié 75 ouvrages, dont une bonne dizaine ont été traduits en français.

En 1983, l'Unesco lui demande de faire un état planétaire des arts préhistoriques. Emmanuel Anati se retrouve donc coordinateur mondial du projet WARA (World Archi-

ves of Rock Art). Il n'est pas effrayé par l'ampleur de la tâche et, après une deuxième mission en 1994, entreprend de faire une synthèse mondiale de ces peintures. « C'est la première vision d'ensemble de cet art », déclare-t-il fièrement. L'ensemble des relevés effectués par des équipes de chercheurs, sur tous les continents, est archivé à Val Camonica. Là, le professeur italien veut leur donner un sens nouveau.

Sa théorie, dit-il, s'inscrit dans le

fil de celles de ses deux maîtres, qui avaient créé une philosophie de la lecture des fresques pariétales. « Il faut seulement les dépasser », Breuil « avait une vision réaliste de ces images. Il y voyait des rites magiques liés à la chasse. C'est un peu simpliste, mais il faut toujours avoir en tête ces idées. » La pensée de Leroi-Gourhan est plus complexe. Ce dernier, après avoir longuement analysé les figures découvertes dans les grottes ornées franco-cantabriques, avait dé-

chiffré dans cet art rupestre une dialectique mâle/femelle. « Moi, affirme Emmanuel Anati, j'ai une vision mondiale, donc plus complète. J'ai trouvé une association signe-image qui se répète sur tous les continents et qui a la même signification partout. On retrouvera, plus tard, ces signes dans les premières écritures idéographiques, en Chine et en Égypte. »

« UN CONCEPT BINAIRE »

Pour le chercheur italien, cela ne fait aucun doute, cet art est le début d'une vraie écriture. Un art qu'il fait naître entre 100 000 et 50 000 ans avant notre ère, vraisemblablement en Afrique, qui est pour lui le berceau de l'Homo sapiens. A partir de ce continent, il s'est répandu de proche en proche. Le travail d'Anati consiste à proposer « une structure grammaticale » de cet art qui révèle « un concept binaire », comme l'avait suggéré Leroi-Gourhan. « Cette combinaison d'éléments, ces types d'association entre les figures (la syntaxe) aboutissent à une harmonie quand ils sont réunis - le jour et la nuit, la terre et le ciel, etc. Ces associations nous permettent d'approcher les façons de penser de ces Homo sapiens à l'état brut. Je n'analyse pas les styles, comme Leroi-Gourhan, mais la syntaxe. Pour moi, les systèmes d'associations sont fondamentaux. »

Fondamentaux, car une syntaxe représenterait un moment de l'évolution de la pensée, les changements de syntaxe correspondant à des modifications des systèmes de pensées. Emmanuel Anati a repéré trois formes grammaticales dans l'art pariétal : les pictogrammes (les figures), les idéogrammes (les symboles) et les psychogrammes (les points, les traits). Associés, on arriverait ainsi à des types de syntaxes différents. Il lie

les styles non à une datation mais à un type d'évolution technique. « D'après les types d'associations, on peut dégager les horizons des chasseurs archaïques, des chasseurs évolués, des populations pastorales et des peuples à écanomie complexe. »

C'est ainsi que, chez les chasseurs archaïques (ce qui correspond en Europe à l'Aurignacien), on trouve une association simple et directe entre pictogrammes et idéogrammes, une façon de répéter plusieurs fois la même image. La grotte Chauvet récemment mise au jour serait un bon exemple de cet « horizon » spécifique. « J'ai eu ici la confirmation que ma méthode était la bonne », confie Anati.

Les scènes narratives n'apparaissent qu'avec les chasseurs évolués (en Europe, le Magdalénien) qui ont orné Lascaux ou Altamira. Ces représentations sont plus complexes, le symbolisme plus poussé (« à la fin, c'est presque du baroque »). A formules compliquées, pensée complexe. Pourtant, l'évolution se fera, par la suite, en direction d'une simplification du signe. Ces signes qui sont, n'en doute pas Emmanuel Anati, un moyen de communication : avec les autres humains, avec soi-même et avec les esprits. Pour le chercheur italien, certains sont universels : le point serait un signe d'action ; le zig-zag ou le serpent, un signe d'eau (fécondité, sperme).

Qui sont les auteurs de ces signes ? Certainement des professionnels, des initiés. Des artistes ? « Parfois le trait est superbe, néanmoins il ne s'agit pas d'art pour l'art, mais de transmission de messages. » Quelle est la signification de ces messages ? « C'est ce qui va occuper les prochaines générations de chercheurs. »

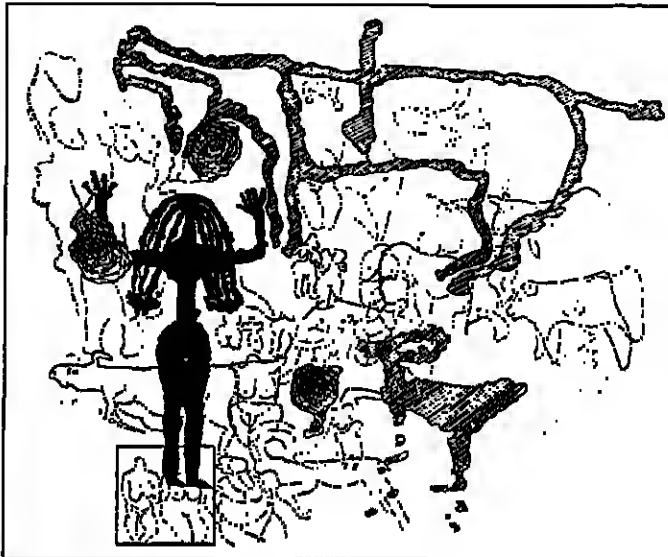
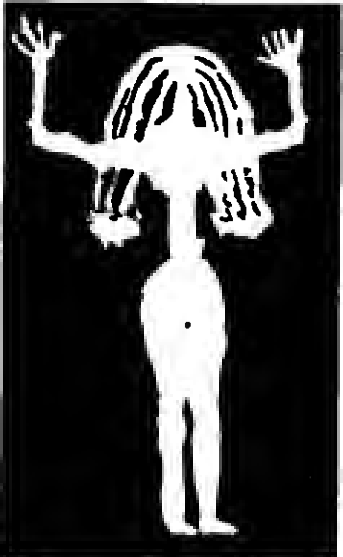
E. de R.

## Des artistes sur papier glacé

La thèse défendue par Emmanuel Anati a fait l'objet d'une très belle publication, magnifiquement illustrée. L'ouvrage, préfacé par Yves Coppens, comporte près de 500 illustrations : photos en couleurs ou dessins relevés par un chercheur - souvent par l'auteur lui-même. Les dessins présentés, dans bien des cas en pleine page, parfois en noir et blanc, sont somptueux.

On ne peut s'empêcher de penser à des traits d'artistes contemporains - Matisse, Paul Klee ou Henri Michaux - tant l'esthétique dénuée, le graphisme nerveux, nous semblent proches. Il faut savoir pourtant que chacun de ces relevés est soigneusement épuré, débarrassé de ses scories, superpositions et retouches. Les artistes de la préhistoire n'utilisaient pas la page blanche et encore moins le papier glacé, mais la roche rugueuse. Il suffit de comparer certains dessins publiés ici avec les photos des peintures ou des gravures dont ils sont issus. Ils gagnent en lisibilité et en élégance ce qu'ils perdent en force et en émotion.

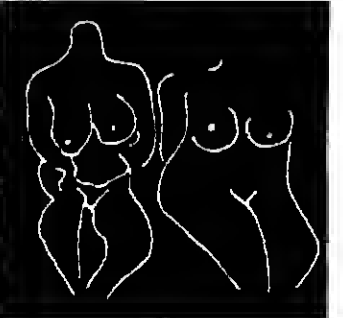
(*L'Art rupestre dans le monde, l'imaginaire de la préhistoire, d'Emmanuel Anati, éditions Larousse, 422 p., 680 F.*)



## Les gravures du puits d'Al-Ayn

Gravures rupestres découvertes par Emmanuel Anati, aux puits d'Al-Ayn, en Arabie centrale, une zone que l'on croyait peu ou pas peuplée. D'après le chercheur italien, ces gravures superposées ont été réalisées à plusieurs époques. Les plus anciennes de ces gravures, des animaux (bovidés, bouquetins), seraient le fruit des premiers chasseurs archaïques (environ 14<sup>e</sup> millénaire avant notre ère).

Les figures féminines, plus ou moins acéphales (ci-dessus, encadrées, et en bas à gauche), seraient d'une période plus récente. La grande effigie féminine, aux longs cheveux, (en haut, à gauche) daterait de l'âge du fer (1<sup>er</sup> millénaire av. J.-C.). Elle aurait été gravée par des populations de chasseurs-pasteurs.



## Deux spécialistes français répondent

● DENIS VIALOU, auteur de *La Préhistoire* (Gallimard éd.).

« L'art rupestre n'est pas un langage, mais une infinie diversité de systèmes de représentation. Ce n'est pas parce que l'on trouve des signes semblables dans une région qu'ils signifient la même chose ailleurs. Dans le domaine esthétique, il y a des « universaux » qui ne sont pas chargés du même sens. Les signes et les assemblages d'animaux que l'on trouve en Europe sont-ils semblables et ont-ils la même signification que ceux que l'on trouve en Afrique du Sud ? On peut en douter : il n'y a pas de tissu culturel commun, il ne peut donc y avoir de langage commun. Emmanuel Anati a un point de vue humaniste - et c'est une bonne chose -, mais il confond sa propre unité de réflexion avec la diversité ambiante. Il s'intéresse plus aux choses qui rapprochent qu'aux choses qui séparent : il préfère savoir que les tigres et les chats sont des félins ; je préfère mettre en valeur leurs différences. C'est une question de méthodologie. La syntaxe défendue par Ana-

ti est un archaïsme méthodologique élaboré dans une perspective structuraliste dont l'origine est à rechercher dans les travaux de Claude Lévi-Strauss.

Aujourd'hui, on ne peut plus parler de structures répétitives d'une culture à l'autre. L'analyse comparative mettait en avant des éléments qui devaient converger. Ce n'est plus possible. Même s'il faut reconnaître que c'est grâce à cette méthode, utilisée notamment par André Leroi-Gourhan, qu'on a pu aller de l'avant. Il faut désormais la dépasser et se méfier des analyses comparatives. Les méthodes globales ne sont plus totalement satisfaisantes. Les comparaisons doivent s'effectuer en valorisant chacune des cultures et sans interprétation finale. Bien sûr il y a des représentations liées à l'art de la préhistoire - celle de l'homme par exemple, toujours figuré nu et isolé, jamais dans un paysage - sans doute y a-t-il des ruptures liées à des phénomènes d'évolution, mais il y a plus de pertinence à examiner de plus près le fonctionnement culturel. La marche de l'homme est une

aventure de plus en plus diversifiée. Il faut explorer ces différences, plutôt que les convergences. »

● JEAN CLOTES, auteur des *Chamanes de la Préhistoire* (Le Seuil éd.).

« Y a-t-il un langage quand il y a des signes ? Sans doute. Cela peut même se situer sur des niveaux différents. Ce peut être une communication avec soi-même - ce qui est peu probable dans le domaine des arts dits primitifs où le groupe l'emporte largement sur l'individu -, une communication avec la divinité, un moyen d'entrer en contact avec elle, ou un langage conçu pour le groupe - exposer les mythes de la tribu, par exemple - voire, ponctuellement, pour d'autres groupes. »

Ce qui est certain, et Emmanuel Anati a raison d'insister là-dessus, c'est que cet art transcrite des universaux. En revanche, quand on veut rentrer dans le détail, on s'aperçoit de l'extraordinaire complexité de ces œuvres. Et, plus le signe est complexe - un dessin d'animal, par exemple -, plus son sens peut être chargé de mille significations différentes.

Ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'elles sont le fait d'Homo sapiens, donc d'une pensée aussi complexe que la nôtre. Ces figures sont-elles des embryons d'écriture ? Je ne le crois pas. Il se peut que ces œuvres transmettent un message, mais comment le lire ? Derrière ces niveaux de communication, il y a des sens qui sont, et seront, indéchiffrables sans un contexte ethnologique, disparu à jamais pour les civilisations préhistoriques. Ce qu'on peut mettre en valeur, c'est un cadre explicatif - le cadre chamanique, par exemple -, mais sans jamais avoir l'espoir de pouvoir déchiffrer un mythe dans ses détails.

Enfin, si Emmanuel Anati a raison de souligner l'organisation syntaxique de ces signes, l'art rupestre est très divers, il décrit toutes sortes de réalités et je doute qu'il ait une organisation à l'échelle mondiale - même s'il existe des convergences entre mode de vie et mode d'expression. »

Propos recueillis par Emmanuel de Roux

## La génétique confirme que la Turquie serait le berceau de l'agriculture

Onze « lignées sauvages » de blé sont les ancêtres des espèces actuellement cultivées

LES ARCHÉOLOGUES le soute-naient depuis longtemps, les généticiens viennent aujourd'hui à leur renfort pour le confirmer : l'agriculture serait née il y a environ onze mille ans, dans le sud-est de la Turquie. Pour parvenir à cette conclusion, des biologistes des universités d'As (Norvège), Milan (Italie), Cologne et Hambourg (Allemagne) ont analysé les empreintes génétiques de 68 lignées de blé cultivé et de 261 lignées de blé sauvage poussant à l'intérieur et à l'extérieur du Croissant fertile, cette région bényne des cieux qui s'étale de la mer Morte au plateau iranien.

Selon leurs résultats, publiés dans la revue américaine *Science* (datée du 14 novembre), un groupe distinct de onze lignées sauvages

s'est détaché de cette population. Génétiquement très proches les uns des autres, mais aussi de celles qui sont aujourd'hui cultivées dans le monde, ces onze lignées sauvages sont donc les « ancêtres » des blés actuels. Toutes sont géographiquement localisées dans un mouchoir de poche, sur les pentes des montagnes volcaniques du Karacadag, à l'extrême sud-est de la Turquie. A quelques dizaines de kilomètres seulement de plusieurs sites archéologiques, où ont été précisément découverts des semences de blé cultivé vieilles de plus de deux mille ans.

Les premiers cultivateurs habitaient-ils au pied de ces montagnes ? Sans doute l'émergence de l'agriculture a-t-elle été plus complexe, plus mouvementée que

ce que laissent entendre les gènes d'une unique (mais non des moindres) variété végétale. Mais ces résultats, s'ils se confirment, conforteront et préciseront une idée qui fait lentement son chemin depuis plus d'un demi-siècle : c'est dans le Croissant fertile que les chasseurs-cueilleurs ont progressivement laissé la place aux premiers agriculteurs, il y a de cela plus de dix mille ans.

### UNE RÉGION FAVORABLE

Dans cette région de plaines sédimentaires et de collines, très favorable à la vie des hommes et fréquentée par une faune sauvage abondante et variée, poussaient alors la plupart des espèces botaniques que les hommes du néolithique ont domestiquées : des cé-

réales (orge et seigle sauvages, blé amidonner et en grain sauvage), mais aussi des légumineuses (pois, lentilles, fèves).

Alors qu'une agriculture primitive y remplaçait progressivement l'économie de prédation, l'Europe, à la même époque, voyait sa dernière période glaciaire prendre fin. La révolution agricole entamée au Proche-Orient n'atteindra la France que trois mille ans plus tard, probablement par deux courants : le bassin méditerranéen et le Danube.

Un périple d'hommes et de techniques dont l'histoire reste largement à écrire, et auquel la génétique apportera sans doute, une fois encore, son utile éclairage.

Catherine Vincent

## La Hague : rejets en baisse mais contamination persistante

LES TRAVAUX d'assainissement effectués sur le site de l'usine de retraitement des déchets radioactifs de la Cogema de la Hague (Manche) ont permis de réduire ses rejets en mer d'un facteur 30. Des restrictions sont toujours en place en ce qui concerne la pêche et la plongée, a rappelé, lundi 1<sup>er</sup> décembre, l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI). Des sédiments attestent d'une « ougmentation significative » de la contamination liée à la présence du tartre. En ce qui concerne l'eau de mer, des algues, des poissons et des crustacés prélevés à partir de 1 400 mètres de la côte, leur analyse a donné des chiffres « très légèrement supérieurs » à ceux mesurés sur les plages durant l'été, précise l'office, qui juge inutile d'interdire l'accès aux côtes et aux plages.

■ AGRONOMIE : une demande de mise en culture d'une nouvelle variété de maïs transgénique a été déposée par le groupe français Pau-Euralis. Mis au point à partir d'un gène fourni par la société américaine Monsanto, ce maïs modifié sera soumis au prochain comité d'inscriptions au catalogue des semences autorisées en France, prévu pour janvier. Cette céréale, comme celle de la firme suisse Novartis, dont la culture a été autorisée par le gouvernement, a été rendue résistante à la pyrale, principal insecte ravageur du maïs.



## L'escalade française de compétition veut gravir les pentes de l'Olympe

Les grimpeurs tricolores ont dominé les épreuves de la Coupe du monde 1997

Méconnue du grand public, l'escalade de compétition offre chaque année à la France un lot impressionnant de titres et de médailles. En quel-

ques années et grâce à une efficace politique de détection, les grimpeurs de l'école française se sont imposés comme les chefs de file de la dis-

plaine. Et aujourd'hui, ils sont les premiers à réclamer leur inscription au programme officiel des Jeux olympiques d'hiver.

**BIRMINGHAM**  
de notre envoyé spécial  
Les grimpeurs de l'équipe de France d'escalade sont incorrigibles. Depuis deux ans, ils ne peuvent plus participer à une compétition internationale sans revenir au pays, le torse bardé de médailles. Peu connus du grand public, Liv Sansoz, Stéphanie Bodet, François Legrand, Arnaud et François Petit se sont pourtant imposés, au fil des épreuves, comme les enfants terribles des falaises de résine. En rem-

### Une Coupe du monde tricolore

En remportant cinq des six titres possibles du classement général de la Coupe du monde d'escalade, lors de la finale à Birmingham, l'équipe de France, dirigée par Pierre-Henri Paillisson, a franchi un nouveau pas. Chez les hommes, François Legrand, triple champion du monde, a décroché sa cinquième victoire de Coupe du monde. Avec les frères Petit - Arnaud et François - qui terminent respectivement deuxième et troisième, les grimpeurs français ont ravi les trois places d'honneur. Chez les dames, la jeune Belge Murielle Sarkany a conquis la plus haute marche du podium au terme d'une compétition particulièrement relevée. Elle finit devant la Française Liv Sansoz, championne du monde et d'Europe en titre, qui n'a pu rattraper les points perdus au mois de septembre à cause d'une blessure. Elle devance sa coéquipière Stéphanie Bodet.

portant, dimanche 30 novembre, à Birmingham (Grande-Bretagne), cinq des six titres du classement final de la Coupe du monde, les grimpeurs tricolores ont une nouvelle fois prouvé que leur suprématie n'était pas usurpée.

« La France est aujourd'hui le chef de file incontesté de l'escalade de compétition », se félicite Maurice Pichon, directeur technique national de la Fédération française de la montagne et de l'escalade (FFME). Nous ne nous contentons pas de grimper les podiums. Notre influence dans le monde va de l'aspect sportif au poids politique en passant par la maîtrise technologique. Sportivement, les résultats sont éloquentes. Ils sont le fruit d'une politique de haut niveau qui associe pragmatisme et détection permanente des jeunes talents au Centre national d'entraînement d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Et, grâce à son savoir-faire, la FFME ne cesse d'élargir sa stratégie de conquête.

### Un sport encore jeune

Les championnats de France d'escalade ont été créés en 1988. La même année, une Coupe du monde par étapes a rassemblé les meilleurs grimpeurs de la planète. Les championnats du monde voient le jour en 1991.

● Les compétitions se déroulent sur un mur d'escalade artificiel en résine, d'une quinzaine de mètres de haut, parsemés de prises vissées ou moulées. L'objectif est de monter le plus haut possible.  
● Avant d'entrer en lice, les grimpeurs ont six minutes pour prendre connaissance de la voie. Avant et, après cette période

Chaque année, par exemple, elle mandate une vingtaine de ses cadres techniques pour effectuer des missions d'assistance dans les pays où ce sport n'est qu'embryonnaire. « C'est l'occasion, comme ce fut le cas en Inde, de former des juges, des ouvriers de voie et de mettre en place des compétitions nationales », détaille Pierre-Henri Paillisson, directeur des équipes de France. Nous voulons que l'escalade se développe plus rapidement afin qu'elle soit reconnue sur le plan international. Ce qui permet, en passant, aux deux entreprises françaises leaders sur le marché de la construction de murs d'escalade - Entre-Prises et Pyramides - de s'implanter sur de nouveaux marchés.

L'objectif suprême reste océanographique d'intégrer, à terme, le programme officiel des Jeux olympiques d'hiver. « Ce sera un projet de très longue haleine », explique Maurice Pichon. Une candidature auprès du Comité international olympique (CIO) serait prématurée. Sur les

d'observation, ils patientent, avec leurs adversaires, dans une salle d'isolement.

● Les concurrents disposent de huit à quinze minutes (suivant la difficulté de la voie) pour terminer le parcours. Un système de télémétrie permet aux juges de calculer la hauteur atteinte par ceux qui ont dépassé le temps imparti ou qui ont dévié.

● Les grimpeurs sont équipés d'un baudrier, d'une paire de chaussons et d'un petit sac à magnésie dont ils usent pour assécher leurs mains. Ils sont assurés avec une corde par un autre grimpeur resté au sol.

soixante pays qui pratiquent une activité s'apparentant à l'escalade, seuls vingt-sept sont membres de l'International Competition Climbing (ICC), l'instance sportive de l'Union internationale des associations d'alpinisme (UIAA). Et, sur ces vingt-sept pays, une quinzaine à peine possèdent des structures solides. L'ascension du mont Olympe n'est pas gagnée.

Chaque année, de petits dysfonctionnements perturbent le déroulement des épreuves internationales. Des errements du genre à agacer les membres les plus tolérants du CIO. « En 1997, sur certaines épreuves de la Coupe du monde sont apparus de nombreux problèmes d'organisation, se souvient le grimpeur français Paul Devild. Lors de la première étape à Courmayeur, en Italie, le mur n'était pas suffisamment éclairé et le public ne disposait pas d'assez de sièges. Mais c'est à Prague que nous avons vu rouge : l'organisateur refusait de verser les primes financières ! »

Primes en baisse constante (80 000 francs par étape de Coupe du monde à partager entre les seize finalistes), manque d'harmonie dans les règlements, volonté de certains dissidents de mettre en place un circuit professionnel... La liste illustre le chemin qui reste à parcourir. « Les grimpeurs voudraient que le système se réforme plus vite mais l'absence de sponsors majeurs et l'indifférence des chaînes de télévision nous obligent à revoir nos ambitions à la baisse », note Maurice Pichon. Seul un accord avec un partenaire important pourrait donner aux athlètes les moyens de leurs ambitions. Quitte à ce qu'ils perdent une once de leur légendaire liberté.

Paul Miquel

## Le club de Belo Horizonte loue trois joueurs et perd la Coupe intercontinentale

Les footballeurs allemands s'imposent

### TOKYO

correspondance

Le club brésilien de Belo Horizonte a apporté une singulière innovation au football international en incorporant à son effectif trois joueurs « loués » spécialement pour disputer la Coupe intercontinentale, mardi 2 décembre, à Tokyo (Japon). Vainqueur au printemps de la Copa Libertadores, la coupe des champions d'Amérique latine, le club traverse actuellement une mauvaise passe : vingtième du dernier championnat du Brésil, l'équipe a évité de justesse la relégation en deuxième division. Pour affronter les Allemands du Borussia Dortmund, détenteurs du titre de champion d'Europe, Belo Horizonte a donc sollicité quelques aides extérieures. « Nous ne pouvions pas venir à Tokyo sans une bonne équipe, capable de donner une bonne image du football brésilien », a expliqué le brésilien Zé Perrella. Une cinquantaine de joueurs ont été approchés pour signer un contrat de quatre-vingt-dix

minutes. Le défenseur Goncalves et les deux attaquants Bebeto et Donizete, membres de la sélection brésilienne, ont accepté la proposition, pour un salaire resté secret.

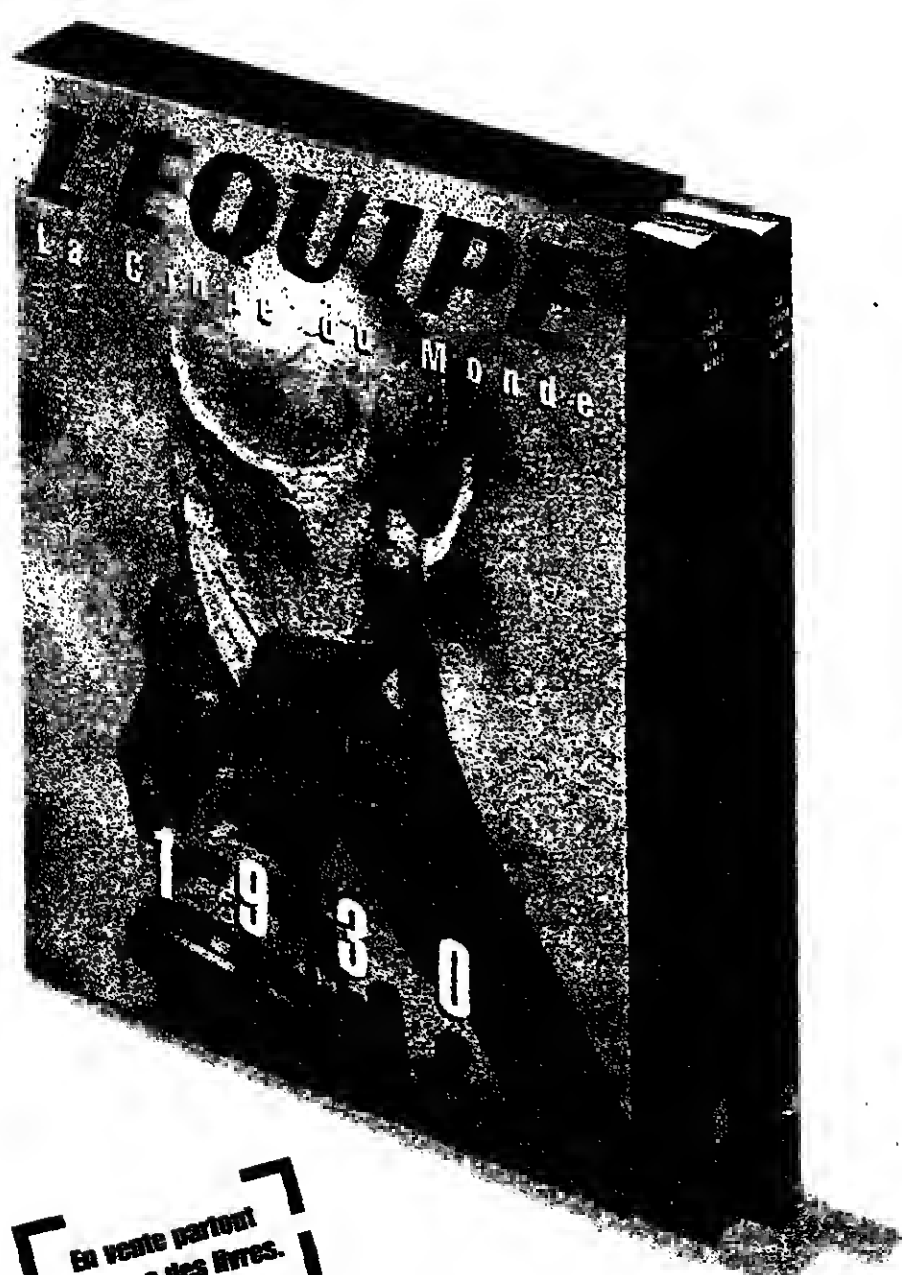
Face à une interprétation aussi inattendue du règlement de la Coupe intercontinentale, les Allemands de Dortmund ont d'abord cru à une mauvaise blague. Lorsque le projet s'est précisé, ils ont protesté auprès de la Fédération internationale de football (FIFA), des instances européennes (UEFA). Sans grand succès : une telle largesse est tolérée par le règlement de cette compétition d'un jour. Incrédule, Nevio Scala, l'entraîneur italien des champions d'Europe a jugé le procédé « antisportif », « contraire à l'idée de fair-play défendue par la FIFA » : « On ne peut pas louer un joueur comme s'il s'agissait d'une voiture ! » Discutable, la tactique de Belo Horizonte n'a pas payé : Dortmund s'est imposé (2-0).

Richard Setyon

## Une nouvelle écurie de F1 est parrainée par un cigarettier

BRITISH AMERICAN RACING, une nouvelle écurie de formule 1 réunissant Craig Pollock, le manager de Jacques Villeneuve, l'écurie américaine Reynard et le cigarettier British American Tobacco, participera au Championnat du monde de F1 en 1999. Cette écurie sera créée sur la base de l'écurie anglaise Tyrrell, à court de finances. « Les coûts en F1 sont de plus en plus élevés et Tyrrell Racing Organisation ne pouvait pas se satisfaire d'être reléguée en fond de grille », a justifié Ken Tyrrell, le propriétaire de l'écurie anglaise. British American Racing sera la septième écurie de F1 (sur onze) à être sponsorisée par un fabricant de tabac. La Commission européenne devait se prononcer, jeudi 4 décembre, sur un projet d'extension à tous les pays de l'Union de l'interdiction de la publicité pour le tabac.

Paul Miquel



## ITALIE 90. LES LIONS SONT LACHÉS.

EMMERÉS PAR LE PRÉNOMÉNAL ROGER MILLA, LES CAMEROUNAIS S'OFFRONT UNE BELLE BALADE JUSQU'EN QUART DE FINALE. EN MATCH D'OUVERTURE, ILS ONT TOMBER L'ARGENTINE, TENANTE DU TITRE, PRISE À SON PROPRE PIÈGE DU RÉALISME.

EN COUPE DU MONDE, LES FAUVES NE SONT PAS TOUJOURS CEUX QUE L'ON CROIT.

En vente partout où il y a des livres.

15 COUPES DU MONDE DE FOOTBALL - 1 COFFRET - 2 VOLUMES - 512 PAGES - 275F

L'EQUIPE  
PLUS VITE, PLUS BIEN, PLUS LONG.



## Les bonnes adresses de Balzac

Revisitée par l'archéologue Philippe Bruneau, « La Comédie humaine » ouvre des sites littéraires restés hors des sentiers balisés

**SACRÉ BALZAC!** Légitimiste, « catho tradi », comme on dirait de nos jours, adepte du patriarcat et du droit d'aïe, il a tout pour déplaire à notre époque, et cependant il est resté jusqu'à l'abri de toute « relecture » iconoclaste, tant sa puissance littéraire et son génie d'invention demeurent des plus forts. Il continue donc de fournir des dictées aux instituteurs, des sujets aux théâtres, des thèmes aux cinéastes et téléastes (ainsi *L'Interdiction* de Jean-Daniel Verhaeghe en 1993) et même des idées de roman (*La Bataille*, de Patrick Rambaud, vient d'obtenir le Goncourt et un prix de l'Académie française).

Décidément à toutes les sauces, Balzac peut aussi être un guide original, à travers Paris, les régions, et même certaines contrées étrangères où quelquefois il ne mit pas les pieds... Un balzacoman norvégien s'en revenant pas de la précision avec laquelle le père de *La Comédie humaine*, dans *Séraphita*, évoque son pays – que l'écrivain ne visita point –, décrivant à merveille sa flore et même sa façon de skier, le tout sur fond d'androgynat mystique et de pensée swedenborgienne.

Avec des scénarios moins biscornus, presque chaque titre de Balzac apporte des indications historiques ou paysagères susceptibles d'ouvrir des fenêtres neuves, loin de l'esprit moutonnier des guides courants ; ce qui se soit en Val de Loire ou dans la Nouvelle Athènes, ce quartier intellectuel parisien aménagé sous la Restauration entre Notre-Dame-de-Lorette (d'où les lorettes) et le boulevard de Rochechouart.

Maints auteurs se sont essayés à reconstituer routes et horizons de Balzac, tel Amédée Ponceau en 1950. Les possibilités sont si vastes que le normalien Félix Loogaud, dans son *Dictionnaire Balzac* (1969), en oublie la côte provençale sur la carte qu'il a consacrée au « domaine géographique français de la Comédie humaine », et alors que les *Mémoires de deux jeunes*

marquées ont en partie pour cadre les environs de Marseille. Archéologue et balzacologue, Philippe Bruneau, déjà auteur d'un *Balzac et l'archéologie* (Année balzacienne, 1983), publie maintenant un consistant *Guide Balzac* concernant toute la France.

**L'essentiel est qu'en général le romancier « néglige les curiosités touristiques et privilégie le méconnu »**

Avec une minutie rarement atteinte, M. Bruneau inspecte un à un les sites « romancés » par Balzac, dont beaucoup servirent à la fois de muse littéraire et de décor intime à l'écrivain. C'est le cas entre autres de La Grenadière, discrète closerie tourangelaise où Balzac vécut trois mois de délices en 1830 avec l'une de ses chéries, Laure de Berny, fille d'noe « femme » de Marie-Antoinette. D'ailleurs, il ne put acheter cette thébaïde, il se vengea en mettant

### Carnet de route

● **Livres :** *Guide Balzac*, de Philippe Bruneau, Hazan, 255 p., avec 100 vignettes en bichromie, 175 F. Pour la capitale et alentours, on trouvera quelques compléments aux itinéraires littéraires dans *Paris, 300 lieux pour les curieux*, de Vincent Formery et Thomas Jongley, éd. Bonneton 1997, 185 p., illustrées couleur, 89 F. et dans *Noms de lieux d'Île-de-France*, de Marianne Mulon, Bonneton, 232 p., 89 F.

La Grenadière dans ses *Contes dramatiques* (hors *Comédie humaine* donc), dans *Le Lys dans la vallée*, et surtout en en faisant le décor et le lieu d'un court roman tragique.

Cette maison de campagne existe toujours : propriété privée, très privée, elle ne se visite pas. Mais grâce à la prospection in situ du « fanatique » M. Bruneau, on peut la longer de près : « A Saint-Cyr-sur-Loire, continuer vers Saumur jusqu'à un feu tricolore ; tourner à droite, passer devant l'église, monter la rue de la Mairie jusqu'à la place de l'Hôtel-de-Ville. Pénétrer dans le parc et gagner son angle sud-est, c'est-à-dire à l'apposé de l'entrée. On se trouve (selon Balzac) sur une "pente si raide qu'il est très difficile de la gravir" et où "un vignoble de deux arpents (s'élevait)" au-dessus de la maison ». De là on a une vue plongeante sur La Grenadière.

Notre comac s'entoure d'un plus grand luxe de détails encore pour nous faire cheminer autour de la cathédrale Saint-Gatien à Tours, où Balzac est né. Ce district est la toile de fond du *Curé de Tours*, chef-d'œuvre sur la psychologie des ecclésiastiques et des vieilles filles.

M. Bruneau doute de l'opportunité du panneau indiquant le logis des abbés, qui correspond pourtant, à quelques mètres près (mais *Le Curé de Tours* est un roman, non

un plan d'occupation des sols !), à la description balzacienne. Cette incertitude confère d'ailleurs un piment presque polémique à ces déambulations. L'essentiel est qu'en général « Balzac néglige les curiosités touristiques et privilégie le méconnu ».

Une virée à Géménos – oasis de fraîcheur et de charme, un peu à l'écart de l'anarchie permanente de Marseille et, l'été, de sa touffeur – illustre parfaitement la méthode du romancier. En route pour la Corse, en 1838, il avait apprécié ce havre. Il nous le restitue, transmuté par son imagination, grâce à l'artifice de la correspondance échangée entre des nouvelles mariées. La demeure géménosienne de l'une des deux, ancien château de la famille d'Albertas datant des années 1700, est depuis 1893 la mairie de la petite commune, et elle est inchangée dans son aspect extérieur.

Même « les fenêtres sans aucune symétrie » de la façade de derrière, remarquées par Balzac, sont restées en l'état. Cartes postales disponibles sur place. A 25 kilomètres du Vieux-Port, au flanc de la Sainte-Baume de Marie-Madeleine et en vue du Garlaban de Pagnol, le village de Géménos – où les Marseillais, comme pour illustrer l'intrigue balzacienne, aiment à venir se marier – nous parle du romantisme.

Autre décor de *La Comédie*, mais en pleine capitale, fortement marqué par le souffle du romancier, même s'il ne subsiste que des murs et une enseigne : le Rocher de Cancale. Balzac y dina souventes fois, dans un summum de sybaritisme gastronomique, et y fit souper plusieurs de ses héros, en particulier la terrible Dinah Pichetier, le soir de sa rupture avec un beau gajot, le journaliste Lousteau (*La Muse du département*). Aujourd'hui, au Rocher de Cancale, il faut se contenter d'un café ou d'un plat du jour, mais l'excursion urbaine vaut quand même la peine, surtout si on a en tête les tribulations de Dinah.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



## PRATIQUE

■ **PARIS FÊTE LE CHOCOLAT BELGE.** Le Centre Wallonie-Bruxelles de Paris organise, samedi 6 et dimanche 7 décembre, une Fête du chocolat belge. Les chocolatiers et praliniers les plus réputés de Belgique apportent leur concours à cette manifestation gastronomique et culturelle. Des films où le chocolat tient la vedette seront projetés : *Bianca*, de Nanni Moretti, *Willy Wonka and the chocolate factory*, de Mel Stuart, *Consuming Passion*, de Giles Foster, etc.

■ **WEEK-END BANDE DESSINÉE A LA ROCHE-GUYON.** A l'initiative du conseil général du Val-d'Oise, les amateurs de bandes dessinées ont rendez-vous, les 6 et 7 décembre, au château de La Roche-Guyon, où sont programmées des rencontres et des séances de dédicaces avec dessinateurs et scénaristes (Jean Giraud, Michel Blanc-Dumont, Ted Benoit, Daniel Bardet, François Dermant, Brice Goepfert et Thierry Lemaire), une exposition consacrée à l'univers Far West de Blueberry et au monde futuriste de Moebius, ainsi qu'une bourse d'échanges.

■ **Château de La Roche-Guyon,** renseignements au 01-34-79-74-42. Entrée : adulte 40 F, plus de 60 ans 35 F, de 6 à 25 ans 30 F.

■ **UN VOILIER AUX CARAÏBES.** Copie des anciens léviérs des mers, le quatre-mâts *Star Clipper* propose, en janvier, trois croisières pour sillonner les Caraïbes. Départs le 3 janvier de la Barbade vers Antigua via la Martinique, Salote-Lucie et la Dominique (6 250 F par personne la semaine, hors acheminement et taxes portuaires), puis les 10 et 17 janvier pour deux boucles différentes au départ d'Antigua (6 875 F). Des croisières commercialisées par Austral, Alternative Travel, Forum, Nouvelles Frontières, Havas Voyages Vacances et les agences spécialisées croisières.

■ **Renseignements et réservations** au 01-39-21-10-98.

Hogmanay, la Saint-Sylvestre, chantant et dansant dans les rues à Edimbourg, où un feu d'artifice illumine la châteaune, et partant dans les Highlands (renseignements au 01-44-51-56-20).

Le Noël de nos cousins canadiens a des saveurs de sirop d'érable et de promenades en traîneau. La chaîne Canadian Pacific donne le choix entre un réveillon au Reine Elizabeth, avec escapade dans une cabane à sucre (3 nuits, 5 830 F, vols Paris-Montréal inclus) ou forer dans les murs en rondins du Château Montebello (3 nuits, 4 170 F pour Noël, 4 290 F pour le Nouvel An). Réservations : jetset (01-53-67-13-00) et dans les agences de voyages.

Danielle Tramard

## Noël à l'anglaise

Pour les familles réduites ou sans jeunes enfants, un court séjour en hôtel pour Noël offre une forme d'évasion séduisante. Le far niente, le repos, la joie et ce qu'il faut de dépaysement et de convivialité. Simple ou sophistiquée, la formule a ses adeptes. D'abord, choisir une tradition.

L'anglo-saxonne, qu'elle soit irlandaise, écossaise, britannique ou canadienne, a les faveurs des Français. Au cœur de Dublin, le Merrion, un cinq-étoiles récemment ouvert dans quatre maisons mitoyennes de ce style géorgien qui fait l'admiration des visiteurs. Dans les chambres, étoffes et antiquités irlandaises. Cette première célébration devrait être chaleureuse :

feu de bois, vin et mincepies (tartelettes à la pomme et à l'écorce d'orange arrosée de cognac), chants de Noël. Le forfait (6 800 F environ par couple) comprend 3 nuits en chambre double avec petit déjeuner irlandais, déjeuner de Noël, courses de chevaux de la Saint-Etienne, thé, brunch et thalassothérapie. Réservations au 0800-90-85-73.

A une courte distance de la capitale, Tinkilly House, un manoir du comté de Wicklow, suivra la mode victorienne : gibier, marrons rôtis et plum-pudding pour un dîner en costume d'époque. Et bol d'air dans les montagnes environnantes (Noël, 3 nuits, 3 300 F environ par personne ; Nouvel An, 2 jours, 1 900 F). Réservations : Accueil d'Irlande, au 01-43-48-08-60. A Renville House (tél. : 00-353-95-43511), une gentillhomme

posée dans un site sauvage du comté Galway, charme, feu de tourbe, dîner aux chandelles, cantiques et Père Noël pour les bambins. Le lendemain, marche solitaire sur la plage (Noël en Nouvel An, 3 nuits, 2 500 F environ).

Dans la même veine, Londres. Très chic, le Mandarin Oriental Hyde Park propose trois nuits et petits déjeuners, champagne dans la chambre, menu de Noël à six plats, 5 n'clock tea et panier à emporter du non moins chic Harvey Nichols, 8 700 F environ, pour un couple ou une(s) solitaire(s) (réservations au 0800-90-76-97). Le groupe Savoy (réservations au 0800-136-136) rassemble trois palaces, dont le Claridge's (forfait 3 nuits, avec 4 déjeuners on diners, dont ceux de Noël, et A/R en Eurostar, 8 100 F en 1<sup>re</sup> classe, 7 500 F en seconde), le Berkeley et le Savoy.

Préfère-t-on la campagne ? Dans les Cotswolds, le Lygon Arms (tél. : 0800-136-136), un relais de poste, ne manque pas de caractère. Des flambees pétillent dans les cheminées (3 nuits, 7 700 F environ), tandis que le Lucknam Park (tél. : 00-44-1225-742777), à cinq minutes de Bath, dans le Wiltshire, annonce un dîner aux accords de la harpe et la messe de minuit au village avant un réveillon vin ou chocolat chand. Mais, attention, le thé est à 16 heures (3 nuits, 6 600 F environ par couple on par personne). Quant à l'Ecosse, on y célèbre

DESIGN NATAL PORTIER

Le club de Belo Horizonte loue trois joueurs et perd à Coupe intercontinentale

LIE 90. LIONS LACHÉS.

LES FAUVES NE SONT CEUX QUE L'ON CROIT

275F

**3615 TRAVELTOUR**  
(0211) - Tél. 08 36 69 66 99  
**PENSEZ AUX REVEILLONS** - Noël A NEW YORK du 23 au 28/12/97, 4 890 F vol + transferts - hôtel 2\* au logement seul  
**NOUVEL AN A PRAGUE** du 31/12 au 04/01/98, 2 640 F vol + transferts - hôtel 2\* au pension complète  
**NOUVEL AN A ST-PETERSBOURG** - 5 510 F 27/12 au 01/01/98, vol + transferts + hôtels  
**NOUVEL AN A ISTANBUL** - 1 630 F du 30/12 au 02/01/98, vol + transferts - hôtel 3\* au pension complète  
**3615 TRAVELPROMO**

**SKI DE FOND - Haut-Jura, 3h Paris TGV**  
Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme Comtoise du XVIII<sup>e</sup>. Grand confort, ambiance conviviale. Table d'hôte, produits locaux, récept. chambre avec salle de bains + WC. Tarifs selon période : semaine, 2 700 F à 3 200 F tout compris (pension complète + vélos au repos, matériel de ski...) Tél. : 03.81.38.12.61 - LE CRÊT L'AGNEAU 25560 LA LONGEVILLE

**Directours**  
**LES PROMOS HIVER USA** sont arrivées! Profitez en vite!  
**AUTOTOURS 9 jours vol + voiture + hôtels réservés.**  
Départs QUOTIDIENS Paris et Province. Du 7/01 au 31/03  
**CALIFORNIE : 3 165 F**  
**LOUISIANE : 3 395 F**  
**FLORIDE : 3 400 F**  
**LAS VEGAS et les GRANDS PARCS : 3 790 F**  
Prix base 4 en 1 chambre à 2 gds lits Base 3 = + 300 F env. Base 2 = + 500/550 F Réductions enfants : 550 à 600 F Jours supplémentaires possibles.  
Brochures gratuites sur demande au 01 45 62 62 62 Province : 08 01 63 75 43  
90 av. Champs-Élysées - PARIS 8e Membre SNAV. Garantie APS

**HAUTES-ALPES**  
**05350 MOLINES-EN-QUEYRAS**  
Parc Régional, 5 km de St-VÉLAN  
Neige - Soleil - Tous Skis  
Raquettes - Chiens de Traineaux  
**HÔTEL LE CHAMOIS \*\***  
Logis de France  
1/2 pension 280 F à 300 F  
Tél. : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.88.58  
**SUISSE**  
**DE NOËL A PAQUES**  
SKI ET SOLEIL EN SUISSE  
loin de la cohue des villes  
Tél. 00 41 27 785 11 22  
Fax 00 41 27 783 40 83  
Un HÔTEL-CLUB\* où vous êtes reçus en amis. Ambiance amicale et sportive. Animation choisie. SKI ALPIN et FOND d'été. RAQUETTES. 7j. pers. complètes dès 2 295 FF. Réductions et gratifications enfants. Mini-Club enfants gratuit.  
**HÔTEL-CLUB SUNWAYS\*\*** (80 places)  
1938 CHAMPEX Valais Suisse  
Réservez les plus belles chambres d'Angleterre (hôtels, B&B, demeures...) au prix le plus attractif  
**3615 Dormez Bien**  
2,25 F la min. LIC 075 960 210  
Forfaits spéciaux avec le train EUROSTAR

**Compagnie Italienne de Tourisme Spécial Nouvel An**  
Du 31/12 au 04/01/1998  
Prix par personne à partir de :  
□ ROME (1) : 2 495 F  
□ VENISE (1) : 3 595 F  
□ NAPLES (2) : 2 815 F  
Prix minimum par personne comprenant :  
\* Vol spécial au départ de Paris  
(1) 4 nuits en hôtel\*\*\* base chambre double, petit-déjeuner et transferts.  
(2) Logement 4 nuits en hôtel\*\*\* base chambre double demi-pension (hors boissons). Réveillons et transferts.  
En sus : taxes aériennes  
**cit**  
Minitel 3606 CIT EVASION  
Tél. 01 44 54 39 27 00 00

**ICELANDAIR**  
**VENEZ FÊTER NOËL EN ISLANDE**  
**SEJOUR**  
5 jours/4 nuits  
Prix à partir de  
**3990 F**  
Vols A/R - Transfers  
Base chambre double  
Petits déj. - Excursions  
Tél. 01 44 51 60 51  
3615 ICEAIR (2,20 F/min)

PROFESSIONNELS DU TOURISME, invitez nos lecteurs aux voyages : RUBRIQUE "EVASION" 01.42.17.39.40 - (fax : 01.42.17.39.25)







# CULTURE

LE MONDE / JEUDI 4 DÉCEMBRE 1997

**CINÉMA** Le film de Philippe de Broca, *Le Bossu*, est la tête d'affiche des sorties du jour. Mise en scène de manière classique et efficace, la septième adaptation du roman de Paul

Féval est servie par des acteurs excellents, particulièrement par Daniel Auteuil. ● RÉUNIS par *Le Monde*, Philippe de Broca, Jean-Paul Rappeneau (*Cyrano*) et Bertrand Tavernier

(*La Fille de d'Artagnan*) parlent de leur passion partagée pour le film de cape et d'épée et de l'évolution du genre, qui connaît un regain de modernité. ● PLUSIEURS AUTRES

FILMS sont à retenir. *Sunday* de Jonathan Nossiter, une plongée dans le monde des *homeless* de New York, qui est surtout un magnifique éloge de l'imposture et de l'errance.

Et *Out of the Present*, histoire d'une mission spatiale soviétique en orbite, pendant que, sur Terre, le communisme vit ses dernières heures.

## Broca, Rappeneau, Tavernier à la pointe de l'épée

À l'occasion de la sortie du « Bossu », de Philippe de Broca, les trois cinéastes expliquent au « Monde » les raisons de leur passion pour les films en costume

TOUS LES TROIS ont réalisé plusieurs films de cape et d'épée. Philippe de Broca, Jean-Paul Rappeneau et Bertrand Tavernier disent de préférence « films en costume » ou « films historiques ». Réunis dans un même salon le 2 décembre, ils ont expliqué cette passion commune.

« Jean-Paul Rappeneau : Les films en costume font partie de la tradition cinématographique mondiale. Chaque fois que l'on demande aux gens quels sont leurs films préférés, ils apparaissent au premier rang, à commencer par *Les Enfants du paradis*, *La Kermesse héroïque*, *Napoléon* ou *Casque d'or*... »

« Bertrand Tavernier : Il y a toujours en et il y aura toujours des gens qui explorent le passé. Parce que cela relève du rêve, de ce plaisir dont parle Michael Powell dans son autobiographie, plaisir de l'imagination. Pourtant, j'ai dû me battre de manière acharnée pour réaliser presque tous mes films en costumes. Tout d'un coup, la roue tourne. Un ou deux films arrivent à passer, c'est toujours aussi difficile. »

« Philippe de Broca : Il y a une sorte de dictature des décors qui, un jour, vous interdirait de faire des films en costume ou, au contraire, des comédies ; seul le polar échappe toujours à cet interdit. J'ai eu de la chance, car deux des films historiques que j'ai réalisés, *Cartouche* et *Le Bossu*, ont été des commandes de producteurs. »

« R. T. : Si *La Fille de d'Artagnan* est née, c'est de ma volonté de donner un coup de main à quelqu'un que je considère comme un grand réalisateur de films de cape et d'épée, Riccardo Freda, boudé par la critique italienne, qui n'a considéré longtemps que le cinéma néoréaliste. En France, les films des années 50 étaient assez catastrophiques. La façon dont les réalisateurs utilisaient les décors naturels était tellement nulle que j'étais sûr de pouvoir réunir les mêmes lieux quarante ans plus tard sans que personne les reconnaisse. Par exemple, on ne cadrait alors jamais les fenêtres. Une fenêtre, c'est



De gauche à droite : Daniel Auteuil dans « Le Bossu », de Philippe de Broca (1997) ; Sophie Marceau dans « La Fille de d'Artagnan », de Bertrand Tavernier (1994) ; Gérard Depardieu dans « Cyrano de Bergerac », de Jean-Paul Rappeneau (1990).

embêtant, il y a le jour qui tombe, il faut faire des raccords... Or s'il y a un truc qui est beau dans les films historiques, c'est la lumière. »

« P. de B. : Il y a une chose qui nous caractérise tous les trois, c'est que nous ne sommes pas des violents, des « guerriers ». Je n'ai jamais porté d'arme chargée de ma vie, et pourtant le plaisir que j'ai à voir des gens ferrailler est énorme. »

« R. T. : J'ai appris l'histoire de mon pays dans Dumas, un auteur formidable. Il a prolongé le roman de chevalerie. Fuller ajoutait que, dans son génie, Dumas avait inventé le western. Tous les westerns, disait-il, sont nés des *Trois Mousquetaires*. »

« P. de B. : C'est vraiment intéressant car je me suis beaucoup inspiré du western pour faire *Le Bossu*. Le film en costume permet aussi d'essayer de retrouver un idéal héroïque, le héros altruiste, celui qui défend le bien, des choses aussi simples que cela. *Cyrano* est le type même du héros français ; *Cyrano* est un film de « verbe et d'épée ». »

« J.-P. R. : *Cyrano* est avant tout pour moi un « opéra verbal ». Si j'ai souvent dit que la première pièce que j'ai vue était *Cyrano*, le premier film c'était, en 1939 ou en 1940, le *Robin des bois* de Michael Curtiz. J'ai pensé longtemps que le cinéma, c'était des histoires où l'on devait se battre à l'épée. »

« R. T. : Moi, la première fois que j'ai vu des gens se battre à l'épée,

c'était dans la bande annonce du *Cygne noir*, d'Henry King. C'est du coup le premier film que j'ai passé quand j'ai créé un ciné-club au Néelodéon, en complément de programme au *Navire blanc*, de Rossellini, c'était assez poissant. Mais je revois encore toute une partie de la jeune critique, venue voir le Rossellini, partir avant la projection du film de King. »

**C'est Dumas qui a inventé le western. Tous les westerns, disait Fuller, sont nés des « Trois Mousquetaires »**

« En France, il y a souvent une réticence de la critique et de l'intelligentsia vis-à-vis du film historique. Elle a augmenté dans les dernières années où, automatiquement, les films de ce genre sont assimilés à la « qualité française », label qui ne veut strictement rien dire. Le deuxième film que j'ai vu, c'était *Parfums de l'Inde*, au Colisée. Je suis resté à deux séances. C'était en 1952 et j'avais onze ans. Quand je l'ai revu récemment, j'ai été cruellement déçu. Mais, si la partie Gérard Philippe a

beaucoup vieilli, l'invention réelle dans le scénario de René Wheeler et dans les dialogues d'Henri Jeanson a bien tenu le coup. Tout ce qui est action est terriblement plat. Les chevauchées sont filmées à 20 images/seconde. Quand j'avais vu *Cartouche*, je l'avais trouvé infiniment supérieur. »

« P. de B. : ... Merci. »

« J.-P. R. : ... Il y a un trou noir entre les deux films. »

« P. de B. : Cela dit, j'ai revu *Cartouche* en préparant *Le Bossu* et j'ai trouvé les combats très démodés, accélérés, « gags », comiques : j'avais eût à une mode. En faisant *Le Bossu*, j'ai trouvé le meilleur en scène de *Cartouche* un peu vieux. »

« R. T. : Les combats de *Bossu* sont vachement bien. Michel Carliez, avec qui j'ai moi aussi travaillé, est formidable. Dans *La Fille de d'Artagnan*, quand j'ai vu les premières répétitions des duels, c'était des duels Humebelle, façon mon-dieu dans un tonneau de vin... Je me rappelle de ma consternation et je me suis dit que c'était ça qui avait foutu en l'air le film de cape et d'épée en France. En plus d'un non-travail sur les paysages, d'un non-travail sur les extérieurs. Dans *Le Bossu* ou dans *Cyrano*, vous êtes allés dans des endroits très beaux, il y a des plans larges. »

« J.-P. R. : La vision d'un certain cinéma américain n'a vraiment aidé. Pour *Le Hussard sur le toit*, qui, pour moi, n'est pas un film de cape

et d'épée mais un conte philosophique, ce qui m'intéressait, c'était de raconter une histoire intime dans une vaste nature. Ce que j'avais vraiment en tête, c'est bien sûr Gloriano mais aussi Anthony Mann, l'homme qui a le mieux servi la nature, mieux que John Ford, même. »

« R. T. : Quand je faisais *La Passion Béatrice*, j'avais aussi en tête Anthony Mann, et Michael Powell, et Kurosawa, des gens qui donnaient un sens lyrique, métaphysique à la nature ; elle n'était pas simplement un décor mais traduisait une véritable émotion. »

« P. de B. : En travaillant avec Jean Cosmos et Jérôme Tonnerre sur le scénario du *Bossu*, sans se le dire vraiment d'ailleurs, on voulait faire un « grand film français ». Pour tant, beaucoup de mes références venaient du cinéma américain ; particulièrement l'organisation du duel dans le western américain. Les cinéastes américains ont extraordinairement dramatisé le revolver - qui n'a pas beaucoup d'intérêt en soi. »

« R. T. : En fait, tu es revenu à la

source, parce que la dramatisation de la dureté et la part d'inconscient dans les duels, c'est chez Dumas. »

« J.-P. R. : On sent chez certains auteurs du XIX<sup>e</sup> un désir de cinéma non inventé. Dumas appelle le cinéma ; Hugo aurait fait un cinéaste extraordinaire ; Rostand ? Il ne lui manque que ça : il a écrit *Cyrano* l'année où le cinéma a été inventé. Faire rêver les spectateurs, ça commence par notre rêve à nous. Il y a des époques qui m'effraient, comme les années 1830. Il faut essayer de faire ressurgir la galère engloutie. »

« Le film d'histoire nous permet de parcourir d'autres territoires, de refaire le monde à notre goût, de changer la couleur des choses, le visage des femmes, les émotions qui traversent les cœurs. C'est aussi la possibilité de combattre le déficit de spectacle que je peux ressentir quelquefois face aux écrans immenses dont on dispose aujourd'hui. »

Propos recueillis par Samuel Blumenfeld et Olivier Schmitt

## Les bonnes recettes du père Féval

*Le Bossu*. Une réalisation respectueuse des règles du genre et deux acteurs en grande forme

Film de Philippe de Broca. Avec Daniel Auteuil, Fabrice Luchini, Marie Gillain, Yann Collette, Claire Nebout, Philippe Noiret. (2 heures.)

Aller à Lagardère, encore ! A quoi bon ? A la question : pourquoi ajouter une huitième version filmée ou télévisée des exploits du chevalier tord ? la réponse ne peut guère être qu'économique, étude de marché et disponibilité d'une nouvelle génération à une éternelle histoire. Mais à la question : si tant est qu'on veuille tourner *Le Bossu*, en France, aujourd'hui, comment le faire ? la réponse est : comme ça. Comme l'a réalisé Philippe de Broca, c'est-à-dire patiemment mais respectueusement, en se contentant d'un dosage judicieux d'ingrédients modernes, disons plutôt récents, dans le vieux pot du père

Féval où mitonne depuis cent trente ans son adroit potage de botte secrète et de travestissement, d'incense subtilisée et d'alliance du peuple et de l'aristocratie contre les bourgeois, de vengeance implacable et de boursicotage. Et en convenant une bonne fois que l'archaïsme de la mise en scène ne vaut plus qu'au mieux rompre la moindre rapacité à son sujet.

La première bonne idée consiste donc à jouer franc jeu avec les règles du genre, mélodrame avec signe de reconnaissance familial (Le médaillon ! Non ? Si ! ) et mystère à la mie de pain (« Je suis qui m'a tué... Parlez-moi-seigneur ! - Il s'appelle... Aaaaaah ! »), cavalcades cliticop, ferraillages tchic-tchic et busters à balconnets holl drolesse, de la vieille pierre, du jardin à la française et autre Noiret pointifiant, toute la lyre. La touche contemporaine, en contrepoint,

porte surtout sur les bagarres, franchement brutales, et où les épées pénètrent dru et profond dans les chairs, loin des élégantes estafades ou trépas hors champ des classiques du genre. Du duel des *Liaisons dangereuses* aux massacres de *Braveheart*, les bagarres en costumes récentes ont frayé la voie de ce nouveau réalisme.

**L'ART DE DANIEL AUTEUIL.** La deuxième bonne idée, tout simplement, s'appelle Daniel Auteuil. Auteuil n'a ni le physique ni l'âge de l'emploi, il n'a pas forcément de dispositions pour l'escrime ou l'équitation, en fait il n'a qu'une chose pour lui : il est un formidable acteur. C'est amplement suffisant. Parce que cela permet à peu près tout ce qui fait que ce *Bossu* arrive à bon port : Auteuil joue le rôle, en même temps il joue le genre cape et d'épée lui-même,

rend hommage à Blanchard, Marais et Plat au passage, souligne les aspects outrés ou datés de l'affaire sans tomber dans la parodie, joue, enfin, le « sur-rôle », celui du bossu en quoi se déguise Lagardère et qui, lui, ouvre l'espace de la parodie, de la caricature annoncée par les salimbanches de la commedia dell'arte. Du grand art.

Mieux, cette performance du comédien dégage la voie pour son partenaire adversaire, l'infâme Gonzague : Luchini a, lui, et le physique et le talent de l'emploi, mais le registre d'Auteuil lui permet d'esquisser le piège tendu par semblable situation, et qu'il n'évite pas toujours, celui d'en faire trop. Ici, il peut composer un méchant « tenu », un méchant acquis d'avance et qui s'en amuse sans s'en moquer, auquel il invente des reflets de tristesse gris bleu, des terreurs d'enfant. Entre eux deux, tout - un petit tout, certes, mais qui ne prétend à rien d'autre - devient possible. Le numéro de crétin plein de panache de Perez sauvant son impossible duc de Nevers, les citations d'*Angélique* ou de *Notre-Dame de Paris*, le cin d'œil aux actuels krachs boursiers et, enfin, l'explosion si longtemps retenue du traître se proclamant traître, orgasme jubilatoire du paradoxe du comédien. Bref, on s'amuse bien, ce qui est tant et tant la seule raison d'être revendiquée de ce *Bossu*, qu'on voit mal pourquoi on trait plus avant lui chercher des poux dans la perruque.

Jean-Michel Frodon

## Des livres aux films

● Les livres. Intense activité éditoriale à la faveur de la sortie du *Bossu*, le film. Pas moins de neuf références nouvelles de l'œuvre de Paul Féval se disputent les rayons des libraires. Pour les amateurs de grands formats brochés, deux possibilités : Ramsay (415 p., 99 F) ou Le Rocher (568 p., 39,90 F). Pour ceux qui préfèrent les poches : Flammarion, coll. « G.F. » (830 p., 52 F), Hachette Jeunesse n° 631 (482 p., 39 F), Pocket n° 10378 (736 p., 40 F), Le

Livre de poche n° 14421 (698 p., 40 F) ou j'ai lu, en deux tomes (*Le Bossu*, suivi de *Lagardère*, curiosité éditoriale qui pourrait être trompeuse) n° 3296 (351 p., 25 F) et n° 3985 (410 p., 25 F). Pour les plus jeunes, Pocket publie un « roman » d'après le scénario du film de Ph. de Broca : *Le Bossu*, Pocket Junior, n° J336 (157 p., 30 F). Enfin, Omnibus réunit les œuvres de Paul Féval père et fils sous le titre *Le Bossu, le roman de Lagardère* (1399 p., 155 F). ● Les films. Plusieurs réalisateurs français ont tourné des

adaptations du *Bossu*. 1913 : André Heuzé. 1925 : Jean et Henriette Kemm, avec Gaston Jacquet. 1934 : René Sté, avec Robert Vidalin. 1944 : Jean Delannoy, avec Pierre Blanchard. 1952 : *Le Fils de Lagardère*, de Fernando Cerchio (Italie). 1955 : *Le Serment de Lagardère*, de Leon Kimovski (Argentine). 1959 : André Humebelle, avec Jean Marais. 1967 : *Lagardère et Le Bossu*, téléfilm en deux épisodes de Jean-Pierre Decourt, avec Jean Plat. 1997 : Philippe de Broca, avec Daniel Auteuil.

L'événement jazz de cette fin d'année

# WEST SIDE STORY

SELECTION

CHOC

## JAZZ A FIP EXCEPTIONNEL

LE JEUDI 4 DÉCEMBRE DE 19H30 A 21H

EN DIRECT AVEC

# ANDRÉ CECARELLI

RCA VICTOR

BMG



## L'Asie, chaque année plus écrasante

Le Festival des trois continents à Nantes confirme l'influence grandissante des cinématographies d'Orient

**NANTES**  
de notre envoyé spécial  
C'est un menu de choix qu'avaient composé les frères Alain et Philippe Jalladeau pour la dix-neuvième édition de leur Festival des trois continents (en abrégé : F3C), qui s'est tenue du 25 novembre au 2 décembre. Une édition que l'on peut résumer par deux constantes, une relative nouveauté et une interrogation. La première et essentielle constante de la manifestation nantaise est la mobilisation du public qu'elle suscite, remplissant les salles avec les œuvres de cinématographie qui, d'ordinaire, ne font guère courir les foules – souvent même pas les foules de leurs pays d'origine. Le patient travail du Festival a développé au fil des ans une authentique curiosité, appuyée notamment sur une action exemplaire en direction des scolaires.

Simultanément, l'exigence des choix des films par les organisateurs a permis de ne pas décou-

ger un public que le seul exotisme des provenances n'aurait certainement pas suffi à fidéliser : on l'a vérifié encore cette année avec la sélection nationale retenue pour le cru 97, celle des films ouzbeks.

**L'OUBÉKISTAN À L'HONNEUR**  
Existe-t-il un grand cinéma ouzbek ? Non. A-t-on tourné, en Ouzbékistan, une poignée de bons films qui méritent largement d'être présentés de par le monde ? Oui. Le travail des F3C consiste à montrer ceux-là, et pas les autres. Et il y eut, du coup, quelques belles découvertes, d'Avant le lever du soleil, splendide réalisation muette de 1933 qui valut à son auteur, Soleiman Khodjaev, d'être envoyé au goulag d'où il ne revint jamais, au récent *Mystère des fougères* (1992), de Rachid Malikov.

Deuxième constante, la prééminence de l'Asie, chaque année plus écrasante, au point que le « 3 » de l'intitulé de la manifesta-



Kaushalya Gidwani, dans « La Danse du vent », de Rajan Khosa.

tion en devient problématique. Parmi les nouveautés, en ou hors compétition, presque toutes les œuvres de grande qualité venaient de Hongkong (*Mode in Hongkong*, de Fruit Chan – *Le Monde du 14 août*), de Taiwan (*Murmure de la jeunesse*, de Lin Cheng-sheng), de Chine (*Le Voyage vers l'empire Xio*, de Lu Wei), d'Inde (*La Danse du vent*, de Rajan Khosa), de Thaïlande (*Dong Bireley et les jeunes gangsters de Nonzee Nimbutr* et *Fun bar Korooke* de Pen-Ek Ratana-ruang), d'Iran (*Le Voyageur venu du sud*, de Parviz Shabazi et *Bahar*, d'Ahmad Ramezan Zadeh).

Le jury présidé par Pascal Bonitzer a d'ailleurs entériné cette supériorité, de plus manifestée par des réalisations de très jeunes cinéastes, à laquelle faisait écho la très belle sélection de films de la nouvelle vague japonaise des années 50-60. Nantes se confirme ainsi comme le plus constant point d'appui français au déve-

loppement en Orient d'une troisième « zone des images », à côté, sinon contre, l'Amérique et l'Europe.

**SURPRISE TUNISIENNE**  
Face à l'omniprésence asiatique, il aura fallu rendre un hommage (mérité) à Gaston Kaboré pour assurer cette année une représentation de l'Afrique noire. La relative nouveauté est venue d'un retour quantitatif des productions latino-américaines, même si la qualité des œuvres demeure encore bien incertaine : le penchant pour le formalisme et, surtout, l'obsédante influence de la littérature « baroque » du continent continuent de dominer des réalisations qui font bien peu confiance aux puissances particulières du cinéma.

Hors des productions asiatiques, la meilleure surprise sera finalement venue du nouveau film du Tunisien Nouri Bouzid. Contre la condition faite aux

### DÉPÊCHES

■ De nombreux films de Chris Marker seront présentés à Dunkerque, dans le cadre du festival qui se déroule du 3 au 21 janvier. À côté de *Lo Jetté*, *Le Fond de l'air est rouge* ou *Sans soleil*, des titres très rarement vus seront proposés au public. La manifestation présente également des œuvres dont les auteurs (Robert Kramer, André Ujica, Arnaud des Pallières) se réclament peu ou prou de l'itinéraire de Chris Marker.

**Festival de cinéma de Dunkerque.** Images du futur, futur des images. Studio 43 - MIC Terre Neuve, 43, rue du Docieur-Louis-Lemaire, 59140 Dunkerque. Tél. : 03-28-66-47-89.

■ La dernière sélection du prix Louis-Delluc, récompense qui doit être attribuée le 11 décembre, comporte les titres suivants : *Le Cousin*, d'Alain Corneau, Marion, de Robert Guédiguan, *Nettoyage*, de sec, d'Anne Fontaine. On connaît la chanson, d'Alain Resnais, *Reprise*, d'Hervé Le Roux, *Le Septième Ciel*, de Benoît Jacquot, *La Vie de Jésus*, de Bruno Dumont. ■ La privatisation de Cinécité a progressé avec la signature d'un accord pour l'entrée d'Aurelio De Laurentiis et Vittorio Cecchi Gori dans Cinécité Servizi, la société qui gère les studios. Son président, Luigi Abete, ancien président de la confédération patronale italienne, a déclaré que « l'arrivée de De Laurentiis et Cecchi Gori va nous permettre d'être compétitifs sur le marché », mais sans préciser à quelle hauteur du capital se fera l'entrée des deux importants producteurs italiens. M. Cecchi Gori possède le principal trust cinématographique de la Péninsule, ainsi que les chaînes de télévision privées Telemondo et 1 et 2. M. De Laurentiis dirige Filmaluno, une des plus importantes sociétés de production italienne fondée par son père Dino. M. Abete a annoncé qu'il était désormais « prêt à discuter avec d'autres opérateurs de télévision, dont Conai Plus ».

### Le palmarès

- Montgolfière d'or (grand prix). *Mode in Hongkong*, de Fruit Chan (Hongkong).
- Montgolfière d'argent. *Retour à Van-Ly*, de Lê Hoang (Vietnam).
- Prix de la mise en scène. Amos Gitai, pour *Devarim* (Israël).
- Prix spécial du jury. *Fun Bar Korooke*, de Pen-Ek

- Ratanaruang (Thaïlande).
- Meilleure actrice. Kaushalya Gidwani, dans *La Danse du vent*, de Rajan Khosa (Inde).
- Meilleur acteur. Ricardo Bartis, dans *Hiver, mauvaise vie*, de Gregorio Cramer (Argentine).
- Prix du public. *La Danse du vent*.
- Prix du jeune public. *Mode in Hongkong*.

### LES NOUVEAUX FILMS

■ **PARADJANOV, LE DERNIER COLLAGE**  
Les Chevaux de Feu (1965), *Soyuzdetfilm* (1968), ou encore *La Légende de la Forteresse de Sourom* (1984), c'était lui, Sergueï Yossifovitch Paradjanov, un des plus grands lyriques de l'Empire soviétique sans doute, plus sûrement cinématographique. Voici déjà deux ans que Rouben Kévrokiantz et Krikor Hamel ont consacré leur hommage posthume à ce Géorgien, né en 1924 à Tbilissi, mort à Erevan en 1990, après avoir contribué, par un geste universel et poétique, à la stylisation des sources populaires ukrainienne et arménienne. Ce documentaire, son titre le suggère à bon escient, séduit avant toute chose par la mise en œuvre inspirée d'un procédé, le collage, cher au cinéaste et au plasticien que fut Paradjanov. Extraits de ses films, connus ou inachevés, images du cinéaste de son vivant, visites des lieux qu'il a affectionnés et filmés, témoignages de proches et d'amis, et jusqu'à ses fascinants collages longuement parcourus par la caméra, composent un portrait sensible, vif et chatoyant entre la vie et l'œuvre, la vie et la mort, la présence et l'absence, de ce génie truculent.

J. M. Film franco-arménien de Rouben Kévrokiantz et Krikor Hamel. (1 h 10.)

■ **REGARDE LA MER**  
Une robe d'été, court métrage justement remarqué (et récompensé) en 1996, attirera l'attention sur François Ozon, jeune cinéaste à l'univers sadique et adolescent. *Regarde la mer*, son premier moyen métrage, s'installe à nouveau dans une maison isolée, près d'une plage désertée et d'une péné-

ombrageuse. Dans la maison, une mère et sa petite fille de dix mois, dont la retraite va être troublée par l'irruption d'une jeune routarde qui plante sa tente, comme une pierre dans le jardin. Ce qui se déroule à partir de ce moment tient à la fois de la description clinique et du jeu consistant à suggérer avec un minimum d'effets un maximum d'effroi. Sans se départir d'une apparente froideur, la mise en scène entreprend d'extraire à petites touches nauséabondes, sous la chair du monde et des personnages, le grouillement monstrueux de la matière organique – opération dont le brio ne masque pas entièrement l'artifice.

J. M. Film français de François Ozon. Avec Sasho Hail, Marino de Van. (0 h 52.)

■ **LA MONTAGNE DE BAYA**  
En Kabylie au début du siècle, tout un village tente de fuir l'oppression française et les seigneurs féodaux qui ont confisqué les terres. La population se réfugie dans les montagnes et entreprend, laborieusement, de fertiliser un sol ingrat. Baya, la veuve d'un homme qui s'est révolté contre le fils du seigneur local et qui fut tué par lui, refuse, malgré les menaces, de donner à la communauté l'argent qu'elle obtient en compensation du meurtre de son mari. Intraitable, elle rendra la bourse au père du meurtrier lorsqu'elle aura fait accomplir sa vengeance, plusieurs années plus tard. *La Montagne de Baya* relève à la fois du conte populaire, du film historique et du western. Passant d'une catégorie à l'autre, changeant plusieurs fois de registre, le film croise un thème essentiel du cinéma épique, le lien

entre l'individu et la collectivité unie par une tâche historique. Malgré quelques moments impressionnants, notamment les plans documentaires décrivant une nature rétive à la domestication, cette réalisation souffre de l'hétérogénéité de style.

J.-R. Film franco-algérien d'Azizeddine Meddour. Avec Djamilia Amzal, Ali Ighil Ali, Ouadjo Kessi. (1 h 47.)

■ **LE JARDIN DE CELIBIDACHE**  
Sergiu Celibidache, né en Roumanie en 1912 et décédé en 1996, fut une des très grandes figures contemporaines de la conduite d'orchestre. Formé à Berlin durant la seconde guerre mondiale, notamment auprès de Heitz Tessen, il partage à la libération la direction de l'Orchestre philharmonique de Berlin aux côtés de Wilhelm Furtwängler, avant de

développer les conceptions originales qui feront sa réputation, principalement en Allemagne et en Italie. Il ne faut pas attendre du film que lui consacre son fils d'avantage d'éléments biographiques. Sa réalisation repose en effet sur le parti-pris de ne montrer l'homme que dans son rapport à la musique. Trois situations sont utilisées à cette fin : les répétitions d'orchestre, les leçons de direction prodiguées à ses élèves, et des séquences montrant le maestro se reposant ou dormant. Scandé par Mozart, Bruckner ou Bartok, ce film ravira d'autant plus les spécialistes que Celibidache s'est depuis le début des années 50 toujours refusé à l'enregistrement, et qu'il y apparaît fidèle à lui-même, impérieux, inspiré et génial (un livre d'hom-mages accompagne de surcroît la

sortie du film, chez K Films Éditions). J. M. Film français de Serge Ioan Celibidache. Avec Sergiu Celibidache. (2 h 25.)

■ **BLACK DJU**  
Un jeune homme du Cap-Vert vient en France retrouver son père. Il rencontre un inspecteur de police (Philippe Léotard), qui l'aide dans ses recherches. Si on fait exception de deux brèves apparitions de Cesaria Evora et Manu Dibango – les seuls moments surprenants du film – *Black Dju* frappe par son manque d'originalité. Ses intentions (en faveur des sans-papiers) sont sûrement très bonnes, mais sont anéanties par un scénario conventionnel et une mise en scène totalement dépourvue d'idées.

S. Bd Film luxembourgeois de Pol Cruchten. Avec Philippe Léotard, Richard Courcet, Patrice Flora Praxo, François Hadji-Lazzaro. (1 h 20.)

- **LE BOSSU**  
Lire page 25
- **OUT OF THE PRESENT**  
Lire page 27
- **SUNDAY**  
Lire page 27
- **AUSTIN POWERS**  
Lire page 27
- **JOLI VILLAGE, JOLIE FLAMME**  
Lire page 27

En raison d'une actualité chargée, la critique des films « Le Collectionneur » et « La Pêche bleue » est reportée.

Les meilleures entrées en France					
FILMS	nombre de semaines d'exploitation	ENTRÉES *	NOMBRE D'ÉCRANS	% d'évolution par rapport à la semaine précédente	TOTAL depuis le début
1. Hercule	1	696 290	603		696 290
2. Sept ans au Tibet	1	569 493	379		569 493
3. Allen, la résurrection	3	307 937	499	▼ -42 %	2 051 819
4. On connaît la chanson	3	218 481	265	▼ -32 %	987 064
5. Marius et Jeannette	2	195 910	264	▼ -7 %	483 802
6. Le Pacificateur	2	189 136	358	▼ -42 %	505 358
7. The Full Monty	6	148 340	237	▼ -20 %	1 716 654
8. Bean	5	107 857	388	▼ -43 %	2 791 388
9. The Game	4	78 298	191	▼ -43 %	1 044 251
10. Le Monde perdu	6	77 161	254	▼ -47 %	4 682 175

\* période du mercredi 26/11 au dimanche 30/11 inclus

Source : Sofit

DEAUVILLE '97 : GRAND PRIX - PRIX DE LA CRITIQUE / SUNDANCE '97 : MEILLEUR FILM - MEILLEUR SCENARIO

# SUNDAY

de Jonathan Nossiter

«Un des films les plus surprenants qui soient venus d'Amérique depuis longtemps.» Le Nouvel Observateur

Location PARIS m.2 RIL2



# Eloge de l'imposture et de l'errance

Sunday. Jonathan Nossiter signe un remarquable reportage fictionnel sur le quart-monde américain

Film américain de Jonathan Nossiter. Avec David Suchet, Lisa Harrow, Jared Harris. (1 h 35.)

Contre toute apparence, *Sunday* ne cherche pas à donner de leçons, mais plutôt à raconter des histoires. La morale serait pourtant facile à deviner. Il suffit de regarder grossièrement les personnages – un SDF opportuniste, une bourgeoise mythomane et une bande de clochards du Queens, à New York, qui se croisent, se perdent et se retrouvent dans un quartier dévasté – pour comprendre que Jonathan Nossiter ne plaisante pas, et assène un reportage fictionnel sur le quart-monde américain, ses difficultés, son quotidien, son devenir.

La première séquence de *Sunday* est exemplaire, située dans un refuge de SDF où un groupe du troisième âge se dispute le droit à la parole, l'accès à la cuisine, le nombre de mètres cubes d'oxygène par personne, et l'utilisation exclu-

sive du savon. Elle est filmée presque sans paroles – si l'on excepte la blague juive douteuse racontée par un personnage tout aussi douteux – car l'atmosphère de mauséum à l'épave, de manière à restituer un environnement où les individus finissent par se ressembler. S'il fallait chercher une signification au regard de Jonathan Nossiter sur ce quart-monde, elle serait à trouver dans une volonté de montrer que la catégorie des sans-abri n'existe pas. Il y a seulement des individus, entassés les uns au-dessus des autres, et Jonathan Nossiter prend l'une d'elles au hasard.

## QUESTIONS SANS ENJEU

*Sunday* est une plaisanterie, non pas celle que le metteur en scène organiserait derrière le dos de ses deux personnages sur le thème très hollywoodien de l'argent qui ne fait pas le bonheur, mais une autre, beaucoup plus sophistiquée, organisée par les deux principaux protagonistes : O'ber, la cinquantaine,

SDF toujours attaché à ses apparences vestimentaires, et Madeleine, actrice de théâtre, un peu plus jeune que lui.

Elle le croise un dimanche sous une station d'un métro aérien et le prend, à tort ou à raison, pour Matthew Delacorta, un metteur en scène célèbre. O'ber est-il bien le dramaturge recherché par Lisa, transformé en clochard le temps d'effectuer ses recherches pour son prochain film ou bien un ancien cadre dynamique, sacrifié par son entreprise sur l'autel de la rentabilité et qui profite de la crédulité d'une bourgeoise pour déjeuner à ses frais ? Madeleine sait-elle ou non qu'elle se fait manipuler ?

Ces questions sont sans enjeu dans un film qui se moque bien du suspense qu'il installe. Il y a toute une déclinaison du terme de SDF, qui serait d'abord purement technique, avant d'être envisagée ensuite sous un angle plus philosophique. Le statut de SDF serait d'abord, pour Jonathan Nossiter, celui

d'une errance généralisée à laquelle visent les deux personnages. De ce point de vue, son film est le plus bel éloge des sans domicile fixe qu'il nous ait été donné de voir depuis longtemps.

*Sunday* est à l'image des lunettes à double foyer chaussées par David : on n'y voit rien, et il possède l'ambiguïté des récits énoncés par les contredits de ces personnages. Il n'y a aucune vérité à laquelle se raccrocher et qui pourrait donner à ce film remarquable le moindre ancrage. On entre dans *Sunday* comme Dorothy dans *Le Magicien d'Oz* – qui semble être l'un des modèles du film, comme le montre ce moment étonnant où O'ber retire ses lunettes, voit tout ce qui l'entoure autour de lui de manière floue, les remet et aperçoit alors Madeleine – sans prévenir, plongé dans un monde où le clochard devient une célébrité et une bourgeoise angoissée, une diva.

S. B.

# Le rire du troisième type

Austin Powers. Cette parodie de James Bond construit un comique au statut indéfinissable

Film américain de Jay Roach. Avec Mike Myers, Elizabeth Hurley, Michael York, Mimi Rogers. (1 h 35.)

Le film porte le nom d'un célèbre photographe de mode du Londres des années 60, qui était aussi un agent secret au service de Sa Majesté. Entouré de femmes, vêtu à la dernière mode du *swinging London*, il a un ennemi acharné, le diabolique docteur Evil. Cryogénisé à la fin des années 60, Powers est réanimé par les services secrets pour neutraliser son adversaire de toujours, lui-même réveillé après un sommeil trentenaire, et réfrégéré, et bien décidé à soumettre la terre à un chantage nucléaire.

Parodie débraillée des films de James Bond comme des séries télévisées du type *Chapeau melon et bottes de cuir* (et du *Blow Up* d'Antonioni), *Austin Powers* repose sur l'anachronisme d'un personnage des années 60 lâché au milieu des années 90. Or, si le film donne l'impression d'un emboîtement insensé de

poupées russes, c'est qu'il prend pour objet de moquerie une référence elle-même totalement ironique : ce qu'on a appelé l'esprit pop, issu d'une époque d'hédonisme consumériste, de libération sexuelle, de second degré, de transformation d'objet en gadget détourné. Le film multiplie les signaux vestimentaires ou musicaux (de Quincy Jones à Burt Bacharach, roi du *easy listening*) d'un temps révolu et qu'une nostalgie contemporaine tente de ressusciter.

## L'HILARITÉ PAR PALIER

Scénariste et producteur, Mike Myers, comédien de télévision remarqué dans la série des *Wayne's World*, est le véritable auteur du film. Il y incarne à la fois le héros improbable (chémiste à la fois, dentition monstrueuse, érotomanie effrénée) et son ennemi (calculé sur l'ignoble blofeld de la série des James Bond). Les gags, volontiers grossiers voire scatologiques, relèguent l'œuvre d'un Mel Brooks dans la catégorie des comédies en demi-teinte et brocardent toutes sortes de cli-

chés cinématographiques. Et le film, transformant les habitudes relations avec la comédie, invente un burlesque singulier.

Il arrive en effet que certains films comiques soient appréciés pour leur bêtise et l'indigence de leur inspiration : les gags oarvants, l'effet raté sont souvent susceptibles de faire rire, quelque différemment. Mais *Austin Powers* fait exploser toute distance entre premier et second degré, l'hilarité s'y déclenche souvent par palier : une situation fait rire au premier abord, puis le rire se fige face à la dilatation du temps durant lequel la trouvaille est utilisée par un réalisateur et un scénariste qui semblent prendre le spectateur pour un imbécile, avant qu'un rire d'une nature surgisse sous l'effet de cette redondance. Ce qu'on voit est-il nul ou supérieurement inspiré ? C'est parce qu'on ne cesse de se poser cette vertigineuse interrogation qu'*Austin Powers* est un film comique totalement étrange.

Jean-François Rauger

# Men in red

Out of the Present. Un film étrange et d'une beauté sidérale

Film germano-stellaire d'Andrei Ujica. (1 h 32.)

Voilà un film-fusée, qui se propose en deux temps. Les premiers plans annoncent ce redoublement, en montrant successivement l'image d'un objet spatial telle qu'elle pourrait apparaître sur un écran de contrôle, grésâtre, quasi immobile, saturée d'inscriptions et de grésillements, puis la réactualisation de cette même image par le brusque passage à la couleur, à la netteté et au mouvement, accentuée par une musique au rythme soutenu. C'est exactement cette impression à double détente que suscite ce film étrange et d'une beauté sidérale.

Dans un premier temps, on assiste à un documentaire scientifique consacré à une mission spatiale soviétique en mai 1991 : l'envoi, pour une durée de cinq mois, des deux cosmonautes Anatoli Artsebarski et Sergueï Krikalev, accompagnés d'une collègue anglaise, sur la station orbitale Mir. Que voit-on ? Les préparatifs de départ, la séparation d'avec les familles et quelques extraits choisis des trois cents heures d'images vidéo tournées par les cosmonautes durant leur séjour, qui se prolongera cinq mois de plus pour Krikalev. La Terre rouge et bleu, un coucher de soleil inédit, quelques facettes culinaires et capillaires suggérées par la vie en apesanteur, le retour sur Terre d'une partie de l'équipage, l'arrivée en haut de nouvelles équipes. Artsebarski ramène ses souvenirs poétiques : « La Terre est bleue comme une orange. » Belles images, mais après ?

Après, ce dispositif classique se transforme en un feu d'artifice d'où au montage formidablement intelligent d'Andrei Ujica. Car la Terre a beau être présentée du point de vue de Sirius, elle n'en continue pas moins de tourner, et même de vibrer, particulièrement en ce mois

d'août 1991 où le peuple russe est en train d'en finir avec l'Union soviétique. Aux vues immaculées prises depuis l'éther d'une station qui fait seize fois le tour de la Terre en vingt-quatre heures, Ujica mêle ces scènes nocturnes et embrouillées de vidéo amateur, tournées au cœur de l'action et au ras des paquerettes, suggérant qu'en matière de révolution il n'y a que la Terre qui vaille.

D'autant que Mir présentait déjà des signes de fatigue, ce qui fait dire au philosophe Paul Virilja qu'« à l'exemple de la centrale de Tchernobyl qui préparait la fin de l'Union soviétique, la ruine prématurée de la station Mir est le signe avant-coureur d'une débâcle prochaine du mythe progressiste de la conquête des étoiles par l'humanité, ce « cosmisme » qui était venu supplanter au déclin du communisme à la fin de la décennie 80. Force reste aujourd'hui aux lois de l'astrophysique : le vide sidéral reste le vide et l'actuelle démythification de l'avenir radieux de l'astronautique est probablement plus importante pour l'histoire de nos sociétés que celle du marxisme-léninisme. »

Détourné de son orbite scientifique, le film l'est aussi de l'exploitation de l'exotisme visuel de l'espace. Tout en tirant parti des beautés de cet environnement, Ujica refuse de s'y laisser confiner pour recentrer son fil sur l'enjeu défini lors d'un dialogue entre la base et la station orbitale : « Qu'est-ce que, vu de là-haut, vous préférez sur la Terre ? – Avant tout, ce qu'on ne peut pas voir d'ici, les hommes. » Rejoignant, sur le plan métaphysique, les conclusions politiques de Virilja, Ujica signe ainsi un grand film qui ne se déroule dans l'espace que pour mieux éprouver notre temps et qui joue avec l'apesanteur dans le seul but de réaffirmer le principe de l'attraction universelle.

Jacques Mandelbaum

# En un combat douteux

Joli village, jolie flamme. Les ambiguïtés du premier film serbe consacré à la guerre en Bosnie

Film serbe de Srđan Dragojević. Avec Dragan Bjelogrić, Nikola Kojić, Veliimir Bata Zivojinović, Dragan Maksimović, Lisa Moncur. (2 h 05.)

Ce joli village... n'est pas un bon film, mais il est pourtant intéressant, à plusieurs titres. D'abord parce qu'il met violemment en cause les panélys nationalistes serbes, en ridiculisant leurs rhétoriques et leurs matamores machos. Ensuite, parce que cela ne l'a pas empêché de faire un énorme succès dans son pays, devenant même l'œuvre-culte des manifestants contre Slobodan Milosevic lors du mouvement qui conteste les résultats des élections municipales de l'hiver 1996-1997. Puis, parce que ce récit à double niveau (scènes de guerre dans une trépidante et un petit groupe de soldats serbes est assiégué par des Bosniaques, comédie noire dans une salle commune d'hôpital où se retrouvent les survivants) est entièrement construit sur des schémas cinématographiques américains. Et qu'il y a fort à parier que cette preuve de « virtuosité » et de « modernité » fut pour beaucoup dans son succès.

Mais surtout, le scénario pose un véritable problème. Selon la manière dont on y répond, il passera pour une œuvre « progressiste » brochant le nationalisme serbe ou pour une machination assez perverse de propagande en faveur de la purification ethnique. *Joli village, jolie flamme* est en effet fondé sur une situation dramatique à tout le moins paradoxale : il faut un certain estomac pour construire le premier film serbe traitant de la guerre en Bosnie sur l'histoire d'un petit groupe de Serbes encerclés par des Bosniaques qui les affament et tentent à toute force de les exterminer lorsqu'on sait que fut le destin de Sarajevo, à fortiori de Srebrenica.

C'est que Dragojević n'en a rien à

faire, de la Bosnie, et surtout de la Bosnie pluriethnique : les seuls personnages – avec lesquels il n'est pas tendre – de son film sont des Serbes de Bosnie combattant contre les soldats de l'Armija, et toute la dramaturgie repose sur l'idée que la rupture a déjà eu lieu, que Serbes et Musulmans appartiennent à deux nations étrangères. A l'intérieur de ce cadre seulement prend place la charge ironique, les Bosniaques étant utilisés de manière strictement fonctionnelle pour révéler les travers du seul groupe humain qui intéresse l'auteur. Le film fonctionne exactement selon le schéma d'un western classique (où seul ce qui se passe chez les Blancs intéresse vraiment) ou d'un film de guerre hollywoodien : tout l'enjeu concerne les Américains encerclés par des « ennemis » – Indiens, Japs, boches ou Vietnams, n'importe, leur seule utilité est d'être des ennemis –, face auxquels les personnages se révoltent.

## UNE PROPOSITION INADMISSIBLE

Ce dispositif traditionnel est une admissible convention, mais à condition qu'on soit assuré que son cadre est une guerre « étrangère ». Justement, ce fut tout l'affrontement d'idées au moment de la guerre en Bosnie, entre les « ultras » serbes affirmant que l'étrangeté de nature (de « race ») : quels qu'aient été les termes, c'est bien d'une politique raciste qu'il s'agit existait de toute éternité et qu'il fallait la traduire dans les faits – d'où la purification ethnique –, et la position pluriethnique représentée par Sarajevo, dénonçant une guerre civile déchirant les membres d'un même peuple bosniaque. Or, les prémisses du film, aussi simplement caustique envers les Serbes ou tout autre nationalisme soit-il, sont bien celles de la première proposition. Et c'est en cela qu'il est inadmissible.

J.-M. F.

# SORTIR

## Les Trois Derniers Jours

de Fernando Pessoa d'après Antonio Tabucchi, mise en scène de Denis Marleau, avec Paul Savoie, Daniel Parent et Gaphné Thompson.

Novembre 1935, à Lisbonne. Fernando Pessoa va mourir. Alité dans sa chambre d'hôpital, il convoque quelques-uns de ses hétéronymes pour un ultime dialogue... L'écrivain Antonio Tabucchi – un inconditionnel de Pessoa – a imaginé la scène dans *Les Trois Derniers Jours* de Fernando Pessoa, un livre que le Québécois Denis Marleau porte à la scène d'une manière troublante : il plonge le spectateur dans un monde où le réel et le virtuel inventent des images qu'on dirait surgies de l'inconscient. Une belle revuette.

*Les Abbesses* (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, 18<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Abbesses. Du mercredi au samedi, le mardi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F. Jusqu'au 13 décembre.

Karine Saporta

Le Spectre ou les Manèges du ciel

Chorégraphe de ses fantômes, Karine Saporta fait toujours l'intérêt. Dans son dernier spectacle (*Le Spectre*) ou les Manèges du Ciel, elle jette un sort à la ballerine romantique du XIX<sup>e</sup> siècle et son rêve d'éternité. Mais, dans les coulisses de l'Opéra, la réalité parle

un langage cru, celui de l'intransigeant maître de ballet, celui des voyageurs venus épingler leur danseuse en tutu et monnayer son corps. Troublant destin.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Châtelet. 20 h 30, les 3, 4, 5 et 6 décembre. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.

## La Vie d'un dou

de Wladyslaw Zorko, mise en scène de l'auteur, avec Antonella Amante, Elisabeth Emout, Colm O'Brick, Mary Jordan et les enfants de l'école de Omquin en Irlande.

La Vie d'un dou est un spectacle qui vient d'un bout du monde, le village de Omquin, à la pointe occidentale de l'Irlande. C'est là que vit maintenant l'homme de théâtre français le plus révé, Wladyslaw Zorko. Zorko a travaillé avec cinq enfants et quatre adultes de Omquin, qu'il met en scène dans l'école du village, transformée en poulailler. Tous attendent un retour : celui d'un père parti en mer, d'une mère partie aux champs, d'un frère parti pour Dublin ou d'une sœur partie pour l'Amérique...

Théâtre le Point-du-Jour, 7, rue des Aquerours, 20 h 30, les 6, 8, 12, 13, 16 heures, le 7, 19 h 30, les 10 et 11. Tél. : 04-78-36-67-67. 80 F et 100 F. (\* Tarif réduit)

(Publicité)

"BLACK DJU"  
PHILIPPE LEOTARD  
RICHARD COURCET  
MAU DIBANGO  
PATRICE-FLORA PRAXO  
CESARIN EVORA  
RTL2  
ACTUELLEMENT

# GUIDE

## FILMS NOUVEAUX

*Austin Powers* de Jay Roach (Etats-Unis, 1 h 35), avec Mike Myers, Elizabeth Hurley, Michael York, Mimi Rogers, Robert Wagner.

*Black Dju* de Pol Cruchten (Luxembourg, 1 h 20), avec Philippe Léotard, Richard Courcet, Patrice-Flora Praxo, Adama Kouyaté, Paul Minthe.

*Le Bossu* de Philippe de Broca (France, 2 heures), avec Gérard Philipe, Fabrice Luchini, Vincent Perez, Marie Gillain, Yann Collette, Jean-François Stévenin.

*Le Collectionneur* (\*) de Gary Fleder (Etats-Unis, 1 h 56), avec Morgan Freeman, Ashley Judd, Cary Elwes, Tony Goldwyn, Alex McArthur, Jay O. Sanders.

*La Fiebre bleue* dessin animé d'Enzo O'Alò (Italie, 1 h 30).

*Le Jardin de Cébélidache* de Serge Iacon Cébélidache (Etats-Unis, 2 h 30), avec Sergiu Cébélidache.

*Joli village, jolie flamme* de Srđan Dragojević (Bosnie, 2 h 05), avec Dragan Bjelogrić, Nikola Kojić, Veliimir Bata Zivojinović, Dragan Maksimović, Zoran Cijevanović, Nikola Pejaković.

*La Montagne de Baya* d'Azzedine Meddour (France, Algérie, 1 h 46), avec Oumaima Anzai, Abderrahmane Oubene, Ali Ighil Ali, Ouadja Kaci, Kamal Abderrahmane, Mezziane Chabi.

*Out of the Present* d'Andrei Ujica (Allemagne, 1 h 36).

*Paradjanov*, le dernier collage de Rouben Kéroukiantz, Krikor Hamel (France, 1 h 10), avec Sergueï Paradjanov, les témoignages de Jean-Luc Godard, Tonino Guerra, Robert Hossein, Marina Vlady.

*Regarde la mer* de François Ozon (France, 52 min), avec Sasha Hail, Marina De Van, Samantha, Paul Raoux.

*Sunday* de Jonathan Nossiter (Etats-Unis, 1 h 32), avec David Suchet, Lisa Harrow, Jared Harris, Larry Pine, Arnold Barkus. (\*) Film interdit aux moins de 12 ans.

## PROCHAINEMENT

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

## VERINAGES

Anna et Bernhard Blume, Wyn Geleynse. Centre national de la photographie. Hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Etoile, Georges-V. Tél. : 01-53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fermé le 25 décembre. Fermé mardi. Du 3 décembre au 16 février. 30 F 15 F.

Jan Voss. Galerie Leong, 13, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Miromesnil. Tél. : 01-45-63-13-19. De 10 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Du 3 décembre au 30 janvier.

## ENTREES IMMEDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Paul Whelan (baryton), Ovid Harper (piano). Œuvres de Purcell, Ouparc, Finzi, Moussorgski.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>rs</sup> Châtelet. 12 h 45, le 3 décembre. Tél. : 01-40-28-28-40. 50 F.

Chœur et Orchestre de Paris Beethoven : Le Roi Étienne, Symphonie n° 8, Christ au Mont des Oliviers. Eva Mei (soprano), Ovid Kübler (ténor), Jan-Hendrik Rootering (basse), Wolfgang Sawallisch (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Ternes. 20 heures, le 3. Tél. : 01-45-61-65-69. De 140 F à 320 F.

Matt Haimovitz (violoncelle), Itamar Golan (piano). Beethoven : Sonates pour violoncelle et piano op. 69 et op. 102 n° 1 et 2. Variations sur « La Flûte enchantée » de Mozart.

Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>rs</sup> Louvre. 20 heures, le 3 décembre. Tél. : 01-40-20-52-29. De 90 F à 135 F.

12 h 30 le 4, 140 F 60 F. Jean-Louis Cailland (piano). Brahms : Intégrale des Klavierstücke.

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Miromesnil. 20 h 30, le 3 décembre. Tél. : 01-49-53-05-07. De 95 F à 200 F.

La Belle Helène d'Offenbach. Fabienne Masoni, Anne Barbier, Myriam Bourcis (Hélène), Pierre Catala, Fernand Fedronic, Stuart Patterson (Paris), Eric Perez (Calchas), Erik Vin-gau, Christophe Crapet (Ménélas), Christophe Ouringer, Jean-Claude Saragosse (Agamemnon), Chœur et orchestre Opéra éclaté, Dominique Trottein, Joël Suhubiette (direction), Olivier Desbordes (mise en scène).

Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, Paris 15<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Porte-de-Vanves. 20 h 30, le 3. Tél. : 01-45-31-10-96. 180 F.

Stomp. La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Pigalle. 20 h 30, le 3 décembre. Tél. : 01-49-25-89-99. De 127 F à 172 F.

## DERNIERS JOURS

9 décembre : Vincent Van Gogh ou le Suicidé de la société d'Antonin Artaud, mise en scène d'Anne Oelbée, avec Emmanuel Barrouyer, Anne Oelbée, Michael Oéard, Jean-François Guilliet et Ophélie Drechla.

Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>rs</sup> Rambuteau, Étienne-Marcel, 21 heures, du mercredi au samedi. 16 heures le dimanche. Tél. : 01-44-54-53-06. 80 F et 120 F. (\* Tarif réduit)



EN VUE

■ Les dignitaires musulmans approuvés par la Société de prévention contre la cruauté envers les animaux ont obtenu que les corridas prévues au Caire en décembre aient lieu sans mise à mort. Les matadors espagnols, qui se produiront dans l'arène en habits de lumière, devront agiter leur muleta sous les cornes des taureaux sans épée ni banderilles. Ensuite, ils laisseront la place à des danseurs ibériques en costumes folkloriques.

■ Dimanche encore, les forces de l'ordre arrêtaient une dizaine de femmes « mal voilées » dans un quartier résidentiel de Téhéran. Mais, mardi, cinq mille jeunes filles déchaînées, brandissant des portraits de leurs idoles, forçaient les entrées du stade Azadi pour honorer les joueurs de l'équipe nationale de football qui participeront à la Coupe du monde en 1998. Depuis la révolution islamiste, les enceintes sportives réservées aux hommes sont formellement interdites aux femmes.

■ Anke van der Meersch, avocate stagiaire, vient d'être frappée d'une suspension de trois mois par le bâtonnier du barreau d'Anvers pour avoir donné, dans une interview, des « conseils utiles » à ses futures consœurs. La jeune femme, ancienne Miss Belgique, a raconté au magazine flamand *Kwink* qu'elle s'était présentée à un concours devant des examinateurs rudes comme la justice, en minijupe de cuir noir.

■ Pour financer un bâtiment qui doit abriter, à Moscou, la bibliothèque et les archives du Fonds Gorbatchev, l'ancien chef de l'Etat soviétique a accepté de figurer dans un film publicitaire vantant les mérites des pizzas Pizza Hut.

■ Après avoir choisi son chat pour héritier, Mary Kleinman en avait confié la tutelle à une association de défense des animaux. Depuis, Troy est mort. Un tribunal de l'Utah vient de donner gain de cause aux neveux de la vieille dame qui réclament la part du magot que le matou n'a pas croquée : 8 millions de francs environ. Les amis des bêtes font appel.

■ Les Nigériens donnent à la viande de chieho le nom prestigieux de « Peugeot ». On trouve aux menus des restaurants de Calabar, capitale de l'Etat de la Cross River, divers morceaux rôtis ou bouillis, appelés chissis (poitrine), carburateur (cœur), amortisseurs (pattes) ou essieu (queue). Le « Peugeot » protège également des jeteurs de sorts. A l'occasion des récentes élections régionales, l'Etat voisin d'Ogun, en lutte contre la sorcellerie, a déconseillé aux candidats d'en manger pour forcer le destin des urnes.

Christian Colombani

# La Suisse face à la conférence de Londres sur l'or nazi

La presse helvétique dénonce la surenchère du Congrès juif mondial tout autant que les lenteurs de l'enquête menée dans la Confédération

PRIS au dépourvu dans le tourment des fonds en déshérence et de l'or nazi, les Suisses pensaient que le pire était derrière eux et que le travail d'introspection entreprise comme ça à porter ses premiers fruits. Mais voilà que la Confédération se retrouve sur la sellette pour son rôle dans les transactions d'or pillé par les nazis au lendemain des premières précisions apportées par une commission d'historiens juste à la veille de la conférence de Londres. D'où ce constat un peu déabusé de la *Basler Zeitung*, principal journal du nord-ouest du pays : « Ceux qui croient que les esprits s'apaiseraient avec les diverses mesures prises en tant pour leurs frais. Avec la dernière réclamation en date d'un milliard demandé à Londres, Edgar Bronfman (président du Congrès juif mondial) a bruyamment frappé le gong du prochain round. »

AGACEMENT Relançant la polémique après les révélations des historiens sur l'ampleur de l'implication de la Suisse dans les opérations sur l'or du III<sup>e</sup> Reich, les déclarations de M. Bronfman ont visiblement suscité l'agacement à Berne. « Nous ne devons pas nous laisser impressionner par ce genre de provocations », a répliqué, mardi 2 décembre, Arnold Koller, président de la Confédération.

Sous le titre « Le Congrès juif mondial ne va-t-il pas trop loin ? », *Le Nouveau Quotidien* de Lausanne prend la balle au bond : « Le CJM,

ayant averti qu'il ne ferait de cadeau à personne, a choisi à nouveau de faire monter toute la pression contre la Suisse... Cette exaltation se développe alors que s'annonce imminente la réunion à New York de puissants gestionnaires de fonds publics américains qui ranime la menace de sanctions dirigées contre les banques helvétiques », rappelle par ailleurs le journal lausannois.

Critiquant également le CJM, *Le Journal de Genève* lui reproche de « faire de la surenchère sans trop se préoccuper des efforts entrepris par la Suisse ni des travaux menés par ceux qui s'efforcent de rétablir la vérité historique sur la période la plus troublée du siècle », et d'ajou-



ter : « Il ne fait guère de doute que le CJM ne se satisfait pas de l'aperçu statistique commenté et publié, lundi, par la commission Bergier. »

Estimant que la Suisse se trouve en « mauvaise posture », le quotidien *Berner Zeitung* trouve « nébuleuses » les raisons du retard pris

dans ces investigations par la commission Bergier, chargée par le gouvernement helvétique d'éclaircir les ombres du passé. Le journal relève au passage que les autorités ont déjà octroyé 5 millions de francs suisses (20 millions de francs français) pour faire démarrer les travaux des historiens, et qu'il est question de leur accorder un nouveau crédit de 17 millions de francs suisses.

Si la presse de langue allemande, et de Zurich en particulier, se plaît à relever les carences de la commission Bergier, les journaux de langue française se montrent moins acerbes. Ainsi *24 Heures* juge « rassurante » la démarche de la commission. « Ce qui importe

pour la Suisse, note le quotidien vaudois, c'est le retour à la confiance. Celle-ci ne reviendra que si le travail de recherches est rigoureux et les appréciations scrupuleusement étayées. »

Malgré la gravité du sujet, d'aucuns se laisse aller à d'autres considérations beaucoup plus terre à terre selon l'humour de terroir, comme *L'Express* de Neuchâtel, qui observe que, « pour 5 millions de francs, ces commissions nous ont rendu vingt-deux pages en allemand assorties d'un résumé de cinquante lignes en français. Voilà qui met le page à 227 000 francs ! »

Jean-Claude Bührer

## DANS LA PRESSE

RTL  
Michèle Cotta  
■ 50 milliards de francs ou 34,5 milliards. Arrondissons, ce sera plus commode. Disons, comme le font certains, 50 milliards, à 1 ou 2 milliards près. C'est l'ardoise que laisse le GAN, société publique d'assurances, aux contribuables français. 1 à 2 milliards, une paille. Une paille qui cache effectivement une grosse poutre. Le schéma de cette déroute exorbitante est désormais tellement classique qu'on en arriverait presque à oublier de s'indigner. Au début du scénario-catastrophe, la nomination de François Heilbronn à la tête du GAN pendant la première cohabitation,

en 1987. Un spécialiste des assurances ? Vous n'y êtes pas du tout. Un inspecteur des finances, comme il se doit. Qui a fait l'ENA, bien sûr. Et qui a occupé des fonctions politiques comme directeur adjoint du cabinet de Jacques Chirac, ce qui n'est pas vraiment une qualification suffisante pour devenir un bon assureur.

LCI  
Pierre-Luc Séguillon  
■ La question est lancinante. Elle traduit un souci légitime du gouvernement. Elle alimente un secret espoir de l'opposition : jusqu'à quand cette majorité « plurielle », rose, rouge et verte, évitera-t-elle l'implosion ? Dans le particulier, Lionel Jospin a coutume de répondre qu'elle résis-

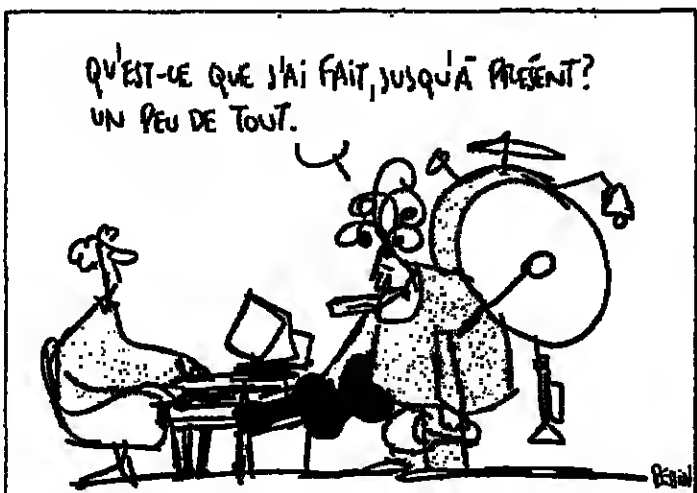
tera sans peine jusqu'aux probabilités régionales et qu'elle survivra à ces dernières, bien qu'avec plus de difficultés. Les intérêts électoraux des alliés communistes et écologistes du PS, en effet, l'emportent sur leurs réelles divergences avec les socialistes. Le premier ministre a néanmoins peut-être péché par excès de confiance en la justesse de ce calcul tactique. Il a cru qu'il suffirait de flatter le duo communiste et Verts, complémentaire du train socialiste, pour que l'attelage, sinon ne marche d'un même pas, du moins ne tire pas à hue et à dia.

L'HUMANITÉ  
Arnoud Spire  
■ Les mines du Pentagone, d'ires

« intelligentes » parce qu'elles s'autoneutralisent au bout de quelques semaines, tuent ou estropient à l'aveuglette. Autant que les autres. Le président Bill Clinton a pourtant décidé que les Etats-Unis continueraient à en produire et à en stocker, malgré la signature, ce matin à Ottawa, d'une convention internationale visant leur interdiction totale. Du coup, une vingtaine de pays emboîtent le pas, dont la Chine et la Russie, qui sont de gros producteurs de ces engins meurtriers. Plus les armes sont sophistiquées et plus l'entêtement à les produire relève d'une vision archaïque du règlement des conflits entre les peuples. Dans ce domaine, la modernité n'est pas du côté de la modernisation.

www.casting-gallery.com

Artistes et mannequins encore inconnus cherchent du travail via Internet



« VOUS AVEZ un physique, une gueule, une voix. Vous êtes acteur, inconnu, musicien, ou vous souhaitez le devenir... Mais vous ne savez pas comment contacter les professionnels, vous souhaitez éviter les mauvaises rencontres... Cybercasting Gallery vous propose de faire voyager vos talents sur Internet. » Plus précisément, ce site web français offre à ceux et celles qui rêvent d'une petite ou d'une grande carrière dans le show-business un hébergement pour leur CV, quelques photos, éventuellement un enregistrement de voix ou de musique, et une boîte à lettres électronique personnelle. L'inscription coûte mille francs par an.

Vanina Brocard, une ex-actrice de trente-trois ans, déçue par les rudesses du métier, préfère désormais gérer la carrière des autres. Dans ses locaux parisiens, elle reçoit chaque semaine une trentaine de talents à découvrir et en sélectionne une dizaine, qu'elle juge assez prometteurs pour figurer sur Cybercasting Gallery. D'autre part, elle fait connaître son fichier

en ligne aux professionnels de la mode, de l'audiovisuel et du show-biz, français et étrangers. Avant de transmettre les éventuelles propositions d'emplois à ses protégés, elle vérifie le sérieux des offres afin de leur éviter déceptions et démarches inutiles. Moins chère qu'un agent traditionnel, elle sert d'entremetteuse, mais ne retient pas de commission sur les contrats négociés.

En parcourant la cyber-galerie, on comprend très vite qu'il ne s'agit pas encore d'un répertoire d'artistes au sommet de la gloire. A ce jour, elle accueille une centaine de candidats de dix-huit à quarante-cinq ans. Les profils sont variés, du pianiste de jazz habillé des animations nocturnes dans les hôtels à la lauréate d'un concours Miss plage, en passant par le gogo, danseur recyclé dans le défilé de sous-vêtements masculins. Un sosie de Coluche, nez rouge et salopette bleue, chante, dans les discothèques et les cabarets, des chansons comme *Pour eux* et *Des jours meilleurs*, où il est question d'exclusion et de précarité. Nancy, dix-huit ans, tatouée au ventre et au talon, percée aux lèvres, au nez et aux oreilles, vend sa différence sur Internet, espérant accrocher l'œil d'un photographe.

Dès le début de l'année prochaine, Cybercasting Gallery devrait enrichir et diversifier ses services : bouts d'essai en vidéo pour présenter les comédiens, fichiers de lieux à louer pour des prises de vue et de voitures anciennes, et même chiens et chats de tournage.

Anne-Laure Quilleriet

## SUR LA TOILE

SEXE ET VIOLENCE Une « réunion au sommet » consacrée à la protection des mineurs sur Internet a lieu à Washington, les 2 et 3 décembre. Il s'agit pour le gouvernement américain d'initier une collaboration entre le secteur privé et les pouvoirs publics, pour traiter le problème de l'accès aux sites à contenu violent ou pornographique. Elle rassemble plusieurs centaines d'entreprises, diverses agences fédérales, des associations familiales et professionnelles, ainsi que des représentants d'une dizaine de pays étrangers. Le vice-président Al Gore, le secrétaire à l'Éducation Richard Riley et l'Attorney général Janet Reno devraient y participer. (AFP)

SPORT L'agence Reuters a ouvert un site Web entièrement consacré au sport, qui fournira des résultats, des commentaires et des photographies en temps réel. Le premier événement couvert sera le tirage au sort de la Coupe du monde de football, le 4 décembre à Marseille. Le site, gratuit pour les internautes, sera financé par la publicité et le sponsoring. [www.sportsworld.com](http://www.sportsworld.com)

## Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 450 F d'économie soit 10 semaines de lecture GRATUITE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante : ☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1038 F ☐ 1 AN - 1890 F

au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F

\* Prix de vente au numéro : (Tant en France métropolitaine qu'à l'étranger)

je joins mon règlement soit : ☐ F 701 MO 007

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité  Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :  Pays :

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 AN	2086 F	2980 F	3580 F
6 mois	1123 F	1580 F	1990 F
3 mois	572 F	790 F	995 F

Offre valable jusqu'au 31/12/97.

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18h30 du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 93446 Chantilly Cedex.

## Deux mises au point

par Alain Rollat

IL Y A deux semaines, sur Canal Plus, les « Guignols » ironisaient sur la participation de TF1 à la campagne contre les mines antipersonnel. Ils notaient que la diffusion des clips réalisés par Bertrand Tavernier et les oeuvres cinématographiques pour la circonstance y avait été programmée à des heures d'écoute nulle, entre minuit et 2 heures. Ils étaient fondés à y voir une hypocrisie. Comme les « Guignols » ne sont pas de mauvaise foi, ils prendront acte que TF1 a également mis ses tranches de grande écoute au service de cette campagne. Michel Field y avait déjà apporté sa pierre en invitant Bertrand Tavernier sur le plateau de « Public » en même temps que Jean-Louis Debré. Patrick Poivre d'Arvor l'a fait à son tour, mardi soir, en diffusant, au cours de son « 20 heures », le clip de Jaco Van Dormael montrant que les mines antipersonnel n'explorent jamais

dans les pays qui les fabriquent. Cette diffusion suivait d'ailleurs un opportun reportage de Patrick Bourrat sur le travail des démineurs à l'œuvre en Angola. Si l'on voulait chipoter, on pourrait simplement regretter que, dans son journal, PPDA n'ait pas conservé la conclusion que Patrick Bourrat exprimait au terme de la séquence montée, le même jour, dans le « 13 heures » présenté par Jean-Pierre Pernaut. A la veille du sommet d'Ottawa, cette conclusion avait en effet valeur d'éditorial : « Il faut être naïf pour croire que ce traité signé par des gouvernements marchands d'armes, soudain devenus vertueux, va suffire à interdire les mines. » Mais de quel droit faire la leçon à autrui si l'on ne se chapite pas d'abord soi-même ? Prenons donc M. Stéphane Bern, l'animateur du magazine « Célébrités » de TF1, de bieu vouloir accepter nos excuses. Nous n'écritrions plus

qu'il « roule depuis longtemps pour le compte de Paris et sa Maison de France » puisqu'il estime - il nous l'a écrit en nous priant de rectifier notre erreur - que ce rappel de son honorable passé professionnel serait de nature à jeter un « doute » sur son « indépendance » et son « devoir de réserve » alors qu'il a « cessé depuis longtemps de soutenir publiquement l'action du comte de Paris ». Nous prenons acte qu'il n'y a aucun rapport entre ce passé révolu et la présence sur le plateau de « Célébrités », mardi soir, de Soo Altesse Royale Diaoe d'Orléans, qu'il nous a présentée comme « la petite-fille du comte et de la comtesse de Paris, descendante de Saint Louis et d'Henri IV » et dont nous avons appris avec ravissement, grâce à lui, que « si elle a du sang bleu, elle a le cœur qui saigne quand elle voit massacrer les animaux ». Chacun démine comme il peut...



MERCREDI 3 DÉCEMBRE

## FILMS DE LA SOIRÉE

18.45 **L'ombre d'un doute** ■  
D'Alfred Hitchcock (États-Unis, 1943, N, 105 min).  
Ciné Cinéfil

18.55 **Travail au noir** ■  
De Jerzy Skolimowski (Grande-Bretagne, 1982, V.O., 95 min).  
Ciné Cinémas

20.30 **Chance of a Lifetime** ■  
De Bernard Miles (Grande-Bretagne, 1950, N, V.O., 95 min).  
Ciné Cinéfil

20.30 **La Vie en main** ■  
De Jean-Claude Tramont (États-Unis, 1980, 90 min).  
Ciné Cinémas

21.00 **La Dernière Marche** ■  
De Tim Robbins (États-Unis, 1995, 120 min).  
Canal +

21.05 **Rambo** ■  
De T. Kotcheff (EU, 1983, 95 min).  
TSR

21.15 **Sugar Hill** ■  
De L. Ichaso (EU, 1993, 125 min).  
RTBF 1

22.00 **La Rumba** ■  
De Roger Hanin (France, 1964, 90 min).  
Ciné Cinémas

22.05 **Les Jeux de l'Amour** ■  
et de la guerre ■  
D'Arthur Hiller (États-Unis, 1964, N, 115 min).  
Ciné Cinéfil

23.05 **Le Roi des amies** ■  
De Volker Schlöndorff (France - Allemagne, 1996, 114 min).  
Canal +

0.40 **La Nuit de jazz** ■  
De Basil Dearden (Grande-Bretagne, 1961, N, V.O., 95 min).  
Ciné Cinéfil

0.15 **Pablola** ■  
D'Alessandro Blasini (1/2) (Italie, 1949, N, 90 min).  
RTL 9

1.00 **Les Mongols** ■  
D'André De Toth et Leopoldo Savona (France - Italie, 1961, 115 min).  
Canal +

1.20 **Fille d'Eve** ■  
De George Jacoby (Allemagne, 1938, N, V.O., 70 min).  
Arte

1.35 **La meilleure cliente** ■  
De Pierre Colombari (France, 1932, N, 90 min).  
Ciné Cinéfil

1.40 **Les Grilles** ■  
De la nuit ■  
De W. Craven (États-Unis, 1984, V.O., 85 min).  
Ciné Cinémas

5.05 **Les Voleurs** ■  
Film d'André Téchiné (1996, 114 min).  
Canal +

## GUIDE TÉLÉVISION

## MAGAZINES

18.00 **Stars en stock**. Paris Première

18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs**. Danny Boyle, Alabama 3, Jean-François Bloy, Will Self, Catherine Ringer, Archie Shepp. Canal +

19.00 **De l'actualité à l'histoire**. Le travail des enfants. Histoire

20.00 **Faut pas rêver**. Tancrède, Les peintres Tingo-Tinga. France : l'œuvre des vaches. Argentine : Les quatre frères du pôle. TV 5

20.05 **TéléScope**. Le ciel en état d'urgence. TSR

20.10 **Droit de cité**. Sans peur et sans reproche ? RTBF 1

20.45 **Les Mercredis de l'Histoire**. 140 000 Chinois pour la Grande Guerre. Arte

20.50 **Combien ça coûte ?** TF 1

20.50 **La Marche du siècle**. 85 millions de morts, la sombre histoire du communisme. Invités : Jean Ferrat, Stéphane Courtois, Jacques Rossi. France 3

21.00 **Au nom de la loi**. TV 5

22.35 **Pulsations**. Sida et tricheries. TV 5

22.40 **La Vie à l'endroit**. C'est la vie de château ! France 2

23.20 **Un siècle d'écrivains**. Stefan Zweig. France 3

0.30 **Le Cercle des métiers**. Justiciers des métiers en mutation. France 2

0.40 **Le Canal du savoir**. Hôpital et gastronomie. Paris Première

## DOCUMENTAIRES

19.20 **Les Filles de Mermoz**. Planète

19.45 **Le Mystère Lee Harvey Oswald**. Planète

20.00 **Le Grand Jeu, URSS-USA**. [36], 1945-1953. Minutés dans le siècle. Histoire

20.35 **Les Chevaliers**. [26], Guillaume et Ulrich, au service des dames. Planète

20.55 **Femmes dans le monde**. Hanan Ashrawi, une femme de son temps. Télé

21.45 **Musica**. Alma Mahler : sensibilité infinie. Petite suite d'un journal intime. Arte

21.55 **La Colère des Belges**. Planète

22.00 **L'Histoire oubliée**. [26], Les parachutes indochinois. Histoire

22.25 **Olivier Messiaen : l'héritage**. [3], Muzik

23.15 **Profil**. Sur les traces des Incas. Le cinéma des pays andins. Arte

23.30 **Sur la route des croisades**. TSR

23.50 **Une femme résistante**. [22], Marguerite Gonon : pour l'honneur. Planète

21.00 **La Chute d'Icare**. Ballet. Muzik

21.50 **Les Noces**. Ballet. Muzik

## VARIÉTÉS

22.45 **Musica**. Leonard Bernstein dirige Mahler. Arte

20.50 **Graines de star**. M 6

23.45 **Hommage à Barbara**. Oscaros enregistrés le 1<sup>er</sup> octobre 1987. Paris Première

## TÉLÉFILMS

20.30 **Les Faux Médicaments**. Festival

20.30 **L'Impossible Vérité**. RTL 9

20.35 **Un printemps de chien**. France 2

22.40 **Pige pour un flic**. De Smiler Stern. RTL 9

22.55 **Suspect public n° 1**. O. De Noël Black. M 6

18.15 **Friends**. Celui qui persiste et signe. France 2

19.00 **Sentinel**. Scoop. M 6

22.20 **Une fille à scandale**. Une année en un jour (V.O.). Canal Jimmy

22.45 **Spin City**. Un nouveau départ (V.O.). Canal Jimmy

22.55 **Colombo**. SOS Scotland Yard. TF 1

23.40 **Bottom**. Hole (V.O.). Canal Jimmy

0.10 **New York Police Blues**. Casse-tête chinois (V.O.). Canal Jimmy

## SÉRIES

18.15 **Friends**. Celui qui persiste et signe. France 2

19.00 **Sentinel**. Scoop. M 6

22.20 **Une fille à scandale**. Une année en un jour (V.O.). Canal Jimmy

22.45 **Spin City**. Un nouveau départ (V.O.). Canal Jimmy

22.55 **Colombo**. SOS Scotland Yard. TF 1

23.40 **Bottom**. Hole (V.O.). Canal Jimmy

0.10 **New York Police Blues**. Casse-tête chinois (V.O.). Canal Jimmy

## NOTRE CHOIX

● 20.45 **Arte**  
**Les Mercredis de l'Histoire**  
140 000 Chinois dans la Grande Guerre

En 1916, la France et l'Angleterre ont besoin de recruter de la main-d'œuvre pour remplacer leurs travailleurs mobilisés par un conflit qui s'est enfoncé et dont nul n'ose prédire la fin. L'une et l'autre vont faire appel à des marchands d'esclaves, en quelque sorte, qui fourniront des Chinois, des coolies, pour des chantiers de terrassement, des fabriques d'armement et pour des travaux des champs ou de génie civil. Beaucoup d'entre eux vont mourir, d'autres feront péniblement souche en France. Un documentaire sobre, précis et émouvant.

● 20.50 **France 3**  
**La Marche du siècle**  
85 millions de morts, la sombre histoire du communisme

Jean-Marie Cavada revient ce soir sur le débat soulevé par la sortie du *Livre noir du communisme* (éd. Robert Laffont), en recevant l'un de ses auteurs, Stéphane Courtois. Également présents sur le plateau de l'émission, le chanteur engagé Jean Ferrat, Jacques Rossi, qui connut l'univers concentrationnaire du goulag soviétique de 1937 à 1956, expérience qu'il raconte dans son *Manuel du goulag* (éd. du Cherche-Midi), Andreï Gratchev, ancien porte-parole de Mikhaïl Gorbatchev et auteur de *L'Exception russe, Staline est-il mort ?* (éd. du Rocher). Le secrétaire général du Parti communiste français, Robert Hue, devrait également figurer parmi les invités de « La Marche du siècle », dont la diffusion risque, toutefois, d'être perturbée par la grève d'une partie du personnel de France 3.

## NOTRE CHOIX

● 20.40 **Arte**  
**Thema : La théologie de la libération**

**Résistance d'une Eglise des pauvres**

AU TEMPS des dictatures en Amérique latine, dans les années 60 et 70, une partie de l'Eglise avait fait le choix d'une résistance, pas toujours passive. Une action à la base, au contact de la masse des pauvres et des opprimés, mais aussi au niveau idéologique. S'élaborait alors une « théologie de la libération », faisant du message évangélique l'essence d'un combat politique, une réponse parallèle au marxisme-léninisme - et à son adaptation castro - dans ce continent très catholique.

Aujourd'hui, les dictatures ont disparu, de même que le communisme international, contre lequel s'est particulièrement dressé Jean-Paul II. Le pape a repris en main l'appareil de l'Eglise latino-américaine pour en écarter les extrémistes, à ses yeux, les plus « gauchistes », au profit, souvent, d'une hiérarchie conservatrice, notamment liée à l'Opus Dei. En une décennie, la conjonction géopolitique a beaucoup changé, dans cette partie du monde comme ailleurs. Mais, ici et là sur le continent, une Eglise politique et militante subsiste. Survivance ou nécessité ?

Ce qui n'a pas changé, c'est que, dans une Amérique latine plus démocratique, les inégalités restent criantes. Une pauvreté révoltante demeure, et des prêtres ou théologiens continuent de se ranger aux côtés de ceux qui en sont victimes. C'est cette histoire qu'illustre la soirée « Thema » d'Arte avec, pour introduction, un reportage édifiant sur la vie et la foi de ces « prophètes de l'écologie » qui, au Brésil, sur les tas d'ordures d'une société minoritaire de consommation, récupèrent et recyclent le papier. Organisés en « communautés ecclésiales de base », ces pauvres parmi les pauvres retrouvent au moins dignité et espoir. Il ne faut pas manquer, entre autres, le témoignage d'Ito, un Indien, un de ces paysans sans terre condamnés au bidonville, qui, avec ses mots, sait si bien faire comprendre qu'il traîne son lourd chariot plein de vieux papiers, comme le Christ portait sa croix.

Francis Cornu

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

**TF 1**

19.05 Walker, Texas Ranger.  
19.50 et 20.45 Météo.  
20.00 **Journal**. Ma Coupe du monde, Résultat des courses.  
20.50 **Combien ça coûte ?**  
22.35 **Colombo**. SOS Scotland Yard.  
0.40 **Minuit sport**. Patinage artistique.  
1.35 **Lumières sur un massacre**.

**FRANCE 2**

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.  
19.20 C'est l'heure.  
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.  
19.55 Au nom du sport.  
20.00 **Journal**. A cheval, Météo.  
20.55 **Un printemps de chien**. Téléfilm d'Alain Tasma.  
22.40 **La Vie à l'endroit**. C'est la vie de château !  
23.45 En fin de compte.  
0.15 **Journal**, Météo.  
0.30 **Le Cercle des métiers**. Justice : des métiers en mutation.

## FRANCE 3

18.50 **Un livre, un jour**.  
18.55 Le 19-20 de l'information.  
20.02 et 22.45 Météo.  
20.05 **Fa si la chanter**.  
20.35 **Tout le sport**.  
20.45 **Lumière sur un massacre**. 85 millions de morts : la sombre histoire du communisme.  
22.55 **Solo 3**.  
23.20 **Un siècle d'écrivains**. Stefan Zweig.  
0.10 **Cinéma étoiles**.  
0.35 **Vivre avec...**  
0.55 **New York District**.

► En clair jusqu'à 21.00  
18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs**.  
20.30 **Le Journal du cinéma**.  
21.00 **Les Mercredis de l'Histoire**. Film de Tim Robbins.  
23.05 **Flash Infos**.  
23.05 **Le Roi des amies**. Film de Volker Schlöndorff.  
1.00 **Les Mongols**. Film d'André De Toth et Leopoldo Savona.

## CANAL +

► En clair jusqu'à 21.00  
18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs**.  
20.30 **Le Journal du cinéma**.  
21.00 **Les Mercredis de l'Histoire**. Film de Tim Robbins.  
23.05 **Flash Infos**.  
23.05 **Le Roi des amies**. Film de Volker Schlöndorff.  
1.00 **Les Mongols**. Film d'André De Toth et Leopoldo Savona.

## ARTE

19.00 **The Monkees**.  
19.25 et 1.15 **Les Secrets du Nil**.  
19.30 7/2.  
20.00 **L'île aux éléphants**.  
20.30 8 1/2 **Journal**.  
20.45 **Les Mercredis de l'Histoire**. 140 000 Chinois pour la Grande Guerre.  
21.45 **Musica**. Alma Mahler : sensibilité infinie.  
22.45 **Leonard Bernstein dirige Mahler**.  
23.15 **Profil**. Sur les traces des Incas.  
0.40 **Lost in Music**.  
1.20 **Fille d'Eve**. Film de George Jacoby (V.O.).

## M 6

19.00 **Sentinel**.  
19.54 6 minutes, Météo.  
20.05 **Notre belle famille**.  
20.35 **Décrochages info**. Éléments Terre.  
20.50 **Graines de star**.  
22.55 **Suspect public n° 1**. Téléfilm d'O. De Noël Black.  
0.40 **Secrets de femme**.  
1.15 **Scay Zap**.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

20.30 **Agora**. Pierre Rosenberg.  
21.00 **Philambole**.  
22.10 **Fiction**.  
23.00 **Nuits magnétiques**. Morénumachic de Marcel Moreau.  
0.05 **Du jour au lendemain**.  
0.48 **Les Cinglés du music-hall**.

## FRANCE-MUSIQUE

18.36 **Le Voyage des Dieux**. 19.15 Polyphonies vocales de Gergely.  
20.00 **Vietnam**. Cérémonial bouddhiste.  
21.00 **Œuvres de Ton That Tiet**. Xenakis, Ohana.  
22.45 **Lumière sur un massacre**. 85 millions de morts : la sombre histoire du communisme.  
0.05 **Du jour au lendemain**.  
0.48 **Les Cinglés du music-hall**.

## RADIO-CLASSIQUE

20.40 **Les Solistes**. Hommage à Maria Callas.  
22.00 **Les Solistes**. (suite). Les emprisonnements priés de Maria Callas.

## FILMS DU JOUR

13.35 **Breaking the Waves** ■  
De Lars Von Trier (Danemark, 1996, 155 min).  
Canal +

13.35 **Seul dans la nuit** ■  
De Christian Sierig (France, 1945, N, 95 min).  
Ciné Cinéfil

14.05 **Colère froide** ■  
De Jonathan Demme (États-Unis, 1976, 85 min).  
Ciné Cinémas

15.00 **La Reine vierge** ■  
De George Sidney (États-Unis, 1953, 120 min).  
Histoire

15.10 **L'ombre d'un doute** ■  
D'Alfred Hitchcock (États-Unis, 1943, N, 110 min).  
Ciné Cinéfil

15.30 **Metropolitan** ■  
De Whit Stillman (États-Unis, 1990, 100 min).  
Ciné Cinémas

17.00 **La Nuit de jazz** ■  
De Basil Dearden (Grande-Bretagne, 1961, N, V.O., 90 min).  
Ciné Cinéfil

18.30 **Les Jeux de l'Amour** ■  
et de la guerre ■  
D'Arthur Hiller (États-Unis, 1964, N, V.O., 120 min).  
Ciné Cinéfil

18.50 **Préférence masculine** ■  
D'Elizabeth Rappeneau (France, 1988, 100 min).  
Ciné Cinémas

20.30 **La Grande Révolte** ■  
De Luis Trenier et Werner Klingner (Allemagne, 1957, N, V.O., 100 min).  
Ciné Cinéfil

20.30 **Bronco Apache** ■  
De Robert Aldrich (États-Unis, 1954, 90 min).  
Ciné Cinémas

20.30 **Un monde sans pitié** ■  
D'Eric Rochant (France, 1989, 95 min).  
Canal Jimmy

20.35 **L'Appartement** ■  
De Gilles Mimouni (France, 1996, 110 min).  
Canal +

20.35 **L'Homme au million** ■  
De Ronald Neame (Grande-Bretagne, 1954, 90 min).  
TMC

20.55 **La Baquière** ■  
De Francis Girard (France, 1980, 125 min).  
Télé

21.00 **Juarez** ■  
De William Dieterle (États-Unis, 1939, N, V.O., 120 min).  
Histoire

21.00 **Le chanteur** ■  
De Christian Stengel (France, 1939, N, 95 min).  
Paris Première

21.30 **Thon** ■  
De Steven Lisberger (États-Unis, 1982, 95 min).  
Disney Channel

22.00 **Le Regard d'Ulysse** ■  
De Théo Angelopoulos (France - Grèce, 1995, V.O., 170 min).  
Ciné Cinémas

22.10 **La meilleure cliente** ■  
De Pierre Colombari (France, 1932, N, 90 min).  
Ciné Cinéfil

22.35 **Copycat** ■  
De Jon Amiel (États-Unis, 1995, V.O., 119 min).  
Canal +

22.45 **Apocalypse** ■  
De Robert Bierman (1986, 105 min).  
M 6

0.00 **Pablola** ■  
D'Alessandro Blasini (1/2) (Italie, 1949, N, 90 min).  
RTL 9

0.50 **L'Indiscrétion** ■  
De Pierre Lary (France, 1982, 100 min).  
Ciné Cinémas

1.00 **Sans lendemain** ■  
De May Ophüls (France, 1939, N, 75 min).  
Ciné Cinéfil

3.20 **Darlan** ■  
De Bradford May (États-Unis, 1996, 80 min).  
Ciné Cinémas

## GUIDE TÉLÉVISION

## MAGAZINES

11.55 **C'est pas normal**. Les gens du Fil. La Cinquième

13.00 **Une heure pour l'emploi**. La Cinquième

13.00 **Envoyé spécial**. Les années 90. L'affaire Farewell. Histoire

13.30 **Les Grands Entretiens du Cercle**. Invité : Jean Jaffon. TV 5

14.30 **Parole d'expert**. Invité : Patrick Dupond. France 3

14.30 **Arrêt sur images**. Film en Irak. Invités : Marine Jacquemin, Philippe Balland. La Cinquième

17.00 **De l'actualité à l'histoire**. Le travail des enfants. Histoire

17.10 **A bout portant**. Alex Méfayer. Paris Première

18.00 **Stars en stock**. Clark Gable, Elizabeth Taylor. Paris Première

18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs**. Spécial tirage au sort. Coupe du monde 1998. Canal +

19.40 **Le Magazine de l'Histoire**. Invité : Jacques Le Goff. Claude Aziza : Pierre Nora et Jean-Michel Guillard. Histoire

20.05 **Temps présent**. Elle court, elle court. France 2

20.55 **Envoyé spécial**. Annie : les enfants de Broadway. L'intégration. Pop-scriptum : Lady Diana, son dernier combat. France 2

22.05 **Boléro**. Avec Isabelle Lacamp. TMC

22.20 **Paxculture**. Invités : Jérôme Pasteur, Daniel Picouly. TSR

23.00 **Les Dossiers de l'Histoire**. Un siècle d'immigration en France. D'ici et d'ailleurs. Histoire

23.40 **Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?** Le livre à la carte à la Bibliothèque nationale. Sept. Etc. France 3

0.20 **Le Cercle du cinéma**. Spécial critiques. France 2

0.35 **Saga-Chés**. Pour l'Algérie. France 3

## DOCUMENTAIRES

18.00 **Les Métros du monde**. San Francisco. La Cinquième

18.00 **Le Grand Jeu, URSS-USA**. [36], 1945-1953. Minutés dans le siècle. Histoire

18.30 **Le Monde des animaux**. Tout n'est pas rose pour les Romains. La Cinquième

19.45 **Big Ben**. Ben Webster en Europe. Planète

20.35 **Les Filles de Mermoz**. Planète

20.40 **Soirée thématique**. La théologie de la libération. Histoire

21.00 **Le Mystère**. Lee Harvey Oswald. [27]. Planète

21.50 **Les Chevaliers**. [26], Guillaume et Ulrich, au service des dames. Planète

22.45 **Des hommes dans la tourmente**. L'indépendance de l'Amérique. Planète

23.05 **► L'Aventure d'une découverte**. France 2

23.10 **La Colère des Belges**. 0.00 **Copernic**. [15], Cratère. Histoire

0.30 **Grand format**. Missile. Arte

## SPORTS EN DIRECT

16.25 **Football**. Europe - Reste du monde. Au stade Vélodrome, à Marseille. TF 1 - Eurosport

18.50 **Football**. Coupe du monde 1998. Tirage au sort pour la phase finale. TF 1 - Canal + - Eurosport

## MUSIQUES

19.15 **Concert pour l'Europe**. France Supervision

20.45 **Paris Dances**. France Supervision

## SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classiques.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

► Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

## LES CODES DU CSA :

○ Accord parental souhaitable.

△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.

□ Public adulte.

ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

► Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

**TF 1**

13.50 **Les Feux de l'amour**.  
14.40 **Arabesque**.  
15.35 **Côte Ouest**.  
16.25 **Football**. Match de gala. Europe - Reste du monde.  
18.55 **Coupe du monde 1998**. Tirage au sort.  
19.50 et 20.45 Météo.  
20.00 **Journal**. Résultat des courses. Coupe du monde 98.  
20.50 **Combien ça coûte ?**.  
22.35 **Colombo**. SOS Scotland Yard.  
23.45 **En fin de compte**.  
0.05 **Du jour au lendemain**.  
0.48 **Les Cinglés du music-hall**.

## FRANCE 2

13.50 et 15.00 **Derrick**.  
16.00 **Tiré**.  
16.15 **La Chance aux chansons**.  
17.15 **Des chiffres et des lettres**.  
17.40 **Un livre, des livres**.  
17.45 **Chair de poule**.  
18.15 **Friends**.  
18.45 **Qui est-ce ?**.  
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.  
19.25 et 1.50 **C'est l'heure**.  
19.55 **Au nom du sport**.  
20.00 **Journal**. A cheval, Météo.  
20.45 **Point route**.  
20.55 **Envoyé spécial**. Annie : les enfants de Broadway. L'intégration. Pop-scriptum : Lady Diana, son dernier combat.  
23.05 **► L'Aventure d'une découverte**. Prémable au Téléthon.  
0.05 **Journal**, Météo.  
0.20 **Le Cercle du cinéma**. Spécial critiques.

## FRANCE 3

13.40 **Parole d'expert**.  
14.35 **Catherine Courage**. Téléfilm de Jacques Ernaud [29].  
16.05 **Evasion**.  
16.40 **Minikéums**.  
17.45 **Je passe à la télé**.  
18.20 **Questions pour un champion**.  
18.50 **► Un livre, un jour**.  
18.55 **Le 19-20 de l'information**.  
20.00 et 23.00 Météo.  
20.05 **Fa si la chanter**.  
20.35 **Tout le sport**.  
20.55 **Le Cassé**. Film d'Henri Verneuil.  
23.10 **Solo 3**.  
23.40 **Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?**.  
0.35 **Saga-Chés**.  
1.05 **Espace francophone**.  
1.30 **New York District**.

## CANAL +

13.35 **Breaking the Waves** ■  
Film de Lars Von Trier.  
16.10 **Pas si vite**.  
16.25 **Le Journal du cinéma**.  
16.50 **Empire Records**. Film d'Allen Meyer.  
► En clair jusqu'à 20.35  
18.20 **Cyberball**.  
18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs**.  
20.30 **Le Journal du cinéma**.  
20.35 **L'Appartement** ■  
Film de Gilles Mimouni.

## TÉLÉVISION

22.25 **Flash Infos**.  
22.35 **Copycat**.  
Film de Jon Amiel (V.O.).  
0.35 **La Gloire des canailles**.  
Film d'Alfredo de Maritano.

## LA CINQUIÈME/ARTE

13.00 **Une heure pour l'emploi**.  
14.00 **Les Yeux de la découverte**.  
14.30 **Arrêt sur images**.  
16.30 **Le Cinéma des effets spéciaux**.  
16.55 **Cellulo**.  
17.25 **Aïda la terre**.  
17.35 **Histoire personnelle de la littérature**.  
17.50 **Le Journal du temps**.  
18.00 **Les Métros du monde**.  
18.30 **Le Monde des animaux**.  
19.00 **The Monkees**.  
19.25 et 0.25 **Les Secrets du Nil**.  
19.30 7/2.  
20.00 **Shelby Lee Adams**, artisan de l'image. [1/2].  
20.30 8 1/2 **Journal**.  
20.40 **Soirée thématique**. La théologie de la libération. Histoire, c'est aussi le bazar.  
20.45 **Les Ordures**, c'est la vie.  
21.40 et 22.50, 0.05 **Débat**.  
21.55 **Et Dieu habita parmi les pauvres**.  
23.05 **La Croix du sud**.  
0.20 **Bibliographie**.  
0.30 **Grand format**. Missile.

## M 6

13.30 **Relation dangereuse**. Téléfilm O de Martin Davidson.  
15.15 **Waltz**, police criminelle.  
16.10 et 1.25 **Boulevard des clips**.  
17.25 **M 6 K10**.  
18.05 **Sliders**, les mondes parall



## L'effet de neige

par Pierre Georges

Y AURA-T-IL de la neige à Noël ? Ce si joli titre, et paraît-il, ce si joli film, on y pensait vaguement, mardi après-midi, en attendant les nouvelles apocalyptiques tombant des nides. Dans le grand Nord parisien, entre Saint-Denis-de-la-Banquise et Roissy-en-Sibérie, il neigeait ! Tout juste s'il ne fallait point affréter des colonnes de secours, avec traîneaux et chiens d'avalanche. A Orly, il neigeait et, comme le roulaient, dans un grand cliquetis de chiffres et de lettres, les panneaux d'affichage, une foultitude de vols furent retardés, annulés, « delayed » ou « cancelled », dans un grand pagaille bilingue. A Paris, à Paris même, il floconnait sévère, notamment sur les écrans de France 2 et France 3 en pleine tempête sociale.

De la neige en décembre ! Quelle époque, mais quelle époque ! Aussi sûrement qu'un va se réunir à Kyoto pour débattre de l'effet de serre, on o'allait pas cnuiper à l'effet de neige. Un vieux classique du genre, un blanc bonhomme de presse. Dès que la neige paraît, les chefs d'édition appuient sur le bouton alarme. Bon, voyons ce que nous avons en magasin ? Une longue file de carillons bloqués sur l'A 4 par des coogères de 10 centimètres de haut sur la pointe des crêtes ? C'est bon cela, vite, vite. La promenade des Anglais toute blanche, les palmiers en sapins de Noël ? Non, pas cette fois. Dommage. Six chasse-neige de front pour libérer les pistes d'aéroport, comme autrefois l'on voyait six moisso-neuses-batteuses célébrer au coude à coude les immenses mérites de l'agriculture soviétique ? Toujours parlant. L'héroïque bataille du chasse-neige dans la bourrasque briaide.

Quoi d'autre ? Des images de ces pays étranges où il neige toujours ? Va pour l'Alsace et la Lorraine ! Et le Nord ? Et le Nord ! Et le Morvan ? Evidemment, le Morvan. Avec des loups, ce serait mieux. Y a plus de loup chez M. Guy Roux ? On fera sans.

Ah ! qu'est-ce qu'on aime la neige, l'effet boule de neige médiatique ! Un vrai ravissement. Avec rappel des réserves, bumeurs de flocons. Avec inversion des manettes, ceux qui font la fin du journal télévisé en feront le début. Météorologie, nous voici. Y aura-t-il de la neige à Noël ? A Noël, on ne sait pas. Mais demain, c'est comme si c'était fait. Avec du verglas, en prime. Bulletin d'alerte de Météo-France, ne ruez plus qu'en cas d'extrême nécessité. Peur blanche et pneus neige, prenez vos responsabilités.

Effet-neige. Il n'y manqua rien, pas même le rituel col de féru. Pas même ces vieilles dames de neige laissées sur un lit d'hôpital par le ressac blanc. Ce n'est jamais très drôle, un col du féru, une clavicle, un bras ou un poignet cassés. Mais le traitement qu'eo fit TF 1, mardi soir, quelle merveille ! L'une fut montrée ficelée tout debout sur un lit vertical, l'autre fut obligée de raconter et de revivre sa chute comme en replay. Souffrez, c'est pour la télé !

Y aura-t-il du mistral, jeudi, à Marseille ? Voyez comme nos informations sont indexées sur le temps qu'il a fait, qu'il fait ou qu'il fera. Demain, au Stade-Vélodrome, tirage au sort de la Coupe du monde de football. En Mondiovision et en plein air. Sauf s'il vente par trop, si un effet de mistral oblige à une opération de repli intérieur. Car il ne saurait être dit qu'un coup de météo puisse, jamais, abolir le hasard.

## François Pinault n'a pas acquitté d'impôt sur la fortune en 1997

L'homme d'affaires est l'un des contribuables les plus riches de France

BIEN qu'il soit l'un des contributeurs les plus riches de France, l'homme d'affaires François Pinault n'a pas versé le moindre centime en 1997 au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). C'est ce que révèle *Le Camrd enchainé* daté du mercredi 3 décembre.

Selon l'hebdomadaire, M. Pinault a souscrit à titre personnel un emprunt de 140 millions de francs pour racheter des actions de son propre groupe, PPR (Pinault-Printemps Redoute). Or l'ISF taxe le patrimoine net, c'est-à-dire les actifs, déduction faite du passif. Dans le cas de M. Pinault, l'emprunt bancaire lui aurait donc permis de réduire son ISF à zéro.

C'est ce qu'il a implicitement admis, mardi soir, dans un communiqué cité par l'AFP. Sans en confirmer le montant, il a indiqué que cet emprunt est destiné à « renforcer sa participation dans son outil de travail, qui constitue la quasi-totalité de son patrimoine ».

Ceci explique que, de façon circonstancielle, poursuit le commu-

nié, il n'ait pas eu à acquitter l'impôt sur la fortune. » Jusqu'alors, a en outre fait préciser M. Pinault, il a toujours acquitté l'ISF, depuis sa création.

Cette confirmation peut surprendre car la fortune de M. Pinault est considérable. Dans le classement des 500 premières fortunes professionnelles établies par les magazines économiques *Capital* (juin 1997) et *Challenges* (juillet-août 1997), il apparaît au onzième rang, avec une fortune professionnelle évaluée entre 12,2 et 12,5 milliards de francs.

### GRAND PATRIMOINE PERSONNEL

Cela étant, il faut avoir à l'esprit que les biens professionnels ne sont pas assujettis à l'ISF, de même que les œuvres d'art (dont M. Pinault est un grand amateur) ou encore, partiellement, les forêts. Ce sont seulement les biens personnels, à commencer par les propriétés immobilières, qui entrent dans l'assiette de l'impôt.

Mais on se doute qu'à la tête d'un tel empire, M. Pinault dis-

pose également d'un patrimoine personnel important. Il possède en particulier une vaste propriété à Montfort-L'Amaury (Yvelines) - son ami, Jacques Chirac, y a longuement séjourné avant de se lancer dans la campagne présidentielle, eo 1995 -, un appartement à Paris, rue de Tournon (dans le 6<sup>e</sup> arrondissement) - où, toujours pour la petite histoire, M. Chirac avait fait une halte fameuse, le soir de sa victoire à l'élection présidentielle, pour y déposer son épouse -, ou encore une aotre propriété à Saint-Tropez.

Pour ces seuls actifs, M. Pinault devrait donc être touché par l'ISF, puisque les contribuables assujettis en 1997 sont ceux dont la valeur des biens excède 4,7 millions de francs. Alors pourquoi n'a-t-il pas payé cet impôt ? Dans le cas de l'impôt sur le revenu, il existait, au moins jusqu'à cette année, de nombreuses astuces légales pour ne rien payer au fisc, même en disposant de hauts revenus, grâce notamment aux avantages de la loi Pons. En 1995, dix contribuables disposant de plus

de 1 million de francs de revenus n'ont ainsi pas payé d'impôt sur le revenu (*Le Monde* du 27 février).

Dans le cas de l'ISF, les techniques de « défiscalisation » sont, en revanche, beaucoup moins nombreuses. Selon les fiscalistes consultés par *Le Monde*, il est en particulier quasiment impossible de déduire d'un actif personnel rentrant dans l'assiette de l'ISF un passif qui, lui, se rattache à un bieu professionnel exonéré. L'article 885-D du code général des impôts précise, en effet que, pour l'ISF, les bases d'imposition sont les mêmes que « les droits de mutation par décès ».

Or, dans ce cas, l'article 769 précise que « les dettes à la charge du défunt, qui ont été contractées pour l'achat de biens compris dans la succession et exonérés des droits de mutation par décès, ou dans l'intérêt de tels biens, sont imputées par priorité sur la valeur desdits biens ».

Laurent Mauduit

Lire aussi notre éditorial page 15

## Manifestation

### contre un proviseur de Vitrolles

UNE SOIRANTÉE D'ENSEIGNANTS ET D'ÉLÈVES du lycée Pierre-Mendès-France de Vitrolles (Bouches-du-Rhône) ont manifesté, mardi 2 décembre, devant le rectorat d'Aix-en-Provence, pour dénoncer le comportement de leur proviseur, Monique Lehman, qu'ils jugent « trop proche » des élus Front national de la ville. Pour le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES-FSU), qui avait appelé à la grève, l'ambiance de l'établissement s'était « dégradée » depuis l'arrivée du proviseur en 1993, mais « tout s'est aggravé » après l'élection de Catherine Mégrat à la mairie de Vitrolles.

Des dysfonctionnements se seraient accumulés : exclusion d'un élève sans conseil de discipline, envoi d'un courrier anonyme à certains élus du conseil d'administration, enfin, refus d'inscription d'une élève en juin. Cette dernière, Sofia Touzaline, avait déposé plainte devant le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence pour injure à caractère raciste, estimant avoir été victime de propos injurieux de la part de la secrétaire du proviseur du lycée (*Le Monde* du 23 octobre).

### DÉPÊCHES

■ **MUSIQUE** : Anne Chiffert a démissionné de son poste de directeur de la musique et de danse au ministère de la culture, a-t-on appris, mardi 2 décembre, par ce ministère. « Dans la perspective de la réunion de la Direction de la musique et de la danse et de la Direction du théâtre et des spectacles, M<sup>me</sup> Anne Chiffert, directeur de la Musique et de la Danse, a souhaité être déchargée de ses fonctions », indique un communiqué du ministère. Anne Chiffert restera en place jusqu'au début de 1998, mais elle est, dès à présent, désignée président de l'établissement public du Centre national de la danse à Pantin, près du Parc de la Villette, qu'elle est chargée de mettre en place, annonce le ministère de la culture. M<sup>me</sup> Chiffert avait été nommée en 1995 directeur de la Musique et de la Danse, après avoir été, à partir de 1992, déléguée à la danse au sein de cette direction.

■ **JUSTICE** : les services de lutte contre la délinquance financière pourraient quitter le Palais de justice de Paris à titre provisoire, a annoncé, mardi 2 décembre, la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, lors de la séance de questions à l'Assemblée. M<sup>me</sup> Guigou a déclaré que le réaménagement des locaux « prendra des années et coûtera 2 milliards de francs ».

■ **ÉLECTIONS RÉGIONALES** : Jean-Yves Le Drian, député et maire de Lorient, devrait être le seul candidat socialiste à la présidence du conseil régional de Bretagne.

### BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 3 décembre, à 10 h 15 (Paris)

#### FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 16585,51 -1,92 -14,34  
Hong Kong Index 11207,58 -0,08 -16,68

#### Tokyo, Nikkei sur 3 mois



#### OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 03/12	Var. en %	Var. en % fin %
Paris CAC 40	2900,25	-0,44	+25,24
Amsterdam CIB	907,46	-0,68	+39,39
Bruxelles	1354,7	-0,29	+47,07
Frankfurt Dax 30	3811,29	-0,06	+39,83
Londres FT 100	4977,60	—	+20,86
Madrid Iboex 35	—	—	—
Milan MIB 30	23188	-0,40	+47,72
Zürich SMI	5906	-0,25	+49,81

Tirage du Monde daté mercredi 3 décembre : 509 947 exemplaires.

CRÉDIT NATIONAL + BFC =

# NATEXIS BANQUE

PLUS D'EXPERTISE  
POUR L'ENTREPRISE

ISO

9001 9002

Courtage en assurance crédit Moyens de paiement France et internationaux

Natexis, première banque française  
certifiée sur un périmètre d'opérations aussi large.  
Nous sortons de la norme en y entrant.



NATEXIS  
GROUPE



هكذا من الامم

# Le Monde

S U P P L E M E N T



MONDIAL 98

## Que le foot commence !

Le tirage au sort de la 16<sup>e</sup> édition de la Coupe du monde de football a lieu jeudi 4 décembre à Marseille, pour composer huit groupes de quatre équipes qui participeront au premier tour, à partir du mercredi 10 juin 1998

A Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). ANDRÉ LEJARRÉ / LE BAR FLOREAL

## Coup d'envoi

par Jean-Marie Colombani

La France organisait, dans quelques mois, la plus grande manifestation sportive de la planète. La Coupe du monde de football dépassait, en effet, par son impact médiatique et ses retombées économiques, les Jeux olympiques : 10 000 journalistes sont attendus, 30 milliards de téléspectateurs (en chiffres cumulés) seront fidèles à leur poste. L'importance de cette manifestation, que l'on doit à l'initiative de Jules Rimet - il présida, dans les années 30, aux destinées des fédérations française et internationale -, son caractère fortement symbolique de la capacité d'accueil de notre pays, la confrontation salutaire à laquelle il sera soumis, par médias interposés, avec le « reste du monde » et, pourquoi ne pas l'avouer, l'attente et le dynamisme de Michel Platini nous ont convaincus d'apporter notre pierre à cet édifice collectif. En même temps que nous avons cherché à intéresser nos lecteurs à la multiplicité des défis posés aux organisateurs, nous avons voulu contribuer à sensibiliser des gouvernements qui paraissent tarder à prendre conscience de l'ampleur et de l'importance de cette manifestation sportive. Outre son caractère sportif, par définition, celle-ci constitue, ou devrait constituer une formidable occasion d'animer, fût-ce momentanément, certains secteurs de l'économie, mais aussi la vie collective tout entière. L'optimisme qui est le nôtre ne saurait toutefois faire oublier que de réels problèmes de sécurité se posent. Le football peut être aussi l'occasion de débordements de tous ordres : les hooligans existent, et certains

jours de match au Parc des Princes les supporters parisiens ne brillent pas par leur sportivité. Les questions policières sont donc à l'ordre du jour. Ainsi Michel Platini a insisté pour imposer un système « tournant » lors du premier tour, ce qui oblige toutes les équipes, même les têtes de série, à disputer leurs trois premiers matchs dans trois villes différentes. C'est un beau cadeau fait au public français. Mais c'est aussi un véritable casse-tête pour les responsables de la sécurité de certaines équipes. Malgré tout, excepté à Saint-Etienne, les grilles qui sont censées décourager les spectateurs turbulents, devraient être enlevées autour des stades afin que les matchs ne donnent pas l'impression d'être disputés en cage. Cette décision, heureuse et dont la gestation fut particulièrement difficile, n'en reste pas moins un formidable défi pour les responsables de la sécurité qui devront canaliser poliment les plus remuants. Michel Platini insiste : la Coupe doit être une fête, une occasion unique - la précédente date pour la France de 1938 - d'organiser, dans les dix villes accueillant des matchs, de multiples événements culturels et festifs. À l'heure de l'économie et des médias planétaires, la France va être jugée sur le visage qu'elle offrira bon de présenter, sur ce qu'elle saura mettre en valeur et en vitrine, bien plus, peut-être, que sur la qualité de son football. En avant-garde de ce que Le Monde vous proposera au long de ces journées - un véritable journal du Mondial dans votre journal - voici une présentation d'un événement à venir riche des promesses et des espoirs de ses organisateurs.

A première vue, il ne s'agit que de mettre des noms dans des cases. Treize-dix pays à ventiler en huit groupes de quatre. Ni vainqueur, ni vaincu, ni qualité, ni éliminé. Pas de chaise musicale, juste un plan de table. A ce stade de la Coupe du monde, pour cette seule fois, il y aura de la place pour tous. Ils seront deux milliards de téléspectateurs à se passionner pour ce simple exercice de rangement, jeudi 4 décembre, à Marseille. S'annoncent ensuite sur la planète d'innombrables palmarès. Les Nigériens apprendront à connaître la Corée du Sud. Les Iraniens essaieront de séduire le Paraguay ou le Cameroun. À Copenhague, on s'instruira sur les Ragas. Boyz jamaïcains. A Sofia, on rêvera d'Amérique. Echafaudés au comptoir, les hypothèses sur les valeurs et les chances respectives tiendront six mois, jusqu'au coup d'envoi de la compétition, le 10 juin 1998.

Le tirage au sort va donner sa chair à l'événement. Sur la grille du programme, établie de longue date, les équipes sont cataloguées de A1 (le Brésil, tenant du titre qualifié d'office, ça on le savait) à H4. Elles auront désormais des noms. Le spectateur qui a acheté, comme une pochette surprise, un Pass dans l'un des dix stades va enfin connaître les affiches qui lui seront proposées. Le téléspectateur pourra, lui, établir sa sélection parmi les 48 matchs de la première phase, étalés sur dix-sept jours.

Les organisateurs frémissent à l'idée de voir apparaître sur le tableau de rencontres du premier tour des matchs « à risque » politiques ou diplomatiques : Israël-Etats-Unis, Allemagne-Pays-Bas, Angleterre-Argentine, ou Yougoslavie-Croatie... Mais si le hasard reste maître, la Fédération internationale (FIFA) ne lui laisse pas grand-chose en période de Coupe du monde. C'est ça, l'organisation. Quant à la suite, huitièmes, quarts et demi-finales, tout se décidera sur le pré selon les lois du sport et mènera à la finale du 12 juillet.

Parler de coup d'envoi, ce 4 décembre, fera sans doute sourire ceux qui ont fait de la préparation de la Coupe du monde leur quoti-

dien depuis des mois, voire des années. Tant d'étapes ont été franchies depuis la désignation de la France par la FIFA, le 2 juillet 1992. Il y eut la pose de la première pierre du Grand Stade, devenu Stade de France, le 6 septembre 1993. Il y eut le tirage au sort des groupes de qualification, le 12 décembre 1993, sous la pyramide du Louvre. Il y eut encore le Tournoi de France, compétition de rodage, du 3 au 11 juin 1997.

Faire de Marseille un point de départ agacera également les innombrables protagonistes qui ont déjà touché au terminus. L'Australie aura été, samedi 29 novembre, le dernier pays recaté : 171 pays postulaient aux 30 places encore disponibles aux côtés du pays hôte (la France) et du tenant du titre (le Brésil). Le plus gros de la sélection est déjà opéré. Bien des amateurs de football partageront aujourd'hui la même déprime que les Français ce 17 novembre 1993 froid et triste, quand le direct du droit d'Enri Kostadinov à la dernière minute du dé-

cif France-Bulgarie avait sonné le pays, privé de la World Cup 1994.

Une amicale pensée, donc, pour cette innombrable foule d'orphelins, Chinois, Russes, Indiens, Papous ou Seychellois, qui vivront l'événement sans fièvre parisienne. La France, elle, en sera, puisqu'elle le fera. Sa dernière participation à une Coupe du monde remonte à 1986, au Mexique. Guadalajara, le penalty de la qualification pour la demi-finale de Luis Fernandez face au Brésil, cela a alimenté notre nostalgie pendant douze ans.

Un être humain peut vivre si longtemps sans Coupe du monde, conchieront les médecins. « Oui, mais qu'est-ce que c'est long », répondra le supporter. Il y a aujourd'hui une large frange de population, au pied de la pyramide des âges, qui n'a jamais connu ce frisson des grands soirs. Ces chiots perdus sans ballon sont l'objet de toute l'attention des organisateurs pour France 98 : ils seront 15 000 invités jeudi au stade Vélodrome. La jeunesse sera choyée pendant un mois.

On lui doit bien ça. Aimé Jacquet, le sélectionneur national, le sait. L'équipe de France se doit de réussir un bon parcours devant son public. En 1938, quand le pays avait accueilli une première fois la compétition, les Bleus étaient passés au travers. Soixante ans plus tard, leurs successeurs ont le même impératif de réussite. On connaîtra jeudi leurs adversaires. La pression va monter d'un cran.

La 16<sup>e</sup> Coupe du monde, la dernière du millénaire, durera un long mois, qu'on souhaite uniquement de football et de fête. Jeudi sera lancé, à blanc, le premier pétard dans un stade remis aux normes. Après le tirage au sort, le calendrier va se précipiter. Il restera six mois pour accrocher les guirlandes. C'est qu'accueillir la crème de la planète football trente-trois jours durant n'est pas une sinécure. Plus encore que son équipe nationale, la France aura l'obligation d'être prête et d'aller au bout.

Benoît Hopquin

Coupe du monde 98

## Qui a gagné

voir en page intérieure



## Marseille brûle de la passion football

Paris aura la finale, alors Marseille a le tirage au sort. Des deux adversaires, c'est Marseille qui prend pour l'instant l'avantage. Sous les yeux de la planète entière, et de la Bonne Mère, le Mondial français débute enfin

**L**a passion du football à Marseille coule de plusieurs sources et irrigue toutes les veines. Elle jaillit aux Flamands par exemple, grande cité du nord de la ville, où les gamins jouent à leur football de pied d'immeubles puis- qu'il n'est pas de cité qui vaille sans son équipe.

Elle explique les nombreux soirs de match télévisé au Niagara, petit snack-bar ouvert sur place par Kader Allik, jeune manager qui a vite compris que les diffusions câblées du championnat à la télévision lui offraient une belle chance d'augmenter son chiffre d'affaires. Car depuis le début de la saison les bars sont redevenus à Marseille les lieux de petites messes collectives du foot : les foyers capables de capter TPS ou Canal Plus sont rares, et puis c'est tellement bon de se retrouver entre hommes pour regarder le foot !

Plat du jour et quart de vin pour 24 francs, le Niagara reçoit 40 à 60 personnes les soirs où l'OM est à l'écran. Pères et gamins passionnés, jeunes hommes qui se préparent à sortir en boîte. « L'ambiance est familiale », dit Kader Allik, entouré de ces « fous furieux du ballon » qui aiment l'OM et connaissent par cœur les grandes équipes européennes où jouent tous les bons joueurs français. Zinedine Zidane, par exemple, né à un jet de ballon des Flamands et star absolue, qui devance d'un rien dans leur cœur Hamada Jambay, fougueux milieu de l'OM, enfant de la balle et des Canaries, né dans une cité proche. Valeur montante ici : l'avant-centre italien Fabrizio Ravanelli. Après la victoire olympienne à Paris, dix gamins ont débarqué au snack les cheveux teints en blanc à l'image de la star, comme leurs grands frères se laissent glisser les cheveux dans le cou à l'époque de Waddle. Cet amour



A Marseille. STÉPHANE DUROY / VU

du ballon rond luit aussi au Grand Bar de la Terrasse, dans le petit quartier marin et aisé de Malmousque. Le patron a mis son établissement à l'heure du foot en installant un écran dans l'arrière-salle, ouverte pour ces occasions. Une soixantaine d'hommes tranquilles et deux gamins turbulents sont installés là ce fameux samedi soir où l'OM en a, une fois de plus, remporté au Paris-Saint-Germain sur sa pelouse du Parc des Princes.

On est ici un peu plus riche qu'au nord et un peu moins exubérant, mais le verbe est haut et l'enthousiasme fort quand vient la victoire. La preuve : les quinquagénaires se sont tous levés en hurlant quand Xavier Gravelaine a ouvert la marque, puis au moment du penalty de tragédiant obtenu par Fabrizio Ravanelli.

La passion, elle, bouillonne au Panier, bien sûr, le centre historique de la ville, où se trouve le siège des Winners. En 1993, le club de supporters a réussi le coup d'Etat parfait en s'installant en haut du virage sud, d'où les siens dominent pelouse et tribunes. Ces fanatiques (ils sont près de 2 000 dont 150 accros) vénèrent Che Guevara, « symbole de la lutte contre tous les fascismes », qu'ils ont honoré d'un

« spectacle » lors d'OM-Metz. Leur cœur est branché sur celui des joueurs, que leurs chefs vont régulièrement ausculter aux entraînements, histoire de ramener des nouvelles au petit local où se trament animations et déplacements lors de réunions passionnées.

Mais l'amour du stade peut aussi saisir les conseillers municipaux. Pour conclure une session du conseil particulièrement houleuse à l'approche des échéances régionales et canton-

ales, Jean-Claude Gaudin a gagné l'affection - passagère - de tous les conseillers en leur annonçant qu'ils seraient tous invités au tirage au sort de la Coupe du monde. L'Eglise catholique de Marseille n'est pas non plus en reste : elle est sûre que Notre-Dame de la Garde, qui domine la ville, « englobe dans sa tendresse maternelle tous ceux et celles qui séjournent chez nous pour cet événement mondial qu'est la Coupe ». La bonne nouvelle a été annoncée sur le site Internet

que, dédicé à la Coupe, l'événement inaugurerait quelques jours avant la cérémonie paléenne organisée par la FIFA.

Le football a aussi posé sa marque dans l'étrange catalogue des expositions « DCPM, Des costumes pour Marseille », à laquelle ses deux initiateurs, Pascale Stauff et Claude Queyrel, artistes performeurs, ont associé un club de supporters, les T. Birds. En ce moment, les deux créateurs rêvent d'installer des sortes de statues-santons repré-

## Les soucis de Jean-Claude Gaudin

**C**ENT-jours après son intronisation, le 16 octobre 1995, le maire, Jean-Claude Gaudin, prononçait devant le conseil municipal de Marseille son premier grand discours d'orientation. Une orientation en deux étapes dont la première était, « bien entendu, la Coupe du monde 1998 ».

Depuis, 25 délibérations ont été consacrées à l'engagement de la ville dans l'opération. Les grandes décisions ont souvent été votées à l'unanimité. Mais le FN a voté plusieurs fois contre, et particulièrement en octobre 1995 lors de l'approbation de l'enve-

loppe financière, qui vit le PC s'abstenir. Le gros de l'effort financier de la ville aura évidemment porté sur l'agrandissement du Stade-Vélodrome. Marc Vincent, qui coordonne l'action de tous les services de la ville dans cette énorme affaire, estime actuellement à environ 400 millions de francs l'investissement municipal.

La création d'événements susceptibles d'occuper les milliers de Marseillais qui ne pourront se rendre au stade pour des raisons financières est une véritable préoccupation. La mairie a prévu animations, concerts et projections sur écrans géants

pour que les jeunes supporters puissent participer à la fête. Elle a demandé à une association ad hoc, regroupant des décideurs économiques et l'OM Association, de prendre en charge les frais de ces festivités.

Elle a surtout fait commander une étude à la faculté du sport pour savoir si les frustrations engendrées « dans les quartiers défavorisés » par la proximité d'une fête inaccessible n'étaient pas de nature à provoquer quelques troubles dans une ville qui se sera mise sur son trente et un pour les trente-deux équipes du Mondial.

sentant Josip Skoblar ou Jean-Pierre Papin devant la porte d'Aix, à l'entrée de la ville. Car ces dieux de l'Olympe et le foot, « ça nous passe commande », assure Pascale Stauff, une autre façon de dire qu'ici personne n'échappe au ballon. Eh oui ! cette passion marseillaise, qui ressemble pour partie à celles que bien d'autres citadins ressentent pour leur équipe, a quelques singularités.

Christian Bromberger, l'ethnologue qui l'a racontée dans son livre *Le Match de football* (1), en décrit les caractéristiques. « Il y a d'abord l'ampleur du phénomène, peu ordinaire en France », explique-t-il, affirmant qu'il n'est pas l'apanage des classes populaires. La nature même du sentiment est particulière : elle est pleine de ce qu'il appelle le « victimisme » (de l'italien *vittimismo*, référence à ce que les Napolitains éprouvent vis-à-vis du nord de leur pays), qui se nourrit de l'impression d'être victime d'un destin injuste, impression chaque jour renforcée par les difficultés qui assaillent la ville depuis le déclin du port.

Après la victoire olympienne à Paris, dix gamins ont débarqué au snack les cheveux teints en blanc, à l'image de Fabrizio Ravanelli

Le fait que les habitants de Marseille soient, pour la plupart, enfants de communautés blesées par l'histoire - Arméniens, Juifs, pieds-noirs ou peuples antérieurs colonisés - nourrit ce dolisme.

L'honneur et la fierté d'être marseillais, slogan majeur des groupes de supporters et chose de la ville la mieux partagée, viennent alors, ironique retour, venger la réputation de « magouilleurs, paresseux, criminels et galeux » faite par les adversaires et ennemis : les Parisiens, pour faire court, PSG et Canal Plus pour en donner la traduction footballistique immédiate. Voilà pourquoi le débarquement de la Coupe du monde dans la ville flatte chacun mais n'enflamme encore personne.

Michel Samson

★ Le Match de football. Ethnologie d'une passion partisane : Marseille, Naples et Turin, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1995.

## Moi, Skoblar et le Vélodrome

par Georges Appaix, danseur, chorégraphe

**« L**e foot, c'est une histoire de famille. Mon père a joué inter - un pratiquant encore le WM à son époque - dans l'équipe première de l'OM ; mon frère aîné a fait une petite carrière jusqu'en deuxième division, inter lui aussi ; et mon demi-frère a été au centre de formation d'Auxerre. Moi, j'ai joué au football de pupille à senior. Notre club, c'était le Stade marseillais université club, le SMUC.

Je me souviens des dimanches matin un peu froids, l'hiver, les rendez-vous devant l'AGEM, l'Association générale des étudiants de Marseille, sur la Canebière. On arrivait avec le gros sac et l'impatience de jouer, on s'entassait dans les voitures pour aller dans un des petits stades de la ville. Je me souviens aussi que, quand on allait jouer à l'UGA Arzav, l'équipe des Arméniens, il était hors de question d'espérer gagner. Pour eux, un match de foot ce n'était pas tout à fait le même enjeu que pour nous.

Quand, après mes études aux Arts et Métiers d'Aix-en-Provence, j'ai commencé à suivre les cours d'Odile Duboc pour entrer en danse, ça a été une grosse rupture. Pour les autres en tout cas. C'était presque sacrilège. L'homme qui danse et l'homme qui joue au foot ne sont pas les mêmes. Mes amis étaient un peu étonnés, surtout par rapport à la réputation du milieu, même s'ils n'osaient pas soupçonner ma virilité. Mais j'ai vite compris qu'il y avait un point commun entre les deux activités : l'intelligence du corps. Giresse et Tigana, par exemple, savent voir le reste du terrain quand ils jouent, comme ils savent se placer dans l'espace par rapports aux autres. Pour un chorégraphe, c'est essentiel.

Maintenant, je suis plus détaché. Pourtant, quand je regarde un match entre deux équipes qui a priori m'indiffère, au bout de cinq minutes j'ai choisi un camp, c'est très étonnant. Bien sûr, si c'est l'OM ou l'équipe de France, la question ne se pose pas. Sauf lors de France-Bresil, car le Brésil, pour moi, c'est la légèreté, l'élégance et l'idée que force et puissance ne sont pas tout. Je rentre dans le match avec une grande naïveté. Même tout seul devant ma télévision, je peux crier, sauter en l'air. Et quand j'ai été pris, captivé, ça reste longtemps. Je ne peux pas m'endormir après.

Cette identification aux joueurs vient probablement de très loin dans ma mémoire. Je me souviens par exemple de l'arrivée au stade : on montait les escaliers, il y avait du monde en haut, et puis brusquement on voyait la pelouse verte dans la lumière, on sentait l'odeur. C'était unique. Tout ça est définitivement associé à l'OM. Et même si je n'étais pas un

fanatique, je ne pouvais pas m'empêcher de sauter en l'air quand Marseille marquait, ni d'insulter l'arbitre. Ma grande « période stade » remonte à mes années de lycée. J'allais au Vélodrome avec mon frère, mon oncle, dans les années 1965-1970. J'adorais Skoblar : il avait une élégance, une façon d'être au-dessus du terrain, Waddle avait aussi cette légèreté.

Quand l'OM a gagné la Coupe d'Europe, j'ai senti que c'était important pour la ville. Pourtant, il m'arrivait de penser que l'équipe représentait une mythologie un peu fatigante. Ce soir-là, avec ce qui s'est passé sur le Vieux Port, j'ai compris qu'il y avait quelque chose de beaucoup plus grave qu'une partie de football qui s'était jouée là, pour cette ville qui, économiquement, financièrement, politiquement, va mal.

J'ai compris qu'il y avait quelque chose de beaucoup plus grave qu'une partie de football qui s'était jouée là, pour cette ville qui, économiquement, financièrement, politiquement, va mal.

cas dans les petites équipes de jeunes nu de quartier : le climat, le cadre social, jouent forcément.

A l'OM, il y a quelques constantes. C'est un football construit sur des individus, qui fonctionnent au moral. Les questions de psychologie y sont très fortes. L'entraîneur Roland Courbis vit ça à merveille. Il est comme une caricature de Marseillais : il a joué à l'OM, il a coaché le club du quartier d'Endoume. Cette année, je vais emmener mon fils de sept ans au stade pour qu'il vole ça. Il n'est pas très foot mais, comme tous ses copains jouent dans la cour, il commence à se prendre au jeu. Le foot, ici, c'est quand même une orthodoxie.

## « Winners », « Yankees », « Ultras », ou ceux qui n'aiment que l'OM

**L**e tirage au sort, quatre matchs du premier tour, un huitième de finale, un quart de finale et une demi-finale : les organisateurs de la Coupe du monde 1998 ont décidé de gêner le public marseillais. Les spectateurs du Stade-Vélodrome obtiennent ainsi une furme de consécration après avoir connu les joies et les déboires des années Tapie. Il faut dire qu'ils ont joué un rôle essentiel dans le « phénomène » OM ces quinze dernières années.

Le public marseillais constitue un sujet de choix pour les sociologues. Passionnés, généreux, souvent excessifs, les fans de l'OM sont l'exact reflet de la cité phocéenne. La rénovation du stade, dont la capacité a été portée de 42 000 à 60 000 places, ne devrait pas modifier cette situation.

Différentes populations continueront d'habiter, représentatives d'une ville « plurielle » : dans le virage sud, les jeunes des quartiers sud, considérés comme relativement aisés ; dans le virage nord, ceux des cités du nord de la ville ; dans la tribune latérale, Gagnay, les « anciens », fidèles parmi les fidèles.

A Marseille comme ailleurs, l'ambiance repose avant tout sur les groupes de jeunes supporters

qui organisent le spectacle d'avant-match, le *trifo*, comme l'on dit dans le jargon des gradins. Les « Winners », « Yankees » et autres « Ultras » rassemblent plusieurs milliers d'adhérents, indépendants des structures du club. Après avoir connu l'époque Tapie, ils n'ont pas renié leurs couleurs après la relégation du club en deuxième division (1994). Ils ont continué à suivre leur équipe, même à l'extérieur, où certains matchs ont été émaillés d'incidents. Leur rivalité avec les fans du Paris-SG n'a fait que s'amplifier.

Aujourd'hui, le Comité d'organisation (CFO) compte d'autant plus sur ce public pour accueillir le Mondial que Marseille a été le théâtre, en 1984, d'un épisode mémorable de l'histoire du football français : la victoire au finis des Bleus de Michel Platini (3-2) en demi-finales du championnat d'Europe des nations contre le Portugal.

Seul problème : l'époque a changé, les spectateurs marseillais aussi. Leur passion pour l'OM a pris une tournure exclusive. Quand l'équipe de France jouera ici, elle sera encouragée mais sans doute pas soutenue aussi chaleureusement que l'OM.

Philippe Broussard









**BRESIL**

- Nombre d'habitants : 164 millions
- Communauté en France : 7 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 560 000
- Couleurs : maillot jaune, short bleu, bas blancs
- Joueur vedette : « Ronaldo », 22 ans, attaquant, Inter de Milan (Ita.)
- Palmarès en Coupe du monde : n'a manqué aucune des quinze éditions, quatre victoires (1958, 1962, 1970, 1994), une deuxième place (1950), trois demi-finales (1938, 1974, 1978)



**FRANCE**

- Nombre d'habitants : 58,4 millions
- Nombre de licenciés de football : 1,8 million
- Couleurs : maillot bleu, short blanc, bas rouges
- Joueur vedette : Zinedine Zidane, 28 ans, milieu offensif, Juventus de Turin (Ita.)
- Palmarès en Coupe du monde : neuf participations, trois demi-finales (1958, 1982, 1986)



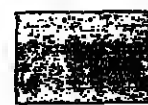
**NIGERIA**

- Nombre d'habitants : 107 millions
- Communauté en France : 300 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 61 000
- Couleurs : maillot rayé vert et blanc, short vert à parements blancs, bas rayés verts et blancs
- Joueur vedette : Daniel Amokachi, 24 ans, attaquant, Besiktas (Tur.)
- Palmarès en Coupe du monde : une participation



**MAROC**

- Nombre d'habitants : 27,5 millions
- Communauté en France : 900 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 158 000
- Couleurs : maillot rouge, short vert, bas rouges
- Joueur vedette : Noureddine Naybet, 27 ans, arrière central, La Corogne (Esp.)
- Palmarès en Coupe du monde : trois participations



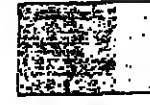
**TUNISIE**

- Nombre d'habitants : 9 millions
- Communauté en France : 220 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 30 000
- Couleurs : maillot blanc à liséré rouge, short blanc, bas rouges
- Joueur vedette : Adel Sellimi, 26 ans, attaquant, FC Nantes (Fra.)
- Palmarès en Coupe du monde : deux participations



**AFRIQUE DU SUD**

- Nombre d'habitants : 42 millions
- Communauté en France : 700 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 100 000
- Couleurs : maillot blanc à parements jaunes et noirs, short vert, bas blancs
- Joueur vedette : Mark Anthony Fish, 24 ans, arrière central, Lazio de Rome (Ita.)
- Palmarès en Coupe du monde : première participation en 1998



**CAMEROUN**

- Nombre d'habitants : 14 millions
- Communauté en France : 80 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 19 000
- Couleurs : maillot vert et jaune, short rouge, bas rouges
- Joueur vedette : Patrick Mboma, 26 ans, attaquant, Osaka (Jap.)
- Palmarès en Coupe du monde : trois participations



**ROUMANIE**

- Nombre d'habitants : 23 millions
- Communauté en France : 20 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 250 000
- Couleurs : maillot jaune, short bleu, bas rouges
- Joueur vedette : George Hagi, 32 ans, milieu offensif, Galatasaray (Tur.)
- Palmarès en Coupe du monde : six participations



**NORVEGE**

- Nombre d'habitants : 4,4 millions
- Communauté en France : 2 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 200 000
- Couleurs : maillot blanc à parements bleus, short blanc, bas rouges
- Joueur vedette : Tore André Flo, 24 ans, milieu, Molde (Nor.)
- Palmarès en Coupe du monde : deux participations

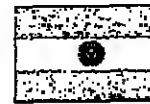
## Les 32 équipes de la phase finale

Pour la première fois de l'histoire de la Coupe du monde de football, trente-deux pays joueront la phase finale. L'Europe fournit le gros des troupes avec quinze représentants, l'Amérique du Sud et l'Afrique cinq, l'Asie quatre et la Concacaf (Amérique du Nord, Amérique centrale et Caraïbes) trois



**BULGARIE**

- Nombre d'habitants : 9 millions
- Communauté en France : 50 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 41 500
- Couleurs : maillot blanc, short vert, bas rouges
- Joueur vedette : Hristo Stoichkov, 31 ans, attaquant, FC Barcelone (Esp.)
- Palmarès en Coupe du monde : trois participations, une demi-finale (1994)



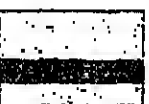
**ARGENTINE**

- Nombre d'habitants : 35 millions
- Communauté en France : 6 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 800 000
- Couleurs : maillot rayé bleu ciel et blanc, short noir, bas blancs
- Joueur vedette : Ariel Ortega, 23 ans, milieu offensif, Valencia (Esp.)
- Palmarès en Coupe du monde : onze participations, deux victoires (1978, 1986), deux finales (1930, 1990)



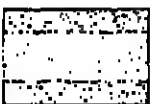
**PARAGUAY**

- Nombre d'habitants : 5 millions
- Communauté en France : 400 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 150 000
- Couleurs : maillot rayé rouge et blanc, short blanc, bas bleus
- Joueur vedette : José Luis Chilavert, 32 ans, gardien de but, Vélez Sarsfield (Arg.)
- Palmarès en Coupe du monde : quatre participations



**COLOMBIE**

- Nombre d'habitants : 36 millions
- Communauté en France : 30 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 150 000
- Couleurs : maillot jaune, short bleu, bas rouges
- Joueur vedette : Carlos Valderrama, 36 ans, milieu offensif, Tampa Bay (EU)
- Palmarès en Coupe du monde : trois participations



**ESPAGNE**

- Nombre d'habitants : 40 millions
- Communauté en France : 650 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 542 000
- Couleurs : maillot rouge et or, short bleu, bas rouge
- Joueur vedette : Andoni Zubizarreta, 36 ans, gardien de but, FC Valencia (Esp.)
- Palmarès en Coupe du monde : neuf participations, une quatrième place (1950)



**ANGLETERRE**

- Nombre d'habitants : 47,5 millions
- Communauté en France : 52 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 1,5 million
- Couleurs : maillot blanc, short bleu foncé, bas blanc et bleus
- Joueur vedette : Alan Shearer, 27 ans, attaquant, Newcastle (Ang.)
- Palmarès en Coupe du monde : neuf participations, une victoire (1966), une demi-finale (1990)



**ALLEMAGNE**

- Nombre d'habitants : 82 millions
- Communauté en France : 55 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 4 millions
- Couleurs : maillot blanc, short noir, bas blancs
- Joueur vedette : Jürgen Klinsmann, 33 ans, attaquant, Sampdoria de Gênes (Ita.)
- Palmarès en Coupe du monde : quatorze participations, trois victoires (1954, 1974, 1990), trois finales (1966, 1982, 1986), deux demi-finales (1934, 1970)



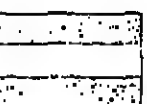
**DANEMARK**

- Nombre d'habitants : 5,2 millions
- Communauté en France : 4 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 340 000
- Couleurs : maillot blanc, short rouge, bas blancs
- Joueur vedette : Michael Laudrup, 33 ans, milieu offensif, Ajax d'Amsterdam (PB)
- Palmarès en Coupe du monde : une participation



**PAYS BAS**

- Nombre d'habitants : 15,5 millions
- Communauté en France : 35 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 1 million
- Couleurs : maillot orange, short blanc, bas oranges
- Joueur vedette : Patrick Kluyvert, 21 ans, attaquant, Milan AC (Ita.)
- Palmarès en Coupe du monde : deux finales (1974, 1978)



**AUTRICHE**

- Nombre d'habitants : 9 millions
- Communauté en France : 4 500 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 270 000
- Couleurs : maillot blanc, short blanc, bas blancs
- Joueur vedette : Anton Polster, 33 ans, attaquant, SK Puntigamer Sturm Graz (Aut.)
- Palmarès en Coupe du monde : six participations, deux demi-finales (1934, 1954)



**ECOSSE**

- Nombre d'habitants : 5,3 millions
- Communauté en France : 10 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 42 000
- Couleurs : maillot bleu nuit, short blanc, bas rouges
- Joueur vedette : Gary McAllister, 33 ans, milieu, Coventry (Ang.)
- Palmarès en Coupe du monde : sept participations



**COREE DU SUD**

- Nombre d'habitants : 46 millions
- Communauté en France : 10 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 740 000
- Couleurs : maillot rouge, short noir, bas rouges
- Joueur vedette : Sang-chul Yoo, 26 ans, milieu, Ulsan Hyundai (CdS)
- Palmarès en Coupe du monde : quatre participations



**MEXIQUE**

- Nombre d'habitants : 95,5 millions d'habitants
- Communauté en France : 3 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : pas de licence mais nombre de pratiquants estimé à 20 millions
- Couleurs : maillot vert, short blanc, bas rouges
- Joueur vedette : Jorge Campos, 30 ans, gardien de but, Los Angeles Galaxy (EU)
- Palmarès en Coupe du monde : dix participations



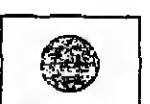
**ETATS-UNIS**

- Nombre d'habitants : 266 millions
- Communauté en France : 27 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : pas de licence, mais nombre de pratiquants estimé à 18 millions
- Couleurs : maillot blanc, short blanc, bas blancs
- Joueur vedette : Eric Wynalda, 28 ans, attaquant, San José Clash (EU)
- Palmarès en Coupe du monde : cinq participations, une demi-finale (1930)



**ARABIE SAOUDITE**

- Nombre d'habitants : 19 millions
- Communauté en France : 1 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 17 600
- Couleurs : maillot blanc, short vert, bas blancs
- Joueur vedette : Mohammed Al-Dasya, 25 ans, gardien de but, Al-Tae (Ar. S)
- Palmarès en Coupe du monde : une participation



**JAPON**

- Nombre d'habitants : 126 millions
- Communauté en France : 11 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 900 000
- Couleurs : maillot bleu, short blanc, bas bleus
- Joueur vedette : Hidetoshi Nakata, 20 ans, milieu, Jubilo Iwata (Jap.)
- Palmarès en Coupe du monde : première participation en 1998



**ITALIE**

- Nombre d'habitants : 57 millions
- Communauté en France : 350 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 1,2 million
- Couleurs : maillot bleu, short blanc, bas bleus
- Joueur vedette : Paolo Maldini, 29 ans, arrière, Milan AC (Ita.)
- Palmarès en Coupe du monde : treize participations, trois victoires (1930, 1934, 1982), deux finales (1970, 1994), deux demi-finales (1978, 1990)



**BELGIQUE**

- Nombre d'habitants : 10,2 millions
- Communauté en France : 57 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 410 000
- Couleurs : maillot rouge, short rouge, bas rouges
- Joueur vedette : Luc Nilis, 30 ans, attaquant, PSV Eindhoven (PB)
- Palmarès en Coupe du monde : neuf participations, une demi-finale (1986)



**CHILI**

- Nombre d'habitants : 14,5 millions
- Communauté en France : 4 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 200 000
- Couleurs : maillot rouge, short bleu, bas blancs
- Joueur vedette : Marcelo Salas, 22 ans, attaquant, River Plate (Arg.)
- Palmarès en Coupe du monde : six participations, une demi-finale (1962)



**CROATIE**

- Nombre d'habitants : 4,8 millions
- Communauté en France : 30 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 79 000
- Couleurs : maillot à damiers rouges et blancs, short blanc, bas blancs
- Joueur vedette : Davor Suker, 29 ans, attaquant, Real de Madrid (Esp.)
- Palmarès en Coupe du monde : première participation en 1998



**YUGOSLAVIE**

- Nombre d'habitants : 11 millions
- Communauté en France : 90 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 126 000
- Couleurs : maillot bleu, short blanc, bas rouges
- Joueur vedette : Dragan Stojkovic, 32 ans, milieu offensif, Nagoya (Jap.)
- Palmarès en Coupe du monde : huit participations, deux demi-finales (1930, 1962)



**JAMAÏQUE**

- Nombre d'habitants : 2,5 millions
- Communauté en France : 2 000 personnes environ
- Nombre de licenciés de football : 10 000
- Couleurs : maillot jaune à parements verts, culotte noire, bas verts
- Joueur vedette : Deon Burton, 21 ans, attaquant, Derby County (Ang.)
- Palmarès en Coupe du monde : première participation en 1998



**IRAN**

- Nombre d'habitants : 62 millions
- Communauté en France : 100 000 personnes environ
- Nombre de licenciés : 306 000
- Couleurs : maillot rouge, culotte blanc, bas verts
- Joueur vedette : Ali Daei, 28 ans, attaquant, Arminia Bielefeld (All.)
- Palmarès en Coupe du monde : une participation



# Les dessous de la cérémonie du tirage au sort

Cette journée du 4 décembre donne le coup d'envoi véritable du Mondial 1998. Pour l'occasion, la procédure de répartition des participants en huit groupes de quatre équipes, télévisée dans le monde entier, a été tonifiée sans être désacralisée.

**A**FIN de donner un avant-goût de ce que sera la Coupe du monde de football 1998, le Comité français d'organisation (CFO), la Fédération internationale (FIFA) et TF 1 ont mis sur pied une journée de football pas comme les autres. Pour la première fois, une cérémonie de tirage au sort se déroule dans un stade. Pour la première fois aussi, un match de football servira de lever de rideau.

Quatre « chapeaux » pour huit groupes. Le Comité de la FIFA pour l'organisation de la Coupe du monde a désigné, mardi 2 décembre, la liste des 8 équipes appelées à être les têtes de série de la compétition outre le Brésil et la France qui concernent déjà leur groupe : l'Italie, l'Allemagne, l'Argentine, l'Espagne, la Roumanie et les Pays-Bas. Trois autres « chapeaux » devaient être constitués en fonction de critères sportifs et géographiques. La FIFA veut constituer 8 groupes homogènes tout en évitant que des équipes habituées à se rencontrer aient à nouveau à s'affronter. La présence de 15 pays européens est un risque : 7 groupes sur 8 comporteront 2 sélections du Vieux Continent.

La loi du hasard. Rompu à ce genre d'événements et fin polyglotte, Joseph Blatter est le Monsieur Loyal idéal pour un tirage au sort de Coupe du monde. Le secrétaire général de la FIFA aura pour mission de vérifier la régularité des opérations. Autour de lui, huit personnalités du football seront invitées à tour de rôle à piocher, au hasard, des boules de couleur pour les huit groupes. Aucun huisser de justice ne sera sur le plateau afin de prévenir tout risque de tricherie. « La présence de centaines de millions de téléspectateurs comme témoins est suffisante », explique-t-on au siège zurichois de la FIFA.

Des VIP aux mains innocentes. Huit joueurs ou ex-joueurs de football – sept hommes et une femme – vont effectuer le tirage au sort. Quatre ont été choisis par Michel Platini, au titre du CFO : Raymond Kopa, Georges Carus, Marius Trésor et Jean-Pierre Papin. Tous ont en commun d'avoir été le joueur symbole de l'équipe de France en leur époque respective. Les quatre autres personnalités ont été désignées par la FIFA : l'Américain Mia Hamm, récente championne olympique de football féminin, le Libérien George Weah, lauréat du Prix du fair-play de la FIFA pour l'année 1996, l'Allemand Franz Beckenbauer et le Brésilien Carlos Alberto Parreira aperçus dans le match de gala.

Un coffre-fort pour le trophée. Le président de la Confédération brésilienne de football, Ricardo Teixeira, beau-fils de Joao Havelange, président de la FIFA, est présent à Marseille non seulement pour connaître les adversaires de l'équipe tenant le titre, mais aussi pour convoquer la Coupe du monde. Si le Brésil est encore titulaire du trophée jusqu'au 10 juin 1998, jour du coup d'envoi de la seizième édition de l'épreuve, la France en devient dépositaire pour quelques semaines. Selon le protocole, Ricardo Teixeira doit remettre l'objet à Joao Havelange, qui le confiera à Claude Simonet, président de la Fédération française de football (FFF). Le trophée ira alors rejoindre un coffre-fort.

Enfants, supporters et invités de prestige. Pour la première fois de l'histoire de la Coupe du monde, le tirage au sort va se dérouler en public. Le Stade-Vélodrome, qui va voir sa capacité passer de 42 000 à 60 000 places, une fois les travaux terminés, ne pourra toutefois accueillir que 38 000 personnes, jeudi. Aucun billet n'a été mis en vente, la soirée fonctionnant sur invitations. La tribune Ganay est principalement réservée aux enfants. Le virage sud sera, lui, occupé par les traditionnels groupes de supporters de l'Olympique de Marseille (Winners, Ultras, etc.). La tribune Jean-Bouin, enfin, accueillera les VIP, les délégations des 32 pays qualifiés, ainsi que 1 500 journalistes.

Une scène impressionnante et des écrans géants. C'est également la première fois qu'un tirage au sort se déroule en extérieur. Une scène de 60 m de long, 12 m de profondeur et de 15 m de haut a été construite à l'emplacement du virage nord, encore en travaux. Deux écrans géants de 45 m<sup>2</sup> ont été installés de part et d'autre du plateau.

La scène est chauffée et recouverte d'un toit rigide qui devrait permettre de faire face à d'éventuelles intempéries. Si d'ailleurs la pluie et le mistral s'entendaient pour perturber le spectacle, un plateau de secours a été prévu dans un amphithéâtre couvert situé dans le parc Chanot.

Spectacle à l'entracte. Conçue à la manière d'une émission de télévision, la soirée sera agrémentée d'un intermède musical. Le chanteur porto-ricain Ricky Martin entamera *Cup of Life*, la chanson officielle de la Coupe du monde, tandis que le Sénégalais Youssou N'Dour et la Belge Axelle Red entonneront l'hymne de la Coupe du monde.

Un match de gala en lever de rideau. L'idée de Michel Platini d'offrir une rencontre de prestige en préambule au tirage au sort de la Coupe du monde a fait son chemin. Jeudi à 16 h 45, 32 footballeurs des 32 équipes qualifiées pour le Mondial vont s'affronter pour le plaisir. D'un côté, une sélection européenne, représentant les 15 nations du Vieux Continent présentes en France en 1998 ; de l'autre, une équipe du « reste du monde » constituée des 17 autres participants.

L'Allemand Franz Beckenbauer (champion du monde en 1974 puis en tant que sélectionneur en 1990) et le Brésilien Carlos Alberto Parreira (qui emmène la Selecao au titre mondial en 1994) seront les entraîneurs respectifs de ces formations d'un soir. Sauf imprévu, les spectateurs marseillais devraient voir évoluer, entre autres, Andreas Köpke (Allemagne), Paul Ince (Angleterre), Zinedine Zidane (France), Marius Lacatus (Roumanie), Fernando Hierro (Espagne), Alen Boksic (Croatie), Dejan Savicevic (Yougoslavie), Jacques Songo'o (Cameroun), José Luis Chilavert (Paraguay), Nwankwo Kanu (Nigeria), Gabriel Batistuta (Argentine), Carlos Valderrama (Colombie).

Ao non du fair-play. Juste avant que ne débute le match de gala entre les deux équipes, Michel Platini, Bernard Sastre et Joseph Blatter vont remettre un drapeau du fair-play portant le sigle de la FIFA à cinq marathoniens membres de l'association Les Ados du sport, qui s'élanceront alors dans un tour de France de 7 000 km semblable à un parcours de flamme olympique. Ils feront étape dans 154 villes, et 10 000 billets seront distribués à cette occasion. Le péripète s'achèvera dans l'enceinte du Stade de France à Saint-Denis, mercredi 10 juin 1998, jour du match d'ouverture.

F. P.

## Un après-midi en Mondiovision

**U**NE femme seule face à une planète entière de footballeurs : Carole Rousseau a vingt-neuf ans, un joli sourire et des jambes interminables, forcément. Jeudi 4 décembre, elle présentera, au côté de Roger Zabel, le tirage au sort de la Coupe du monde de football. Diffusée en France par TF 1, qui en a acquis les droits en 1994, la manifestation va être également retransmise en Mondiovision, pour plusieurs centaines de millions de personnes. On comprend la légère « angoisse » qui envahit progressivement cette jeune femme que les téléspectateurs français ont déjà vue avec Jean-Luc Delarue, sur

France 2, à l'époque de « C'est déjà dimanche ».

C'est une véritable démonstration de force qu'effectuera TF 1 au Stade-Vélodrome. Quarante-cinq caméras retransmettront du Stade-Vélodrome la rencontre de gala entre la sélection européenne et celle du « reste du monde », seulement trois de moins que dans la configuration Coupe du monde. Le match terminé, douze caméras se braqueront vers la scène où apparaîtra la projection d'une sphère de 5,5 mètres de diamètre représentant le globe terrestre. Soixante-cinq chaînes du monde entier ont dépêché des commentateurs et dix-sept d'entre elles produiront leur propre

signal, en plus de celui fourni par la Mondiovision.

En raison de l'exclusivité nationale de TF 1, les autres chaînes françaises seront quasiment absentes de la cérémonie. De ses studios parisiens, Canal Plus consacrera un « Nulle part ailleurs » spécial. Une occasion pour la chaîne cryptée de rappeler – en clair, donc devant de nouveaux abonnés potentiels – qu'elle retransmettra les 64 matches du Mondial 1998. Et si tôt connues les 48 rencontres du premier tour, TF 1 et France Télévision ont prévu de se retrouver pendant plusieurs semaines afin de se partager le gros lot.



A Beyrouth, mai 1991, Place des Martyrs. LILY FRANEY/KAPHO

## Les programmes

Sur TF 1  
- 16 h 25 : prise de l'antenne.  
- 16 h 45 : coup d'envoi du match entre la sélection européenne et celle du « reste du monde ».  
Commentaires : Thierry Roland et Jean-Michel Larqué.  
- 18 h 40 : spécial Sport football. Les temps forts du match de gala, rappel des 32 équipes qualifiées. Présenté par Hervé Mathoux.  
- 18 h 55 : tirage au sort de la Coupe du monde 1998. Présenté par Roger Zabel et Carole Rousseau.  
Sur Canal+ (en clair)  
- 19 h 10 à 20 h 30 : « Nulle part ailleurs » spécial tirage au sort de la Coupe du monde. Résultats, réactions à chaud, interviews, reportages. Présenté par Guillaume Durand et Charles Biétrix.

## Calendrier de la phase finale du 10 juin au 12 juillet 1998

		PREMIÈRE PHASE																HUITIÈME DE FINALE								QUARTS DE FINALE				DEMI-FINALES				FINALES			
		Mai 10	Jui 11	Jui 12	Jui 13	Jui 14	Jui 15	Jui 16	Jui 17	Jui 18	Jui 19	Jui 20	Jui 21	Jui 22	Jui 23	Jui 24	Jui 25	Jui 26	Jui 27	Jui 28	Jui 29	Jui 30	Jui 31	Jui 1	Jui 2	Jui 3	Jui 4	Jui 5	Jui 6	Jui 7	Jui 8	Jui 9	Jui 10	Jui 11	Jui 12		
▶	SAINT-DENIS	A1 contre A2		E1 contre E2						C1 contre C3				B1 contre B4			G1 contre G4		1D contre 2C =4							2 contre 3 =8				B contre D =D2				1D1 contre 1D2			
▶	PARIS				F1 contre F2					D2 contre D4		H1 contre H3				E2 contre E3		1A contre 2B =1																2D1 contre 2D2			
▶	LENS			C3 contre C4	H3 contre H4					F1 contre F3		D1 contre D4				G2 contre G3		1C contre 2D =3																			
▶	LYON				E3 contre E4	G1 contre G2				F2 contre F4		C1 contre C4				H2 contre H3																					
▶	SAINT-ÉTIENNE				F3 contre F4		B2 contre B4	D1 contre D3		A2 contre A3		E1 contre E4						1B contre 2A =2							1H contre 2G =6												
▶	MARSEILLE			C1 contre C2		G3 contre G4			E1 contre E3	A1 contre A4																											
▶	MONTPELLIER	A3 contre A4		D3 contre D4			B1 contre B3			G2 contre G4		F1 contre F4							1F contre 2E =6																		
▶	TOULOUSE		B3 contre B4		H1 contre H2			C2 contre C4		G1 contre G3		D2 contre D3							1E contre 2F =5																		
▶	BORDEAUX			B1 contre B2			A2 contre A4		E2 contre E4		C2 contre C3		H1 contre H4						1G contre 2H =7																		
▶	NANTES				D1 contre D2		A1 contre A3		H2 contre H4		B2 contre B3		F2 contre F3																								

REPOS

REPOS

REPOS

REPOS

Le chemin vers la finale.

A l'issue du premier tour, chacun des huit groupes désigne deux qualifiés (1A, 2A, 1B, 2B, etc.). Les huitièmes de finale désignent à leur tour huit équipes numérotées de 1 à 8. Les quarts de finale éliminent quatre équipes : A, B, C et D. Les demi-finales D1 et D2 déterminent les deux équipes pour le match de classement (2D1 contre 2D2), et les deux finalistes (1D1 contre 1D2).

Le tirage au sort du jeudi 4 décembre va déterminer la composition des huit groupes des quatre équipes.

A1 = BRÉSIL	B1 =	C1 = FRANCE	D1 =	E1 =	F1 =	G1 =	H1 =
A2 =	B2 =	C2 =	D2 =	E2 =	F2 =	G2 =	H2 =
A3 =	B3 =	C3 =	D3 =	E3 =	F3 =	G3 =	H3 =
A4 =	B4 =	C4 =	D4 =	E4 =	F4 =	G4 =	H4 =

Le chemin vers la finale.  
A l'issue du premier tour, chacun des huit groupes désigne deux qualifiés (1A, 2A, 1B, 2B, etc.). Les huitièmes de finale désignent à leur tour huit qualifiés numérotés de 1 à 8. Les quarts de finale élisent quatre qualifiés : A, B, C et D. Les demi-finales D1 et D2 déterminent les deux qualifiés pour le match de classement (2D1 contre 2D2), et les deux finalistes (1D1 contre 1D2).



## Les bons comptes du Comité d'organisation

**Marketing, billetterie, loges et sièges Prestige, la Coupe du monde se vend bien. Les responsables de France 98 rêvent déjà de bénéfices. Mais rien n'aurait pu se faire sans l'argent public**

**L**a Coupe du monde 1998 sera-t-elle bénéficiaire ? Le Comité français d'organisation (CFO) se met sérieusement à y croire. Lors de l'adoption de son budget, le 2 février 1995, les responsables avaient fait de l'équilibre l'« impératif absolu ». A six mois du coup d'envoi, les voilà qui se prennent à espérer quelques excédents.

Le budget prévisionnel avait été établi à 1,555 milliard de francs en février 1995. Il est aujourd'hui évalué à 2,421 milliards, soit une hausse de 55 %. Les dérapages financiers sont une vieille habitude locale. Mais, pour une fois, ce sont les recettes plutôt que les dépenses qui semblent avoir tiré l'addition

vers le haut. La billetterie a été un succès. Les 1,27 millions de billets des matchs préliminaires, et des huitièmes de finale, vendus en lots sous forme de Pass, sont partis. Les 227 000 billets des huitièmes, quarts, demies et finales feront l'objet d'un tirage au sort, courant décembre, parmi les 1,050 million de demandeurs. Reste une incertitude sur les 500 000 billets mis à la disposition des fédérations qualifiées. Il faudra attendre le retour des invendus pour connaître exactement le taux de remplissage. Encore les excédents pourront-ils être redistribués aux autochtones, tout comme les quelques places des premiers rangs gelées en attendant une décision définitive sur les grillages. La prévision actuelle de 679 millions de francs de recettes pourrait donc être dépassée.

### 45 PARTENAIRES

Lundi 24 novembre, la Française des Jeux est devenue le 45<sup>e</sup> et dernier partenaire du CFO. Au total, l'enveloppe du marketing atteindra 897 millions de francs, là encore en hausse de 10 % par rapport aux prévisions initiales.

Un autre poste n'avait pas été budgété, sciemment, par le CFO jusqu'au début de cette année : la vente des loges et sièges Prestige. Les entreprises se sont ruées sur cet « attrape-clients ». Pour le CFO, ce sont 759 millions de francs en recettes supplémentaires. Si l'on ajoute à l'addition une rubrique « divers », comprenant notam-

ment la dîme de la FIFA au CFO, on avoisine donc les 2,5 milliards de francs.

En regard, les dépenses se sont également enflées pour atteindre 2,186 milliards de francs. Les organisateurs se sont donné un peu de confort par rapport à leurs prévisions initiales. Encore la somme inclut-elle 209 millions de francs de provisions pour imprévus. Au 13 novembre, date de la publication des derniers comptes, on pouvait donc estimer les futurs bénéfices entre 235 et 435 millions de francs.

Au CFO, on préfère se montrer prudent sur ce montant et attendre les comptes de clôture pour paviser. Mais, d'ores et déjà, on réfléchit

### « Mobifoot » pour voyager pratique

Un titre de transport unique sera mis en place pendant la Coupe du monde. Les réseaux de transports en commun des neuf villes (Bordeaux, Lens, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris/Saint-Denis, Saint-Etienne et Toulouse) accueillant la compétition se sont associés pour faciliter les déplacements des spectateurs. Avec « Mobifoot », ils disposeront d'un forfait permettant une utilisation illimitée des réseaux, présentés par un memento de poche décrivant les principales infrastructures de transports des villes concernées.

à un partage du reliquat entre l'Etat et la Fédération française de football.

Un événement de prestige qui ferait des bénéfices serait une divine surprise en France. Les contribuables se sont habitués à boucher des trous budgétaires aussi insupportables que naguère celui des Halles.

### L'IMPLICATION DE L'ETAT

Le CFO n'a obtenu ni dotations ni subventions d'aucune sorte. Croisons les doigts : cette fois, l'Etat ne devrait pas avoir à jouer les pompiers. Ce serait là le premier exploit de la Coupe du monde.

Le communiqué de victoire mérite pourtant d'être tempéré. Le CFO ne s'est occupé que de la partie strictement sportive de l'événement. Le reste a une nouvelle fois incombé au secteur public. Les dépenses d'infrastructures ont été lourdes, même si elles trouveront sans doute un usage à long terme.

« L'Etat s'est fortement impliqué », affirmait, mardi 25 novembre, Lionel Jospin, le premier ministre : 3,1 milliards de francs ont été employés dans la réalisation du seul Stade de France. Les collectivités locales ont également émarqué à hauteur de 1,62 milliards de francs. La RATP et la SNCF ont, quant à elles, réaménagé leur réseau pour un coût de 528 millions de francs.

On pourrait encore ajouter à la facture d'autres éléments liés indirectement à l'événement, comme l'aménagement, à Saint-Denis, de

la ZAC des Cornillons. Le Stade de France pourrait également se révéler un gouffre pour les finances publiques si aucun club résident n'était trouvé.

### FÊTES PROGRAMMÉES

L'impôt aura donc encore été nécessaire. Lors du championnat d'Europe des nations, disputé en 1996 en Angleterre, l'ensemble du financement avait été privé. Il en fut de même lors de la Coupe du monde 1994 aux Etats-Unis.

Mais, dans des deux cas, faute de moyens, l'événement avait été strictement limité au périmètre des stades. France 98 se veut plus ambitieux.

La Coupe du monde prétend déborder dans la rue. Toutes les villes

d'accueil ont élaboré un programme de réjouissances qui devraient forcément faire monter la facture totale. Mais chaque chambre de commerce et d'industrie locale calcule déjà les retombées économiques que l'événement pourrait générer, directement, et surtout à long terme.

« Bienvenue au monde », proclame l'affiche officielle du ministère de la Jeunesse et des Sports. L'idée serait que ledit monde ait le sentiment, pour paraphraser Hemingway, que la France est une fête. Le pays joue son image lors de la Coupe du monde. Cela n'a pas de prix.

Benoît Hopquin

## La chasse aux billets est ouverte

**A**VEC la chasse à l'autographe, la chasse aux billets sera le sport le plus pratiqué par les spectateurs de la 16<sup>e</sup> Coupe du monde de football. Les organisateurs ont prévu deux dispositifs pour satisfaire les demandes du public français et celles du public étranger.

En France : il n'y a plus de possibilité d'acquiescer de billets, vendre que des billets concernant la première phase de la compétition, à laquelle participent les équipes nationales de la zone géographique pour laquelle ils ont été sélectionnés.

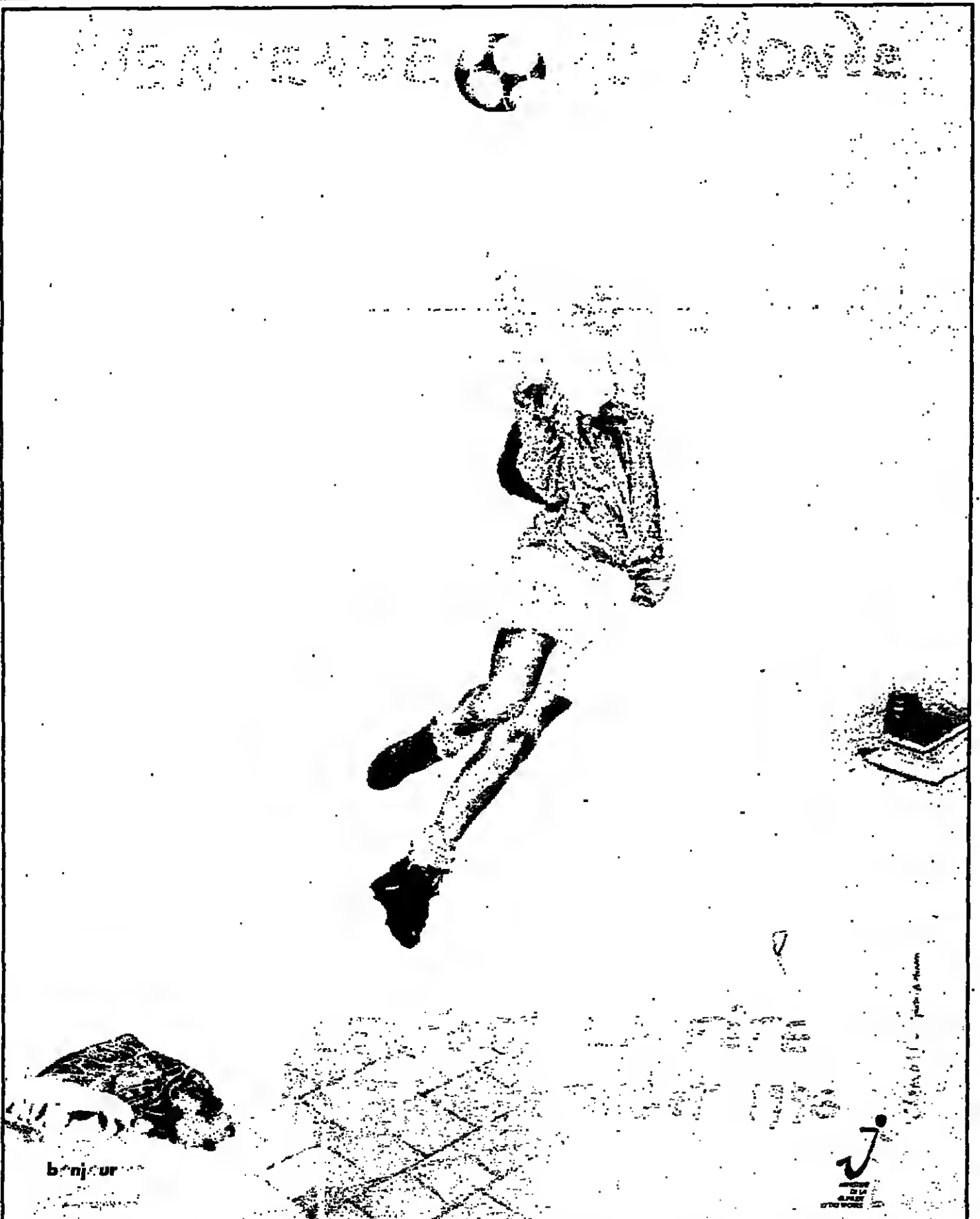
Les billets pour la suite de la compétition seront proposés à tous ces tour-opérateurs, mais uniquement pour les stades où les équipes de leur zone seraient susceptibles de jouer en cas de qualification.

Dernière précision, les tour-opérateurs autorisés commercialisent les billets sous forme de différents « packages » incluant les transports, les hébergements, les loisirs, etc.

Les caractéristiques des billets : pour des raisons de sécurité, ils porteront tous le nom de leur acquéreur, ce qui permettra de remonter rapidement à la source en cas de litige ou de problème (revente illicite, vente à des fauteurs de troubles, etc.).

Les prix : pour le match d'ouverture au Stade de France, le billet le moins cher est vendu 200 francs, le plus cher atteignant 1 250 francs. Pour les quarts de finale (Stade de France, Nantes, Lyon et Marseille), les prix varient de 250 francs à 750 francs. Pour les demi-finales (Stade de France et Marseille), ils vont de 300 francs à 1 850 francs. Pour la finale (Stade de France), les places coûteront de 350 francs à 2 950 francs, tandis qu'un billet pour la « petite » finale (troisième place, Parc des Princes) se vendra entre 200 francs et 500 francs.

A l'étranger : la commercialisation de la billetterie est entrée dans une phase active. Selon le règlement de la Coupe du monde, la majorité des billets a été réservée par la Fédération internationale (FIFA) pour les différentes fédérations nationales dans le monde. A elles de les commercialiser dans leur pays, début 1998, selon des règles et des quotas fixés par la FIFA. Parallèlement, dix-sept tour-opérateurs autorisés seront en charge de la vente de ces billets. Leurs coordonnées peuvent être



**“Pour que la Coupe du Monde 98 soit à tout le monde, le Ministère de la Jeunesse et des Sports s'engage”.**

**offrez**  
**UN BIJOU FRANCE 98**  
**LE CADEAU CHIC ET MEMORABLE**  
**DE LA COUPE DU MONDE**

Fin's or mascotte **FOOTBIJOUX™** Porte-clief argent logo

Fabriquée sous licence par MARC PRINC SA  
9, rue BUFFAULT 75009 PARIS Fax : 01 42 80 46 69  
La mascotte officielle et l'emblème France 98 sont des droits réservés de ISL.

**Editions spéciales**  
**“Coupe du Monde”**

destinées  
aux adeptes  
du ballon  
rond

Avec  
les jeux  
**SUBBUTEO,**  
**TRIVIAL PURSUIT**  
et **MONOPOLY**  
vivez l'événement  
**FRANCE 98 en direct !**



## L'équipe de France à la recherche du temps perdu

L'équipe tricolore reçoit le monde entier sur son terrain. Elle n'a pas le droit de décevoir. Mais, depuis quelques mois, la sélection et son entraîneur provoquent l'ennui. Du coup, le doute s'est installé

**A** six mois du coup d'envoi de ce qui représente le plus grand événement sportif jamais organisé en France, le pays boudé sa sélection. A force d'aligner des performances ternes ou brouillonnées, l'équipe de France, même victorieuse, ne provoque que sifflets, huées, commentaires désabusés. Plus que tout cela, un certain désintérêt s'est installé autour de la sélection dirigée par Aimé Jacquet.

Lorsque les Bleus se font siffler au Parc des Princes, les responsables du football français tentent de minimiser ces mauvaises vibrations, mettant ces manifestations sur le compte d'un public parisien blasé et trop gâté. Mais quand l'équipe de France quitte la pelouse du stade Félix-Bollaert ou celle de Geoffroy-Guichard sous les sifflets et les huées, personne ne peut nier que le mal est profond et le désamour réel.

Être sifflé à Paris et à Saint-Etienne, devant deux des plus chaleureux publics de France, c'est recevoir en pleine figure le cri du cœur de milliers de supporters mécontents. En France, la victoire ne suffit pas. Au pays de Cyrano et de Platin, il faut aussi du panache, du style, de la générosité. Or, depuis trop longtemps, les différentes équipes mises sur pied par Aimé Jacquet ont manqué de toutes ces qualités. Les victoires éphémères obtenues dans un flou très peu artistique n'ont convaincu personne.

Il y a dix-huit mois, l'équipe de France quittait l'Angleterre et l'Euro 96 en ayant atteint les demi-finales. Si son style de jeu n'avait pas séduit grand monde, son potentiel, aussi bien athlétique que technique, semblait présager d'un avenir radieux. Aujourd'hui, onze rencontres plus tard et alors que le Mondial approche, où en est Aimé Jacquet ?

Si l'on en croit ses commentaires désabusés après les deux dernières rencontres (France-Afrique du Sud à Lens, en octobre, France-Ecosse à Saint-Etienne, en novembre), il reste encore beaucoup trop de zones d'ombres et d'incertitudes, notamment dans le domaine de l'animation offensive, pour que sa sélection puisse prétendre taper les étoiles et décrocher la lune en juillet 1998.

Au cours de cette saison 1996-97, l'équipe de France a disputé onze matches. Le bilan sec, chiffré de cette période comprise entre le 31 août 1996 (France-Mexique au Parc des Princes) et le 13 novembre 1997 (France-Ecosse à Saint-Etienne) n'est pas mauvais : 7 victoires, 2 matchs nuls, 2 défaites, 18 buts inscrits, 8 encaissés. Mais personne n'est dupe. Lors d'une phase finale de Coupe du monde, face aux meilleures formations européennes mais aussi sud-américaines et africaines, les maladroits, les impuissances et les hésitations observées tout au long de la saison risquent de coûter cher à la sélection française.

Pour sa défense, Aimé Jacquet a mis en avant le fait que ces onze matches de préparation, sans enjeux immédiats, lui ont permis de procéder à de très nombreux essais. Ce qui amène d'ailleurs à constater que le football français

n'a sans doute jamais été aussi riche en talents. Hélas, cette réalité enviable n'a pas permis de déboucher sur un système de jeu cohérent, séduisant et particulièrement efficace.

Depuis l'Euro 96, 38 joueurs ont été sélectionnés. Parmi eux, quelques débutants se sont révélés au niveau international : Robert Pires, qui fita sa première sélection le 31 août 1996 face au Mexique, Ibrahim Ba (début chez les Bleus le 22 janvier 1997 au Portugal) ou Patrick Vieira (baptême international le 26 février 1997 devant les Pays-Bas) par exemple.

On l'a dit, les talents ne manquent pas. Mais si le bloc défensif, qui faisait déjà la force des Bleus lors de l'Euro en Angleterre, est toujours le point fort de la sélection, Aimé Jacquet n'a pas encore trouvé la solution miracle en matière d'animation offensive. Faut-il garder, comme à l'Euro 96, un système de jeu avec trois récupérateurs au milieu de terrain ? Faut-il jouer avec un ou deux attaquants de pointe ? Le temps passe et les incertitudes demeurent.

Il faut reconnaître à Aimé Jacquet une certaine cohérence. Au lendemain d'un Tournoi de France décevant, le sélectionneur avait, en quelques mots, remis à leur place les coupeurs de tête : « J'ai toujours dit que ma mission consiste à ce que l'équipe de France soit prête lorsque le Mondial débute. Il n'a jamais été question d'être au point maintenant... »

Le problème est que le temps passe et que, depuis la fin du Tour-

### Le palmarès des Bleus en Coupe du monde

La France fait partie des treize pays qui ont participé à la première Coupe du monde en 1930 en Uruguay. Les Bleus ont participé à toutes les éditions, parvenant à neuf reprises à jouer la phase finale : 1930 (1<sup>er</sup> tour), 1934 (huitièmes de finale), 1938 (quarts de finale), 1954 (1<sup>er</sup> tour), 1958 (demi-finales), 1966 (1<sup>er</sup> tour), 1978 (1<sup>er</sup> tour), 1982 (demi-finales), 1986 (demi-finales).

Just Fontaine détient depuis 1958 le record de buts (13) inscrits lors d'une même phase finale.

C'est un Français, Lucien Laurent, qui a inscrit contre le Mexique le premier but de l'histoire de la Coupe du monde.

En juin, les Bleus ont disputé deux autres rencontres particulièrement décevantes. Les deux victoires obtenues sur le même score (2-1) face à l'Afrique du Sud puis à l'Ecosse, autamment dit deux adversaires de seconde zone, ont été arrachées dans la douleur. A tel point que même Jacquet, pourtant peu enclin à efficher ses doutes, déclarait lucidement : « Je suis en retard par rapport à ce que j'attendais il y a un an. »

En retard, voilà bien le problème. Car le Mondial, lui, n'attend

### Trente-huit appelés en deux saisons

En cours de la saison 1996-97, qui a débuté le 31 août 1996 face au Mexique (2-0), l'équipe de France a disputé 11 rencontres. Depuis l'Euro 96, le sélectionneur Aimé Jacquet a fait appel à 38 joueurs.

● Gardiens : Fabien Barthez (AS Monaco, 7 matches), Bernard Lama (PSG, 2), Lionel Charbonnier (AJ Auxerre, 1), Lionel Letizi (FC Metz, 1).  
● Défenseurs : Lilian Thuram (Parma, 11 matches), Laurent Blanc (OM, 9), Marcel Desailly (Milan AC, 9), Ibrahim Ba (Milan AC, 7), Vincent Candela (AS Rome, 7), Christian Karembeu (Sampdoria Gênes, 7), Pierre Leighe (Sampdoria Gênes, 6), Bixente Lizarazu (Bayern Munich, 5), Bruno N'Gotty (PSG, 5), Patrick Blondin (Sheffield Wednesday, 2), Martin Djedou (AS Monaco, 2), Franck Lebour (Chelsea, 2), Alain Goma (AJ Auxerre, 1).

● Milieux de terrain : Zinedine Zidane (Juventus Turin, 11 matches), Didier Deschamps (Juventus Turin, 9), Youn Djourkoff (Inter Milan, 9), Robert Pires (FC Metz, 7), Patrick Vieira (Arsenal, 5), Franck Gava (PSG, 3), Alain Boghossian (Sampdoria Gênes, 2), Sabri Lamouchi (AJ Auxerre, 2), Vincent Guérin (PSG, 1), Claude Makélélé (OM, 1), Corentin Martins (La Corogne, 1), Emmanuel Petit (Arsenal, 1).

● Attaquants : Patrice Loko (PSG, 7 matches), Christophe Dugarry (FC Barcelone, 5), Marc Keller (Karlsruhe, 4), Florian Maurice (PSG, 3), Reynald Pedros (Lyon, 3), Stéphane Guivarch (AJ Auxerre, 2), Nicolas Quédac (Espanyol Barcelone, 2), Thierry Henry (AS Monaco, 1), Lilian Laslandes (Girondins Bordeaux, 1).



A La Courneuve (Seine-Saint-Denis). OLIVIER PASQUIERS / LE BAR FLORÉAL

### Jules, mascotte ratée

**T**OUTES les mascottes ne sont pas aussi sympathiques que Footix, galinacé dodu, souriant et tricolore chargé de symboliser aux yeux de la planète entière les vertus du Mondial français. Prenez Jules, par exemple, cet oiseau (un coq, dit-on) auquel on a demandé de représenter l'équipe de France. Eh bien, il n'inspire rien de la moquerie. Avec sa troupe de l'équipe de France, son joli bécot rouge, son bon bec jaune, ses grosses pattes et son regard halluciné, cet oiseau-là donne dans le cliché. Ne manquent que le cabas, la baguette et le camembert. Si les joueurs du onze tricolore ont accueilli l'animal sans sourcil à l'occasion du match

France-Afrique du Sud, à Lens, le 11 octobre, il n'en va pas de même des Guignols de Canal+, qui en ont fait la victime expiatoire du football national. Mais il y a plus grave : Yves Rimet, le petit-fils de Jules Rimet, inventeur de la Coupe du monde, monte au créneau. « Je refuse que, pour mes petits-enfants, le souvenir de leur aïeul soit associé à cette bouffonnerie. »

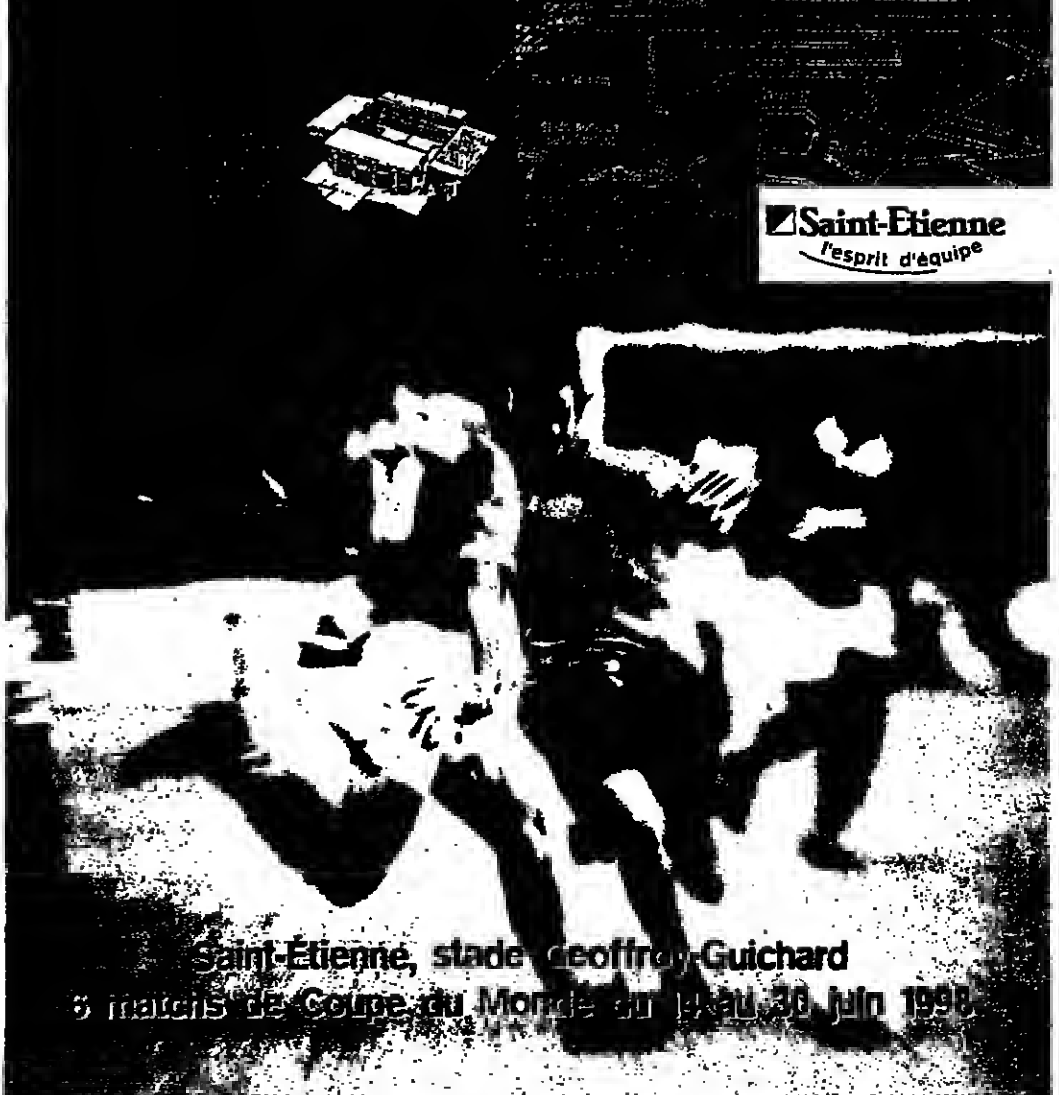
Le Comité français d'organisation (CFO), qui a lancé Footix, n'aime pas cette concurrence. Les coprésidents Fernand Sastre et Michel Platini s'insurgent : « Deux mascottes, c'est n'importe quel. »

Jean-Claude Darmon, « grand agentier du football français » et papa de Jules, se défend : « Ce n'était qu'un clin d'œil affectueux envers le créateur de la Coupe du monde » - et révèle l'atroce vérité : « On l'a créé en 1994, avant la Coupe du monde aux Etats-Unis. Nous avons donc quelques années d'avance sur Footix. »

A l'époque, Jules n'avait pas porté bonheur aux Bleus, éliminés par la Bulgarie (2-1) lors du dernier match de la phase qualificative. Le douteux volatile serait-il oiseau de mauvais augure ?

M. Da.

Avec l'esprit d'équipe, les Stéphanois ont gagné la Coupe du monde.



Saint-Etienne l'esprit d'équipe

Saint-Etienne, stade Geoffroy-Guichard  
6 matches de Coupe du monde du 14 au 30 juin 1998



## Le palmarès de la Coupe du monde

● 1930 : URUGUAY  
Vainqueur : Uruguay  
Treize pays invités en phase finale (pas d'éliminatoires) : Argentine, Belgique, Bolivie, Brésil, Chili, États-Unis, France, Mexique, Paraguay, Pérou, Roumanie, Uruguay, Yougoslavie.  
Finale : Uruguay b. Argentine 4-2, à Montevideo.  
Meilleur buteur : Stabile (Argentine), 8 buts.

● 1934 : ITALIE  
Vainqueur : Italie  
32 pays engagés  
Seize pays sont qualifiés pour les huitièmes de finale : Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Égypte, Espagne, États-Unis, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie.  
Finale : Italie b. Tchécoslovaquie 2-1, après prolongations (1-1), à Rome.  
Meilleurs buteurs : Nejedly (Tchécoslovaquie), Conen (Allemagne) et Schiavo (Italie), 4 buts.

● 1938 : FRANCE  
Vainqueur : Italie  
36 pays engagés  
Seize pays sont qualifiés pour les huitièmes de finale : Allemagne, Autriche (qui sera forfait et ne disputera aucun match), Belgique, Brésil, Cuba, France, Hongrie, Indes néerlandaises, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie.  
Finale : Italie b. Hongrie 4-2, à Paris.  
Meilleur buteur : Leonidas (Brésil), 8 buts.

● 1950 : BRÉSIL  
Vainqueur : Uruguay  
33 pays engagés  
Treize pays qualifiés : Angleterre, Bolivie, Brésil, Chili, Espagne, États-Unis, Italie, Mexique, Paraguay, Suède, Suisse, Uruguay, Yougoslavie. Lors du match décisif de la poule finale, l'Uruguay bat le Brésil 2-1, à Rio de Janeiro, devant 173 850 spectateurs.  
Meilleur buteur : Ademir (Brésil), 7 buts.

● 1954 : SUISSE  
Vainqueur : Allemagne  
35 pays engagés  
Seize pays qualifiés : RF Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Brésil, Corée du Sud, Écosse, France, Hongrie, Italie, Mexique, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Uruguay, Yougoslavie.  
Finale : RF Allemagne b. Hongrie 3-2, à Berne.  
Meilleur buteur : Kocsis (Hongrie), 11 buts.

● 1958 : SUÈDE  
Vainqueur : Brésil  
51 pays engagés  
Seize pays qualifiés : RF Allemagne, Angleterre, Argentine, Autriche, Brésil, Écosse, France, Hongrie, Irlande du Nord, Mexique, Paraguay, pays de Galles, Suède, Tchécoslovaquie, URSS, Yougoslavie.  
Finale : Brésil b. Suède 5-2, à Stockholm.  
Meilleur buteur : Just Fontaine (France), 13 buts.

● 1962 : CHILI  
Vainqueur : Brésil  
56 pays engagés  
Seize pays qualifiés : RF Allemagne, Angleterre, Argentine, Brésil, Bulgarie, Chili, Colombie, Espagne, Hongrie, Italie, Mexique, Suisse, Tchécoslovaquie, Uruguay, URSS, Yougoslavie.  
Finale : Brésil b. Tchécoslovaquie 3-1, à Santiago.  
Meilleurs buteurs : Albert (Hongrie), Ivanov (URSS), Jerkovic (Bulgarie), Garrincha et Vava (Brésil), L. Sanchez (Chili), 4 buts.

● 1966 : ANGLETERRE  
Vainqueur : Angleterre  
53 pays engagés  
Seize pays qualifiés : RF Allemagne, Angleterre, Argentine, Brésil, Bulgarie, Chili, Corée du Nord, Espagne, France, Hongrie, Italie, Mexique, Portugal, Suisse, Uruguay, URSS.  
Finale : Angleterre b. RF Allemagne 4-2 après prolongations (2-2), à Wembley.  
Meilleur buteur : Eusebio (Portugal), 9 buts.

● 1970 : MEXIQUE  
Vainqueur : Brésil  
70 pays engagés  
Seize pays qualifiés : RF Allemagne, Angleterre, Belgique, Brésil, Bulgarie, Israël, Italie, Maroc, Mexique, Pérou, Roumanie, Salvador, Suède, Tchécoslovaquie, Uruguay, URSS.  
Finale : Brésil b. Italie 4-1, à Mexico.  
Meilleur buteur : Müller (RF Allemagne), 10 buts.

● 1974 : ALLEMAGNE  
Vainqueur : RF Allemagne  
95 pays engagés  
Seize pays qualifiés : RF Allemagne, RF Allemagne, Argentine, Australie, Brésil, Bulgarie, Chili, Écosse, Haïti, Italie, Pays-Bas, Pologne, Suède, Uruguay, Yougoslavie, Zaire.  
Finale : RF Allemagne b. Pays-Bas 2-1, à Munich.  
Meilleur buteur : Latte (Pologne), 7 buts.

● 1978 : ARGENTINE  
Vainqueur : Argentine  
97 pays engagés  
Seize pays qualifiés : RF Allemagne, Argentine, Autriche, Brésil, Écosse, Espagne, France, Hongrie, Iran, Italie, Mexique, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Suède, Tunisie.  
Finale : Argentine b. Pays-Bas 3-1, après prolongations (1-1), à Buenos Aires.  
Meilleur buteur : Kempes (Argentine), 6 buts.



Au Brésil, FRANCESCA NOCIVELLI

## Ronaldo, le chouchou brésilien de la planète football

Désigné comme le meilleur joueur du Mondial 1998... avant même le coup d'envoi de la compétition, l'attaquant de l'Inter de Milan n'a plus qu'à confirmer devant des millions de téléspectateurs cette réputation de « dieu du ballon »

Sous le harcèlement des reporters, Mario Zagallo a fini par passer aux aveux. « En pointe, il y a ouro Ronaldo » et quelque « d'outre », a-t-il lâché en commentant, mardi 25 novembre, la liste des 20 joueurs retenus pour le match amical contre l'Afrique du Sud, le 7 décembre au Cap et la Coupe des Confédérations qui mettra aux prises du 12 au 21 décembre à Riyad, en Arabie saoudite, huit équipes des cinq continents. Habituellement réfractaire aux effets d'annonce, l'entraîneur brésilien a officiellement promu l'attaquant de l'Inter de Milan au rang de titulaire intouchable de la Selecao.

Après avoir reçu de l'Association des publications sportives européennes le Ballon d'or décerné au meilleur buteur de la dernière saison en Europe (34 buts marqués en championnat espagnol sous le maillot du FC Barcelone), l'avant-centre brésilien fait figure de super-favori dans la course au titre de « meilleur joueur du monde » attribué par la Fédération internationale (FIFA). Un autre Brésilien au crâne rasé, le défenseur Roberto Carlos (Real Madrid), ainsi que les attaquants Gonzales Blanco Raul (Real Madrid), Zinedine Zidane (Juventus de Turin) et Dennis Bergkamp (Arsenal) comptent parmi les outsiders susceptibles de contrarier le second sacre consécutif de Ronaldo.

do, prévu le 12 janvier 1997, à Disneyland Paris. L'idole est bien sûr omniprésente sur le petit écran brésilien, où on peut tout à tour la voir à l'œuvre en cauchemar des gardiens, en star de la publicité, en chanteur bénévole des campagnes de vaccination et même en vedette américaine au côté de sa fiancée, Suzana Werner, dans un feuilleton à l'eau de rose de TV Globo.

### QUEL PARTENAIRE ?

Zagallo venant de ratifier une fort rare unanimité nationale, il ne lui reste plus qu'à désigner l'élu qui aura l'honneur de lui tenir compagnie à la pointe de l'attaque des quadruples champions du monde.

Duetistes virevoltants auxquels le Brésil doit la conquête de la dernière Coupe du monde aux États-Unis, les frères ennemis Romario-Bebeto se disputent la place. Ironie de l'histoire, les deux hommes viennent d'être convoqués par Zagallo au Japon, où leur carrière traverse une période difficile.

A 31 ans, Romario n'en finit pas de consolider sa réputation de « bad boy » en raison des relations orageuses avec ses entraîneurs successifs. Transféré en juillet du Flamengo de Rio au club espagnol de Valence, il s'est vite retrouvé sur le banc de touche pour cause d'incompatibilité d'humour avec le coach Claudio Ranieri.

### Ces vedettes privées de Mondial

George Weah ne disputera jamais de phase finale de Coupe du monde. Le talent exceptionnel de l'attaquant du Milan AC et ancien joueur du Paris-Saint-Germain n'est pas en cause, mais sa nationalité constitue un obstacle infranchissable pour une qualification. Car, sur la scène footballistique, le Liberia, son pays, est encore loin de représenter une force de premier ordre. Ryan Giggs, le talentueux attaquant gallois de Manchester United, est dans la même situation, ainsi que Shota Arveladze, le buteur géorgien de l'Ajax d'Amsterdam. D'autres remarquables joueurs évoluant dans de grands clubs européens seront absents en France, comme le Suédois Martin Dahlin (Blackburn), le Finlandais Jani Litmanen (Ajax), le Tchèque Pavel Nedved (Lazio), l'Uruguayen Paolo Montero (Juventus), le Portugais Paulo Sousa (Dortmund), et l'attaquant ukrainien Andrei Shevchenko (Dynamo Kiev).

La situation de Bebeto, âgé de 33 ans, n'est guère plus confortable. Certes, il jouera, le 2 décembre, à Tokyo, la finale de la Coupe Intercontinentale avec le Cruzeiro de Belo Horizonte, vainqueur de la Coupe Libertadores d'Amérique du Sud, face aux champions d'Europe du Borussia de Dortmund.

Mais, grande première au Brésil, son passage dans le club se limitera à ce seul match. Ayant résilié le contrat qui le liait au Vitoria de Bahia, Bebeto espérait en effet retourner à La Corogne, l'équipe espagnole dont il fit les beaux jours, il y a quelques années. Les négociations n'ayant pas abouti, il a dû, des semaines durant, se résigner au chômage forcé, jusqu'à l'éphémère embauche au Cruzeiro.

Ronaldo, qui a un faible pour Romario, devra peut-être cohabiter, pendant le Mondial 1998, avec un troisième larron, Edmundo, le plus brillant des joueurs évoluant au pays. En passe, avec le Vasco da Gama de Rio, de battre le record de 28 buts inscrits en championnat national (il en compte déjà 26), celui que les Brésiliens ont surnommé « l'Animal » alterne exploits sportifs et coups de tête désastreux. A telle enseigne que Zagallo lui a récemment conseillé de « suivre un traitement psychologique ». En attendant, Ronaldo, lui, flotte sur son petit nuage.

Jean-Jacques Sevilla

## Les « Reggae Boyz » font danser la Jamaïque

Il est sorti de terre en 1962, l'année de l'indépendance. Trente-cinq ans en arrière, donc. Mais, vu de près comme observé de loin, l'impression reste la même : le National Stadium de Kingston fait bien plus que son âge. Sa pelouse est bosselée, ses tribunes sont défraîchées, et sa piste d'athlétisme, un piètre ruban de six couloirs où Merlene Ottey aurait, dit-on, fait connaissance avec la gloire, a laissé le temps effacer ses couleurs. Mais, dimanche 16 novembre, tout cela n'avait pas d'importance. L'absence de tableau d'affichage et de chronométrage est même passée inaperçue. Car, ce jour-là, entré depuis dans les livres d'Histoire, les « Reggae Boyz » jamaïquais sont venus chercher leur qualification pour le Mondial 98 et l'ont trouvée sans peine, grâce à un simple match nul (0-0) abandonné par l'adversaire mexicain.

C'est un peu de la fantaisie caraïbe que les organisateurs espèrent voir débarquer en France

Les « Reggae Boyz », surnom presque trop évident de l'équipe nationale, ont donc en France. Troisième et dernier qualifié du groupe Concacaf (Amérique du Nord et centrale, Caraïbes), ce morceau de terre peuplé de deux millions et demi d'âmes a gagné son billet au soir du dernier match, en se pinçant souvent pour être bien certain de ne pas rêver. Une grande première pour la Jamaïque mais aussi, plus largement, pour les Caraïbes anglo-

phones. A Kingston, les trente-cinq mille spectateurs du National Stadium ont dansé, chanté et hurlé leur joie bien avant la fin de la rencontre. Et ils n'ont quitté les lieux que plus d'une heure après le départ des joueurs. Ailleurs, la Jamaïque a cessé de respirer jusqu'au coup de sifflet final. Et salué d'un bruyant éclat de rire l'annonce par le Premier ministre, Percival John Patterson, depuis la tribune principale du stade, que la journée du lendemain serait fête nationale.

La passion du pays pour le football ne remonte pas aux récents succès de ses « Reggae Boyz ». « Elle est dans notre culture, explique Sydney Lowrie, la secrétaire générale de la Fédération jamaïque de football. Tout le monde joue, le plus souvent dans la rue. Il en a toujours été ainsi. »

Jusqu'à ces derniers mois, il n'était venu à l'idée de personne, en Jamaïque, que cette passion

puisse quitter la rue et réveiller la fierté nationale. Les « Reggae Boyz » ne connaissent du haut niveau que ses images télévisées. En 1970, par exemple, le onze jamaïquin avait bouclé son parcours de qualification pour le Mondial mexicain sans la moindre victoire. Quatre matchs, autant de défaites. Un seul but marqué, onze encaissés. « Nous étions ridicules, se souvient Bobby McFarlane, un journaliste de Kingston. Mais cela n'a jamais dérangé le pays de son amour du jeu. »

Le miracle ? Il porte un nom étrange, une épaisse moustache noire et deux petits yeux rieurs : René Simoes, l'entraîneur brésilien des « Reggae Boyz ». Recruté l'an passé par les dirigeants jamaïquains, il a gagné en quelques matchs le respect éternel du pays et, accessoirement, le surnom élogieux de « Professeur » et le qualificatif de gourou. En juin dernier, René Simoes a simplement fait ce


que la raison aurait dû imposer à ses prédécesseurs : un courrier d'invitation signé de sa main et envoyé vers l'Angleterre, à destination de la centaine de joueurs, plus ou moins professionnels, possédant un passeport jamaïquin.

Une poignée d'entre eux ont accepté l'offre et fait le voyage vers Kingston pour un rapide bout d'essai. Marché conclu. René Simoes en a choisi quatre : Deon Burton, l'attaquant vedette, venu de Derby County, Paul Hall et Fitzroy Simpson, arrivés de Portsmouth, et Robbie Earle, provenant de Wimbledon. Aujourd'hui, l'entraîneur-recruteur tourne parfois son regard vers le ciel pour évoquer ce qu'il aime appeler « un cadeau de Dieu » : quatre Beatles venus rejoindre une équipe de « Reggae Boyz » pour faire chanter, danser et rêver tout un pays.

Alain Merlier



1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26


 Département de l'Intérieur  
 Comptes Rendus



## La Yougoslavie ou le talent éclaté

Le 30 juin 1990, à Florence, la sélection yougoslave, entraînée par Ivica Osim, comportait huit Croates, six Bosniaques, trois Monténégrins, deux Serbes, deux Macédoniens et un Slovène. Elle disputait son dernier match officiel en Coupe du monde, un quart de finale perdu face à l'Argentine à l'issue des tirs au but. L'éclatement brutal de la République fédérative yougoslave et le terrible conflit qui s'ensuivit lui furent ensuite fatals, pendant un temps. En 1992, la sélection yougoslave avait obtenu sa qualification pour l'Euro en Suède. En raison de la guerre, un veto de l'UEFA l'obligea à laisser sa place au Danemark, repêché, puis vainqueur surprise de l'épreuve.

● **Yougoslavie** : désormais composée uniquement de joueurs serbes et monténégrins, la sélection dirigée par Slobodan Santrac, ancien grand buteur des années 70, s'est qualifiée pour le Mondial français, en inscrivant 12 buts lors des deux matches de barrage face à la Hongrie.

● **Croatie** : entre 1940 et 1944, une sélection représentant l'Etat croate, satellite du III<sup>e</sup> Reich, avait disputé 19 rencontres face à l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie, la Roumanie et la Suisse. Il a fallu attendre le 17 octobre 1990 et un match face aux Etats-Unis pour revoir une sélection croate sur la scène internationale. Grâce à une génération exceptionnellement douée, celle des Boban, Suker et Boksic, la Croatie s'est qualifiée pour l'Euro 96, disputé en Angleterre, où elle a atteint les quarts de finale. Vainqueur en barrages de l'Ukraine, elle aura son mot à dire en France.

● **Bosnie, Macédoine et Slovénie** : les autres Républiques issues de l'éclatement de l'ancienne fédération yougoslave ont logiquement échoué dans les éliminatoires de la Coupe du monde 1998. Beaucoup moins riches en joueurs de talents et en moyens financiers, elles joueront peut-être à l'avenir un rôle de trouble-fête. Comme la Macédoine, qui a failli créer une immense surprise.

## Tchécoslovaquie : un géant, deux nains

La Tchécoslovaquie avait un des plus beaux palmarès du football européen : deux fois finaliste de la Coupe du monde (1934, 1962) et finaliste du championnat d'Europe (1960).

● **République tchèque** : surprénant finaliste de l'Euro 96 en Angleterre (elle avait éliminé la France aux tirs au but en demi-finales), elle ne participera pas au Mondial 98. Dominés par les Espagnols et les Yougoslaves, les joueurs tchèques, expatriés dans des clubs étrangers où ils peinent à être titulaires, ont été très décevants.

● **Slovaquie** : la sélection n'a pu confirmer les quelques bonnes prestations obtenues au début de sa jeune histoire grâce à la fierté de ses joueurs, et a été éliminée sans panache.

## L'héritage gaspillé de l'empire soviétique

Depuis les années 60, la sélection soviétique – composée des meilleurs joueurs russes, ukrainiens (de Kiev) ou géorgiens (de Tbilissi) – brillait sur la scène internationale. Souvent pénalisés en Coupe du monde par leur langage et le fatalisme avec lequel ils acceptaient les coups du sort les plus défavorables, les talentueux Soviétiques n'ont joué qu'une demi-finale en 1966, et quatre quarts de finale, et ont tout de même remporté en 1960 le premier championnat d'Europe, dont ils furent encore finalistes en 1964, 1972 et 1988. L'éclatement politique de l'URSS a donné naissance à une multitude de sélections. Aucune n'a été en mesure de se qualifier pour le Mondial 1998.

● **Russie et Ukraine** : les deux sélections ont toutes deux été éliminées de justesse en barrages, respectivement face à l'Italie et à la Croatie. Le public français sera privé des nouvelles stars ukrainiennes du Dynamo de Kiev (tel Andreï Chevtchenko), qui flambent actuellement en Ligue des champions.



Même pendant les périodes de mousson, les gosses jouent au ballon dans les prés inondés du Bangladesh. L'équipe nationale de ce jeune pays, l'un des plus peuplés mais aussi l'un des plus pauvres du globe, n'est jamais parvenue à se qualifier pour une phase finale de la Coupe du monde de football.

STEVE McCURRY / MAGNUM

# La Corée du Sud, avant-garde percutante du football asiatique

Constant au plus haut niveau depuis plusieurs années, le pays du Matin calme, qui coorganisera la Coupe du monde 2002 avec le Japon, rêve de voir ses footballeurs créer la surprise en France

LES footballeurs sud-coréens aimeraient devenir les Camerounais de l'Asie. En 1990, les « Lions indomptables » de Roger Milla avaient donné ses lettres de noblesse au football africain en se hissant en quart de finale de la Coupe du monde. L'Asie, elle, attend toujours ceux qui lui permettront de parler d'égal à égal avec les footballeurs d'Europe, d'Amérique latine ou d'Afrique.

Du côté de Séoul, on est persuadé que l'équipe nationale est la seule représentante du continent suffisamment armée pour se mêler aux combats des chefs. Le seul précédent remonte à la World Cup 1966, quand les frères ennemis de la Corée du Nord avaient éliminé l'Italie (battue 1-0 au premier tour) et avaient fait trembler le Portugal en quart de finale, menant 3-0

avant de succomber (3-5) sous les coups d'un Eusebio déchaîné.

Aujourd'hui, les statistiques donnent plutôt raison aux dirigeants de la Korea Football Association : en soixante-treize rencontres de phases éliminatoires de Coupe du monde, les Coréens n'en ont perdu que neuf. Ils se sont qualifiés pour cinq phases finales de Coupe du monde, dont les quatre dernières. Plus significatifs sont leurs résultats depuis le début des années 90. Lors de la World Cup 1994, ils ont été éliminés au premier tour, en ayant partagé les points avec l'Espagne puis la Bolivie, avant de céder, avec les honneurs, devant l'Allemagne (3-2).

En 1997, lors d'un match amical, ils ont tenu les Brésiliens en échec pendant 90 minutes, jusqu'à ce qu'un penalty discuté permette aux champions du monde de

s'imposer dans les arrêts de jeu. Autre indicateur des progrès du football coréen : les résultats de l'équipe des moins de vingt ans, demi-finaliste du championnat du monde de cette catégorie d'âge en 1983, puis quart de finaliste en 1991, année où l'équipe réunissant des joueurs issus des deux Corées.

Une partie des joueurs qui participaient à cette expérience de rééducation sportive, restée sans lendemain, évolue aujourd'hui dans l'équipe qui s'est qualifiée pour le Mondial 1998. Dans l'esprit de nombreux Coréens, il doit marquer un virage : il est temps de passer des années d'apprentissage à celles de la concrétisation.

## 3,5 MILLIONS DE LICENCIÉS

Le football existe en Corée depuis plus d'un siècle et compte aujourd'hui plus de 3,5 millions de licenciés, ce qui en fait le deuxième sport du pays après le base-ball. Le premier championnat professionnel asiatique y a vu le jour en 1983, dix ans avant que le Japon ne s'y mette à son tour. Le football coréen peut compter sur le soutien des plus grosses entreprises du pays (Daewoo, Hyundai, Samsung, Goldstar...), propriétaires de clubs structurés et puissants. Enfin, la perspective de la Coupe du monde 2002, coorganisée bon gré mal gré avec le Japon, se fait de plus en plus précise.

L'objectif fixé à Cha Bum-kun, le sélectionneur national, est donc ambitieux : qualifier la Corée du Sud pour les quarts de finale du Mondial 1998. L'homme n'a pas peur des défis. Il est le premier

joueur sud-coréen à avoir quitté son pays, en 1979, pour aller tenter sa chance à l'étranger, à l'âge de dix-neuf ans. Il évolua dix saisons durant dans le difficile championnat ouest-allemand, sous les couleurs du Bayer Leverkusen puis de l'Eintracht Frankfurt, remporta à deux reprises la Coupe de l'UEFA et inscrivit 98 buts en 308 rencontres, ce qui lui valut le surnom de « Cha Boom ».

En Asie, on lui a préféré celui de « Beckenbauer asiatique », bien qu'il ait toujours évolué à un poste d'attaquant. De retour au bercail, Cha Bum-kun s'est porté à plusieurs reprises candidat au poste de sélectionneur national. Mais ce n'est qu'en janvier 1997 qu'il a obtenu gain de cause. Autoritaire et exigeant, il a aussitôt imposé de nouveaux joueurs, comme le buteur Choi Yong-soo, et poussé l'équipe coréenne vers un style de jeu plus offensif et débridé, inspiré du modèle britannique.

Le football coréen se veut désormais parfaitement moderne, et le souvenir de sa première incursion dans le football international, lors de la Coupe du monde 1954, n'est plus qu'une amusante anecdote. Les Coréens n'étaient arrivés en Suisse qu'à la veille de leur premier match après trois journées d'un voyage épuisant. Leurs adversaires hongrois, futurs finalistes de l'épreuve, n'en firent qu'une bouchée. Battus 9-0, les Coréens allaient s'en tirer à peine mieux deux jours plus tard face à la Turquie (7-0). C'était une autre époque.

Gilles Van Kote

## La longue marche de la Chine

Avec 1,3 milliard d'habitants, la Chine fait peur. Avec ses 250 000 licenciés de football, la Chine fait rire. La République populaire de Chine échoue régulièrement (cinq fois de suite) aux portes de la phase finale de la Coupe du monde. Sa troisième place dans le groupe B de la zone asiatique, derrière l'Arabie saoudite et l'Iran, lui a donné le droit de suivre le Mondial 1998 à la télévision. « Nous sommes submergés par les remords et nous nous réprimandons nous-mêmes. Nous voulons dire un pardon sincère à chacun », a déclaré toute l'équipe dans une lettre ouverte à valeur d'autocritique.

Car les joueurs chinois savent qu'ils n'ont que peu d'excuses. Leur sport est bien structuré : une fédération fondée en 1924, un championnat de 12 équipes, des joueurs de valeur (Fan Zhilong et Xie Hui, de Shanghai), un marché des transferts (Xie Yuxin est passé de Guangdong à Songzi pour près de 1 million de francs) et un match de référence (une victoire contre la Colombie 2-1 en 1995). Voilà pourquoi la Chine pense déjà à la Coupe du monde 2002, co-organisée par la Corée du Sud et le Japon, à deux pas de la Grande Muraille.

# Gare, les Bafana Bafana sont là !

Après les rugbymen, c'est au tour des footballeurs sud-africains de se réconcilier avec la communauté sportive internationale. Pour la première fois, ils joueront une phase finale

« **S** IYATA e France ! », « France, nous voilà ! » Le refrain, repris en chœur par les 90 000 spectateurs, a longtemps résonné dans les tribunes du FNB stadium avant de gagner les rues de Soweto puis toute l'Afrique du Sud du football. Grâce à une courte victoire contre le Congo (1-0), le 16 août, les Bafana Bafana ont gagné le droit de jouer la Coupe du monde 1998. La célébration de l'événement a pris des airs de fête nationale pour finir en sé-

rieux chahut (300 blessés). L'ambiance était électrique. Le président Nelson Mandela avait donné le ton, déclarant que la qualification de l'équipe nationale serait la preuve de « la réussite du peuple sud-africain ».

Le succès des Bafana Bafana est une consécration pour la « nouvelle » Afrique du Sud. Les événements marquant le retour du pays sur la scène internationale n'ont pourtant pas manqué depuis la fin de l'apartheid. Mais, aux yeux de la population noire, la qualification pour le Mondial 1998 est le plus important.

Sport roi dans les townships, le football avait été privé de tous les grands rendez-vous jusqu'en 1992, boycotté oblige. Éliminés de la course à la Coupe du monde 1994, mais vainqueurs de la Coupe d'Afrique des champions 1995 avec les Orlando Pirates de Johannesburg puis de la Coupe d'Afrique des nations 1996, qu'ils organisaient, les footballeurs sud-africains jouissent d'une incroyable popularité.

Paradoxalement, la vedette de l'équipe est un Blanc : Mark Fish. Il a vingt-quatre ans et a rejoint le prestigieux championnat italien en intégrant la défense de la Lazio

de Rome (Italie), séduite par ses prestations avec l'équipe nationale en 1996, moyennant 10 millions de francs, un record pour le pays. Les Bafana Bafana ont fait de ce jeune homme, international dès l'âge de dix-neuf ans, leur chef de file. Mais c'est à l'entraîneur Clive Barker, blanc lui aussi, qu'ils doivent leurs succès. A cinquante-trois ans, cet ancien attaquant (il a joué au Durban United puis au

Durban City), en poste depuis le mois de mars 1994, a conduit la sélection à son sommet – la Coupe d'Afrique des nations 1996 – avant de lui offrir une qualification mondiale.

A l'issue de la victoire décisive sur le Congo, Clive Barker confiait au quotidien *L'Équipe* : « Aujourd'hui, je me sens un tout petit peu moins coupable vis-à-vis de M. Mandela. Même si on n'était pas

## Les Africains à l'honneur

Pour la première fois dans l'histoire de la Coupe du monde, le continent africain sera représenté en phase finale par cinq équipes. A l'incision du Mondial 98, le football africain, sans doute le plus prometteur de la planète, devrait confirmer ses énormes progrès. Avec deux équipes du Maghreb (Maroc, Tunisie), les Lions Indomptables du Cameroun, habitués des phases finales, les redoutables Green Eagles du Nigeria, champions olympiques en titre, et les Bafana Bafana sud-africains, vainqueurs de la Coupe d'Afrique des nations en 1996, le football africain sera particulièrement bien représenté.

Lors de la World Cup américaine en 1994, le Cameroun et le Maroc avaient échoué, ne parvenant pas à passer le premier tour, alors que le Nigeria était éliminé en huitièmes de finale par l'Italie (2-1 après prolongation). Quatre ans auparavant, au Mondial italien, deux équipes africaines seulement (Cameroun, Egypte) participèrent à la compétition. Les Lions indomptables de Roger Milla avaient atteint les quarts de finale, éliminés par l'Angleterre après prolongations (3-2).

forcément du mauvais côté de la barrière, on n'en a jamais fait assez à l'époque... Cette qualification, c'est ma contribution. Pendant un an, les gens vont avoir un but positif dans leur tête. Quand on joue, le taux de criminalité baisse. Le rugby, c'est blanc. Le cricket, c'est blanc. Nous, on représente toutes les couches de la population. On est l'équipe du peuple. »

Et ce peuple chaleureux n'hésitera pas à suivre son équipe en France. On estime à plus de 5 000 le nombre de supporters qui pourraient être du voyage. De mauvaises langues affirment déjà que l'Afrique du Sud va décevoir, qu'elle n'est pas la meilleure formation du continent. Il est vrai qu'elle a obtenu son titre de champion d'Afrique 1996 en l'absence du Nigeria et que les coéquipiers de Daniel Amokachi figurent parmi les favoris du Mondial. Michel Platini, coprésident du Comité d'organisation (CFO), affirme que « c'est une formation costaud, avec un bon physique, qui évolue un peu dans le style anglais ». Clive Barker, lui, explique son truc : « C'est simple. Je fais croire à mes joueurs qu'ils sont les meilleurs. »

Frédéric Chambon



Joseph Blatter, secrétaire général de la Fédération internationale de football (FIFA)

## « Le jeu doit rester humain, c'est ce qui fait son charme et sa force »

« Les dix stades français qui accueilleront la Coupe du monde en 1998 vous satisfont-ils ? »

« Ce sont des stades comme je les aime, à taille humaine. Les travaux de modernisation et d'embellissement ont abouti à des résultats remarquables. Quant au Stade de France, il est splendide, et c'est vraiment le temple du sport qui manquait à la France. Et pour que la fête soit complète, je pense que les grillages seront enlevés, ce qui satisfait pleinement la FIFA. Des stades sans grillages, c'est bon pour l'image du football mais aussi pour celle de la France. »

« En 1904, lors de sa fondation, la FIFA comptait sept pays membres. Combien sont-ils aujourd'hui ? »

« Nous en sommes à 198, et à l'occasion de notre congrès, prévu à Paris en juin 1998, nous atteindrons les 200. La Mongolie, le Groenland notamment sont sur la liste d'attente. Tout comme Gibraltar, ce qui risque de poser quelques problèmes intéressants à résoudre. »

« A l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, comment peut-on qualifier le travail de la Fédération internationale de football ? »

« Nous aidons le football à se développer, à prospérer, à gagner de nouveaux territoires. On estime à 200 millions le nombre de joueurs à travers la planète, dont 400 000 professionnels et 35 millions de femmes. Les personnes intéressées par le football sont estimées à 1,2 milliard. Autrement dit, le cinquième de la population mondiale. »

« Aujourd'hui, le rôle de la FIFA reste celui de superviseur du football à l'échelle mondiale et d'organisateur des grandes compétitions. Nous agissons, en matière de jeu proprement dit, à l'aide de nos différentes commissions techniques. Mais nous aidons également les pays qui en ont besoin à développer leur domaine administratif et leur politique de marketing. Le football n'est pas seulement un formidable miroir de la société, c'est aussi devenu une industrie à grande échelle. »

« La Coupe du monde est organisée par la FIFA. Ses bénéfices ont été, lors des dernières éditions, conséquents. Que faites-vous de cet argent ? »

« C'est justement grâce à ces bénéfices que la FIFA peut développer le football, mettre sur pied de nouvelles compétitions pour les sélections de jeunes et créer des structures dans les pays défavorisés. L'argent récolté à la suite d'une phase finale de Coupe du monde est réinvesti dans nos programmes de développement, qui existent depuis 1976. Lorsque Joao Havelange a succédé à Stanley Rous en 1974, son message avait été très clair : il fallait aider les pays pauvres à se développer à travers le football et défricher de nouveaux territoires. C'est un travail gigantesque, qui continuera au siècle prochain. Car le plus important est de faire bouger le football, de ne pas se reposer sur nos lauriers. Il faut sans cesse améliorer ce qui peut l'être, dans tous les domaines touchant au sport le plus populaire de la planète. »

« En 1974, la FIFA n'organisait que la Coupe du monde et le tournoi de football des Jeux olympiques. Aujourd'hui, on compte une douzaine de compétitions placées sous votre autorité. Pourquoi cette boulimie ? »

« La FIFA a pris l'habitude de développer le football de haut en bas. Grâce aux bénéfices engendrés par la Coupe du monde, nous avons créé des championnats du monde des moins de 20 ans, des moins de 17 ans, féminin, indoor. Ces compétitions internationales ont permis aux jeunes joueurs africains, par exemple, de prendre conscience de leur valeur. Ce que les hommes politiques ont du mal à réussir, nous y parvenons : avec le football, le dialogue Nord-Sud est une réalité ! »

« Allez-vous continuer à inventer de nouvelles compétitions ? »

« Il faut faire attention au trop-plein et, de toute façon, le calendrier est déjà assez chargé. Mais, en 1999, nous mettrons sur pied un championnat du monde des clubs avec huit équipes représentant chacune un continent, plus le vainqueur de la Coupe intercontinentale, ainsi qu'une équipe représentant le pays organisateur. »

« Ce projet constitue-t-il une menace pour la viabilité future des championnats nationaux ? »

« Au contraire, nous nous opposons fermement à la disparition des compétitions nationales. Il s'agit d'une manifestation qui permettra par exemple au meilleur club africain ou asiatique de se mesurer au meilleur club européen ou sud-américain. Jusqu'à présent, seul le face-à-face Europe-Amérique du Sud existait à travers la Coupe intercontinentale. Cette compétition marque une volonté d'ouverture à la planète entière. »

**En 1999, nous mettrons sur pied un championnat du monde des clubs avec huit équipes représentant chacune un continent, plus le vainqueur de la Coupe intercontinentale, ainsi qu'une équipe représentant le pays organisateur**

« Aujourd'hui, le football est victime de trois fléaux : la corruption, le dopage, la violence. Comment pouvez-vous lutter ? »

« Comme je le disais, le football est un miroir de la société. Or, on trouve dans notre société de mauvais éléments. Concernant la corruption, la solution passe par une évolution du statut de l'arbitre. Je le dis clairement : à nos yeux, l'arbitrage professionnel est une nécessité ! Tout est pro dans le football d'aujourd'hui, du joueur à la secrétaire en passant par le masseur et le manager. L'arbitre ne peut plus se contenter de diriger les matches comme un bobby. Et puis, économiquement, il y a dans l'arbitrage professionnel un vrai

gisement d'emplois. D'anciens joueurs pourraient, après leur carrière, se lancer dans l'arbitrage. »

« Nous avons réalisé une enquête il y a quelque temps, demandant à plusieurs présidents de club s'ils étaient d'accord pour investir dans l'avenir 5 % de leur budget de fonctionnement pour financer l'arbitrage professionnel. Tous ont dit oui ! L'arbitre doit être considéré comme un professionnel, ce qui n'exclut évidemment pas les fautes. Tout être humain peut commettre des erreurs, qu'il soit médecin, avocat, joueur ou arbitre. Le jeu doit rester humain, c'est ce qui fait son charme et sa force. »

« C'est aussi pour cette raison que la FIFA reste opposée à l'assistance vidéo pour l'arbitrage. Toutes les phases de jeu, même les plus conflictuelles, comme le hors-jeu, doivent rester sous le contrôle des arbitres. Si on leur enlevait ce pouvoir, le football perdrait son âme. L'utilisation éventuelle de la vidéo doit seulement avoir lieu pour se rendre compte d'incidents qui se sont produits hors du champ de vision de l'arbitre, ou pour juger après coup des cas disciplinaires. »

« Le football est également victime du dopage. »

« Celui qui se dope dans le football est un véritable imbécile ! Car c'est un jeu aussi important sur le plan mental que physique et au cours duquel l'esprit doit rester vif en permanence. Les anabolisants, par exemple, ne servent à rien pour un footballeur. Concernant les compétitions placées sous son autorité, la FIFA a pris l'habitude, depuis le Mondial argentin en 1978, de procéder à des contrôles antidopage réguliers. Ces derniers mois, lors des matches comptant pour la qualification à la Coupe du monde 1998, plus de 80 contrôles ont été effectués et un seul joueur, un Ukrainien, a été contrôlé positif. Lors de la phase finale, il y aura des contrôles permanents à chaque match. Quatre joueurs seront tirés au sort à la mi-temps pour subir le contrôle antidopage. »

« Et comment endiguer la violence sur les terrains ? »

« Depuis quelques années, les arbitres ont reçu des consignes de plus en plus strictes et les appliquent avec fermeté, pour le plus grand bien du jeu. Il reste un véritable point noir, à savoir le tackle par derrière. Notre position est claire : ce geste doit définitivement disparaître ! Les arbitres qui officieront en France lors du Mondial sont d'ailleurs prévenus : si l'auteur d'un geste pareil n'est pas immé-

### Un maître à jouer



Ancien journaliste et joueur de football amateur, diplômé de droit et de sciences économiques et commerciales, Joseph Blatter a débuté sa carrière professionnelle comme secrétaire de l'Office du tourisme du Valais avant de devenir secrétaire général de la Fédération suisse de hockey sur glace (1964). Il rejoindra la FIFA en 1975 comme directeur technique des programmes de développement.

Redoutable politicien, Joseph Blatter s'est habillé au fil des ans à gérer de nombreux conflits et luttes d'influence. Il y a quelques mois, à l'issue d'un comité exécutif très animé, il avait annoncé la vente de l'exploitation des droits TV pour les coupes du monde 2002 et 2006 au tandem helvético-allemand Sports-Kirsh. Ce « contrat du siècle » rapportera environ 11,5 milliards de francs. « De quoi assurer l'avenir financier de la FIFA jusqu'en 2010 ! », déclare Joseph Blatter, avant de préciser que la fédération reste propriétaire des droits de retransmission et qu'il est hors de question que le football soit réservé à une élite câblée ayant les moyens de payer.

La retraite annoncée de Joao Havelange à la tête de la FIFA, en juin, provoque de grandes manœuvres en coulisses. Joseph Blatter, l'homme qui connaît tous les dossiers les plus complexes de la planète football, joue la montre. Pas le hors-jeu.

A. CL.

datement expulsé, l'arbitre exécutif fera ses valises dès le coup de sifflet final ! Pour le reste, l'évolution du football de haut niveau me paraît aller dans le bon sens. Il ne faut pas oublier que le football reste aussi un sport de contact. »

« Le football engendre également de la violence dans les tribunes. »

« De moins en moins. Lors des matches de qualification pour la Coupe du monde 1998, une seule rencontre, Italie-Angleterre à Rome, s'est déroulée avec des incidents. Si la violence disparaît des tribunes, c'est parce que, suivant nos recommandations, les stades sont devenus plus accueillants, plus confortables et plus sûrs. La généralisation des places assises est une obligation. J'ajoute que la disparition des grillages favorise également la sécurité. Il ne faut pas oublier que ce sont souvent à cause de ce que j'appelle les grillages de la mort qu'ont eu lieu des drames comme celui de Guatemala Ciudad il y a quelques mois, au cours duquel des dizaines de spectateurs ont trouvé la mort. »

« Les arbitres sélectionnés pour le Mondial auront-ils droit à un stage spécifique avant la compétition ? »

« Bien sûr. Les arbitres seront réunis fin mars pendant cinq jours à Gressy, près de Paris. Et ils vont beaucoup travailler en compagnie de médecins, de psychologues et d'entraîneurs. Ils subiront des tests physiques, et les éducateurs de la FIFA seront là pour que ce stage débouche sur une interprétation uniforme des lois du jeu. »

« La FIFA, qui tient tant à ouvrir le football au monde, est-elle peinée de l'absence lors du prochain Mondial de pays comme la Chine et l'Inde ? »

« Les Chinois, qui ont effectué d'énormes progrès ces dernières années, ont failli se qualifier. Mais le vieux système de préparation "scientifique", à la mode soviétique, est encore trop souvent utilisé dans certaines provinces pour que les joueurs chinois puissent atteindre le haut niveau. En tout cas, le football est devenu extrêmement populaire en Chine. La situation du football indien est différente. En matière de popularité, ce sport reste encore loin derrière le cricket et le hockey sur gazon. Mais les progrès sont notables. Il faut du temps... »

« La Coupe du monde organisée aux Etats-Unis en 1994 a-t-elle vraiment permis au soccer de décoller ? »

« Oui, et la qualification de la sélection américaine pour le Mondial en France va avoir un formidable impact. Le championnat professionnel, qui a bouclé sa deuxième saison, bat des records d'affluence. On estime à 20 millions le nombre de pratiquants du soccer, dont beaucoup de femmes et d'enfants. Le jour où la communauté noire prendra conscience que l'on peut gagner sa vie en jouant au soccer et que l'on peut devenir une star sans mesurer plus de 2 mètres, contrairement au basket, alors le combat sera définitivement gagné. »

« J'aimerais que de grandes stars noires, comme George Weah, viennent faire la promotion du soccer aux Etats-Unis pour accélérer le processus. J'ajoute qu'en 1999 le championnat du monde féminin se déroulera aux Etats-Unis, avec seize équipes, ce qui ne s'est jamais vu. »

« Regrettez-vous d'avoir accordé l'organisation de la Coupe du monde 2002 au duo Corée du Sud-Japon ? »

« Moo avis personnel ne compte pas. Cette première candidature mixte l'a emporté ; en dépit des multiples difficultés qui se posent, je dois reconnaître que les deux pays ont fait d'énormes efforts pour coopérer. Mais je pense qu'il faudra, à l'avenir, refuser que deux pays organisent conjointement la Coupe du monde. »

« A l'heure actuelle, un pays africain est-il enfin en mesure d'organiser une Coupe du monde ? »

« Pour le moment, je ne vois que l'Afrique du Sud. Ce pays possède les stades, mais aussi toutes les infrastructures nécessaires pour organiser une compétition aussi lourde. Le choix du pays organisateur pour l'édition 2006 sera pris dans deux ans. D'autres pays africains alimenteraient l'organisation de la Coupe du monde, mais le Maroc, candidat malheureux pour l'édition 1998, aura du mal à accueillir 32 équipes. C'est trop lourd. Un pays comme le Nigeria possède les stades, mais pêche en matière d'organisation. Quel qu'il en soit, la lutte s'annonce serrée pour 2006. Car des pays comme l'Allemagne et l'Angleterre se sont mis sur les rangs et le Brésil, qui n'a pas organisé la Coupe du monde depuis 1950, pourrait entrer dans la danse... »

Propos recueillis par Alain Constant



En Zambie. GEDION MENDEL / NETWORK / RAPHO



## France 1938, un premier Mondial avant une deuxième guerre mondiale

Il y a soixante ans, la France organisait la troisième édition d'une compétition qu'elle avait imaginée. Il fallait accueillir l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie...

**E**N ce 1<sup>er</sup> juin 1938, vers 17 heures, un cortège européen se dirige solennellement vers la place de l'Étoile, à Paris. A sa tête, petites lunettes, moustaches en biseau, Jules Rimet porte dans ses bras une gerbe de fleurs destinée au Soldat inconnu. Il est président de la Fédération internationale de football association (FIFA) et a inspiré la Coupe du monde. L'épreuve dont la 3<sup>e</sup> édition verra son coup d'envoi donné trois jours plus tard.

Un peu plus tôt dans la journée, sous les lambris de l'Élysée, la délégation avait écouté le président de la République, Albert Lebrun, souhaiter que la compétition, accueillie pour la première fois par la France, soit « l'occasion d'un rapprochement entre les peuples ». Mais comment croire alors que le football puisse changer quoi que ce soit à la situation internationale ? L'Espagne est

en pleine guerre civile. En Allemagne, Hitler prépare son peuple à un nouveau conflit mondial. Du coup, la FIFA doit revoir ses ambitions à la baisse. Elle parvient malgré tout à mettre sur pied un tournoi crédible bien que l'Argentine, vende de ne pas avoir été retenue pour l'organisation, et l'Angleterre, en froid avec les hautes instances sportives, se soient ajoutées à la liste des forfaits.

L'Autriche, toute récente victime de l'Anschluss nazi, ne peut évidemment participer à la compétition. Elle est, malgré tout, malgré elle, représentée par cinq footballeurs de sa « Wunderteam », sélectionnés sous les couleurs allemandes pour jouer le match d'ouverture, le 4 juin, au Parc des Princes. Un virtuose viennois n'est pas du voyage : Matthias Sindelar, le « Mozart du football », a été éconduit. Il est juif.

Ce Suisse-Allemagne inaugural, festival de mauvais coups, donnera deux fois le ton d'une Coupe du monde marquée par la violence. Deux fois parce que, les équipes d'ayant pas réussi à se départager (1-1), le match a dû être rejoué cinq jours plus tard, avec la même rudesse, et la Suisse finit par s'imposer (4-2).

Le public français n'est pas au bout de ses peines. Le 12 juin, à Bordeaux, en quarts de finale, le Brésil et la Tchécoslovaquie offrent un spectacle affligeant. L'arbitre hongrois Paul von Hertzka expulse quatre joueurs (deux de chaque côté) et on relèvera cinq blessés, dont le gardien de but tchèque Frantisek Planicka (fracture du bras) et son

coéquipier Ildich Nejedlý (pied cassé).

Les Brésiliens viennent-ils de ruiner leur réputation d'artistes du ballon dans ce match-catastrophe ? Non. Dans les rangs des Sud-Américains, un joueur d'exception a marqué les esprits : Leonidas da Silva. Dribbleur insaisissable, le « Diamant noir » est doté d'une étonnante rapidité d'exécution. Même quand il tombe des cordes, comme le 5 juin à Strasbourg, face à la Pologne. Le sol de la Meinau se dérobe sous les crampons, voilà notre homme qui se déchaîne, histoire de retrouver ses sensations brésiliennes. Son geste va faire le tour de la Terre. Tout comme celui de l'arbitre suédois Ivan Ekblad, ordonnant au gardien de remettre illusoires ses souliers de sport. L'attaquant s'exécute. Et marquera trois buts.

### BALLON D'OXYGÈNE

Au cœur d'une lourde actualité politique, la présence sur le territoire français de quinze sélections nationales est un sujet de distraction quotidien, un véritable balloo d'oxygène.

A Niederbronn, en Alsace, les Brésiliens se font offrir vin d'honneur sur vin d'honneur, ce qui agace le sélectionneur, Adhemar Pimenta. La Roumanie s'installe à Saint-Ferréol, la Pologne à Séstet, la Suisse au Vésinet. Pour sa part, l'Allemagne préfère retourner à Aix-la-Chapelle afin de mieux préparer son deuxième match contre la Suisse. Quant aux footballeurs cubains, que l'on vit débarquer du *Queen-Mary*, à Cherbourg, avec guitares et mar-

cas, leur visite aux bovins de la foire agricole à Lannemezan reste un grand moment.

La carte postale la plus insolite est apportée par l'équipe des Indes néerlandaises, censée représenter le continent... asiatique avec, pour tout palmarès, une victoire contre le Japon et quelques rencontres amicales contre ses homologues des Indes anglaises. Son gardien s'appelle Mo-Hang. Les journalistes de l'époque le trouvent « minuscule » et n'ont pas manqué de remarquer l'étrange poupée que le jeune homme a accrochée dans ses filets, en guise de porte-bonheur. Balayés 6-0 par la Hongrie, à Reims, devant 4 000 curieux, les Indes néerlandaises ont manqué leur seule occasion de gagner la Coupe du monde. Cuba ne gagnera pas cette fois-ci, écrasé (8-0) en quarts de fi-

nale par la Suède dans le décor inédit du fort Carré d'Antibes, où 7 000 personnes ont pris place.

Le football, en ces années, s'est largement professionnalisé en Europe et en Amérique du Sud, le hasard y a une place de moins en moins importante. Les petites équipes font les frais de cette mutation. Un mot nouveau apparaît d'ailleurs dans les chroniques : « réalisme ». L'Italie est la première à l'illustrer.

Lauréate de la Coupe du monde qu'elle a organisée quatre ans plus tôt, la Squadra Azzurra de l'entraîneur Vittorio Pozzo continue de briller grâce à la qualité de son organisation. Une défense impénétrable, deux métrooomes qui battent la mesure au milieu du terrain (les inters Giuseppe Meazza et Giovanni Ferrari, déjà là en 1934) et

un avant-centre percuteur (Silvio Piola) vont être les clés d'un nouveau succès.

Il est vrai aussi que la sélection italienne profitera des faux pas de ses rivaux. L'Allemagne est éliminée dès le premier tour par la Suisse, et le Brésil s'incline (2-1) devant les Transalpins, en demi-finale, le 16 juin, à Marseille, après qu'Adhemar Pimenta a décidé de protéger deux de ses meilleurs joueurs, Leonidas da Silva et Tim, en vue de la finale ! Trois jours plus tard, à Colombes, face à la Hongrie, deux buts de Silvio Piola et deux de Luigi Colaussi scellent une victoire finale (4-2) amplement méritée. L'Italie a conservé son titre.

Le capitaine Giuseppe Meazza monte dans la tribune officielle afin de recevoir le précieux trophée des mains d'Albert Lebrun. Face au président de la République française, Giuseppe Meazza exécute alors ce que son rôle lui impose : un salut fasciste. A quoi peut alors penser Albert Lebrun, lui qui, six ans plus tard, connaîtra la déportation ? Ce même 19 juin, de l'autre côté du Rhin, le vice-chancelier Rudolph Hess exalte devant 70 000 membres du parti oazi la puissance du III<sup>e</sup> Reich. Bientôt, les dribbles éhémérés de Leonidas da Silva, les chevauchées de Giuseppe Meazza, les danses chaloupées des joueurs cubains ne seront plus que des souvenirs. Tout comme cet engagement pris par l'Allemagne : organiser la quatrième édition de la Coupe du monde. En 1942.

Frédéric Potet

## Laurent Di Lorto, goal abattu

**L'**ÉQUATION toute neuve était trop facile : qui organise la Coupe du monde la gagne. Mais, on le sait, le football n'est pas une science exacte. En ce 12 juin 1938, les 58 000 spectateurs du stade de Colombes s'en vont sur cette triste conclusion. La France d'insigne pas son nom au palmarès de l'épreuve comme étaient parvenus à le faire l'Uruguay, en 1930, puis l'Italie, en 1934, les pays organisateurs des deux premières éditions.

Devant les vestiaires, à la fin de la rencontre, Gaston Barreau, l'entraîneur national, abattu, vient de recevoir trois boîtes de cigares. Qui en est l'expéditeur ? Il n'en sait fichtre rien. Cela dure depuis un an : après chaque match international, un inconnu fait parvenir aux joueurs français cet insolite présent pour les remercier de leurs efforts.

Il est vrai que, pendant sa campagne de préparation, les spectateurs du Parc des Princes et du stade de Colombes n'ont pas eu à se plaindre de l'équipe de France. Quatre victoires (contre la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique, la Bulgarie), une défaite face à l'Angleterre (composée alors de professionnels à plein temps) et un match nul (0-0) contre l'Italie, championne du monde en titre, ont fait naître un grand espoir pour l'été 1938.

Après avoir éliminé la Belgique en huitièmes de finale (3-1), les Coqs de France retrouvent les Italiens, habillés ce jour-là tout en noir. Histoire de célébrer un triste culte, ou renonçant à la couleur bleue qu'ils partagent avec l'équipe de France ?

Ce 12 juin, un des vingt-deux hommes présents sur la pelouse banlieusarde est l'objet de tous les regards. Son nom sonne italien, mais il porte le n°1 des « Coqs ». Laurent Di Lorto, né à Martigues en 1909, ignore encore, mais il joue, ce jour-là, son onzième et dernier match international. Six mois plus tôt, le goal du FC Sochaux avait été

porté en triomphe par ses coéquipiers après qu'il eut stoppé tous les tirs des artificiers de la Squadra Azzurra lors du fameux match amical. Le public avait scandé son nom. Un journaliste l'avait baptisé le « Bayard du football français ».

### NOUVEAU HÉROS

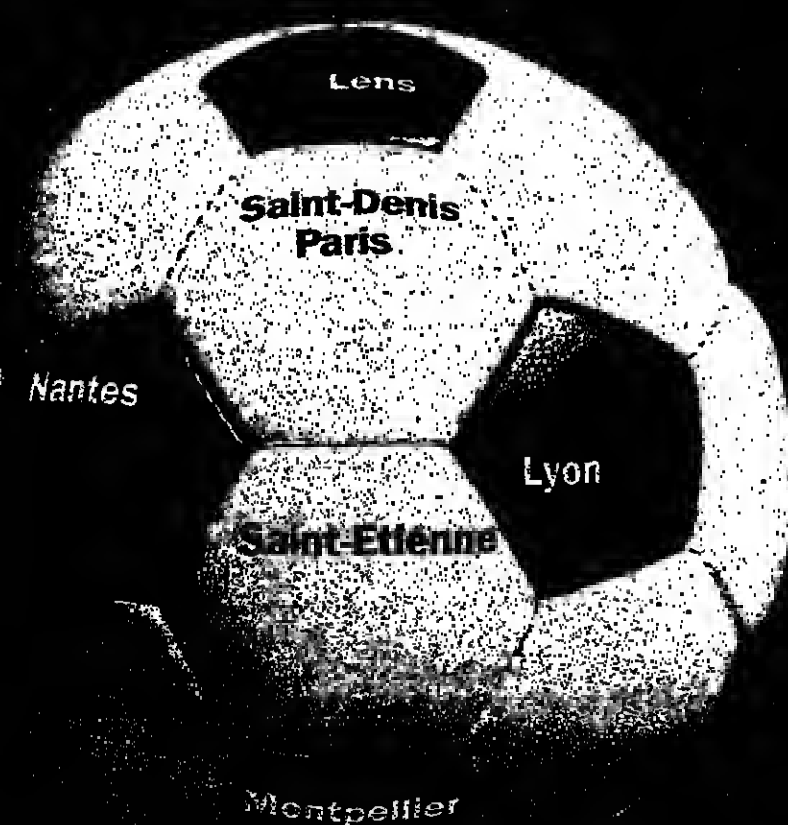
Alors que la menace guerrière grondait à ses frontières, le pays sautait sur ce nouveau héros, un portier sans gants, un joueur qui portait - attendrissant fétichisme - la même paire de chaussures depuis trois ans. Mais à Colombes, la réussite ne souria pas une deuxième fois à Laurent Di Lorto. Après sept minutes de jeu, un shoot anodin de Luigi Colaussi glisse entre ses mains, heurte son épaule et vient s'immobiliser au fond de ses filets. Poussés par un public qui d'aurait jamais vu aussi nombreux à Colombes, les hommes en bleu égaliseront immédiatement grâce au Strasbourgeois Oscar Helsserer. Mais deux buts de Silvio Piola en deuxième mi-temps mettront définitivement le rêve en berne.

Sans la prestation de Laurent Di Lorto, le onze tricolore aurait-il pu tenir jusqu'au coup de sifflet final, comme l'hiver précédent ? La France doit quitter sa Coupe du monde sur cette amère interrogation. Les joueurs abandonnent leur résidence de Chantilly. Les gazettes cessent de rendre compte de leurs apparitions à Roland-Garros, ou les plages des bords de l'Oise.

Quant au public, il reste passionné : 21 000 spectateurs en moyenne par match. Il va reporter vainement tous ses espoirs sur le Brésil. Au pragmatisme finalement inexorable de l'Italie noire, existait-il en effet meilleure alternative que le jeu coloré, improvisé et sautillant des artistes sud-américains ? Pour quel temps encore, entre rythmes cariocas et la *Java bleue* de Fréhel, la France a le cœur à danser.

R. P.

## Crédit Agricole, Banque Officielle de la Coupe du Monde 1998.



Pour que le cœur de nos régions batte au rythme du monde.

Depuis plus de 10 ans, nous nous engageons aux côtés du jeune football amateur. C'est une des vocations du Crédit Agricole que de soutenir l'élan et le dynamisme des régions. C'est donc tout naturellement que nous sommes aujourd'hui la Banque Officielle de France 98.

